



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	p. 03-16
Composition de la Chambre des Députés	p. 17
Organes, commissions et délégations	p. 18-21
Nouvelles lois	p. 22
Séances publiques n ^{os} 39, 40 et 41	p. 23-64
Questions au Gouvernement	p. 65-99

2023-2028

n° 17



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-16
Composition de la Chambre des Députés	p. 17
Organes, commissions et délégations	p. 18-21
Nouvelles lois	p. 22
Séances	p. 23-64
39 ^e séance du mardi 8 octobre 2024	p. 23-24
40 ^e séance du mercredi 9 octobre 2024	p. 24-26
41 ^e séance du jeudi 10 octobre 2024	p. 26-64
Questions au Gouvernement	p. 65-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
31/10/2024

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Le Lieutenant-Représentant du Grand-Duc a prêté serment devant la Chambre



Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier s'adresse à la Chambre après sa prestation de serment comme Lieutenant-Représentant du Grand-Duc.

La rentrée parlementaire 2024 entrera dans l'histoire : le 8 octobre 2024, Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier a été assermenté en tant que Lieutenant-Représentant du Grand-Duc devant la Chambre des Députés. Il a prononcé le serment prévu par l'article 58 de la Constitution : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles. »

« La journée d'aujourd'hui est sans précédent »

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Lors de son allocution, le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a relevé l'importance de cet acte devant les élus : « La journée d'aujourd'hui est sans précédent. Pour la première fois, le Grand-Duc Héritier

prête serment devant la Chambre des Députés en séance publique. C'est ce qu'a souhaité le Parlement, car ce moment revêt une profonde signification symbolique et démocratique. »

« Votre futur rôle recevra ainsi la légitimité qu'il mérite », a déclaré le Président en s'adressant directement à S.A.R. le Grand-Duc Héritier.

M. Wiseler a rappelé que la tradition des lieutenances, peu répandue, trouve ses origines dans une période où le Grand-Duc était en même temps Roi des Pays-Bas et avait besoin d'un représentant sur le territoire du Grand-Duché. La fonction a été inscrite dans la Constitution luxembourgeoise pour la première fois en 1841. Depuis 1850, on compte cinq lieutenances. Lors de la révision de la Constitution en 2023, la Chambre a estimé qu'il était essentiel

d'introduire et d'encadrer la lieutenance par l'article 58, afin de garantir la pérennité de cette tradition.

« Le jour d'aujourd'hui marque la confluence de la tradition et du renouveau », a conclu le Président de la Chambre des Députés.

Signature d'un arrêté grand-ducal

Avant la venue de S.A.R. le Grand-Duc Héritier à la Chambre des Députés, un arrêté grand-ducal a été signé par le Grand-Duc, le Grand-Duc Héritier ainsi que par le Premier ministre, M. Luc Frieden. Ce dernier a informé la Chambre du contenu de l'arrêté lors de la cérémonie de prestation de serment. Il est important de noter que le Grand-Duc en titre reste chef de l'État.

Rencontre avec les citoyens

En sortant de l'Hôtel de la Chambre, S.A.R. le Grand-Duc Héritier, le Président de la Chambre et le Premier Ministre sont allés à la rencontre des citoyens rassemblés sur la place du « Krautmaart ».



À l'issue de la séance publique, S.A.R. le Grand-Duc Héritier signe le Livre d'or entouré du Premier ministre, M. Luc Frieden (à gauche) et du Président de la Chambre, M. Claude Wiseler (à droite).

Visite du Pape au Luxembourg

Dans le cadre de la visite officielle de Sa Sainteté le Pape François à Luxembourg le 26 septembre 2024, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rencontré le Souverain pontife. Plusieurs membres de la Chambre des Députés ont également assisté à la cérémonie au Cercle Cité ainsi qu'à la rencontre avec la communauté catholique à la cathédrale Notre-Dame de Luxembourg.



À son arrivée à l'Aéroport de Luxembourg, Sa Sainteté le Pape François a été accueilli par Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse accompagnés par M. Claude Wiseler.

© SIP / Frédéric Sierakowski

« La Chambre perd un député dévoué et compétent »



Homage à la mémoire de M. Max Hengel

Lors de la séance publique du 9 octobre 2024, la Chambre des Députés a rendu hommage à M. Max Hengel. Le député avait succombé à une longue maladie à la mi-août.

Dans leurs discours, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, le Président du groupe politique CSV, M. Marc Spautz, et le Premier ministre, M. Luc Frieden, ont mis en avant l'engagement et le dévouement du défunt.

« La Chambre perd un député dévoué et compétent au service de notre pays. »

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

M. Max Hengel était député depuis le 11 janvier 2022, date à laquelle il avait pris la succession de Mme Françoise Hetto-Gaasch à la Chambre des Députés. Le Président de la section Est du CSV avait été réélu lors des élections législatives de 2023.

Membre de plusieurs commissions parlementaires, il avait présidé la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. De novembre 2017 jusqu'en novembre 2020, il avait été maire de Wormeldange, un poste qu'il avait de nouveau occupé après les élections de 2023.

Assermentation d'un nouveau député

M. Ricardo Marques a prêté serment au cours de la séance publique du 10 octobre 2024. Le conseiller communal d'Echternach a rejoint les bancs du CSV au Parlement en remplacement de M. Max Hengel, décédé le 17 août 2024.

De formation psychologue, M. Marques travaillera au sein de commissions dont les thèmes lui tiennent à cœur, comme la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ou la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité.



M. Ricardo Marques prête serment devant la Chambre réunie en salle plénière.

« La modernisation de la Chambre est un travail commun »



M. le Président Claude Wiseler et les membres de la Conférence des Présidents répondent aux questions des journalistes.

Bilan à l'occasion de la rentrée parlementaire et perspectives pour l'avenir : le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et les membres de la Conférence des Présidents ont reçu des représentants de la presse lors de la conférence de presse annuelle de la Chambre des Députés le 27 septembre 2024. Le but était de faire le point sur l'actualité et les évolutions qu'a connues la Chambre des Députés depuis un an.

Dans ce contexte, M. Wiseler a déclaré que « la modernisation de la Chambre est un travail commun », en soulignant à quel point le soutien de l'ensemble

des bords politiques était nécessaire pour avancer dans ces dossiers.

Retransmission en direct des réunions des commissions parlementaires, meilleure structuration du calendrier parlementaire, réduction des temps de parole pendant les séances publiques, renforcement de la diplomatie parlementaire, plus grande ouverture envers le public ou encore continuation de la collaboration entre le Parlement et le monde scientifique – ce ne sont que quelques-unes des transformations qui ont marqué l'actualité parlementaire pendant l'année écoulée au Parlement national.

« Notre culture de mémoire est précieuse »



S.A.R. le Grand-Duc dépose une gerbe au Monument national de la solidarité (« Kanounenhivwel »).

À l'occasion de la Journée de commémoration nationale le 13 octobre 2024, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a participé à une rencontre culturelle sur le thème de la mémoire, organisée au Lycée Michel-Rodange.

Tout comme de nombreux autres députés, il a également assisté à plusieurs cérémonies de commémoration.

Rencontre sur le thème de la mémoire au Lycée Michel-Rodange

Devant les élèves du Lycée Michel-Rodange, le Président de la Chambre des Députés a déploré que les témoins de la période de la Seconde Guerre mondiale se fassent de plus en plus rares. Il a par conséquent insisté sur l'importance de la transmission de leurs récits et témoignages : « Lorsque les voix des témoins de l'époque s'affaiblissent, ce sont vos voix, les voix de la jeunesse, qui doivent prendre le relais. »

« Vivre dans un pays libre et en paix n'est pas un acquis. »

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

M. Wiseler a rappelé la chance que représente le fait de vivre dans un pays où règnent la paix et la liberté. Toutefois, il a mis en garde que cela n'est pas un acquis et que chacun a la responsabilité de contribuer à ce que cette situation perdure.



À la découverte du sentier du souvenir de la bataille des Ardennes

« Nos valeurs démocratiques, bâties au fil des décennies et défendues avec courage et résistance durant la Seconde Guerre mondiale, sont de nouveau fragilisées. Elles sont aujourd'hui la cible d'attaques systématiques, aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur », a déploré le Président de la Chambre devant une salle remplie de jeunes lycéens.

Dans son discours, M. Wiseler a souligné que ces dangers sont omniprésents, y compris au Luxembourg. Il a regretté que des attaques contre la démocratie, des discours de haine, des actes antisémites et des propos racistes fassent partie du quotidien. « D'où l'importance de défendre, chaque jour, la liberté et la démocratie, et cela partout », a-t-il ajouté.

Cérémonie de commémoration au Schumannseck

Dans le cadre des commémorations du 80^e anniversaire de la bataille des Ardennes et sur invitation de l'ASBL National Liberation Memorial, le Président de la Chambre des Députés, accompagné de Mme Djuna Bernard (membre de la Commission de la Culture) et M. Ben Polidori (ancien membre de la Commission), s'est rendu au lieu de mémoire national Schumannseck.

Les députés ont eu l'occasion de découvrir une partie du parcours du sentier du souvenir, un lieu de mémoire national qui garde les traces des combats les plus meurtriers de la bataille des Ardennes pendant l'hiver 1944-1945.

Dépôt et présentation du budget 2025

Lors de la traditionnelle cérémonie de remise du budget le 9 octobre 2024, le Ministre des Finances, M. Gilles Roth, a symboliquement déposé le projet de budget 2025 entre les mains du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, la Présidente de la Commission des Finances, Mme Diane Adehm, et la rapportrice du budget, Mme Corinne Cahen.

Le projet de budget 2025 s'inscrit dans « une politique budgétaire responsable et durable », a affirmé le Ministre des Finances devant l'ensemble des députés rassemblés en salle plénière. Il a insisté que « l'effet ciseaux » sera inversé, éventuellement pour l'année 2024 et sûrement pour l'année 2025. Concrètement : les recettes devraient augmenter plus que les dépenses.

Le Ministre des Finances entend atteindre cet objectif en « ciblant davantage les dépenses publiques » et en contrôlant mieux les coûts de fonctionnement, notamment grâce à « une politique de recrutement bien conçue ».

Recettes, dépenses et dette publique

Voici les données clés du projet de budget présenté qui table sur un solde négatif de 1,29 milliard d'euros, soit 500 millions d'euros de moins que prévu par le projet de budget pluriannuel pour 2025, présenté en mars dernier. Ce solde s'explique par :

- des recettes de 29,6 milliards d'euros, soit un plus de 5,2 % par rapport à 2024 (28,1 milliards d'euros) ;
- des dépenses de 30,9 milliards d'euros, soit un plus de 4,5 % par rapport à 2024 (29,4 milliards d'euros).

Le budget de l'Administration centrale est complété par :

- la sécurité sociale qui devrait présenter un solde positif de 657 millions d'euros en 2025 ; à politique inchangée, une tendance à la baisse est attendue ;
- les communes qui présentent un solde positif prévu à hauteur de 168 millions d'euros en 2025 ; une tendance à la hausse est attendue pour les années à venir.

Il convient de noter que l'Union européenne tient compte des trois volets – budget de l'État central, des communes et de la sécurité sociale – pour déterminer la situation financière des administrations publiques.

Jusqu'à la fin de la législature, le Ministre des Finances prévoit un solde négatif entre 0,3 et 0,6 %.

Pour ce qui est de la dette publique, elle devrait atteindre 27,5 % du produit intérieur brut en 2025. M. Roth vise une tendance à la baisse pour atteindre 26 % en 2028.

47 % pour les transferts sociaux

Lors de la présentation, les parts du budget consacrées aux domaines suivants ont été soulignées :

- 47 % du budget seront consacrés aux transferts sociaux (13 milliards d'euros) ;
- 15 % du budget seront destinés à financer les pensions ;
- 15 % seront consacrés à l'éducation ;
- 4,6 % du budget seront consacrés à des investissements ;
- 24 % du budget serviront à rémunérer les agents de l'État.

Par ailleurs, 1.350 nouveaux postes seront créés dans les différentes administrations de l'État (numerus clausus).

Des mesures fiscales ciblées et une réforme à venir

Sont également prévues :

- une baisse de l'impôt sur les collectivités (entreprises) d'un point de pourcentage ;
- l'exonération du salaire minimum non qualifié ;
- des mesures pour soutenir les familles monoparentales ;
- une hausse de 5,5 % sur les accises sur les cigarettes et le tabac.

Le Ministre des Finances a finalement annoncé vouloir continuer les travaux pour mettre en place une réforme fiscale, en y associant étroitement la Chambre des Députés à partir du printemps 2025.



La Présidente de la Commission des Finances, Mme Diane Adehm, remet le projet de budget à la rapportrice, Mme Corinne Cahen (à droite).

Visite officielle au Portugal



Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler (8^e à gauche), et une délégation accueillis par le Président du Parlement portugais, M. José Pedro Correia de Aguiar-Branco (9^e à droite)

La communauté portugaise au Luxembourg et des questions d'actualité politique, comme l'immigration ou la politique européenne, étaient sujets de discussion lors de la visite officielle du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, les 16 et 17 septembre 2024 au Portugal. Le Président était accompagné de deux Vice-Présidents, MM. Fernand Etgen et Mars Di Bartolomeo, ainsi que de M. Gusty Graas, membre du Bureau de la Chambre, et de M. Meris Sehovic, membre suppléant du Bureau.

13 % de la population du Luxembourg ont la nationalité portugaise comme unique nationalité. Si on y ajoute les résidents portugais à double nationalité ou encore les citoyens d'origine portugaise, le nombre de citoyens ayant des liens étroits avec le Portugal est d'autant plus grand.

Par conséquent, la communauté portugaise au Luxembourg était un sujet de discussion dès le premier jour de la visite au Portugal.

Entrevue avec le Président de l'Assemblée de la République portugaise

Au sujet de la participation politique des Portugais au Luxembourg, le Président de l'Assemblée de la République, M. José Pedro Correia de Aguiar-Branco a constaté qu'« elle ne reflète pas le poids de la communauté portugaise et des progrès restent à faire ». Les parlements auraient un rôle à jouer en matière d'intégration et de participation.

L'intégration des Portugais au Luxembourg passerait par leur implication dans la réflexion sociétale et sur le monde politique : c'était l'avis du Président de la Chambre, qui a néanmoins regretté le faible taux d'inscriptions de Portugais aux élections communales. Les deux pays devraient unir leurs efforts pour inciter les Portugais résidant au Luxembourg à aller voter. Aux Portugais eux-mêmes de choisir le vote sur les listes portugaises ou sur les listes du Grand-Duché aux élections européennes.

Concernant la politique d'immigration, la délégation luxembourgeoise a expliqué que le pays connaît une longue histoire de l'immigration, avec aujourd'hui une population résidente de 49 % de non-Luxembourgeois.

Par ailleurs, la collaboration entre parlements était abordée lors de l'échange et les deux Présidents de parlement ont exprimé le souhait d'institutionnaliser la collaboration entre leurs assemblées, avec des réunions de députés, voire de commissions parlementaires, au moins une fois par an.

Accueil à la mairie de Lisbonne

Le Maire de Lisbonne, M. Carlos Moedas, a présenté les points forts de la capitale du Portugal, comme sa vie culturelle très riche et le prix de « capitale européenne de l'innovation » qui vient de lui être décerné. Mais il a aussi pointé du doigt un problème bien connu au Luxembourg également : l'augmentation

des prix des logements et les difficultés des citoyens à y faire face. Au centre historique de Lisbonne, de nombreux logements seraient loués par Airbnb. Si on voulait y répondre en introduisant des quotas, on ne devrait cependant pas oublier que cela pourrait faire perdre un grand nombre de touristes à la ville de Lisbonne, a encore expliqué M. Moedas.

On ne devrait par ailleurs pas uniquement recourir à de nouvelles constructions de logements, mais aussi rénover les immeubles existants. Ainsi, la ville de Lisbonne aurait pu loger récemment 1.000 familles.

Questions d'actualité politique au Palais du Belém

Une audience auprès du Président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa, a clos la première journée de la visite officielle. Des questions européennes et d'actualité politique étaient abordées en tête-à-tête entre le Président de la République et le Président de la Chambre, et ensuite lors d'une réunion élargie en présence des deux Vice-Présidents de la Chambre, MM. Fernand Etgen et Mars Di Bartolomeo.

Un deuxième jour sous les signes des enjeux européens et d'autres thèmes d'actualité

Une minute de silence pour les victimes des incendies qui ont ravagé plusieurs régions du Portugal a ouvert la deuxième journée de la visite, dédiée à des réunions avec plusieurs commissions parlementaires : la

Commission des Affaires étrangères et des Communautés portugaises, la Commission des Affaires européennes, puis celle de l'Environnement et de l'Énergie.

Parmi les propos exprimés, il convient de relever que les députés portugais se sont félicités de la coopération scientifique entre le Luxembourg et le Portugal et ont salué l'enseignement de la langue portugaise dans des écoles du Grand-Duché.

En ce qui concerne l'Europe, des députés des deux côtés – portugais et luxembourgeois – ont plaidé pour une collaboration accrue entre parlementaires et ont souligné l'importance des actions commu-

nautaires. Par ailleurs, la délégation luxembourgeoise s'est intéressée aux avancées du Portugal dans le domaine de l'environnement.

En fin de journée, le Ministre des Affaires étrangères portugais, M. Paulo Rangel, est revenu sur les incendies : les conditions climatiques auraient empiré par rapport aux incendies de 2017. L'aide européenne le conforterait dans son engagement en faveur de l'intégration européenne.

Tout au long de la visite, la délégation était accompagnée par Mme Martine Schommer, ambassadrice du Luxembourg au Portugal.



M. Claude Wiseler a rencontré le Président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa.

Visite officielle au Cabo Verde



M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, avec son homologue, M. Austelino Tavares Correia, Président de l'Assemblée nationale du Cabo Verde

De bonnes relations diplomatiques et une coopération avec le Luxembourg mue par un esprit de partenariat : c'est ainsi qu'on peut résumer le contexte dans lequel s'est déroulée la visite du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, au Cabo Verde du 18 au 21 septembre 2024.

Il était accompagné de MM. Fernand Etgen et Mars Di Bartolomeo, tous deux Vice-Présidents, ainsi que de M. Gustly Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Les Capverdiens au Luxembourg représentent la première communauté africaine du pays et la quatrième originaire d'un pays tiers.

L'accueil au Cabo Verde était chaleureux, avec en début de visite une réunion en tête-à-tête des deux Présidents de parlement à l'Assemblée nationale du Cabo Verde dans la capitale Praia. Elle était suivie

d'un échange entre délégations parlementaires lors duquel le Président de l'Assemblée du Cabo Verde, M. Austelino Tavares Correia, s'est félicité des liens privilégiés entre les deux pays, avec un programme de coopération luxembourgeois à hauteur de 85,4 millions d'euros pour la période de 2021 à 2025.

Quelles interventions du Grand-Duché et pourquoi une visite au Cabo Verde ?

Si les interventions de la coopération luxembourgeoise concernaient dans un premier temps surtout le domaine de la santé ou encore des projets d'infrastructures voués à l'éducation, il s'agit actuellement également d'une aide visant à renforcer les capacités institutionnelles et humaines de cet État insulaire.

Le Cabo Verde se distingue par l'efficacité de son système démocratique : tel fut le constat que le Président de la Chambre a adressé à la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale, suite à l'entrevue avec son homologue capverdien. Les visites sur place présenteraient un grand intérêt, au vu des budgets de coopération que les députés sont amenés à voter. Il s'agirait également de s'intéresser au pays dont nombre de résidents du Grand-Duché sont originaires.

En fin de journée, les députés ont visité les ateliers de l'École d'hôtellerie et de tourisme de Praia – un des projets rendus possibles grâce à la coopération avec le Luxembourg.

Formation professionnelle et santé

Une visite de courtoisie au Président de la République du Cabo Verde, M. José Maria Neves, a ouvert la deuxième journée de la visite.

À Santa Catarina, les députés ont pu voir le centre de formation professionnelle réalisé avec l'appui

financier du Grand-Duché. Sur deux sites, 2.762 jeunes ont pu bénéficier de formations entre 2018 et 2023. Notons qu'un responsable du centre a exprimé le souhait d'organiser des échanges avec des centres de formation du Luxembourg.

Le Lycée technique Grand-Duc Henri ainsi qu'un hôpital, Santa Rita Vieira, étaient parmi les autres sites visités.

L'hôpital a pu être ouvert en 2008 grâce à l'appui financier luxembourgeois. C'était le coup d'envoi pour d'autres structures analogues dans le pays qui ont permis aux habitants de l'île de ne plus devoir se déplacer à Praia pour bénéficier de soins hospitaliers.

Un camp pour opposants au régime

La visite du camp de concentration de Tarrafal a montré une page sombre de l'histoire du pays. À l'époque de Salazar, des antifascistes y étaient incarcérés sous des conditions inhumaines et étaient soumis à des travaux forcés. Après 1961, le camp servait de prison pour les opposants au régime portugais en Guinée-Bissau, en Angola et au Cabo Verde.

Lors de l'entrevue avec le Premier ministre du Cabo Verde, M. Ulisses Correia e Silva, la position commune de soutien à l'Ukraine et l'appui du multilatéralisme étaient des sujets de discussion.

La délégation luxembourgeoise a félicité le Cabo Verde pour son rôle d'intermédiaire entre l'UE et l'Afrique et aussi pour son statut considérable en tant que démocratie stable dans un continent en pleine ébullition.

La visite au Cabo Verde a pris fin avec une visite au Centre des énergies renouvelables et de la maintenance industrielle.

Visite officielle en Slovénie : « Nous partageons les mêmes valeurs »

Une délégation parlementaire menée par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, s'est rendue en visite officielle en Slovénie du 16 au 18 octobre 2024.

Les échanges à Ljubljana ont porté sur plusieurs sujets clés, tels que les relations interétatiques et économiques, l'élargissement de l'Union européenne vers les Balkans occidentaux ainsi que la guerre en Ukraine et le conflit au Proche-Orient.

« La Slovénie et le Luxembourg partagent de nombreux points communs et, en particulier, les mêmes valeurs. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a qualifié les relations entre les deux pays lors d'une entrevue avec la Présidente du Parlement slovène, Mme Urška Klakočar Zupančič. « Dans un monde divisé et bouleversé, il est essentiel de savoir sur quels pays le Luxembourg peut compter pour renforcer ses relations », a-t-il ajouté face à son homologue slovène.

Des opportunités économiques qui se présentent

M. Wiseler a souligné que la Slovénie et le Luxembourg peuvent beaucoup apprendre l'un de l'autre. Un exemple de collaboration possible concerne le domaine de l'industrie spatiale, d'autant plus que la Slovénie s'apprête à devenir le 23^e membre de l'Agence spatiale européenne (ESA). D'autres domaines sont celui des technologies développées dans le cadre de l'économie circulaire pour



Une délégation luxembourgeoise reçue par la Présidente du Parlement slovène, Mme Urška Klakočar Zupančič (5^e à droite)

prévenir des catastrophes naturelles, sachant que la République de Slovénie a été gravement touchée par les inondations l'année dernière, ou le secteur du bois (« wood cluster »). M. Wiseler estime que les relations économiques et commerciales entre les deux pays offrent encore un grand potentiel. De leur côté, les représentants slovènes ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de renforcer les liens économiques avec le Luxembourg, qui est le deuxième plus grand investisseur étranger en Slovénie.

Un soutien aux Balkans occidentaux dans le processus d'adhésion à l'UE

Un autre sujet abordé lors de l'échange de vues était l'élargissement de l'Union européenne, l'une des grandes priorités de la nouvelle Commission européenne en cours de formation. La Présidente du Parlement slovène a rappelé que la Slovénie a toujours été un fervent défenseur de l'élargissement de l'Union européenne, en particulier en faveur des Balkans occidentaux. Elle a encore mentionné que la Slovénie, en raison de son passé yougoslave, peut jouer un rôle de médiateur et prêter une oreille attentive aux besoins de ces pays. À ce titre, M. Wiseler a félicité la Slovénie d'avoir obtenu le portefeuille de l'élargissement européen et de la reconstruction de l'Ukraine au sein de la Commission européenne. Enfin, les deux délégations parlementaires ont souligné la nécessité de continuer à soutenir les pays des Balkans occidentaux dans leur adhésion à l'UE, tout

en veillant à ce qu'ils ne se sentent pas négligés par rapport à l'Ukraine.

Les efforts et engagements dans la politique de coopération

Il importait à la Présidente du Parlement slovène, Mme Urška Klakočar Zupančič, d'aborder le sujet de la politique de coopération. Elle a félicité le Luxembourg pour l'engagement dont fait preuve le Grand-Duché en tant que pays de taille modeste. Mme Urška Klakočar Zupančič a expliqué que la Slovénie entretient déjà de bonnes relations avec certains pays africains et qu'elle souhaiterait voir la politique de coopération de la Slovénie s'étendre.

« La Slovénie : un allié en politique étrangère »

« Nous apprécions la Slovénie non seulement comme un partenaire économique, mais aussi comme un allié sur le plan des affaires étrangères », a déclaré M. Wiseler à son homologue slovène. Il a ajouté que « le Luxembourg cherche des partenaires défendant les mêmes priorités en matière de politique étrangère », mais il est rassuré de constater que « la Slovénie partage les mêmes valeurs fondamentales ».

Le conflit au Proche-Orient et la reconnaissance de l'État palestinien ont également été des thèmes majeurs lors des discussions avec le groupe d'amitié parlementaire. M. Yves Cruchten, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes,

de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, a interrogé ses homologues slovènes plus particulièrement sur le processus ayant conduit à la décision de la Slovénie de reconnaître l'État palestinien le 4 juin 2024. Les députés slovènes ont expliqué que la Slovénie siège pour la deuxième fois au Conseil de sécurité de l'ONU et que le conflit au Proche-Orient ainsi que la reconnaissance de la Palestine ont constitué une priorité de la présidence slovène du Conseil de sécurité au cours du mois de septembre 2024. Les parlementaires slovènes ont également noté qu'ils étaient conscients qu'une telle reconnaissance ne mettrait pas fin à la crise humanitaire, mais ils ont estimé qu'elle représenterait un « pas important de soutien au peuple palestinien ».

Une rencontre avec la Présidente de la République et la Ministre des Affaires étrangères

Lors de la visite officielle à Ljubljana, les députés ont également eu l'opportunité de rencontrer la Présidente de la République, Mme Nataša Pirc Musar, ainsi que la Ministre des Affaires étrangères et européennes, Mme Tanja Fajon. Au cours de ces échanges, l'engagement en faveur des valeurs européennes et du multilatéralisme a été mis en avant.

La Ministre des Affaires étrangères slovène a présenté les priorités de la Slovénie pour son mandat au Conseil de sécurité des Nations Unies de 2024 à 2025. À New York, le pays accordera la priorité aux négociations de cessez-le-feu au Proche-Orient, à la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État ainsi qu'à la condamnation de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie.



Au cours de la visite officielle, Mme Nataša Pirc Musar, Présidente de la République de Slovénie, a reçu M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés.

17^e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe

Enjeux climatiques, migratoires et multilatéraux

Succédant à la Chambre des Députés du Luxembourg, qui avait accueilli la dernière édition, le Parlement maltais a convié à la 17^e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe, à La Valette, Malte, du 25 au 27 septembre 2024 les délégations d'Andorre, de Chypre, de Liechtenstein, de Malte, de Monaco, du Monténégro, de San Marino et du Luxembourg. Le Parlement islandais a manqué au rendez-vous. Les Présidents ou leurs représentants présents ont adopté une déclaration finale reprenant l'essence des débats autour des changements climatiques, du multilatéralisme et de la migration. Le Parlement luxembourgeois a été représenté par son Vice-Président M. Fernand Etgen. L'édition 2025 se tiendra à Nicosie, en Chypre.

Le changement climatique – une opportunité économique

« Le changement climatique, loin d'être une simple menace, représente une véritable opportunité économique pour le Luxembourg », a souligné M. Etgen lors de son allocution. Il a rappelé que le Grand-Duché n'est plus à l'abri des bouleversements climatiques et que leurs effets sont désormais impossibles à nier. En réponse à ces défis, le Luxembourg s'est positionné en leader mondial de la finance verte et durable, notamment à travers la Bourse de Luxembourg et son initiative pionnière, le « Luxembourg Green Exchange ». Au-delà de la finance, le pays a placé l'innovation technologique au cœur de ses efforts pour

contrer le changement climatique, avec des projets de recherche novateurs tels que la production d'hydrogène vert à partir du mouvement des vagues. Par ailleurs, le Parlement luxembourgeois s'est résolument engagé à atteindre la neutralité climatique d'ici 2030.

Dans la déclaration finale adoptée par la conférence, il est souligné que les parlements, en tant que garants de l'action publique, jouent un rôle déterminant dans la surveillance des engagements pris. Ils ont la responsabilité d'assurer une vigilance accrue et de demander des comptes à l'exécutif sur ces engagements essentiels pour l'avenir, notamment en matière de durabilité et de lutte contre le changement climatique.

Les petits États et le multilatéralisme

Quant au multilatéralisme, M. Etgen a mis en lumière l'importance des plateformes multilatérales dans la stratégie diplomatique, soulignant comment un pays de taille modeste comme le Luxembourg a su transformer son statut de petit pays en véritable force sur la scène internationale. Les petits États excellent dans la construction de réseaux et la recherche d'alliances. « Le multilatéralisme demeure notre atout le plus précieux. » Selon M. Etgen, il constitue aussi la meilleure réponse aux défis de demain, qu'il s'agisse de l'intelligence artificielle ou de la préservation de l'environnement.

Toutefois, le représentant luxembourgeois a également reconnu les limites inhérentes au système actuel. Il observe que la proportionnalité y rivalise avec le principe d'équité, ce qui démontre la complexité des dynamiques de pouvoir au sein des institutions internationales.

En guise de conclusion, M. Etgen a appelé à une réforme des structures multilatérales dans le sens d'une meilleure représentation de la diversité des nations. Il revient aux parlements nationaux de faire entendre leurs aspirations. Dans ce contexte, d'autres intervenants ont prôné une diplomatie intelligente, soit une diplomatie qui focalise ses efforts sur un élément concret.

Les populations migrantes

Lors du troisième tour de table, M. Etgen a mis en avant l'engagement continu de la Chambre des

Députés du Luxembourg dans la réalisation d'avancées majeures en termes de politique migratoire. Il a notamment fait noter l'inscription du droit d'asile dans la Constitution révisée de 2023.

La réalisation de ce droit ne saurait se limiter à son encadrement légal. Il a aussi insisté sur la nécessité d'un accueil digne et d'une véritable intégration des nouveaux arrivants pour que ce droit prenne pleinement sens.

Le Vice-Président a avancé l'adoption de la loi sur le « vivre-ensemble interculturel ». En optant pour cette

nouvelle terminologie, le Luxembourg fait évoluer son approche, passant de l'idée traditionnelle d'« intégration » à une vision plus ambitieuse et inclusive de cohabitation interculturelle.

Cette perspective traduit la conviction profonde que la diversité est une source de richesse, un véritable levier pour bâtir une société harmonieuse et prospère. L'enrichissement des sociétés et la nécessité de s'attaquer conjointement aux flux migratoires ont été retenus dans la déclaration finale portée par l'ensemble des parlementaires.



M. Fernand Etgen lors de son intervention sur les changements climatiques

Une visite officielle à Vienne sous le signe des Parlements proches des citoyens

L'actualité politique internationale ainsi que les bonnes pratiques pour ouvrir davantage les Parlements aux citoyens étaient au programme des discussions lors de la visite officielle d'une délégation du Parlement luxembourgeois le 23 septembre 2024 en Autriche.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, et les membres du Bureau MM. Marc Spatz et Fred Keup ont été accueillis par M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil national autrichien à Vienne.

Renforcer la démocratie en ouvrant davantage les Parlements : les parlementaires luxembourgeois et autrichiens accordent une grande importance aux initiatives pour accueillir les citoyens – et plus particulièrement les jeunes – au sein des Parlements pour expérimenter les valeurs démocratiques.

Les députés luxembourgeois ont découvert le centre des visiteurs du Conseil national autrichien et se sont familiarisés avec les initiatives viennoises d'éducation à la citoyenneté. Avec sa « Demokratiewerkstatt », l'Autriche compte parmi les précurseurs dans ce domaine. La Chambre des Députés propose une offre comparable d'ateliers sous la dénomination de #MengChamber, en collaboration avec le Zentrum für politisches Bildung (ZpB).

Pour ce qui est du partenariat avec les pays des Balkans, les deux Parlements envisagent de coopérer étroitement pour les soutenir sur leur chemin vers une intégration européenne. Ainsi, un programme de



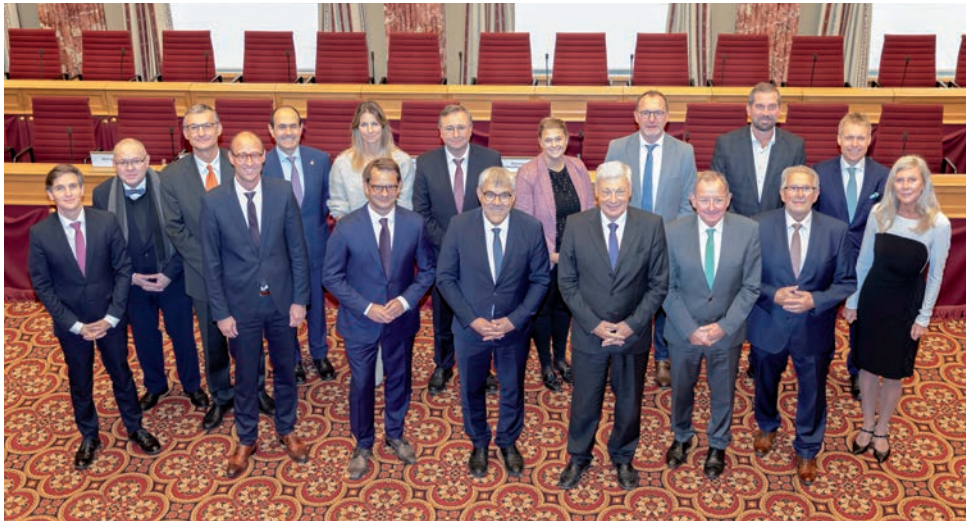
Les députés luxembourgeois se sont intéressés au parcours pédagogique « Demokratikum » du centre des visiteurs du Parlement autrichien.

stages destinés aux collaborateurs des administrations parlementaires pourrait voir le jour.

La visite ayant eu lieu à quelques jours des élections législatives en Autriche, les députés luxembourgeois

se sont renseignés sur l'impact potentiel des résultats sur le positionnement autrichien au sein de l'Union européenne.

« Les Suisses tiennent à la neutralité »



M. Éric Nussbaumer (au milieu), Président du Conseil national de la Confédération suisse, et sa délégation ont rencontré des députés luxembourgeois.

Une délégation du Conseil national de la Confédération suisse menée par son Président, M. Éric Nussbaumer, a été reçue à l'occasion d'une visite officielle à la Chambre.

La neutralité de la Suisse reste une notion centrale pour le peuple helvète et « les Suisses tiennent à la neutralité ». C'est ce qu'ont affirmé les représentants du Conseil national de la Confédération suisse à plusieurs reprises à l'occasion de leur échange de vues

avec des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, le 3 octobre 2024.

D'emblée, le Président de la Chambre des Députés, M Claude Wiseler, a souligné que le Luxembourg avait de nombreux points communs avec la Suisse, dont le multilinguisme, une immigration importante et des valeurs partagées. Ces valeurs sont notamment celles

du respect de l'État de droit et de la démocratie. Les deux pays seraient aussi confrontés à des défis similaires, comme la problématique du logement.

La neutralité suisse resterait cependant une différence fondamentale avec un pays comme le Luxembourg, qui fait partie des pays fondateurs de l'Union européenne.

Une relation « stable et positive » entre la Suisse et l'Union européenne

Le Président et les représentants du Conseil national suisse ont dialogué avec les députés luxembourgeois autour de questions liées à l'actualisation des accords entre la Suisse et l'UE, notamment au niveau économique. M. Nussbaumer a qualifié dans ce contexte la relation entre la Suisse et l'Europe de « stable et positive ».

Bien que la neutralité de la Suisse reste essentielle et mène parfois à des désaccords, en partie à cause d'interrogations liées à la souveraineté suisse, M. Nussbaumer a relevé que « les bonnes relations avec l'UE contribuent en partie au succès de la Suisse ».

La discussion entre les députés et les représentants suisses a encore porté sur la position de la Suisse dans le dossier de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie ainsi que sur la politique des deux pays en matière de retraites. La politique en matière d'immigration et l'impact de la taille de la place financière luxembourgeoise sur l'avenir du Grand-Duché ont également fait partie des nombreux sujets évoqués.

« Le Luxembourg fait toujours preuve de volonté pour faire avancer l'État de droit »

Lors de la présentation, le 10 octobre 2024 à la Chambre, de son cinquième rapport sur l'État de droit au sein de l'Union européenne, le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a salué la volonté des autorités luxembourgeoises de suivre les recommandations pour améliorer constamment la situation.

Devant les députés réunis en salle plénière, M. Reynders a détaillé les progrès réalisés récemment par le Luxembourg pour améliorer une situation de l'État de droit qu'il qualifie déjà d'un niveau élevé. « Le Luxembourg fait toujours preuve de volonté pour faire avancer l'État de droit », a-t-il affirmé ; « la justice au Luxembourg fonctionne de manière efficace ». Un des efforts relevés par le Commissaire européen concerne l'élection du nouveau Conseil national de la justice, désormais pleinement opérationnel. Les réformes en cours, notamment celle pour rendre la justice plus accessible pour les citoyens ou celles concernant la protection de la jeunesse, sont également perçues de manière positive.

Une autre évolution positive concerne la volonté affichée par le Gouvernement de renforcer les autorités judiciaires et policières dans la lutte contre la corruption et l'annonce d'une réforme de l'accès aux informations pour les journalistes.

Une recommandation pour améliorer le registre de transparence

Néanmoins, aux yeux de la Commission européenne, il resterait des efforts supplémentaires à faire,



Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, entouré de membres de la Chambre des Députés

notamment dans le domaine de la numérisation – certes en cours – des documents judiciaires.

Deux autres points à améliorer concernent le Parlement. Premièrement, il s'agirait d'obtenir une meilleure transparence du processus législatif par rapport aux parties prenantes. Un député de l'opposition a attiré l'attention sur la phase test en cours

concernant la retransmission en direct des commissions parlementaires et a interrogé le Commissaire européen sur les bonnes pratiques en la matière.

Deuxièmement, l'UE recommande d'« intensifier les efforts visant à augmenter la quantité d'informations contenues dans le registre de transparence, y compris en couvrant toutes les informations prévues dans

le règlement du Parlement». Le Président de la Chambre a expliqué que l'ensemble des informations est collecté et consultable, mais que la publication de certains documents se heurte actuellement à la législation concernant la protection des données personnelles.

M. Wiseler a exprimé l'intention de « résoudre ce point pour que le prochain rapport puisse le marquer parmi les recommandations mises en œuvre par le Luxembourg ». Une députée de l'opposition a évoqué une résolution, adoptée en mai dernier, qui vise à aligner les règles du registre de transparence du Parlement sur celles du Gouvernement.

Deux tiers des recommandations suivies par les 27

À l'échelle européenne, M. Reynders a mis en exergue deux constats principaux pour l'édition 2024 du rapport :

Deux tiers des recommandations émises aux 27 pays ont été totalement ou partiellement suivies de fait. Le Commissaire européen y voit « une vraie volonté d'améliorer l'État de droit, même si dans certains cas, nous constatons des hésitations, voire des détériorations de la situation ».

Pour la première fois, la Commission européenne formule des recommandations pour quatre pays candidats à l'adhésion (Albanie, Monténégro, Serbie et

Macédoine du Nord) dans le but de les aider à avancer en se basant sur des faits concrets. Cette initiative a été saluée par bon nombre de députés luxembourgeois lors des discussions à la Chambre.

Plusieurs parlementaires ont interrogé M. Didier Reynders sur son appréciation de la situation en Hongrie et en Pologne.

Voilà cinq ans que le Commissaire européen à la Justice échange tous les ans avec les membres du Parlement luxembourgeois sur l'État de droit au Grand-Duché, la réforme en cours ainsi que sur la situation globale en Europe.

BEI : « Une coopération étroite et positive avec le Luxembourg »



La Présidente de la BEI (1^{re} rangée, 6^e à gauche) reçue pour un échange de vues avec les députés

La Présidente de la Banque européenne d'investissement (BEI), Mme Nadia Calviño, a été reçue le 14 octobre 2024 à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec l'ensemble des parlementaires. À cette occasion, elle a présenté les huit grandes priorités stratégiques de la BEI pour la période de 2024 à 2027.

« Une coopération étroite et positive avec le Luxembourg », c'est avec ces mots que Mme Calviño a décrit les relations entre la BEI et le Luxembourg. De son côté, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné l'importance de maintenir des relations privilégiées avec les institutions européennes basées au Luxembourg telles que la BEI. Les députés se sont renseignés sur les défis auxquels une grande institution européenne, ancrée depuis 1968 au Luxembourg, pourrait être confrontée. La Présidente de la BEI a précisé qu'en termes d'attraction de talents, la situation s'était améliorée par rapport aux années précédentes. Cependant, les quelque 5.000 employés de la BEI doivent faire face à des problèmes tels que l'accès au logement et des prix élevés ainsi que des difficultés liées au regroupement familial, principalement en raison du coût de la vie.

Les députés ont également souhaité savoir comment la BEI pouvait contribuer aux grandes priorités stratégiques de l'Union européenne, notamment dans le contexte d'un nouveau Parlement européen et d'une nouvelle Commission européenne après les élections européennes 2024. Mme Calviño a souligné que le principal défi de la BEI sera de financer les priorités politiques européennes tout en mobilisant le secteur privé.

L'institution européenne s'est fixé huit axes stratégiques :

1. Consolider son rôle de « banque verte » et continuer à investir massivement dans les énergies renouvelables, la mobilité douce, etc. Une des grandes priorités de la BEI est également de soutenir les PME dans cette transition verte.
2. Digitalisation et innovation : renforcer les PME et les « start-ups » pour qu'elles restent implantées en Europe.
3. Renforcer le soutien à l'industrie européenne de sécurité et de défense.
4. Contribuer à une politique de cohésion forte et moderne.
5. Soutenir l'agriculture et la bioéconomie.

6. Renforcer les infrastructures sociales européennes : investir notamment dans le paquet logement à travers toute l'Europe.

7. Concevoir des instruments pionniers à l'appui de l'union des marchés capitaux.

8. Mettre l'accent sur les investissements à fort impact à l'extérieur de l'UE.

Les députés se sont particulièrement intéressés aux projets de transformation numérique. Mme Calviño a souligné que la BEI adopte une approche « proactive plutôt que défensive » en matière de soutien aux start-ups et PME. Selon elle, il est crucial de créer des opportunités pour que les start-ups européennes sachent qu'elles peuvent se développer également en Europe. Parmi les problèmes auxquels les start-ups sont confrontées et qui ont également été mis en avant dans le « rapport Draghi » figurent la lourdeur bureaucratique, la législation contradictoire et la fragmentation du marché financier européen.

Interrogée par les députés sur les projets soutenus par la BEI en matière de politique de coopération, Mme Calviño a rappelé que la BEI est la plus grande institution multilatérale financière au monde. Elle a précisé que 90 % de ses investissements se font en Europe, tandis que 10 % (entre 8 à 9 milliards d'euros) sont destinés à des projets de coopération dans le monde entier. La Présidente de la BEI a souligné que « l'Afrique est le partenaire le plus stratégique » pour l'institution européenne, avec 40 % des investissements étrangers concentrés sur le continent africain, principalement dans des grands projets d'infrastructures. L'un des projets phares de la BEI en Afrique, réalisé en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et des fondations privées, vise à éradiquer le paludisme.

Les députés ont également demandé des précisions sur le travail de la BEI mené en Ukraine, notamment en ce qui concerne la reconstruction et les aides allouées. Mme Calviño a précisé que la BEI est le partenaire le plus important pour le Gouvernement ukrainien en termes d'investissement. À l'approche de l'hiver, l'une des grandes priorités est la reconstruction des infrastructures énergétiques, car 60 % des capacités énergétiques du pays sont actuellement détruites. Elle a également souligné que la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption sont des éléments essentiels pour la coopération avec le Gouvernement ukrainien.

Enfin, les députés ont déploré le manque de visibilité de la BEI auprès de nombreux acteurs. Mme Calviño a partagé ce constat, déplorant elle aussi que l'institution soit peu visible. L'une de ses priorités, alors qu'elle vient d'entrer en fonction en janvier 2024, sera de rendre le travail et les opportunités offertes par la BEI plus visibles.

Julian Assange et le conflit ukrainien : enjeux judiciaires et géopolitiques



M. Julian Assange

Du 29 septembre au 4 octobre 2024, Strasbourg a accueilli la dernière partie de la session 2024 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Mme María Corina Machado, femme politique vénézuélienne et défenseuse des droits de l'homme, a reçu le Prix des droits de l'homme Václav Havel. Parmi les temps forts de la semaine figurent la condamnation de M. Julian Assange, le débat d'urgence sur les prisonniers de guerre et les disparus en Russie, les discussions sur la dégradation des droits de l'homme en Azerbaïdjan ainsi que la protection des militants iraniens en Europe.

La Chambre des Députés a été représentée par M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, M. Yves Cruchten, M. Paul Galles et Mme Alexandra Schoos. Le Grand-Duché se prépare à présider le Comité des ministres du Conseil de l'Europe à partir de novembre 2025. Dans ce contexte, la Commission permanente de l'APCE se réunira les 28 et 29 novembre à Luxembourg.

La détention et la condamnation de M. Julian Assange

M. Julian Assange s'est exprimé pour la première fois depuis sa libération lors d'une audition parlementaire devant la Commission des Affaires juridiques de l'APCE. Lors de son intervention, il a tenu à souligner qu'il était désormais un homme libre, non pas grâce au bon fonctionnement du système juridique, mais parce qu'il avait plaidé coupable. M. Assange est le premier éditeur à avoir été emprisonné en vertu de la loi fédérale des États-Unis de 1917 sur l'espionnage.

M. le Député Yves Cruchten a attiré l'attention sur la faible protection des journalistes en Europe et l'impact de l'affaire sur le journalisme à l'échelle mondiale. M. Assange a affirmé avoir anticipé les risques en invoquant l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, tout en jugeant que la publicité des débats au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil d'Europe justifiait ces dangers. Cependant, il a dit avoir naïvement cru à l'époque en la solidité des lois, mais avait dû par la suite constater qu'elles peuvent facilement être modifiées et réinterprétées en fonction des intérêts politiques. Il a également déploré l'influence considérable des services de renseignement, capables de réinterpréter même la Constitution américaine.

Le lendemain, un rapport sur les répercussions de cette affaire a été débattu en séance plénière. Les parlementaires ont adopté une résolution reconnaissant le statut de prisonnier politique de M. Assange pendant son incarcération, d'après la définition de

2012 propre à l'APCE. Le texte exhorte les États-Unis à réviser d'urgence la loi sur l'espionnage de 1917, en limitant son application aux seuls cas où une intention malveillante de nuire à la sécurité nationale est prouvée. Les membres ont également appelé à des enquêtes impartiales et transparentes sur les crimes de guerre et violations des droits humains révélés par WikiLeaks. Enfin, le Royaume-Uni a été invité à revoir sa législation sur l'extradition afin d'empêcher l'extradition pour des infractions à caractère politique.

L'Ukraine au cœur des débats

La guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine a occupé l'autre place centrale de cette session, avec pas moins de cinq points à l'ordre du jour directement liés à ce conflit. M. Vladimir Kara-Mourza, lauréat du Prix Václav Havel 2022, récemment libéré, a fermement dénoncé la répression en Russie. Depuis le début de l'invasion en février 2022, plus de 20.000 Russes ont été arrêtés pour avoir manifesté contre la guerre, tandis que le nombre de prisonniers politiques sous le régime de Vladimir Poutine est estimé à plus de 1.300.

En adoptant une résolution dédiée à la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), l'APCE a appelé à l'intensification de son soutien à l'Ukraine. Cet appui vise à accompagner les efforts de relance, de reconstruction et de réhabilitation dans les secteurs sociaux cruciaux, en mettant l'accent sur le logement et la santé publique. L'Ukraine avait intégré la CEB l'année passée.

Dans son discours introductif, M. Alain Berset, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, a déclaré l'Ukraine l'une des priorités majeures de son mandat, réitérant l'engagement inébranlable de l'organisation envers le pays. Il a insisté sur l'urgence de créer un tribunal spécial pour juger les crimes de guerre ainsi que sur la nécessité d'un registre de compensation pour les victimes, financé par les États membres. M. Berset a également souligné l'importance du rôle de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), seule institution judiciaire à juger les violations liées à la guerre depuis 2014, tout en rappelant que son efficacité dépendra de l'élargissement de ses membres.

Lors d'un débat consacré aux prisonniers de guerre et personnes disparues, tenu selon la procédure d'urgence, les parlementaires ont exprimé leur soutien à l'idée d'un échange « tous contre tous » des prisonniers de guerre entre l'Ukraine et la Russie, visant à alléger la souffrance des captifs des deux côtés du conflit.

Enfin, l'APCE a officiellement reconnu l'Holodomor comme un génocide. La Chambre des Députés avait déjà franchi cette étape en adoptant une résolution le 13 juin 2023. À l'occasion du 90^e anniversaire de cette famine artificielle, une résolution a été approuvée à l'unanimité, appelant les États membres à tout mettre en œuvre pour éviter la répétition de telles tragédies. Le texte encourage également le Procureur de la Cour pénale internationale à envisager sérieusement d'examiner les allégations de génocide dont serait victime le peuple ukrainien à l'heure actuelle.



De gauche à droite : M. Yves Cruchten, Mme Alexandra Schoos, M. Gusty Graas (manquent sur la photo : Mme Octavie Modert et M. Paul Galles)

Le Cambodge à l'honneur



Les membres du Bureau et de la commission en charge des affaires étrangères et européennes ont accueilli une délégation sénatoriale du Cambodge.

Une délégation sénatoriale du Cambodge a été reçue le 11 octobre 2024 à la Chambre des Députés. Les discussions ont porté sur la numérisation, les relations avec l'Union européenne et la Chine ainsi que sur le prochain Sommet de la francophonie prévu en 2026 au Cambodge.

La rencontre était présidée par M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés, qui a salué le climat cordial des relations entre le Cambodge et le Luxembourg, évoquant des perspectives de coopération et un potentiel à exploiter pleinement.

Les discussions entre les deux délégations ont porté notamment sur les relations diplomatiques entre le Luxembourg et le Cambodge de même que sur les bonnes pratiques en matière de digitalisation.

Les relations économiques du Cambodge, notamment au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ont également occupé une place centrale dans les échanges.

Les parlementaires des deux pays se sont félicités de voir ces relations atteindre un nouveau niveau avec l'octroi au Cambodge du statut de partenaire stratégique.

Interrogée sur l'importance de la Chine pour l'économie du Cambodge en matière de politique commerciale, la délégation a insisté sur le fait que le poids économique de la Chine et sa proximité géographique en font un voisin important que l'on ne peut ignorer et qui revêt un intérêt commercial majeur.

Les députés luxembourgeois se sont également intéressés à la démocratie, à l'équilibre entre les différents pouvoirs ainsi qu'au rôle politique de la monarchie au Cambodge. La délégation cambodgienne a souligné la proximité entre le peuple et le Roi, dont le rôle historique en faveur de la paix et de la stabilité a fait un personnage hautement respecté.

Le Cambodge accueillera le Sommet de la francophonie en 2026

Un autre sujet abordé concernait les travaux communs au sein de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, dont le Luxembourg et le Cambodge sont des membres actifs. Les députés luxembourgeois ont félicité leurs homologues pour la désignation du Cambodge comme pays-hôte du XX^e Sommet de la francophonie en 2026. Ce Sommet sera dès lors le premier à se tenir en Asie depuis une trentaine d'années.

La délégation du Cambodge a souligné son attachement à un système international multilatéral, particulièrement dans un contexte international très complexe. Le Cambodge porte une grande importance à la francophonie et à son héritage commun avec la France et la langue française, qui est en effet la langue de correspondance à la Cour du Roi et synonyme d'une éducation de haute qualité.

Priorités européennes : échanges entre parlementaires tchèques et luxembourgeois

Comment les parlementaires tchèques traitent-ils les dossiers européens ? Cette question était au cœur d'un échange de vues, le 24 septembre 2024, entre des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région de la Chambre et des membres de la Commission des Affaires européennes du Parlement tchèque. La Chambre des Députés s'étant récemment dotée d'une Sous-commission des Affaires européennes, le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, s'est montré particulièrement intéressé par le mode de fonctionnement de la Commission des Affaires européennes du Parlement tchèque.

Les députés tchèques ont présenté les différentes missions de leur commission. Une de leurs prérogatives, qui diffère de celles de leurs homologues luxembourgeois, est d'auditionner les candidats proposés par le gouvernement à la Commission européenne ou encore à la Cour de justice de l'Union européenne. Il ne s'agit pas de décider de leur nomination, mais plutôt d'échanger avec les candidats proposés et de donner un avis au gouvernement, a précisé le Président de la Commission des Affaires européennes, M. Ondřej Benešík.

En ce qui concerne l'examen des propositions législatives de la Commission européenne, les députés



Les parlementaires tchèques ont été reçus par leurs homologues luxembourgeois.

tchèques ont partagé l'appréciation des représentants luxembourgeois selon laquelle « la charge de travail provenant de l'Union européenne est immense ». Le Parlement tchèque dispose d'une unité spécialisée chargée de sélectionner les textes législatifs les plus « importants ». Cependant, en raison du

volume élevé des propositions législatives émanant de l'UE, les parlementaires tchèques regrettent le peu de temps imparti pour l'examen des propositions et pour, le cas échéant, la formulation d'un avis, dans le cadre du mécanisme de contrôle de subsidiarité.

La guerre en Ukraine et la politique d'élargissement de l'Union européenne : des priorités pour les parlementaires tchèques

Interrogés par les députés luxembourgeois sur les grandes priorités de la Commission des Affaires européennes tchèque, leurs homologues ont expliqué que la guerre en Ukraine avec ses nombreuses conséquences figure parmi les priorités de leur agenda. La République tchèque a accueilli un demi-million de réfugiés ukrainiens, ce qui exerce une pression considérable sur le système de la santé, de la sécurité sociale et éducatif du pays. M. Benešik a tenu à souligner la bonne intégration des Ukrainiens en République tchèque, grâce notamment à la similitude des deux langues.

La politique d'élargissement de l'Union européenne représente un autre sujet important pour la Commission des Affaires européennes tchèque. M. Benešik a précisé que la République tchèque est un « fervent partisan » de l'élargissement de l'UE, en particulier en ce qui concerne les pays des Balkans. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, a confirmé que le Luxembourg lui aussi soutenait l'adhésion des pays des Balkans à l'Union européenne. Il a ajouté que la stratégie industrielle de défense commune de l'UE figure parmi les projets européens que les députés luxembourgeois souhaitent suivre de près.

Les relations entre l'Allemagne et la Tchéquie à la suite du rétablissement des contrôles aux frontières

Les députés luxembourgeois se sont également intéressés aux relations entre la République tchèque et l'Allemagne, notamment après la décision de cette dernière de rétablir des contrôles aux frontières. Les hôtes ont reconnu que cela représente un enjeu majeur, car de nombreux Tchèques traversent quotidiennement la frontière pour travailler en Allemagne. M. Benešik a indiqué qu'une délégation parlementaire prévoyait prochainement une visite de travail en Bavière pour discuter de cette question avec leurs homologues allemands.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Voitures électriques, réforme de la gouvernance économique et politique de cohésion au cœur de la SCEG



M. Sven Clement, Mme Diane Adehm et M. Tom Weidig (de gauche à droite) ont représenté la Chambre à la Conférence interparlementaire sur la SCEG.

Les 3 et 4 octobre 2024, M. et M. les Députés Diane Adehm, Sven Clement et Tom Weidig ont participé à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG), qui s'est tenue au Parlement hongrois à Budapest.

Cette rencontre a rassemblé des députés des parlements de l'Union européenne, des membres des institutions européennes ainsi que des représentants des parlements des pays candidats, présents en tant qu'observateurs. Ensemble, ils ont échangé sur des sujets cruciaux touchant à la gouvernance économique et à la politique budgétaire européenne.

La première journée de la conférence a mis l'accent sur l'essor des voitures électriques dans l'Union

européenne. Lors de cette séance, M. Tom Weidig a exprimé des réserves quant à la maturité actuelle de cette technologie. Il a plaidé pour la suppression de l'interdiction des moteurs à combustion prévue pour 2035 ainsi que pour une réduction des subventions de l'électromobilité, estimant que le marché libre devrait jouer un rôle central dans le choix des meilleures technologies.

Le deuxième jour, principalement deux thèmes ont été abordés : la réforme de la gouvernance économique de l'UE et l'impact du budget de l'UE sur la politique de cohésion dans le cadre financier pluriannuel. Lors de la session sur la réforme de la gouvernance économique, M. Sven Clement a souligné l'importance de cette réforme. Il a appelé à une

vigilance accrue de la part des parlements nationaux pour maintenir une discipline budgétaire, tout en soutenant des investissements stratégiques nécessaires pour l'avenir européen.

Cette conférence s'inscrit dans le cadre du programme de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne. La Hongrie entend renforcer la politique économique de compétitivité et de cohésion de l'UE, défendant la nécessité d'un nouveau pacte européen pour la compétitivité, pour une restauration du développement économique et du marché intérieur. En ce sens, le développement différencié des multiples régions de l'UE est également une question que la Hongrie entend aborder lors de sa présidence.

Une présidence à tour de rôle

Chaque État membre de l'Union européenne exerce la présidence du Conseil de l'UE pour une durée de six mois, à tour de rôle. Depuis le 1^{er} juillet 2024, c'est la Hongrie qui occupe cette fonction, clôturant ainsi le « trio » composé de la Belgique et de l'Espagne. À partir du 1^{er} janvier 2025, la Pologne prendra la relève, ouvrant un nouveau trio avec le Danemark et Chypre.

Quant à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance (SCEG), sa « troïka » présidentielle inclut les délégations des parlements de l'État exerçant la présidence actuelle ainsi que celles des présidences précédente et suivante, aux côtés du Parlement européen.

Les réunions de la Conférence interparlementaire sur la SCEG sont ouvertes au public. Toutes les informations, photos et vidéos de l'événement sont accessibles en scannant le code QR ci-contre :





Visitt beim Direkter vum ESM

D'Defie fir d'EU an de Fonctionnement vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus waren Diskussionsujete während der Visitt vun Deputéierten aus der Finanzkommissioun de 16. September 2024 beim Direkter vum ESM (Europäesche Stabilitéitsmechanismus), dem Här Pierre Gramegna. Dës Organisatioun huet hire Siège zu Lëtzebuerg a bekëmmert sech ëm d'finanziell Stabilitéit vun den Euroländer.

106^e séminaire Rose-Roth

L'ambassadeur luxembourgeois en Pologne, M. Paul Schmit, s'est joint aux députés MM. Sven Clement, Gilles Baum et Georges Engel pour participer, dans le cadre de la Commission de la Défense et de la Sécurité (DSC) et de la Sous-commission sur la Sécurité et le Développement de l'OTAN, au 106^e séminaire Rose-Roth à Varsovie les 16 et 17 septembre 2024.

Les quatre sessions portaient sur les sujets du renforcement du flanc Est de l'Alliance, du soutien à l'Ukraine jusqu'à la victoire de celle-ci, du voisinage oriental de la Pologne et de l'avenir de la sécurité européenne ainsi que de la situation au Bélarus et dans la région de la mer Baltique.

Le séminaire s'est clôturé par une visite du site de la manufacture d'armes Łucznik à Radom.



De gauche à droite : MM. Sven Clement, Gilles Baum et Georges Engel, députés, M. Paul Schmit, ambassadeur

L'Administration parlementaire recrute :

**- un ingénieur analyste des incidents de sécurité (m/f/d)
pour les besoins du service de la sécurité des systèmes d'informations
poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé appartenant au groupe de traitement A1**

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Recherche scientifique au Parlement

Femmes enceintes, accouchées et/ou allaitantes exerçant un mandat politique : état des lieux au Luxembourg et à l'étranger

La note de recherche examine les dispositions concernant les femmes enceintes, accouchées et/ou allaitantes exerçant un mandat politique, dans une perspective comparative, au Luxembourg et à l'étranger.

Actuellement, au Luxembourg, la protection de la femme enceinte, accouchée et/ou allaitante se fonde sur la notion de « travailleuse », issue du Code du travail luxembourgeois.

Les dispositions du droit du travail ne font cependant aucune référence à la femme enceinte, accouchée et/ou allaitante exerçant un mandat politique national ou local. Le droit électoral luxembourgeois, le Règlement de la Chambre des Députés et la loi communale n'évoquent pas non plus la situation des élues enceintes. Il existe par conséquent un vide juridique concernant cette catégorie de personnes lorsqu'elles n'exercent aucune activité professionnelle en sus de leur mandat politique.

De manière générale, ce vide juridique peut s'expliquer par des éléments historiques et sociaux, mais aussi par le fait que l'exercice d'un mandat politique ne peut être assimilé à celui d'une activité professionnelle salariée.

L'analyse comparative des dispositions existant à l'étranger est éclairante en ce qu'elle montre un positionnement de nombreux parlements sur la protection des élues en situation de grossesse ou de maternité.

Dans certains États membres de l'Union européenne comme en Allemagne, au Danemark et en Estonie, le droit au congé pré- et postnatal ainsi que parental est inscrit dans le règlement interne des parlements, parfois par référence à l'application de la législation du travail.

Ainsi, la grossesse, la maternité, la garde d'enfants en bas âge ou malades, l'adoption d'un enfant constituent des motifs d'absence admis pour les commissions parlementaires et/ou aux séances plénières. Ces absences motivées ne sont jamais comptabilisées et les parlementaires ont la possibilité de se faire remplacer pour le vote.

Lorsque le droit au congé est reconnu dans le règlement interne comme au Bundestag allemand par exemple, les parlementaires continuent de recevoir une rémunération sur base de leur mandat. Le cas échéant, le droit du travail permet d'évaluer la durée de l'absence et les allocations attendues. Le temps du travail du parlementaire est alors considéré comme un « temps professionnel », et le parlementaire comme un « employé » pour la période en question.

Finalement, le Bundestag allemand de même que les Parlements grec et estonien ont mis en place des aménagements destinés à favoriser la garde ou l'accueil d'un enfant dans l'enceinte de leur institution ou dans d'autres bâtiments désignés à cet effet. Il s'agit de garderies, de pièces pour le change et l'allaitement ou d'aires de jeux pour les enfants en bas âge. En outre, les parents élus ont la possibilité d'emmener leurs nourrissons ou enfants en bas âge dans les séances plénières des Parlements en Estonie, Lituanie ou Suède.

Le vide juridique existant actuellement au Luxembourg peut être comblé dans un objectif de conciliation entre vies professionnelle, privée et familiale des parlementaires. Il s'agit plus particulièrement d'établir une égalité de traitement entre toutes les femmes enceintes et d'éliminer les entraves qui existent actuellement entre hommes et femmes concernant l'accès à la fonction de parlementaire. La version de la Constitution luxem-

bourgeoise en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2023 ouvre la voie à cette conciliation et encourage la prise de mesures en ce sens lorsqu'elles sont nécessaires.

Dès lors, s'il existait une volonté politique de mettre en place une protection des femmes enceintes, accouchées et/ou allaitantes exerçant un mandat politique et, plus largement, de tout parent élu, il pourrait être utile de s'inspirer des dispositions de certains systèmes étrangers à l'instar de l'Allemagne, de la Suède ou du Danemark. Pour les détails, il convient de se reporter à la partie 5 de la note de recherche qui contient des suggestions de modifications législatives et réglementaires, bien entendu soumises à l'appréciation des députés.

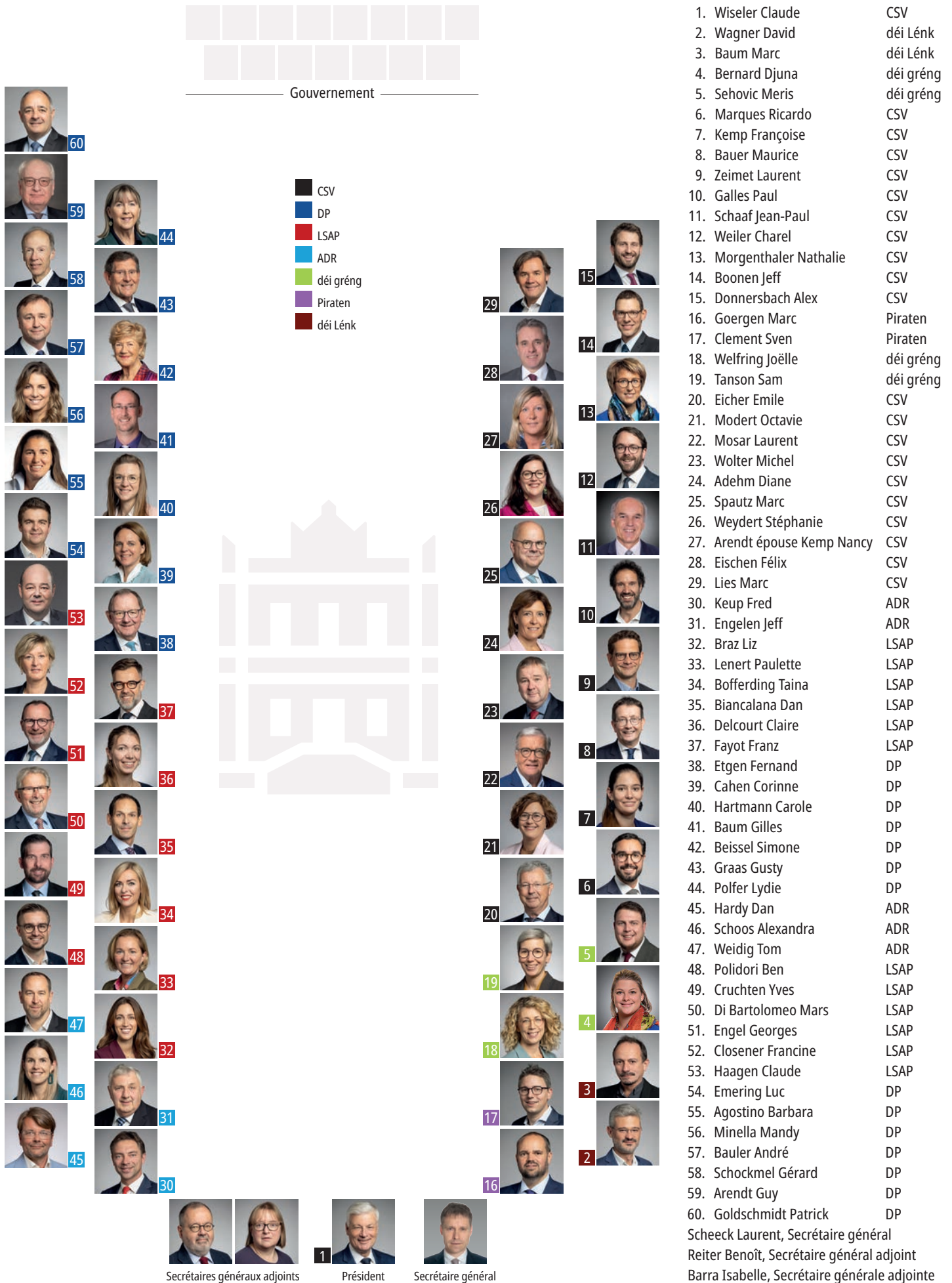
Les suggestions de modifications législatives et réglementaires proposées dans la partie 5 de la note de recherche tiennent compte, notamment, des besoins mis en évidence par les groupes et sensibilités politiques dans le contexte de la réforme du statut du député et du Règlement de la Chambre.

Résumé de la note de recherche scientifique de J. Kaprielian, « Femmes enceintes, accouchées et/ou allaitantes exerçant un mandat politique : état des lieux au Luxembourg et à l'étranger », Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 3 octobre 2024.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Composition de la Chambre des Députés (10 octobre 2024)



Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (17 octobre 2024)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	CSV	Wiseler Claude
Vice-Présidents	DP	Etgen Fernand
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Wolter Michel
Membres	CSV	Spautz Marc
	LSAP	Bofferding Taina
	ADR	Keup Fred
	DP	Polfer Lydie
	DP	Bauler André
	CSV	Adehm Diane
	LSAP	Cruchten Yves
	déi gréng	Tanson Sam
Membres suppléants permanents	CSV	Modert Octavie
	DP	Cahen Corinne
	LSAP	Engel Georges
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Sehovic Meris
Secrétaire général	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Baum Marc
		Scheeck Laurent

Conférence des Présidents

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Spautz Marc
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Bofferding Taina
	ADR	Keup Fred

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	ADR	Weidig Tom
Vice-Présidents	CSV	Kemp Françoise
	DP	Goldschmidt Patrick
Membres	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole, Minella Mandy
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz, Haagen Claude
	déi gréng	Bernard Djuna
	déi Lénk	Wagner David

Commission du Règlement

Président	déi gréng	Tanson Sam
Vice-Présidents	CSV	Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André
Membres	CSV	Marques Ricardo, Modert Octavie, Spautz Marc, Weiler Charel
	DP	Arendt Guy, Baum Gilles, Beissel Simone
	LSAP	Bofferding Taina, Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Schoos Alexandra
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Pétitions

Président	LSAP	Closener Francine
Vice-Présidents	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
	DP	Cahen Corinne
Membres	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Morgenthaler Nathalie, Schaaf Jean-Paul
	DP	Agostino Barbara, Bauler André, Minella Mandy
	LSAP	Braz Liz, Delcourt Claire
	ADR	Hardy Dan
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Président	LSAP	Bofferding Taina
Vice-Présidents	CSV	Spautz Marc
	DP	Baum Gilles
Membre	ADR	Keup Fred

Commissions permanentes

Sous-Commission des Affaires européennes de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

Président	DP	Graas Gusty
Membres	CSV	Mosar Laurent
	LSAP	Fayot Franz
	ADR	Keup Fred (<i>sauf pour le volet Coopération</i>), Schoos Alexandra (<i>pour le volet Coopération</i>)
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Clement Sven

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Zeimet Laurent
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Galles Paul, Mosar Laurent
	DP	Baum Gilles, Goldschmidt Patrick, Polfer Lydie
	LSAP	Braz Liz, Fayot Franz (<i>sauf pour le volet Coopération</i>), Lenert Paulette (<i>pour le volet Coopération</i>)
	ADR	Keup Fred (<i>sauf pour le volet Coopération</i>), Schoos Alexandra (<i>pour le volet Coopération</i>)
	déi gréng	Sehovic Meris (<i>pour le volet Affaires européennes</i>), Tanson Sam (<i>pour les volets Affaires étrangères, Commerce extérieur et Grande Région</i>), Welfring Joëlle (<i>pour le volet Coopération</i>)
	Piraten	Clement Sven

Commission des Sports

Président	CSV	Weiler Charel
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Eischen Félix, Lies Marc, Marques Ricardo, Morgenthaler Nathalie
	DP	Beissel Simone, Goldschmidt Patrick, Minella Mandy
	LSAP	Braz Liz, Closener Francine
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Clement Sven

Commission des Affaires intérieures

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan
Membres	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (<i>pour le volet Police</i>), Eicher Emile, Morgenthaler Nathalie (<i>sauf pour le volet Police</i>), Mosar Laurent, Weydert Stéphanie
	DP	Arendt Guy, Emering Luc, Graas Gusty
	LSAP	Bofferding Taina (<i>pour le volet Police</i>), Braz Liz (<i>sauf pour le volet Police</i>), Haagen Claude
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Président	DP	Hartmann Carole
Vice-Présidents	CSV	Modert Octavie



Membres	LSAP	Haagen Claude
	CSV	Adehm Diane (<i>sauf pour le volet Tourisme</i>), Boonen Jeff, Eischen Félix (<i>sauf pour les volets Espace et Économie</i>), Marques Ricardo (<i>pour le volet Tourisme</i>), Mosar Laurent (<i>pour le volet Économie</i>), Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent (<i>pour le volet Espace</i>)
	DP	Arendt Guy, Bauler André (<i>sauf pour le volet Maritime</i>), Beissel Simone (<i>pour le volet Maritime et pour le projet de loi n° 8293</i>), Goldschmidt Patrick (<i>sauf pour le projet de loi n° 8293</i>)
	LSAP	Engel Georges (<i>pour le volet Énergie</i>), Fayot Franz (<i>sauf pour le volet Énergie</i>), Lenert Paulette
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Clement Sven (<i>pour le volet Espace et pour la proposition de loi n° 8008 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi</i>), Goergen Marc (<i>observateur pour le volet Énergie</i>)
	déi Lénk	Baum Marc (<i>sauf pour la proposition de loi n° 8008 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi et sauf pour les volets Espace et Énergie</i>), Wagner David (<i>pour le volet Énergie</i>)

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Président	CSV	Spautz Marc
Vice-Présidents	DP	Schockmel Gérard
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Adehm Diane, Boonen Jeff, Kemp Françoise, Marques Ricardo
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hartmann Carole
	LSAP	Biancalana Dan, Engel Georges
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Bernard Djuna
	Piraten	Clement Sven (<i>pour la proposition de loi n° 7966 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi</i>)
	déi Lénk	Baum Marc (<i>sauf pour la proposition de loi n° 7966 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi</i>)

Commission du Travail

Président	CSV	Spautz Marc
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Kemp Françoise, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Cahen Corinne
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Engel Georges
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Bernard Djuna
	déi Lénk	Baum Marc

Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Président	CSV	Boonen Jeff
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Lenert Paulette
Membres	CSV	Eischen Félix, Modert Octavie, Schaaf Jean-Paul, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Etgen Fernand, Graas Gusty
	LSAP	Delcourt Claire, Polidori Ben
	ADR	Engelen Jeff (<i>pour le volet Agriculture</i>), Schoos Alexandra (<i>pour les volets Alimentation et Viticulture</i>)
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Wagner David

Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	CSV	Donnersbach Alex
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Lies Marc, Marques Ricardo
	DP	Agostino Barbara, Emering Luc, Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan (<i>pour le volet Aménagement du</i>

territoire), Cruchten Yves, Lenert Paulette (*sauf pour le volet Aménagement du territoire*)

ADR Schoos Alexandra
 déi gréng Sehovic Meris
 déi Lénk Wagner David

Commission de Vérification des Pouvoirs (provisoire)

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Eicher Emile
	DP	Graas Gusty, Schockmel Gérard
	LSAP	Delcourt Claire

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	DP	Cahen Corinne
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Eischen Félix, Galles Paul, Lies Marc, Weiler Charel
	DP	Etgen Fernand, Graas Gusty, Minella Mandy
	LSAP	Closener Francine, Delcourt Claire
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de la Défense

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
	LSAP	Engel Georges
Membres	CSV	Adehm Diane, Donnersbach Alex, Eicher Emile, Eischen Félix
	DP	Bauler André, Beissel Simone, Etgen Fernand
	LSAP	Bofferding Taina, Braz Liz
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Goergen Marc

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Agostino Barbara
Vice-Présidents	CSV	Galles Paul
	LSAP	Closener Francine
Membres	CSV	Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Marques Ricardo, Schaaf Jean-Paul
	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole, Minella Mandy
	LSAP	Delcourt Claire, Polidori Ben
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Bernard Djuna (<i>sauf pour le volet Enseignement fondamental</i>), Sehovic Meris (<i>pour le volet Enseignement fondamental</i>)
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

Président	DP	Schockmel Gérard
Vice-Présidents	CSV	Kemp Françoise
	LSAP	Braz Liz
Membres	CSV	Marques Ricardo, Modert Octavie, Schaaf Jean-Paul, Weydert Stéphanie
	DP	Agostino Barbara, Arendt Guy, Bauler André
	LSAP	Closener Francine, Polidori Ben
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Clement Sven (<i>pour le volet Digitalisation</i>)
	déi Lénk	Wagner David (<i>sauf pour le volet Digitalisation</i>)

Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Président	CSV	Galles Paul
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Bauer Maurice, Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Kemp Françoise
	DP	Agostino Barbara, Graas Gusty, Minella Mandy
	LSAP	Biancalana Dan, Delcourt Claire
	ADR	Engelen Jeff



déi gréng Welfring Joëlle
déi Lénk Wagner David

Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Président DP Minella Mandy
Vice-Présidents CSV Morgenthaler Nathalie
LSAP Delcourt Claire
Membres CSV Galles Paul, Kemp Françoise, Marques Ricardo, Schaaf Jean-Paul
DP Agostino Barbara, Baum Gilles, Hartmann Carole
LSAP Engel Georges, Polidori Ben
ADR Hardy Dan
déi gréng Bernard Djuna (*pour le volet Famille*), Welfring Joëlle (*sauf pour le volet Famille*)
déi Lénk Baum Marc

Commission des Finances

Président CSV Adehm Diane
Vice-Présidents DP Bauler André
LSAP Bofferding Taina
Membres CSV Bauer Maurice, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
DP Arendt Guy, Cahen Corinne, Goldschmidt Patrick
LSAP Fayot Franz, Haagen Claude
ADR Keup Fred
déi gréng Tanson Sam
Piraten Clement Sven

Commission des Institutions

Président CSV Zeimet Laurent
Vice-Présidents DP Beissel Simone
LSAP Di Bartolomeo Mars
Membres CSV Modert Octavie, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Wolter Michel
DP Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles
LSAP Bofferding Taina, Braz Liz
ADR Keup Fred
déi gréng Tanson Sam
déi Lénk Baum Marc

Commission des Médias et des Communications

Président CSV Eischen Félix
Vice-Présidents DP Arendt Guy
LSAP Closener Francine
Membres CSV Adehm Diane, Modert Octavie, Wolter Michel, Zeimet Laurent
DP Emering Luc, Graas Gusty, Schockmel Gérard
LSAP Di Bartolomeo Mars, Lenert Paulette
ADR Hardy Dan
déi gréng Bernard Djuna
déi Lénk Wagner David

Commission de la Justice

Président CSV Mosar Laurent
Vice-Présidents DP Arendt Guy
LSAP Biancalana Dan
Membres CSV Donnersbach Alex, Weiler Charel, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
DP Beissel Simone, Hartmann Carole, Schockmel Gérard
LSAP Braz Liz, Lenert Paulette
ADR Hardy Dan
déi gréng Tanson Sam
Piraten Clement Sven (*sauf pour le volet Pénal*), Goergen Marc (*pour le volet Pénal*)

Commission de la Fonction publique

Président CSV Bauer Maurice
Vice-Présidents DP Graas Gusty
LSAP Cruchten Yves
Membres CSV Adehm Diane, Eicher Emile, Lies Marc, Spautz Marc
DP Bauler André, Baum Gilles, Etgen Fernand
LSAP Di Bartolomeo Mars, Polidori Ben

ADR Schoos Alexandra
déi gréng Bernard Djuna
déi Lénk Wagner David

Commission de la Culture

Président DP Bauler André
Vice-Présidents CSV Modert Octavie
LSAP Engel Georges
Membres CSV Bauer Maurice, Kemp Françoise, Morgenthaler Nathalie, Schaaf Jean-Paul
DP Agostino Barbara, Minella Mandy, Schockmel Gérard
LSAP Delcourt Claire, Fayot Franz
ADR Schoos Alexandra
déi gréng Bernard Djuna
déi Lénk Baum Marc

Commission de Vérification des Pouvoirs

Président Piraten Clement Sven
Vice-Présidents CSV Weiler Charel
DP Hartmann Carole
Membres CSV Boonen Jeff, Eischen Félix, Lies Marc, Zeimet Laurent
DP Baum Gilles, Cahen Corinne, Schockmel Gérard
LSAP Biancalana Dan, Braz Liz, Di Bartolomeo Mars
ADR Hardy Dan
déi gréng Welfring Joëlle

Commission de l'Exécution budgétaire

Président LSAP Fayot Franz
Vice-Présidents CSV Weydert Stéphanie
DP Goldschmidt Patrick
Membres CSV Adehm Diane, Boonen Jeff, Eischen Félix, Kemp Françoise
DP Arendt Guy, Bauler André, Schockmel Gérard
LSAP Biancalana Dan, Haagen Claude
ADR Keup Fred
déi gréng Tanson Sam
Piraten Clement Sven

Groupe de Travail « Conférence des Présidents des Commissions »

Président CSV Wiseler Claude
Membres CSV Adehm Diane, Bauer Maurice, Boonen Jeff, Eischen Félix, Lies Marc, Mosar Laurent, Spautz Marc, Weiler Charel, Zeimet Laurent
DP Agostino Barbara, Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles, Cahen Corinne, Graas Gusty, Hartmann Carole, Minella Mandy, Schockmel Gérard
LSAP Bofferding Taina, Closener Francine, Di Bartolomeo Mars, Fayot Franz
ADR Weidig Tom
déi gréng Tanson Sam
Piraten Clement Sven

Commissions spéciales

Commission spéciale « Caritas »

Président CSV Zeimet Laurent
Vice-Présidents DP Hartmann Carole
déi gréng Bernard Djuna
Membres CSV Adehm Diane, Morgenthaler Nathalie, Spautz Marc, Weydert Stéphanie
DP Agostino Barbara, Minella Mandy, Schockmel Gérard
LSAP Bofferding Taina, Di Bartolomeo Mars, Fayot Franz
ADR Weidig Tom
déi Lénk Baum Marc

Délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (17 octobre 2024)

European Interparliamentary Space Conference (EISC)

Membres effectifs :

Schockmel Gérard (DP), Président de la délégation
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :

Bernard Djuna (déi gréng)
Hartmann Carole (DP)
Modert Octavie (CSV)
Weidig Tom (ADR)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Modert Octavie (CSV), Vice-Présidente de la délégation
Cruchten Yves (LSAP)

Membres suppléants :

Galles Paul (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Weydert Stéphanie (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE)

Membres effectifs :

Baum Gilles (DP), Président de la délégation
Lies Marc (CSV), Vice-Président de la délégation
Graas Gusty (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Schoos Alexandra (ADR)

Membres suppléants :

Braz Liz (LSAP)
Delcourt Claire (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Etgen Fernand (DP)
Tanson Sam (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs :

Beissel Simone (DP), Présidente de la délégation
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :

Marques Ricardo (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Tanson Sam (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Membres effectifs :

Arendt épouse Kemp Nancy (CSV), Présidente de la délégation
Graas Gusty (DP), Vice-Président de la délégation
Engel Georges (LSAP)

Membres suppléants :

Baum Gilles (DP)
Clement Sven (Piraten)
Eischen Félix (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Adehm Diane (CSV)

Baum Gilles (DP)
Fayot Franz (LSAP)
Weidig Tom (ADR)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :

Braz Liz (LSAP)
Hardy Dan (ADR)
Tanson Sam (déi gréng)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs :

Eicher Emile (CSV), Président de la délégation
Agostino Barbara (DP)
Closener Francine (LSAP)
Engelen Jeff (ADR)
Graas Gusty (DP)
Sehovic Meris (déi gréng)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :

Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Biancalana Dan (LSAP)
Delcourt Claire (LSAP)
Donnersbach Alex (CSV)
Polidori Ben (LSAP)
Wagner David (déi Lénk)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs :

Wiseler Claude, Président (CSV), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Agostino Barbara (DP)
Bauer Maurice (CSV)
Braz Liz (LSAP)
Donnersbach Alex (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Etgen Fernand (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Kemp Françoise (CSV)
Welfring Joëlle (déi gréng)

Membres suppléants :

Bofferding Taina (LSAP)
Cahen Corinne (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Minella Mandy (DP)
Polidori Ben (LSAP)
Schaaf Jean-Paul (CSV)
Wagner David (déi Lénk)
Weiler Charel (CSV)
Weydert Stéphanie (CSV)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs :

Baum Gilles (DP), Président de la délégation
Agostino Barbara (DP)
Braz Liz (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Lies Marc (CSV)
Weidig Tom (ADR)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Membres effectifs :

Baum Gilles (DP), Président de la délégation
Di Bartolomeo Mars (LSAP)

Hartmann Carole (DP)
Mosar Laurent (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs :

Wiseler Claude (CSV), Président de la section luxembourgeoise
Adehm Diane (CSV)
Agostino Barbara (DP)
Cahen Corinne (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Engel Georges (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs :

Adehm Diane (CSV)
Bauler André (DP)
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Mosar Laurent (CSV)
Weidig Tom (ADR)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Europol « JPSG » - joint parliamentary scrutiny group)

Membres effectifs :

Arendt Guy (DP), Président de la délégation
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Biancalana Dan (LSAP)
Sehovic Meris (déi gréng)

Membres suppléants :

Donnersbach Alex (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Polidori Ben (LSAP)
Wagner David (déi Lénk)

Égalité des genres

8139 – Projet de loi portant création d'un Observatoire de l'égalité entre les genres et d'un Conseil supérieur à l'égalité entre les genres

Le présent projet de loi vise, d'un côté, à pourvoir l'Observatoire de l'égalité entre les genres d'une assise légale en précisant ses missions et son organisation et, de l'autre, de créer un Conseil supérieur de l'égalité entre les genres qui vient remplacer l'ancien Comité du travail féminin tout en élargissant le mandat de ce dernier, se focalisant désormais sur l'égalité des genres dans tous les aspects de la vie, au-delà du seul monde de l'emploi.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le 26/01/2023

Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

(Présidente : Mme Mandy Minella) :

20/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

24/09/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/10/2024

Augmentation de la prime de grand risque pour les facteurs

8321 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le présent projet de loi a pour objet de mettre en œuvre l'accord signé le 16 juin 2023 entre le Ministre de la Fonction publique et la Bréifdréieschgewerkschaft.

Cet accord prévoit une augmentation de 12 points indiciaires de la prime de grand risque, dont bénéficient les fonctionnaires de l'État du groupe de traitement D2, et de la prime pour sujétions particulières, dont bénéficient les employés de l'État du groupe d'indemnité D1, exerçant chacun la fonction de facteur auprès de POST Luxembourg.

Afin de rendre plus transparente la base légale de ces deux primes, il est prévu de les intégrer dans un nouvel article dans la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 05/10/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Maurice Bauer) :

19/09/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26/09/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/10/2024

Péages de navigation sur la Moselle internationale

8347 – Projet de loi portant approbation du quatrième Protocole portant amendement à la Convention du 27 octobre 1956 entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, fait à Schengen, le 18 septembre 2023

Le projet de loi n° 8347 prévoit, in fine, l'abrogation de tous les péages de navigation sur la Moselle internationale, qui va de Coblenze à Thionville, afin de stimuler le transport fluvial. En effet, il est prévu une suppression de toutes les dispositions relatives à la Société internationale de la Moselle, société de droit allemand chargée de redistribuer les péages collectés, ainsi que celle concernant les dispositifs de péages tels qu'introduits par la Convention signée entre le Grand-Duché de Luxembourg, la République fédérale d'Allemagne et la République française en 1956.

Le projet de loi sous référence prévoit d'approuver le quatrième Protocole portant amendement à la Convention du 27 octobre 1956 entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, fait à Schengen, le 18 septembre 2023 et d'abroger les péages mosellans afin de rendre ce mode de transport écologique plus attractif. En l'occurrence, ledit Protocole supprimera toutes les dispositions relatives à la Société internationale de la Moselle et au dispositif des péages et fixe dans son annexe les modalités organisationnelles et financières de la dissolution afférente de la Société internationale de la Moselle.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 11/01/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

04/07/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

27/09/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/10/2024

Prolongation des autorisations de construire

8369 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Le projet de loi n° 8369 vise à prolonger la durée de validité initiale des autorisations de construire, qui est actuellement d'une année, à deux années. La proposition relative à cette prolongation avait été formulée lors de la réunion nationale Logement du 22 février 2024 et a pour objectif d'alléger et d'accélérer les procédures administratives en matière d'urbanisme. Par la suite, les autorisations de construire pourront être prolongées sur demande du titulaire pour une durée maximale d'une année.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 29/03/2024

Rapporteur : M. Marc Lies

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président : M. Marc Lies) :

02/10/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/10/2024

Prestation de serment de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier comme Lieutenant-Représentant du Grand-Duc conformément à l'article 58 de la Constitution du Grand-Duché

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 23

M. Claude Wiseler, Président

2. Prestation de serment de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier comme Lieutenant-Représentant du Grand-Duc conformément à l'article 58 de la Constitution du Grand-Duché

p. 23

M. Claude Wiseler, Président | M. Luc Frieden, Premier ministre | Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier | M. Claude Wiseler, Président | Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier | M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

À 15.00 heures, les Membres de la Chambre des Députés et du Gouvernement occupent leurs sièges dans la salle de séance. Les Secrétaires généraux adjoints occupent des sièges placés du côté droit de la salle, au niveau de la tribune de la présidence.

À 15.26 heures, S.A.R. le Grand-Duc Héritier, accompagné de M. le Premier ministre Luc Frieden, de M. le Maréchal de la Cour Paul Dühr et de l'aide de camp de S.A.R., M. Pierre Schroeder, précédés par un huissier en habit de la Chambre des Députés, est reçu à l'entrée de la Chambre par M. le Président de la Chambre des Députés et M. le Secrétaire général.

Après un moment photo devant la Chambre des Députés, S.A.R. le Grand-Duc Héritier est conduit dans le hall de l'Hôtel de la Chambre des Députés où des musiciens du Conservatoire de la Ville de Luxembourg jouent l'hymne « Wilhelmus ». Ensuite, S.A.R. le Grand-Duc Héritier est conduit à son siège dans la salle de séance, en cortège précédé par un huissier en habit. M. le Premier ministre prend place sur un siège placé du côté droit de S.A.R. le Grand-Duc Héritier. M. le Secrétaire général prend place sur un siège placé entre les sièges des Secrétaires généraux adjoints. L'assemblée est debout.

Les tribunes sont occupées par les invités d'honneur :
– les Présidents d'honneur de la Chambre M. Jean Spautz et Mme Erna Hennicot-Schoepges,
– les anciens Secrétaires généraux de la Chambre M. Pierre Dillenburg et M. Claude Frieseisen,
– les Membres luxembourgeois du Parlement européen M. Charles Goerens et Mme Isabel Wiseler-Lima,
– le Conseiller de S.A.R. le Grand-Duc M. Marc Baltes et le Conseiller de S.A.R. le Grand-Duc Héritier M. Tim Kessler,
– quelques citoyens ainsi que par la presse.

M. le Président, qui se tient debout au milieu de la salle plénière, ouvre la séance à 15.28 heures.

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen d'Sézung op.

2. Prestation de serment de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier comme Lieutenant-Représentant du Grand-Duc conformément à l'article 58 de la Constitution du Grand-Duché

D'Chamber kënnt de Mëtten zesammen, fir dem Ierfgroussherzog Guillaume säin Eed als Lieutenant-Représentant vum Grand-Duc ofzeshuelen.

Den Här Premierminister kritt elo d'Wuert, fir eng Kommunikatioun ze maachen. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech ginn Iech Lecture vum Arrêté, deen de Grand-Duc an ech elo grad am Palais ënnerschriwwen hunn:

Arrêté grand-ducal du 8 octobre 2024 portant institution de la Lieutenance de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier

„Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Désirant associer Notre bien-aimé Fils, Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier Guillaume, à l'exercice de Nos attributions constitutionnelles ;

Voulant faire usage à cet effet du droit qui nous est réservé par l'article 58, alinéa 1^{er} de la Constitution ;

Sur le rapport du Premier ministre, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons trouvé bon et entendu :

d'instituer Notre bien-aimé Fils, Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier Guillaume, Lieutenant-Représentant du Grand-Duc.

Mandons et ordonnons que le présent arrêté soit inséré au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et chargés de son exécution le Premier ministre.“

Dat hunn de Grand-Duc an ech elo grad ënnerschriwwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Monseigneur, haut ass en Dag, wou Lëtzebuurger Geschicht geschriwwen gëtt. E wichtege Dag fir Iech, mee och fir all Lëtzebuurger a fir all Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen. 26 Joer no Ärem Papp gitt Dir haut Lieutenant-Représentant.

Mat där Decisioun vum Grand-Duc, fir elo e Stellvertreder u seng Säit ze huelen, geet d'Traditioun vun engem duussen Iwwergang vun de Pouvoiren an der Spëtzt vum Land vun engem Règne zum nächste weider. Eng Traditioun, déi et soss bal néierens gëtt an déi 1841 an d'Constitutioun ageschriwwen ginn

ass, zu enger Zäit, wou d'Lieutenance haaptsächlech gehollef huet, fir datt de Grand-Duc, deen déizäit och nach hollännesche Kinnek war, konnt e Représentant zu Lëtzebuerg hunn.

Tëscht 1850 an haut hate mer bis elo fënnf Lieutenancen. Eng Traditioun, un där d'Chamber och 2023 bei der Ännerung vum Text vun der Constitutioun wollt festhalen an déi een haut am Artikel 58 erëm-fënt.

D'Traditioun leeft also weider, mee haut ass et déi éischte Kéier, datt e Grand-Duc Héritier den Eed virun der ganzer Chamber an enger öffentlecher Sézung ofleet. Dat wollt d'Parlament esou, well dëse Moment symbolesch an demokratesch weesentlech ass.

Är zukünfteg Fonctioun kritt doduerch och déi néideg Legitimitéit. De Grand-Duc Henri bleift Staatschef, mee Dir als säi Lieutenant-Représentant kënnt hien, wéi mer et elo just vum Premierminister héieren hunn, bei allen Aspekter vun der Ausübung vu senger wichtege Fonctioun representéieren.

Haut ass also en Dag, wou Traditioun an Erneuerung sech begéien. Et ass en histoireschen Dag fir eist Land, fir d'Dynastie an och fir d'Chamber, fir eist Parlament.

Monseigneur, et ass virun allem och e groussen Dag fir Iech. Dir hutt Iech Äert ganz Liewen drop virbereet. Dir sidd 2000 Grand-Duc Héritier ginn an hutt Iech an de leschte 24 Joer bei villen Aktivitéiten hei am Land a bei Wirtschafts- a Finanzmissiounen am Ausland agesat.

Zanter 2005 sidd Dir Member vum Staatsrot a konnt iwwert d'Joren Äert Wëssen iwwert d'Fonctionnement vun den Institutionen a vun de legislative Prozesser verdéiwen. Mir hu gesinn, mat wéi vill Asaz, mat wéi vill Kompetenz – an ech wëll dat och hei soen: mat wéi vill Begeescherung! – Dir Iech net nëmmen op Är zukünfteg Aufgabe virbereet hutt, mee alles drugesat hutt, fir am Déngscht vun eisem Land a senge Leit ze stoen.

Elo, Monseigneur, kënnt fir Iech eng nächst Etapp. Dir sidd prett, fir déi Responsabilitéiten ze iwwerhuelen, déi de Grand-Duc, eise Staatschef an Äre Papp, Iech uvertraut. Dir sidd prett a freet Iech op dat, wat op Iech zoukënn. Dir wësst, wéi eist Land a seng Leit mat der groussherzoglecher Famill verbonne sinn. Dir wësst, wellech besonnesch Relatioun Lëtzebuerg mat der Grande-Duchesse Charlotte a mam Grand-Duc Jean aus der Geschicht eraus, mee awer och wéinst hire Perséinlechkeeten hat. Dir wësst, wéi vill Är Elteren duerch hir Presenz an hiren Asaz den Awunner vun eisem Land an de Lëtzebuurger iwwert d'Grenzen eraus bedeuten.

Dir sollt awer och wëssen, datt mir Vertrauen an Iech hunn, Monseigneur, an an d'Grande-Duchesse Héritière, an drop zielen, datt Dir eist Land mat Dignitéit an Devouement vertrieed wäert. Mir sinn iwwerzeegt, datt Dir, Monseigneur, Äre Papp, de Grand-Duc, ganz gutt bei senge wichtege Aufgaben ënnerstëtze wäert.

Ech géif Iech elo bieden, Monseigneur, bei dëse Mikro ze kommen, fir virun der Chamber den Eed ze leeschten, deen den Artikel 58 vun eiser Verfassung virgesäit.

(L'Assemblée et l'assistance se lèvent pour la prestation de serment.)

Monseigneur, ech liesen Iech den Text vum Eed vir. Ech bieden Iech, Är riets Hand an d'Luucht ze hiewen an en ze widderhuelen:

Je jure d'observer la constitution et les lois ...

Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier | Je jure d'observer la constitution et les lois ...

M. Claude Wiseler, Président | ... et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles.

Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier | ... et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Iech heimat Akt vun Ärem Eed.

(Applaudissements)

Am Numm vun der ganzer Chamber wëll ech Iech, Monseigneur, vu ganzem Häerze felicitéieren. Mir wënschen Iech gutt Reussite bei Ären neie Fonctiounen als Lieutenant-Représentant.

Ech wär frou, Monseigneur, wann Dir elo géift e puer Wuert un d'Chamber riichten.

Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier | Här Chamberspräsident, ech soen Iech e grouse Merci fir déi léif Wieder, déi Dir am Numm vun der Chamber an als Representant vum Lëtzebuurger Land u mech geriicht hutt.

Wéi Dir elo grad gesot hutt, ass haut e wichtege Moment am institutionelle Liewe vun eisem Land. De Grand-Duc huet decidéiert, mir op dësem Dag eng nei Verantwortung ze ginn, andeems hie mech als Lieutenant-Représentant designéiert huet.

Ech soen him dofir e ganz grouse Merci, mee och Iech als gewielte Vertrieeder vum Land an der Regierung, fir dat Vertrauen, dat Dir mir schenkt.

Als Ierfgroushezog hat ech d'Geleeënheet, zënter Jore schonn, mech mat villen Aspekter, déi zum Grand-Duc senge Flichte gehéieren, ze familiariséieren an eng ganz Rei offiziell Aufgaben ze iwwerhuelen. Deen Eed, deen ech elo als Lieutenant-Représentant ofgelleucht hunn, engagéiert mech, sämtlech fundamental Wäerter, déi an eiser Verfassung stinn, net nëmmen ze respektéieren, mee se och zu all Zäit ze verdeedegen. Dozou verfluchten ech mech hei virun Iech an huelen déi Responsabilitéit dankbar un.

Ech si mir bewosst, datt haut och fir mech perséinlech, fir meng Fra an eis Kanner, eng nei Etapp an eisem Liewen ufänkt, a mir kucke mat Vertrauen an d'Zukunft.

Ech freeë mech elo, un der Säit vum Grand-Duc als Lieutenant-Représentant am Dëngscht vum Land a sengen Awunner ze stoen an dat Besch fir Lëtzebuerg ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënt Iech awer nach ee Moment setzen, awer just, fir datt ech ka soen, datt mer domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm sinn. D'Chamber kënt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

(Hilarité)

An d'Sëtzung ass opgeheween.

La séance publique est levée à 15.39 heures.

S.A.R. le Grand-Duc Héritier, M. le Président de la Chambre des Députés et M. le Premier ministre se placent au milieu de la salle pour une photo de groupe, puis quittent la salle, accompagnés de M. le Maréchal de la Cour Paul Dühr et de l'aide de camp de S.A.R., M. Pierre Schroeder, ainsi que du Secrétaire général, précédés par un huissier en habit.

Dans le hall de l'Hôtel de la Chambre des Députés, ont lieu la signature du livre d'or par S.A.R. le Grand-Duc Héritier, et un moment photo. Des musiciens du Conservatoire de la Ville de Luxembourg jouent l'hymne « Wilhelmus » alors que S.A.R. le Grand-Duc Héritier, ainsi que M. le Maréchal de la Cour Paul Dühr et l'aide de camp de S.A.R., M. Pierre Schroeder, se font accompagner par M. le Président, M. le Premier ministre et M. le Secrétaire général jusqu'à l'escalier extérieur de la Chambre, où M. le Secrétaire général prend congé.

S.A.R. le Grand-Duc Héritier, M. le Président de la Chambre, M. le Premier ministre accompagnés de M. le Maréchal de la Cour et de l'aide de camp de S.A.R., rejoignent le Palais grand-ducal accompagnés d'un huissier de la Chambre des Députés en habit.

M. le Président de la Chambre prend congé de S.A.R. le Grand-Duc Héritier devant le Palais grand-ducal et retourne à la Chambre des Députés précédé par l'huissier en habit.

40^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 24

M. Claude Wiseler, Président

2. Hommage à la mémoire de M. Max Hengel

p. 24

M. Claude Wiseler, Président | M. Marc Spautz | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Hommage à la mémoire de M. Max Hengel

Mir sinn haut de Mëtten zesummekomm fir en Hommage un d'Memoire vun eisem verstuerwene Kolleg, dem Max Hengel.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kollegen, léif Famill vum Här Max Hengel, haut soe mir engem léiwe Kolleg an dëser Séance publique Äddi. De 17. August hate mir déi traureg Nouvelle vum Doud vun eisem Kolleg Max Hengel kritt. Et

war e Schock, och wa mer woussten, datt hie krank wier.

De Max huet iwwerall e ganz déift Lach hannerlooss, virop bei senger Famill a senge Frënn, mee och hei an der Chamber, an net nëmmen a senger Partei a Fraktioun, mee queesch duerch all politesch Parteien, a senger Gemeng an an de Veräiner.

De Max ass virun iwwer zwee Joer an d'Chamber nogereckelt, wéi déi deemoleg CSV-Deputéiert aus dem Osten, d'Françoise Hetto-Gaasch, demissionéiert huet. Bei de Walen zejoert ass hien erëmgewielt ginn.

De Max war gären Deputéierten. Ech ka mech u seng Begeeschterung bei senger Untrëttsried ganz gutt erënnere. An ech erënnere mech, wéi hien am Ufank vun dëser Legislaturperiod – do war e scho krank – aus der Klinik mat Péng heihinner komm ass, fir sech direkt an net eréischt e puer Deeg duerno

assermentéieren ze loosson, an dunn duerno erëm an d'Klinick zrëckgefuert ginn ass.

De Max war e „Politickfreak“ – wann ech mech esou däerf ausdrécken. Seng Famill, déi weess, vu wat ech schwätzen.

No engem, wéi hie sot, „Ëmwee iwwert den Droit“ huet hie Geschicht a Politikwëssenschaft studéiert. No senge Studien ass hien 2006 Mataarbechter an der CSV-Fraktioun ginn, duerno Secrétaire parlementaire adjoint a politesche Coordinateur. 2011 huet hien direkt Jo gesot, wéi e gefrot ginn ass, fir sech selwer an der Politick ze engagéieren.

Wat war senger Motivatioun? Déi Äntwert huet hien eis selwer a senger Untrëttsried an der Chamber den 11. Januar 2022 ginn. Seng Motivatioun ware ganz einfach d'Leit. Ech zitieren hien: „Ech engagéiere mech schrecklech gär mat de Leit an ech schaffe fir d'Leit. Dat ass meng Passioun“, sot en. „A fir mech ass et och wichteg, datt mir am stressegem [...] Alldag ni vergiesse, datt mir all just hei setzen, well mer heihinner gewielt gi sinn, an datt et eis Aufgab ass, fir d'Wuel vun de Leit ze suergen.“

De Max war immens motivéiert, fir seng nei Missioun als Deputéierten unzagoen. An dat huet hien och gemaach, mat Leif a Séil. Duerch seng berufflech Erfahrung wousst hien, wéi déi institutionell a parlamentaresch Riedercher géingen dréinen.

Fir hie war d'Politick en Teamspirit. Hie sot bei senger Vereedegung, an ech zitieren en och erëm: „Als Eenzelkämpfer kënt ee meeschtens net ganz wäit, awer zesumme kann ee viles bewierken.“

Ech zitieren hie gär nach emol, well seng Ried vu virun zwee Joer mat Einfachheet an Éierlechkeet erkläert huet, wéi a wien hie war.

De Reiz vun der Politick war fir hien – ech zitieren – „méiglechst vill Meenungen an Iddien ënner een Hutt ze kréien, déi et eeben an der Bevëlkerung gëtt, an dorausser eng Positioun ze formuléieren, déi eng méiglechst grouss Majoritéit kritt.“ Hien huet ëmmer den Zesammenhalt an d'Harmonie gesicht. An och meeschtens fonnt.

Zu senger Zäit als Fraktiounsmataarbechter hunn ech vill mam Max d'äerfe schaffen, well mer eis béid ëm Gesondheetspolitick bekëmmert hunn. Fir mech war de Max ëmmer eng Zort Test, deen ugeschloen huet, wann ech ze wäit gaange sinn oder net verständlech war. Dann huet e mer erkläert: „Dat ass ze komplizéiert“, „Dat ass onverständlech“, „Dat ass schwéiert Lëtzebuergesch.“ Dat waren dann e puer Zitater, déi ech ëmmer an ëmmer erëm ze héiere krut. An en hat Recht. D'Politick muss no bei de Leit sinn. Dat war säi Credo.

An en huet mer seng Meenung heiansdo ganz brutal gesot. Mee ni, fir wéizdoen, ëmmer fir ze hëllefen. An ech sinn haut nach dankbar derfir.

Als Deputéierten an als President vun der Gesondheetskommissioun – enger Kommissioun, déi hie virdu scho 16 Joer als Fraktiounsmataarbechter begleet huet – huet hien op seng – wéi hien et dann heiansdo selwer genannt huet – „gewinnt oppen, pragmatesch an diplomatesch Aart a Weis“ geschafft. Modestie war op seng ganz sympathesch Aart a Weis net ëmmer seng gréisste Stärkt.

Hie wollt mat upaken, fir d'Erausforderungen an der Santé unzegoen. Hien huet seng Dossiere kannt a war ëmmer gutt virbereet a seng Reunionen. Dat bestätegen all déi Leit vun der Administratioun, déi mat him geschafft hunn. An ech kann dat och nëmmen hei bestätegen.

Hien huet sech awer och an der Petitiounskommissioun, an der Reglementskommissioun, bei den Affaires intérieures, der Economie, dem Sport, der Education engagéiert. Och de Logement huet zu de Prioritéite vun Max gehéiert.

Hie wollt och en An op den Ëmwelt- a Klimaschutz werfen, well et him wichteg war, eise Kanner eng liewenswäert Welt ze hannerloossen.

Och um lokalpolitesche Plang hannerléisst de Max Spueren. Hie war op der Musel doheem. Zanter 2011 war hien am Wuermer Gemengerot, vun 2017 bis 2020 Buergermeeschter, du Schäffen an zanter 2023 erëm Buergermeeschter. Zesumme mat senger Ekip aus dem Wuermer Schäffen- a Gemengerot huet hien an der Gemeng viles a Bewegung gesat. Och do hat hien nach ganz vill Projeten, déi e wollt realiséieren.

De Max war Basketballspiller, duerno President vun der Musel Pikes. Absolutt begehert. Ech sinn heiansdo Matcher mat him kucke gaang. Dozou wëll ech just zwou Saache soen: Et war besser, et war een e Fan vun der Musel Pikes oder et war een dee Moment roueg, wann ee mat him op den Tribüne souz. An zweetens hunn ech bewonnt, wéi hien als President seng Aarbecht gemaach huet. Hien huet eng Ekip – Frënn – geleet, wou Spiller, Coach, Komitee a Fangemeinschaft a Frëndschaft hir Passioun gelieft hunn a gemeinsam zesumme mat him duerch déck an dënn gaange sinn. Et war einfach flott, dat mat him ze liewen an dat ze gesinn.

De Max huet keng halfe Saache gemaach. Eëmmer mat vollem Asaz an 200 % ginn. Esou war en eeben, ëmmer gutt gelaunt, frëndlech, offen an hëllefberet.

D'Mataarbechter aus der parlamentarescher Verwaltung an der Fraktioun hu gär mat him zesumme geschafft. Si hu mech dat och an aller Däitlechkeet fir haut wësse gelooss. An déi Wieder, déi ech hei soen,

sinn och an hirem Numm. Hien hat ëmmer Respekt vis-à-vis vun deenen aneren a war ëmmer disponibel.

En Teamplayer. An der Chamber, an der Gemeng, am Basket.

Wéi hie virun iwwer zwee Joer d'Diagnos vum Kriibs kritt huet, huet hien dat net verstopt. De Max hat eis gesot, datt e krank wier. En hat eis awer net gesot, wéi krank e wier. Et gouf fir hie just eng Optioun: kämpfen a probéieren, esou weiderzeliewe wéi virun. Dat war säi Choix. An deen huet e voll gelieft.

Hien huet och ëmmer mat Optimismus iwwer seng Krankheet geschwat; eis gesot, mir sollten eis net ze vill Suerge maachen. Hien huet ni geklot, huet parallel zu senger Behandlung weidergeschafft, souwäit et méiglech war. Hie war nach bei den Olympesche Spiller zu Paräis fir e Colloque iwwert de Sport an d'Gesondheet, eng Woch viru sengem Doud.

Hien hat e Courage, deen ech bewonneren.

Hien hat nach vill Pläng, privater a politescher.

Mam Max verléiert d'Chamber en Deputéierten, dee sech mat Kompetenz an Engagement fir eist Land a seng Leit agesat huet. Seng Kolleegen an der Chamber wäerte seng Jovialitéit, mee och säi Courage a säin Optimismus, déi en ëmmer begleet hunn, net vergiessen.

Mir haten alleguer, wéi mer heibanne sätzen, d'Chance, de Max ze kennen, mat him ze schaffen, mat him viles ze erliewen. Vill vun eis verléieren e Frënd. Mir sinn, mengen ech, alleguer heibannen dankbar fir all déi Zäit, déi mir konnte mat him verbréngen.

De Max huet eis de 17. August am Alter vu 47 Joer verlooss. An de Max feelt eis.

Ech géif elo gär der Fraktioun vum Verstuerwenen d'Wuert ginn. De Marc Spautz, Fraktiounschef vun der CSV, huet elo d'Wuert. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der Famill vum Max, viru siwe Wochen ass de Max aus eiser Mëtt gerappt ginn. Mam Hengels Max hu seng Fra, d'Jackie, seng Bouwe Jonas a Jules hiren zouverlässege Partner a Papp verluer, seng Elteren e Kand, seng Gesëchter e Brudder, d'Wormer Gemeng hire Buergermeeschter, d'Chamber en engagéierten Deputéierten a vill Leit e Frënd mat Asaz an Häerz.

De Max war e Mann mat Iwwerzeegungen. Am Privaten, an der Politick, am Sport an am sozialen Engagement wäert hien ons feelen. De Max war säit 2005 am nationale politesche Geschäft aktiv, ugangs als Mataarbechter vun der CSV-Fraktioun an nom Récktrëtt vum Françoise Hetto als Deputéierten. Vill Dossieren huet hie behandelt, als Mataarbechter wéi als Deputéierten. Tourismus, Schoul, Gemengen, Famill a Gesondheetspolitick stoung bei him ëmmer héich op der Lee.

Säit 2017 war de Max och Buergermeeschter an uschléissend Schäffen an der Wormer Gemeng a bei de Gemengewalen 2023 gouf hie plebiszitéiert an erëm Buergermeeschter an der Gemeng Wormer. Vill Asaz an Engagement huet hie bruecht, an déi Wormer Leit waren houfreg an zefridden.

Awer och iwwer Wormer eraus war hien aktiv an ëmmer am Asaz. An esou war et och normal, dass hie bei de Chamberwalen 2023 op der CSV-Lëscht hannert dem Leo den Zweete gouf. An der neier Sessioun war hien ënner anerem Vizepresident vun der CSV-Fraktioun, awer virun allem mat Häerz a Séil President vun der Santéskommissioun. D'Santéskommissioun huet hie mat vill Geschéck an Asaz geleet. Mat

sengem Asaz an dem Bestriewen, ënnerschiddlech Positiounen beieneenzekréien, huet hie parteiwwergräifend Unerkennung a Respekt kritt.

Fir mech perséinlech war d'Zesummenaarbecht mam Max säit 2005 villschichtig, an et war e Privileeg, mat him ze schaffen. Als Frühaufsteher hu mer allen zwee scho moies fréi vill mateneen diskutéiert a mir hu vill zesumme geschafft am Interesse vun der gemeinsamer Saach.

Wéi de Max krank ginn ass, hu mir vill iwwert de Kriibs geschwat, an de Max huet decidéiert, et och public ze maachen, well hie wollt näischt verheemlechen. Sou war de Max. Vill batter Statiounen huet hie missen duerchmaachen. A wéi mir all gemengt haten, hien hätt et gepackt, koum d'Damoklesschwäert mat där Krankheet zeréck. De Max huet ni geklot a gejeimert, an net vill Leit woussten, wéi eescht et ëm hie stoung. De 17. August huet hien d'Aen am Krees vu senger Famill fir ëmmer zougemaach.

De Max gëtt vermësst vu senger Fra, senger Bouwen, sengen Elteren, senger Gesëchter, an eiser Fraktioun an hei am Haus a bei all deene Leit, déi hie gärten hat. „Es gibt nichts, was die endgültige Abwesenheit eines Menschen ersetzen kann, und man sollte es auch nicht erst versuchen. Man muss es einfach hinnehmen.“ Et ass schwéier, dat ze akzeptéieren, mee et ass esou.

Merci fir alles, Max. Mir wäerten dech ni vergiessen. Jackie, Jonas a Jules, vill Courage! An dir kënnst houfreg op de Max sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Ech ginn dann d'Wuert weider un de Premierminister Luc Frieden. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, léif Famill vum Max Hengel, léif Kolleeginnen a Kolleegen aus der Chamber an aus der Regierung, e Liewen ass räich a wäertvoll net duerch seng Dauer, mee duerch déi Spueren, déi een hannerléisst. An och wann dem Max Hengel säi Liewen evidentement vill ze kuerz war, sou huet hien an där Zäit vill déif positiv Spueren hannerlooss. An ënner deene grouse Spueren si ganz sécher déi, déi en an der Politick hannerlooss huet.

Hien huet de Choix gemaach, fir sech fir d'Allgemengheet anzesetzen. An dat ass keen evidente Choix, fir net nëmmen no sech selwer ze kucken. An Dir, Här President, hutt virun déi Sätz, déi hie selwer gesot huet a senger Untrëtsried an déi hien esou charakteriséiert huet, domadder rappeliert: sech anzesetze fir d'Leit, fir bei de Leit ze sinn, fir de Leit hiert Wuert hei och virzebréngen. Ech mengen, dat huet en extreem charakteriséiert als Gemengeconseiller, als Buergermeeschter, als Deputéierten. An duerfir, mengen ech, kënne mer allegueren dankbar sinn; dankbar sinn, datt et Leit gëtt, déi sech an den Déngecht vun der Allgemengheet stellen.

Duerfir gëtt den Deputéierte jo och oft op Lëtzebuergesch „Volleksverrieder“ genannt. An ech fannen, datt de Max Hengel e Volleksverrieder am beschte Sënn vum Wuert war, wierklech e Spriecher fir d'Leit, ënner deenen hien esou gäre war.

Hien huet awer och déif positiv Spueren hannerlooss als Mënsch an der Politick. Mech hunn – an ech mengen, eis all an der Regierung – seng sympathesch Aart a Weis, seng gutt Laun, seng Einfachheet nach ëmmer erëm impressiounéiert.

Perséinlech hunn ech de Max besonnesch kenne geliert am Walkampf 2023, wou e fir d'CSV ee vun de Spätzekandidaten an Oste war, wou ech vill mat em ze doen hat a wou en op eng, jo, jovial, léif Aart a Weis ëmmer gutt gelaunt war, och wann et

Momenter gouf, wou een e bësse midd war oder vläicht keng Loscht hat, dat weiderzeféieren.

Mech huet och beandrockt – a vill vun eis hei um Dësch –, datt e während de Koalitiounsverhandlungen heiansdo moies méi spéit komm ass, well e vir drun an d'Chimio war. An dann huet e mer ugeruff an dann huet e gesot: „Ech kommen de Moien e bësse méi spéit. Ech muss nach an d'Chimio goen.“ Ech hunn dat esou beandrockend fonnt. En huet net gesot: „Haut kommen ech guer net“, oder: „Maacht dir dat doten, wéi dir et fir richteg fannt.“ Hie war mat Leif a Séil derbäi an en huet sech da quasi entschëllegt fir eppes, wat dat Normalst vun der Welt war a wat eigentlech seng ganz Attentioun an deem Moment hätt mussen hunn. Neen, hien ass och an deem

Moment flichtbewosst a mat, jo, gudder Laun an Energie an déi Koalitiounsverhandlung komm.

An ech mengen, dat ass eng Lektoun fir eis all: fir och a schwéiere Momenter, och bei Divergenzen an der Politick, sech mat gudder Laun fir anerer, fir seng Matmënschen, wéi och fir eng gemeinsam Cause, nämlech d'Wuel vun eiser Gesellschaft, vun eisem Land, anzesetzen. Dat ass op jiddwer Fall e Message an en Testament, wat e fir eis a fir mech hannerléisst.

Am Numm vun der ganzer Regierung géing ech gäre senger Famill eis Sympathie an eist Matgefill soen. An dem Max géing ech soen: Merci, Max, fir deng Frëndschaft a merci, Max, fir däin Asaz fir d'Lëtzebuurger Land a seng Leit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech wëll dann och am Numm vun der ganzer Chamber dem Max Hengel senger Fra, dem Jacqueline, a senge Bouwen, dem Jonas an dem Jules, an der ganzer Famill eist oprichteg Bäileed ausdrécken.

Ech géif Iech alleguer bidden opzestoen, fir dem Versterwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Domadder si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 14.19 heures.)

41^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 27	
M. Claude Wiseler, Président		
2. Communications	p. 27	
M. Claude Wiseler, Président		
3. Ordre du jour	p. 32	
M. Claude Wiseler, Président		
4. Hommage à la mémoire de M. Henri Nanquette, député honoraire	p. 32	
M. Claude Wiseler, Président		
5. Hommage à la mémoire de M. Nick Clesen, député honoraire	p. 33	
M. Claude Wiseler, Président		
6. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député	p. 33	
M. Claude Wiseler, Président		
7. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés	p. 33	
M. Claude Wiseler, Président M. Ricardo Marques M. Claude Wiseler, Président		
Discours de début de mandat : M. Ricardo Marques (intervention de Mme Carole Hartmann)		
8. Changements de composition de commissions parlementaires	p. 34	
M. Claude Wiseler, Président		
9. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 35	
M. Claude Wiseler, Président		
10. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas	p. 35	
Exposé : M. Gusty Graas		
11. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot	p. 35	
Exposé : M. Franz Fayot		
12. Dépôt d'une motion par M. Franz Fayot	p. 36	
Exposé : M. Franz Fayot		
13. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du dossier Caritas	p. 36	
Exposé : Mme Djuna Bernard (dépôt des motions 1 à 3)		
Débat : M. Marc Spautz (intervention de Mme Sam Tanson) Mme Carole Hartmann Mme Djuna Bernard (parole pour fait personnel) Mme Carole Hartmann Mme Taina Bofferding (dépôt de la résolution 1) M. Fred Keup M. Sven Clement M. Marc Baum (dépôt de la résolution 2)		
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) M. le Premier ministre Luc Frieden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) M. Franz Fayot (parole		
après ministre) M. le Premier ministre Luc Frieden Mme Djuna Bernard (parole après ministre) M. Marc Baum (parole après ministre) M. le Premier ministre Luc Frieden (intervention de Mme Lydie Polfer)		
14. Ordre du jour (suite)		p. 46
M. Claude Wiseler, Président		
15. Motion de M. Franz Fayot concernant la vérification de la mise en place des exigences de conformité et de lutte contre la corruption dans les conventions conclues avec les associations et les fondations		p. 46
Discussion générale : Mme Carole Hartmann Mme Djuna Bernard M. Fred Keup M. Franz Fayot		
Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)		
16. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du dossier Caritas (suite)		p. 46
Motion 1 : Mme Djuna Bernard M. Marc Spautz M. Franz Fayot M. Sven Clement Mme Djuna Bernard		
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)		
Motion 2 : Mme Djuna Bernard M. Gilles Baum		
17. Ordre du jour (suite)		p. 47
M. Claude Wiseler, Président		
18. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du dossier Caritas (suite)		p. 48
Vote sur la résolution 1 (adoptée)		
Motion 2 (suite) : M. Gilles Baum M. Marc Baum M. Franz Fayot Mme Djuna Bernard M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil		
Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)		
Motion 3 : Mme Joëlle Welfring M. Sven Clement M. Franz Fayot M. Marc Baum		
Vote sur la motion 3 (rejetée)		
Résolution 2 : M. Marc Baum (intervention de Mme Djuna Bernard) M. Gilles Baum Mme Taina Bofferding Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Fred Keup M. Marc Spautz		
Vote sur la résolution 2 (adoptée)		
19. 8321 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications		p. 50
Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer		
Discussion générale : M. Gusty Graas M. Yves Cruchten Mme Alexandra Schoos Mme Djuna Bernard M. David Wagner		
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique		

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8321 et dispense du second vote constitutionnel

20. Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson

Exposé : Mme Sam Tanson (interventions de M. Tom Weidig et M. Sven Clement)

21. 8139 – Projet de loi portant création d'un Observatoire de l'égalité entre les genres et d'un Conseil supérieur à l'égalité entre les genres

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité : Mme Mandy Minella

Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt | M. Dan Hardy (interventions de Mme Corinne Cahen et Mme Taina Bofferding) | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen | M. Fred Keup (interventions de M. Marc Baum, M. Tom Weidig, Mme Corinne Cahen et Mme Sam Tanson) | M. Gilles Baum | Mme Mandy Minella (intervention de M. Sven Clement) | M. Fred Keup | M. Sven Clement (intervention de M. Fred Keup)

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | M. Tom Weidig (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8139 et dispense du second vote constitutionnel

22. Dépôt d'une résolution par Mme Djuna Bernard

Exposé : Mme Djuna Bernard

23. 8347 – Projet de loi portant approbation du quatrième Protocole portant amendement à la Convention du 27 octobre 1956 entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, fait à Schengen, le 18 septembre 2023

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusti Graas

Discussion générale : M. Emile Eicher | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8347 et dispense du second vote constitutionnel

24. Résolution de Mme Taina Bofferding concernant le respect du Règlement de la Chambre des Députés concernant la convocation de réunions de commissions

p. 52

p. 52

p. 57

p. 58

p. 59

Dépôt et exposé : Mme Taina Bofferding

Vote sur la résolution (adoptée)

25. 8438 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux commissions parlementaires et aux séances publiques

p. 60

Rapport de la Commission du Règlement : M. Yves Cruchten

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8438

26. Ordre du jour (suite)

p. 61

M. Claude Wiseler, Président

27. Institution et composition d'une commission spéciale « Caritas »

p. 61

M. Claude Wiseler, Président

28. Ordre du jour (suite)

p. 61

M. Claude Wiseler, Président

29. Résolution de Mme Sam Tanson concernant la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH)

p. 61

Discussion générale : M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup (intervention de M. Tom Weidig) | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson (interventions de M. Marc Baum et M. Fred Keup)

Vote sur la résolution (adoptée)

30. 8369 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

p. 63

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : M. Marc Lies

Discussion générale : M. Luc Emering | Mme Taina Bofferding | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8369 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn oder zrëckgezu gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Esou wéi dat am Chamberreglement virgesinn ass, wollt ech der Chamber follgend Kommunikatioun maachen:

E Member vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement huet d'Demissioun vu sengem Mandat duerch den Arrêté grand-ducal vum 22. Juli 2024 accordéiert kritt.

Esou wéi et festgehalen ass an den Artikelen 11 a 14 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 135 bis 139 vum Chambersreglement, ass

d'Chamber derzou opgeruff, e Remplaçant ze proposéieren, fir dëst Mandat ofzeschleissen, deen dann duerch de Grand-Duc ernannt gëtt.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten. Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënnen ginn, mussen se bis spéitstens de 15. November 2024 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeeën, datt d'Kandidaturen aus dem Gesetz erfüllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Staatsrot a vun der Regierung.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président – séance publique du 10 octobre 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8411 – *Projet de loi portant modification de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales*

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 16/07/2024

8412 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 16/07/2024

8413 – *Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2023 relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantal et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/07/2024

8414 – *Projet de loi portant modification : 1^o de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;*

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 3° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
 4° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 17/07/2024

8415 – Projet de loi relative à

1° l'augmentation de la quote-part du Luxembourg auprès du Fonds monétaire international ; et
 2° extension de l'accord d'emprunt bilatéral entre le Luxembourg et le Fonds monétaire international

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 17/07/2024

8186A – Projet de loi portant modification :

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenerdnung ») ;
 2° de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
 3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
 – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
 – la loi générale des impôts (« Abgabenerdnung ») ;
 – la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
 – la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
 – la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Scission du projet de loi 8186 le 18/07/2024

8186B – Projet de loi portant modification :

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenerdnung ») ;
 2° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Scission du projet de loi 8186 le 18/07/2024

8416 – Projet de loi portant approbation de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, fait à New York, le 19 juin 2023

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 18/07/2024

8417 – Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 3 février 2023 fixant les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/07/2024

8418 – Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;
 2° du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 23/07/2024

8419 – Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, 2° de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 23/07/2024

8420 – Projet de loi modifiant l'article 7 et l'article 77 de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 23/07/2024

8421 – Projet de loi sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique, portant modification :

1° de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ;
 2° de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;
 3° de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, le 24/07/2024

8422 – Projet de loi portant approbation des amendements :

– aux Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ;
 – à l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement ;
 – à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ; et
 – à l'article 4 des Statuts de la Banque européenne d'investissement portant sur augmentation une du capital souscrit de la Banque

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2024

8423 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 24/07/2024

8424 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
 2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 24/07/2024

8425 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés ;
 2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
 3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2024

8426 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 25/07/2024

8427 – Projet de loi portant :

1° transposition de la directive (UE) 2024/1174 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 modifiant la directive 2014/59/UE et le règlement (UE) n° 806/2014 en ce qui concerne certains aspects de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;
 2° mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de

l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres ;

3° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
 b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
 c) la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie (2015) ;
 d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;
 e) la loi du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 25/07/2024

8428 – Projet de loi relatif au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2025

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 29/07/2024

8429 – Projet de loi portant

1° modification :

a) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
 b) du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;
 c) de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
 d) de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles ;
 e) de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit ;
 f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
 g) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
 h) de la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux, et
 2° abrogation du décret du 14 décembre 1789 sur la constitution des municipalités

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 29/07/2024

8430 – Projet de loi portant mise en œuvre du Règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 30/07/2024

8431 – Projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions relatives au Parquet européen dans le Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 02/08/2024

8432 – Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
 2. de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles ;
 3. de la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise ;
 4. de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;
 5. de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 02/08/2024

8433 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice en vue de réviser les conditions d'accès à la magistrature

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 02/08/2024

8434 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 02/08/2024

8435 – Projet de loi portant modification de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel

Dépôt : M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 27/08/2024

8436 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2023

Dépôt : Commission des Comptes, le 28/08/2024

8437 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 30/08/2024

8438 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux commissions parlementaires et aux séances publiques

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Marc Baum, Député, M. Yves Cruchten, Député, M. Fred Keup, Député, M. Marc Spautz, Député, Mme Sam Tanson, Députée, le 12/09/2024

8439 – Projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités d'exploitation des pompes à chaleur

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 23/09/2024

7139A – Projet de loi portant modification de certaines dispositions du Titre 3 « Le plan d'aménagement général », du Titre 4 « Le plan d'aménagement particulier » et du Titre 6 « Mesures d'exécution des plans d'aménagement » de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Scission du projet de loi 7139 le 17/09/2024

8440 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 18/09/2024

8441 – Projet de loi relative à la rénovation et à la transformation de l'ancienne bibliothèque nationale

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/09/2024

8442 – Projet de loi relative à la construction du nouveau Lycée Michel Lucius au Plateau de Kirchberg

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/09/2024

8443 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 02/10/2024

8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 et modifiant :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits

énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

3° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

4° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;

5° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

6° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

7° la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable ;

8° la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement ;

9° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

10° la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ;

11° la loi modifiée du 21 novembre 1984 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 ;

12° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

13° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

14° la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;

15° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant :

1° la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 09/10/2024

8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 09/10/2024

3) Les projets suivants ont été retirés du rôle des affaires :

8168 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, le 02/03/2023

Retrait du rôle des affaires : 16/07/2024

7993 – Projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 19/04/2022

Retrait du rôle des affaires : 29/07/2024

6233 – Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique

Dépôt : Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 22/12/2010

Retrait du rôle des affaires : 02/08/2024

7183 – Projet de loi portant création du Centre pour la sécurité, la santé et la qualité de vie au travail dans la

Fonction publique, portant modification a) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; b) de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ; c) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État et d) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 08/09/2017

Retrait du rôle des affaires : 02/08/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3251 – Demande de pétition publique : Encourager la philanthropie au Luxembourg : crédit d'impôt pour les dons à des organismes reconnues d'utilité publique et les ONG

Dépôt : M. Nicolas Zharov, le 10/07/2024

3252 – Demande de pétition publique : Après les quatre premières années, réduire la fréquence du contrôle technique à tous les deux ans

Dépôt : M. Dimitri Druciak, le 10/07/2024

3253 – Demande de pétition ordinaire : Musique en zone piétonne

Dépôt : M. Pierre Rausch, le 10/07/2024

3254 – Demande de pétition publique : Flexibilité pour toutes les femmes atteintes d'endométriose dans le cadre de leur travail

Dépôt : Mme Joyce Dos Santos, le 11/07/2024

3255 – Demande de pétition publique : Déduire les frais de scolarité des impôts afin de favoriser la formation de qualité dans des établissements reconnus

Dépôt : Mme Amandine Chuard, le 11/07/2024

3256 – Demande de pétition publique : Finir l'école un vendredi et commencer l'école un lundi

Dépôt : Mme Vanessa Andrea Goncalves Fernandes, le 11/07/2024

3257 – Demande de pétition publique : Dérogation pour les ascendants (parents) de séjourner au Luxembourg pendant plus de 3 mois en tant que ressortissants de pays tiers et membres de la famille d'un citoyen de l'UE ou d'un national luxembourgeois

Dépôt : Mme Fei Xu, le 12/07/2024

3258 – Demande de pétition publique : Protéger les conducteurs des bus suite à beaucoup de mauvais incidents et améliorer leur vie professionnelle de mieux en mieux pour qu'ils puissent exercer leur métier dans les meilleures conditions

Dépôt : M. Riadh Souissi, le 13/07/2024

3259 – Demande de pétition publique : « Parc d'attractions au Luxembourg » / une possibilité de bien s'amuser au Luxembourg et de s'amuser aussi en tant qu'adulte ou adolescent

Dépôt : Mme Leyla Isik, le 15/07/2024

3260 – Demande de pétition publique : Contre l'article de loi qui peut être détourné pour justifier une augmentation des loyers

Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 16/07/2024

3261 – Demande de pétition publique : Contre l'augmentation communale de 60 % pour eau/eau usée/SIDEC (poubelle/déchets)

Dépôt : Mme Gohar Harutyunyan, le 16/07/2024

3262 – Demande de pétition publique : Congé de citoyenneté active

Dépôt : M. Patrick Hurst, le 17/07/2024

3263 – Demande de pétition publique : Monarchieofsetzung

Dépôt : M. Armand Raach, le 17/07/2024

3264 – Demande de pétition publique : Integral Legalisierung vu Cannabis: Fir Fräiheet, Sécherheet a Wirtschaftswesstem

Dépôt : M. Sam Frantzen, le 18/07/2024

3265 – Demande de pétition ordinaire : Fir e Gesetz, dat Politiker op kommunalem an nationalem Niveau ka forcieren, hiert Amt opzeginn am Fall, wou e Gericht se schëlleg gesprach huet

Dépôt : M. Lorenzo Migliosi, le 20/07/2024

3266 – Demande de pétition publique : Géigestëmme bei den effentleche Petitiounen

Dépôt : M. Alexander Jacobs, le 22/07/2024

3267 – Demande de pétition publique : Radars sonores (réduction de bruit)

Dépôt : M. Xavier Christophe Thill, le 22/07/2024

3268 – Demande de pétition publique : Exclure les thématiques LGBT de l'éducation des mineurs

Dépôt : Mme Hironcina Moreira Lopes, le 22/07/2024

3269 – Demande de pétition publique : Réduction de bruit : Limitation de l'utilisation des outils de jardinage thermiques dans les agglomérations

Dépôt : M. Xavier Christophe Thill, le 22/07/2024

3270 – Demande de pétition publique : Mehr Elternurlaub im Falle von Krankheit des Kindes/der Kinder

Dépôt : Mme Christiane Wagner, le 22/07/2024

3271 – Demande de pétition publique : Priorité pour les enfants des parents qui travaillent à temps plein pour avoir une place dans une maison relais

Dépôt : Mme Mirela Rastoder, le 22/07/2024

3272 – Demande de pétition publique : CNAP : mettre en place une I.A. pour répondre aux besoins des clients, ce n'est pas soutenable ce qui se passe à la réception

Dépôt : M. Daniel Theis, le 22/07/2024

3273 – Demande de pétition publique : Légiférer pour interdire les thérapies de conversion et la torture pour les mineurs appartenant à des minorités sexuelles

Dépôt : Mme Yiling Liu, le 22/07/2024

3274 – Demande de pétition ordinaire : Doléance

Dépôt : Mme Pascale Heinesch ép. Back, le 22/07/2024

3275 – Demande de pétition publique : Légiférer pour interdire les thérapies de conversion et la torture pour les mineurs appartenant à des minorités sexuelles

Dépôt : Mme Yiling Liu, le 22/07/2024

3276 – Demande de pétition publique : L'endométriose / À prendre au sérieux et à reconnaître par l'État en tant que maladie chronique très grave et douloureuse, incurable !

Dépôt : Mme Marie Wagner, le 23/07/2024

3277 – Demande de pétition publique : Introduction du Bitcoin comme monnaie de réserve pour l'État luxembourgeois

Dépôt : M. Joel Da Silva, le 23/07/2024

3278 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'inclusion du thème LGBT dans l'enseignement

Dépôt : M. Jason Edwards, le 23/07/2024

3279 – Demande de pétition publique : Création et autorisation d'un préavis de bail spécifique pour les locataires achetant un bien immobilier au Luxembourg

Dépôt : M. Antoine Fiacre, le 24/07/2024

3280 – Demande de pétition publique : Inklusioun an Hëllef fir Mannerjäreger par rapport zur Educatioun vun LGBTQ+-Sujeten an der Schoul

Dépôt : M. David Baustert, le 24/07/2024

3281 – Demande de pétition publique : Développer davantage encore les thématiques du vivre-ensemble dans l'éducation des mineurs

Dépôt : M. Marc Gerges, le 24/07/2024

3282 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière des motocyclistes

Dépôt : M. Jorge Ferreira, le 24/07/2024

3283 – Demande de pétition publique : Permettre le transfert du deuxième congé parental entre les parents au sein de l'unité familiale

Dépôt : Mme Martina Ammirati, le 24/07/2024

3284 – Demande de pétition publique : Remboursement de l'acupuncture : donner la possibilité aux patients d'accéder à ce type de traitement

Dépôt : Mme Marie-France Eiffes, le 24/07/2024

3285 – Demande de pétition publique : Exclure les thématiques hétérosexuelles de l'éducation des mineurs

Dépôt : M. Patrick François Paul Weber, le 24/07/2024

3286 – Demande de pétition publique : Combattre le vide juridique autour des nuisances sonores des chantiers au Luxembourg ayant un impact sur la jouissance d'un logement et la santé des résidents

Dépôt : Mme Natascha Grall, le 25/07/2024

3287 – Demande de pétition ordinaire : Pétition sur l'endométriose : Créer un plan national et déclarer l'endométriose comme maladie grave

Dépôt : Mme Viorica Revenco, le 25/07/2024

3288 – Demande de pétition publique : Flexibilité pour toutes les femmes atteintes d'endométriose dans le cadre de leur travail (n° 3254) / Sur www.petitiounen.lu, il y a une pétition qui pourrait vous intéresser : n° 3254 – Flexibilité pour toutes les femmes atteintes d'endométriose dans le cadre de leur travail / <https://www.petitions.lu/voir-les-signatures/3254-4309?cHash=c6b0227ff23c0e57fb1db3a639072e3c>

Dépôt : M. Atilio Semedo Monteiro, le 25/07/2024

3289 – Demande de pétition ordinaire : Einfache Petition gegen gravierende Regulationsverstöße durch die CSSF (Commission de surveillance du secteur financier)

Dépôt : M. Wilfried Weissmann, le 25/07/2024

3290 – Demande de pétition publique : Petitioun fir d'Garantie vum Bäibehale vun LGBTQ+-Thematiken an de Schoulen

Dépôt : M. Charles Truffelli, le 26/07/2024

3291 – Demande de pétition publique : Pour la reconnaissance du métier d'agent de sécurité et de son salaire comme travail qualifié par l'État luxembourgeois

Dépôt : Mme Ana Ferreira, le 26/07/2024

3292 – Demande de pétition publique : Abschaffung des Notensystems in Gymnasien

Dépôt : M. Andrea D'Amore, le 26/07/2024

3293 – Demande de pétition publique : Upassung vun de Loyerspräisser, Anpassung der Mietkosten, Adaptation des prix de loyer

Dépôt : M. Luca Donner, le 26/07/2024

3294 – Demande de pétition publique : Intégration renforcée des thèmes LGBTQIA+ dans l'offre éducative luxembourgeoise

Dépôt : M. Luc Spada, le 26/07/2024

3295 – Demande de pétition publique : Staatlech Partnervermittlung fir méi Steierklass 2

Dépôt : M. Jeff Cigrand, le 27/07/2024

3296 – Demande de pétition publique : Pétition pour permettre l'utilisation des images de dashcam comme preuve en cas d'accident

Dépôt : M. Lucas Pereira da Costa, le 28/07/2024

3297 – Demande de pétition publique : Immatriculation de voitures d'occasion de l'UE au Luxembourg pour les particuliers (vignette 705)

Dépôt : M. Oliver Thorsten Bier, le 29/07/2024

3298 – Demande de pétition publique : Droits de l'enfant et de tout citoyen

Dépôt : M. Joao Paulo Ferreira, le 30/07/2024

3299 – Demande de pétition publique : De Personalschlüssel vun de Crèche soll vu 6 Kanner (Puppelcher bis 2 Joer) op 1 Erzieher erofgesaat ginn

Dépôt : Mme Tessy Tiffany Cardoso Stea, le 30/07/2024

3300 – Demande de pétition publique : Petitioun fir d'Afféierung vun enger Kuelendioxidtax fir Grenzgänger zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. Léo Kourouma, le 31/07/2024

3301 – Demande de pétition publique : Selber entscheiden, Arbeitskollegen zu entlassen

Dépôt : M. Claude Fischbach, le 31/07/2024

3302 – Demande de pétition publique : Fir e Gesetz, dat Politiker op kommunalem an nationalem Niveau ka forcieren, hiert Amt opzeginn am Fall, wou e Gericht se schëlleg gesprach huet

Dépôt : M. Lorenzo Migliosi, le 01/08/2024

3303 – Demande de pétition publique : Prolongation du délai d'inhumation au Luxembourg de 72 heures à 120 heures

Dépôt : Mme Tania Pereira Alves, le 01/08/2024

3304 – Demande de pétition publique : Reconnaissance de la propriété des véhicules d'occasion importés au Luxembourg : assurer le statut de propriétaire et non de titulaire

Dépôt : Mme Nadine Juncker, le 02/08/2024

3305 – Demande de pétition publique : Renforcer le contrôle de vitesse des zones ultra urbaines limitées à 30 km/h

Dépôt : M. Damien Dubrulle, le 02/08/2024

3306 – Demande de pétition publique : Promotion de l'éducation sur le mariage entre cousins dans les programmes scolaires des mineurs

Dépôt : M. Adin Suljkanović, le 02/08/2024

3307 – Demande de pétition publique : Semaine de 4 jours pour les femmes

Dépôt : Mme Carole Alexandre, le 02/08/2024

3308 – Demande de pétition publique : Wiedereröffnung der CNS-Anlaufstellen und Verbesserung der Bearbeitungszeiten

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 03/08/2024

3309 – Demande de pétition publique : Matsprouch- a Vetorecht fir d'Eltere bei der schoulescher Educatioun iwwer sexuell a menschlech Diversitéit. Well déi eng géint an déi aner fir eng Educatioun iwwer sexuell a menschlech Diversitéit sinn, an am Fall, wou sech fir eng Educatioun iwwer sexuell a menschlech Diversitéit gesetzlech entscheet sollt ginn, fuerderen ech e gesetzlecht verankert Matsprouch- a Vetorecht fir d'Elteren

Dépôt : M. Alphonse (Aly) Jaerling, le 03/08/2024

3310 – Demande de pétition publique : Petition zur Einführung einer allgemeinen Impfpflicht im Falle einer

nächsten Pandemie. Durch eine hohe Impfquote kann das gesellschaftliche und wirtschaftliche Leben schneller wieder normalisiert werden

Dépôt : M. Romain Braun, le 04/08/2024

3311 – Demande de pétition publique : Pour un meilleur encadrement des tarifs des crèches et foyers d'accueil

Dépôt : M. Jordan Tresson, le 04/08/2024

3312 – Demande de pétition publique : Référendum sur le sujet de plus ou moins de contenu LGBT à l'école

Dépôt : M. David De Matos Henriques, le 04/08/2024

3313 – Demande de pétition publique : Mettre les contribuables, les donateurs de la Caritas et de la Croix-Rouge à l'abri de la réparation des dommages financiers causés à la Caritas

Dépôt : M. Daniel Miltgen, le 05/08/2024

3314 – Demande de pétition publique : Fir e besseren Déierschutz. An den Uertschaften Tempo 30. Hei um Kirchbierg

Dépôt : M. Nicolas Juncker, le 06/08/2024

3315 – Demande de pétition publique : LGBTQ in der Schule verbieten bei Minderjährigen

Dépôt : Mme Adelisa Durakovic, le 07/08/2024

3316 – Demande de pétition publique : Pour la continuation de l'installation de miroirs routiers aux carrefours dangereux afin d'améliorer la sécurité routière

Dépôt : M. Tom Zeimet, le 07/08/2024

3317 – Demande de pétition publique : Pétition contre le transport en commun gratuit

Dépôt : M. Alain Collart, le 08/08/2024

3318 – Demande de pétition publique : Réduction du délai d'attente pour le traitement des déclarations fiscales à un maximum de 6 mois et accordance de priorité aux déclarations déposées par voie électronique

Dépôt : M. Gaston Joseph Jacky Dahm, le 09/08/2024

3319 – Demande de pétition publique : Retirer la végétation dans l'espace entre les voies de circulation sur l'A13

Dépôt : M. Jérôme Wautrin, le 13/08/2024

3320 – Demande de pétition publique : Je voudrais que ma maladie, la narcolepsie type 2, devienne une maladie protégée par la santé et soit une maladie, une invalidité parce que porte cette maladie dans ce nouveau mode et insupportable impossible à vivre. Je demande une pension invalidité pour cette maladie très rare et pas comprise du monde médical

Dépôt : M. Telmo Letra Da Silva, le 13/08/2024

3321 – Demande de pétition publique : Migratiounskris – Mënschlechen Ëmgang mat de Mënschen/Solidaritéit mat de Länner aus Südeuropa

Dépôt : M. Claude Wangen, le 13/08/2024

3322 – Demande de pétition publique : Ausbaggern der Sauer wieder erlauben

Dépôt : M. Carlo Fallis, le 14/08/2024

3323 – Demande de pétition publique : Revendication pour la simplification du droit à la grève au Luxembourg

Dépôt : M. Nelson José Santos Sousa, le 15/08/2024

3324 – Demande de pétition publique : Educateurs-schüler sollen och fir hire Stage bezuelt ginn, genauso wéi d'Infirmiersschüler

Dépôt : Mme Liv Dory Lucca Bintener, le 16/08/2024

3325 – Demande de pétition publique : Strengere und vor allem regelmäßige Kontrollen bei Tierpensionen und die Verpflichtung per Gesetz, sich in in einer vom Staat genehmigten und kontrollierten Liste einzutragen!

Dépôt : Mme Tania Giovagnoli, le 17/08/2024

3326 – Demande de pétition publique : Protégeons nos enfants : Ensemble contre l'abus du concept de conflit de layout

Dépôt : Mme Estelle Marie Massé, le 19/08/2024

3327 – Demande de pétition publique : Demande d'installation de caméras dans l'ensemble du quartier Gare pour assurer la sécurité des résidents

Dépôt : M. Ramiz Beciri, le 21/08/2024

3328 – Demande de pétition publique : Service Adapto

Dépôt : M. Bernard Klein, le 21/08/2024

3329 – Demande de pétition publique : Prise en charge et aide financière par la CNS, du traitement contre la dysfonction érectile chez l'homme

Dépôt : M. Jean-Jacques Fleuret, le 24/08/2024

3330 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'obligation légale de demander un certificat de bonne vie et mœurs pour les employés du secteur éducatif au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 16/08/2024

3331 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour une toilette dans chaque bus

Dépôt : M. Arthur Siuda, le 23/08/2024

3332 – Demande de pétition publique : Pour une imposition simple et juste : Un impôt à taux unique de 10 % sur les revenus salariaux

Dépôt : M. Steve Vitoria, le 26/08/2024

3333 – Demande de pétition publique : Hunde-Aufenthaltsrecht oder Hundewiese um und auf dem Stausee Esch-sur-Säre

Dépôt : M. Benjamin Gengler, le 27/08/2024

3334 – Demande de pétition publique : Gesetzliche Kennzeichnung von AI- und KI-Inhalten

Dépôt : M. Benjamin Gengler, le 27/08/2024

3335 – Demande de pétition publique : Lutter contre le mobbing et le cybermobbing dans les écoles : protéger nos élèves pour la nouvelle année scolaire

Dépôt : Mme Sara Cardoso, le 02/09/2024

3336 – Demande de pétition publique : Ruhe bewahren: Gesetzliche Maßnahmen gegen vermeidbaren Fahrzeuglärm

Dépôt : M. Olivier Koos, le 03/09/2024

3337 – Demande de pétition publique : Donner la priorité aux parents monoparentaux ou de faible revenu lors de l'inscription dans les crèches publiques (communes)

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 04/09/2024

3338 – Demande de pétition publique : Juger devant les tribunaux les personnes morales ou physiques qui ont imposé les restrictions et règles Covid pendant la période 2020-2023

Dépôt : M. David Mancini, le 05/09/2024

3339 – Demande de pétition publique : D'Joren, an deenen een an engem Atelier protégé schafft an RPGH kritt, sollte fir d'Pensioun gezielt ginn

Dépôt : M. Joé Schmitz, le 10/09/2024

3340 – Demande de pétition publique : Permettre l'inscription des enfants en crèche/maison relais/école dans la commune de travail des parents au Luxembourg

Dépôt : Mme Sabrina Rodrigues Silva, le 11/09/2024

3341 – Demande de pétition publique : Meilleure coexistence : Un permis obligatoire pour devenir propriétaire de chien

Dépôt : Mme Sonia Nejjour, le 11/09/2024

3342 – Demande de pétition publique : Le télétravail au bureau ?

Dépôt : M. Mohamed Kacem, le 11/09/2024

3343 – Demande de pétition ordinaire : Aide militaire à des pays en guerre

Dépôt : M. Pierre Gerges, le 11/09/2024

3344 – Demande de pétition publique : Augmenter le montant du chèque-service pour aide les familles en difficulté financière

Dépôt : Mme Stephanie Salgado, le 12/09/2024

3345 – Demande de pétition publique : Transport publique gratuit

Dépôt : M. Alain Collart, le 12/09/2024

3346 – Demande de pétition publique : Révision de la loi sur les chiens de liste : évaluation basée sur le comportement plutôt que sur la race !

Dépôt : Mme Cathy Costa, le 12/09/2024

3347 – Demande de pétition publique : Augmenter le nombre de jours « enfant malade »

Dépôt : Mme Anouk Ruiz, le 13/09/2024

3348 – Demande de pétition publique : Renforcer les infrastructures sociales afin de mieux protéger et autonomiser les jeunes au Luxembourg

Dépôt : M. Ivan Leal Martins, le 14/09/2024

3349 – Demande de pétition publique : Suspension of the homeoffice regulation during german border controls

Dépôt : M. Edouard Lauer, le 16/09/2024

3350 – Demande de pétition publique : Reduire les délais fixés pour le renouvellement des lunettes et prothèses dentaires

Dépôt : M. Guido Raman, le 16/09/2024

3351 – Demande de pétition ordinaire : Revenu des kinésithérapeutes

Dépôt : M. Stéphane Nemeth, le 16/09/2024

3352 – Demande de pétition publique : Amendes routières payables en fonction des revenus

Dépôt : M. Philippe Jacob, le 17/09/2024

3353 – Demande de pétition publique : Pour l'adoption officielle du Roude Léiw comme drapeau national du Luxembourg

Dépôt : M. Lenny Haag, le 18/09/2024

3354 – Demande de pétition ordinaire : Pétition à l'attention du Ministre de l'Éducation concernant l'administration de médicaments par le personnel éducatif dans les centres de garde 24h/24

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 18/09/2024

3355 – Demande de pétition publique : Anpassung der Unterrichtszeiten für Spielschule und Primärschule

Dépôt : Mme Nassim Ferreira Correia, le 18/09/2024

3356 – Demande de pétition publique : Baisser les loyers au Luxembourg

Dépôt : Mme Ana Claudia Correia de Jesus, le 18/09/2024

3357 – Demande de pétition publique : LuxTrust WSV des places fixes pour les agents du CSD

Dépôt : Mme Mariana Lourenço, le 18/09/2024

3358 – Demande de pétition publique : La possession et utilisation d'un spray au poivre en cas d'urgence. Par exemple en cas d'agression, de harcèlement sexuel, etc.

Dépôt : M. Raphaël Marx, le 18/09/2024

3359 – Demande de pétition ordinaire : Einfache Petition zur Einhaltung der Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen

Dépôt : M. Leo Fankhänel, le 20/09/2024

3360 – Demande de pétition publique : Reduzierung der Sommerferien auf 6 Wochen – Reduction of summer holidays to 6 weeks – Réduction des vacances d'été à 6 semaines

Dépôt : M. Alois Riedel, le 21/09/2024

3361 – Demande de pétition publique : Non au service militaire obligatoire ! / Nee zur obligatorischer Wehrpflicht!

Dépôt : Mme Sylvie Philipp, le 21/09/2024

3362 – Demande de pétition publique : Augmenter la limite des chèques-repas utilisés par jour (minimum 10/ jour). Erhöhen Sie das Limit der pro Tag verwendeten Essensgutscheine (mindestens 10/Tag)

Dépôt : M. Guilherme Gibson Helfman, le 21/09/2024

3363 – Demande de pétition ordinaire : Défense du droit à la conscience individuelle face aux pressions idéologiques, sectaires et des groupes antioccidentaux

Dépôt : M. Adrian Leica, le 15/09/2024

3364 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la création de zones de silence dans les trains

Dépôt : M. Yannick Jung, le 23/09/2024

3365 – Demande de pétition publique : Employés de station-service – Statut salarié qualifié

Dépôt : M. Abdelatif Mahjoubi, le 25/09/2024

3366 – Demande de pétition publique : Gleichberechtigung beim Friseur, sprich gleiche Preise für Mann und Frau für die gleiche Leistung

Dépôt : M. Joé Schmit, le 25/09/2024

3367 – Demande de pétition publique : Imposer à la partie condamnée dans un litige la prise en charge de la totalité des frais de justice au profit de la partie ayant obtenu gain de cause

Dépôt : M. Maximilien Bellanti, le 25/09/2024

3368 – Demande de pétition publique : Les règles ne sont pas un tabou : Un droit à l'absence pour toutes / – Luxembourg

Dépôt : Mme Mariavittoria Caruso, le 26/09/2024

3369 – Demande de pétition publique : Contre la sexualisation précoce des enfants dans l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 27/09/2024

3370 – Demande de pétition publique : Caisse pour les animaux de compagnie, le maître de l'animal paye une cotisation annuelle ou mensuelle et comme ça l'animal de compagnie bénéficie d'une caisse de maladie en cas de besoin (consultation annuelle, vaccin etc.)

Dépôt : Mme Sandra Afonso, le 27/09/2024

3371 – Demande de pétition publique : Justification contre l'introduction d'une obligation vaccinale

Dépôt : M. Serge Dupont, le 27/09/2024

3372 – Demande de pétition publique : Demande de reconnaissance par la CNS, concernant un traitement psychologique. Le citoyen sera remboursé par l'intermédiaire de la CNS après avoir consulté et été traité par un psychologue reconnu au Luxembourg. Le citoyen a accès à une thérapie avec un psychologue, qui est remboursé par la CNS. Reconnaissance effective du travail du psychologue à travers le soutien de l'État luxembourgeois, facilitant et

Dépôt : Mme Patricia Maria Pinto, le 28/09/2024

3373 – Demande de pétition publique : Intelligibilité des pétitions publiques / Verständlichkeit von öffentlichen Petitionen

Dépôt : Mme Victoria Federau, le 28/09/2024

3374 – Demande de pétition publique : Reconnaissance de ma maladie narcolepsie type 2 en tant que maladie invalidante

Dépôt : M. Telmo José Letra da Silva, le 28/09/2024

3375 – Demande de pétition publique : Pointage des heures de travail avec son propre téléphone privé. Empêcher les firmes de nous demander de pointer avec notre propre téléphone

Dépôt : M. Joaquim Goncalves, le 28/09/2024

3376 – Demande de pétition publique : Fir e Gesetz, dat Politiker op kommunalem an nationalem Niveau ka forcieren, hiert Amt opzeginn am Fall, wou e Gericht se schëlleg gesprach huet

Dépôt : M. Lorenzo Migliosi, le 29/09/2024

3377 – Demande de pétition publique : Petitioun géint d'Petitioun 3310 / Ech als Petitionär vun der Petitioun 2193 kann nët zoullossen, dass d'Impfflicht ërem debattéiert soll ginn. Ech ruffen zum gesonde Mënscheverstand op an zum Boykott géint d'Petitioun 3310. Et muss jidderengem individuell iwerlooss ginn, ob ee pro oder kontra eng Impfung ass

Dépôt : M. Jean-Marc Graul, le 29/09/2024

3378 – Demande de pétition publique : All d'Lëtzebuerger müssen eemal am Mount e Quiz iwwert d'Cybersécherheet maachen

Dépôt : M. Roman Kurilow, le 01/10/2024

3379 – Demande de pétition publique : Pour le tiers payant obligatoire pour tous les praticiens que la CNS reconnaît et pour un délai minimum légal de remboursement à 2 mois maximum

Dépôt : M. Sébastien Giromini, le 02/10/2024

3380 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir e legale Protokoll iwwert d'Ënnerschrëft vun engem Aarbechtsvertrag am sozioedukative Secteur zu Lëtzebuerg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 30/09/2024

3381 – Demande de pétition publique : Pétition pour la régulation des loyers et l'augmentation des logements sociaux au Luxembourg

Dépôt : M. Issao Debout, le 04/10/2024

3382 – Demande de pétition publique : Avoir le droit de faire une mammographie 100 % remboursable même avant l'âge de 45 ans

Dépôt : Mme Dara Miranda, le 07/10/2024

3383 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la suppression de l'obligation d'être représenté par un avocat devant le Tribunal administratif au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 08/10/2024

3384 – Demande de pétition publique : Suppression des machines à sous dans les lieux publics (cafés, tabac, bars)

Dépôt : M. Stéphane Feigenwinter, le 08/10/2024

3385 – Demande de pétition publique : Pour une révision des règles de sortie en congé maladie au Luxembourg

Dépôt : M. Dany Coimbra Coelho, le 08/10/2024

3386 – Demande de pétition publique : TikTok Luxembourg / Nous avons un gros problème avec TikTok. Régulièrement des personnes sont victimes de harcèlement, propos assistés et même des enfants d'individus sont filmés l'autorisation. Nous avons par exemple bobo40 qui parle de la nécrophilie et qui menace. Il serait temps d'avoir la police et la protection des enfants. TikTok. Un meilleur contrôle

Dépôt : Mme Jessica Tavares da Moura, le 09/10/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

5) Par arrêté grand-ducal du 22 juillet 2024, démission de son mandat a été accordée à un membre du collège du Centre pour l'égalité de traitement.

Conformément aux articles 11 et 14 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 instituant un Centre pour l'égalité de traitement et aux dispositions des articles 135 à 139 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à proposer à la nomination par le Grand-Duc un remplaçant (m/f/d) afin d'achever le mandat de membre du Centre pour l'égalité de traitement. Le mandat viendra à terme le 12 mars 2029.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 15 novembre 2024, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir disposer de la compétence nécessaire dans le domaine de la promotion de l'égalité de traitement.

Les fonctions de membre du Centre pour l'égalité de traitement sont incompatibles avec les mandats de député, de membre du Conseil d'Etat et de membre du Gouvernement.

Les députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent ajouter une pièce du candidat acceptant la candidature.

Pour toute information complémentaire relative à ce poste, veuillez vous adresser à Mme Maria Mathieu : 466 966-221 / mmathieu@chd.lu

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Hommage à la mémoire de M. Henri Nanquette, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no de leschter Sitzung am Juli hate mir d'Nouvelle kritt, datt den Eierendeputéierten Henri Nanquette am Alter vun 81 Joer gestuerwen ass. Den Henri Nanquette war fënnef Joer Member vun dësem Haus, vun 1979 bis 1984, als CSV-Deputéierten aus dem Norden.

Den Henri Nanquette gouf 1943 zu Wolz gebuer an huet vu Klengem un zu Eeschpelt gelieft. Hien ass 1972 Buergermeeschter vun der Gemeng Harel ginn a war deemools mat 29 Joer de jéngste Buergermeeschter am Land. No der Fusioun 1979 tëscht de Gemeng Mecher an Harel gouf hien den éischte Gemengepapp vun der deemools nei gegrënnter

Stauséigemeng. Tëscht 1988 an 2005 war hie Schäfte respektiv Conseiller.

No de legislative Wale vun 1979 ass den Henri Nanquette an d'Chamber noogeréckelt, wéi d'Regierung stoung. Hie war fënnef Joer Member vun dësem Parlament.

An där Zäit huet hie sech als CSV-Deputéierten aus dem Norden an de Kommissioun fir Landwirtschaft an éffentlech Aarbechten abruucht, mee hien huet sech och fir Finanz- a Budgetspolittik interesséiert. Hien huet sech virop fir d'Suerge vun de Bierger aus dem Norden engagéiert.

Den Heng Naquette ass den 11. Juli dëst Joer am Alter vun 81 Joer gestuerwen. Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

5. Hommage à la mémoire de M. Nick Clesen, député honoraire

Viru genee enger Woch krute mir d'Nouvelle vum Doud vun eisem fréieren Deputéiertkolleeg Nicolas, genannt „Nick“, Clesen. Hie war vun 1989 bis 1994 Member vun der Chamber an ass elo am Alter vu 67 Joer gestuerwen.

Den Nick Clesen war e geléierten Elektroingenieur, huet sech duerno zum Educateur ëmgeschoult. Hien huet sech selwer als „Zoufallspolittiker“ bezechent.

Den Nick Clesen war e Gréng vum der éischter Stonn, deemools mat sengem markante ronne Brëll a sengem Schnurres. Nodeem déi gréng sech 1985 gespléckt haten, ass hie bei d'GLEI gaang, déi Gréng Lëscht Ekologesch Initiativ, an dräi Joer méi spéit Vizepräsident ginn.

1989 huet hie mat der GLEI de Sprong an d'Parlament gepackt. Direkt am Ufank vu sengem Mandat an der Chamber, den 10. Oktober 1989, war hien ee vun deenen acht Deputéierte vun der GLEI, der GAP, der KP an der 5/6, déi e Sit-in hei an der Chamber gemaach hunn, déi sougenannten „Trapebesetzung“. Déi Geschicht kennt Der, ech brauch net méi dorop anzegoen.

(Hilarité)

Mee den Nick Clesen huet sech an der Chamber virun allem an de Kommissioun fir Enseignement, Famill, Mëttestand, Aarbecht a Gemengenaffären abruucht. Hie war och an enger Partie Spezial- an enger Enquêtekommissioun aktiv.

Den Nick Clesen huet mat derzou bäigedroen, datt d'GLEI an d'GAP sech 1994 erëm vereent an an déi gréng zesummegeschloss hunn. An 1997 war hie Parteipresident a Spriecher vun déi gréng.

Den Nick Clesen war och an der lokaler Politick aktiv, fir d'éischt an der Stad Lëtzebuerg an dunn am Gemengerot zu Beetebuerg.

Vun 1994 bis 1996 war hie Chef de cabinet vum President vum Comité consultatif vun der CECA, duerno Zentralsekretär vum OGBL an Inspekter vun der ITM.

Den Nick Clesen huet sech selwer an engem Interview 1997 als „bon vivant“ bezechent. Hien huet gär gelaacht an och déi aner un d'Laache bruecht. An ech ka mech nach ganz gutt dorunner erënneren.

Den Nick Clesen ass den 3. Oktober am Alter vu 67 Joer gestuerwen. Och senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

An ech wëll Iech och hei nach eng Kéier bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

6. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

De Bureau huet de 25. September 2024 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chambersreglement virgeschloen, dem fréieren Deputéierte François Bausch den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzeerkennen.

Une voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Dem neien Éierendeputéierten all eis Felicitatiounen!

(Interruption et hilarité)

7. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Den nächste Punkt ass d'Verifikatioun vun de Pouvoiren an d'Assermentatioun vun engem neie Member vun eiser Chamber. Den Här Max Hengel ass de 17. August gestuerwen. Mir hate gëschter jo eng Zeremonie zu senger Memoire. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV am Walbezirk Osten derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 vun der Chamber ugehall ginn ass. Dës Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Ricardo Marques. Et goufe weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ueget, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Ricardo Marques virum 4. Oktober 2024 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, folgend Piëcen ofginn huet: eng Kopie vu senger Carte d'identité, fir ze beweisen, datt hie Lëtzeburger ass an datt en 18 Joer huet; ...

(Hilarité)

... e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché leeft, souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt hie sech engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Fonctiounen ueget, zur Zäit ze behiewen.

Mat der Awëllegung vum Här Ricardo Marques huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Ricardo Marques net duerch eng Verurteilung säi Walrecht a seng Wielbarkeet verluer huet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piëcen: éischstens, datt den Här Ricardo Marques d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, erfëllt, sou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, an, zweetens, datt den Här Ricardo Marques sech derzou engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Fonctiounen ueget, zur Zäit ze behiewen.

D'Pouvoir vum Här Ricardo Marques sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Loosst wannehgelift den Här Ricardo Marques erakommen.

Här Marques, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wortlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“ Hieft wannehgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzelleen, a sot entweeder „Je le jure“ oder „Ech schwieren et“.

M. Ricardo Marques (CSV) | Ech schwieren et.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Iech Akt vum Eed vum Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. All meng Felicitatiounen!

(Applaudissements)

An dann, Här Marques, hutt Dir d'Wuert.

Discours de début de mandat

M. Ricardo Marques (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun all deenen Zenarien, déi ech mer virgestallt hat, fir an d'Chamber ze kommen, war dës net mat abegraff. Ech hu laang gebraucht, bis ech akzeptéiere konnt, dass ech fir mä Frënd Max Hengel noréckele géif. Et geet géint all Logik vum Liewen, fir een nozeréckelen, deen nach esou vill wëlles hat, deen nach esou vill an der Politick beweege wollt an deen elo net méi bei eis ass. Jo, et huet sech laang net richtig ugefillt, fir de Max nozeréckelen.

Ech hunn e viru genau siwe Joer kenne geléiert. Mat sengem empatheschen a wäertschätzende Wiese war hien ee vun deenen, déi mech vun Ufank u guidéiert hunn. Duerch seng attraktiv Aart a Weis, fir mat Mënschen ëmzuegoen, huet hien erlaabt, dass ech séier e kloren Abléck an all déi Facettë géif kréien, déi d'Politick hei zu Lëtzebuerg charakteriséieren.

Jo, et war attraktiv, mam Max ze schaffen, well hien d'Leit, déi ronderëm waren, wéi e Magnéit ueguzunn huet. Sou war hien ëmmer an der Mëtt vun de Mënschen. Dëst huet him erlaabt, eng Politick fir d'Leit a mat de Leit ze maachen. Duerch säi Stil huet de Max all Niveau vun der Politick gepräagt: de lokalen, de regionalen, den nationalen a virun allem den individuellen, tèschemenschlechen Niveau.

Léiwe Max, egal wou s de elo bass, du bass a waars mä Virbild. Och wann s de net méi hei bass, wäert ech och an dengem Sënn Politick maachen an deng Sujete weiderdriewen.

Jo, well dofir stinn ech haut virun Iech. Fir déi, déi mech net kennen: Ech hunn 31 Joer a kommen aus Iechternach, där schéinsten Stad vum Land.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité et interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Fuert roueg weider, Här Marques.

Mme Carole Hartmann (DP) | Dat ass richtig. Dat do war e gudde Start!

M. Ricardo Marques (CSV) | Dat ass ganz objektiv bewisen.

(Hilarité)

An et ass och do, wou ech grouss gi sinn. Virun allem ass et awer déi Stad, déi meng Eltere gewielt hunn,

fir sech als deemoleg Immigranten ze etabléieren. Si hu ganz vill a ganz haart geschafft. A sou wéi vill Immigrante si si hirem Dram nogaangen, fir nees zréck a Portugal ze goen a fir do eng méi sécher Zukunft opzebauen, soudass ech mat néng Joer während néng Méint a Portugal war. Mee dat eent ass, en Dram ze hunn, an dat anert ass, d'esen och mat der Realitéit ze confrontéieren. An no néng Méint hu meng Elteren d'Decisioun geholl, nees zréck op Lëtzebuerg ze kommen.

Här President, dee Courage, fir eppes Neies ze probéieren, sech mat der Realitéit auserneezenesetzen, de Choix ze revidéieren an dann nees eng Kéier op Lëtzebuerg ze kommen, fir bei Null unzefänken, dat ass eng Liewenslektioun, déi mech a mengem Alldag bis haut markéiert huet.

Dofir sinn ech e stueren Optimist. Och an der Politick. D'Politick ass fir mech déi Plaz, wou ee virbildlech no de beschtméigleche Léisung sacht, fir déi alldéeglech Suerge vun eise Matmënschen ze léisen. Wann déi eng Léisung eis net virubréngt, da muss mir zesummen no Alternative sichen. Et bréngt näischt a kengem eppes, wann een da just op Problemer klappt, fir domadder an d'politesch Vitrinne ze kommen.

Et muss een de Courage an d'Hand huelen, fir zesummen no Léisungen ze sichen. Dofir sinn ech och Psycholog ginn. Dem Mënsch nolauschten an erkennen, wou seng Schwiergekeete sinn, gemeinsam d'Wuerzel dovunner erausschaffen a behiewen, dat huet mech jorelaang passionéiert.

No mengem Studium zu Paräis hunn ech do als Psycholog an enger Kannerklinick geschafft. Wéi ech 2017 an den Iechternacher Gemengerot gewielt gi sinn, hunn ech der franséischer Haaptstad Äddi gesot. Dunn hunn ech hei als Psycholog am Klengkandberäich am soziale Secteur ugefaange mat schaffen. 2020 sinn ech vum Sozialsecteur op den Educatiounsministère an de Beräich vun der Aide à l'enfance et à la famille gewieselt. Kuerz drop sinn ech du Schäfte vun der Stad Iechternach ginn.

Jo, trotz mengem jonken Alter konnt ech déi lescht siwe Joer vill Facettë vun der Politick kenne léieren a sinn houfreg, d'Politick vu Lëtzebuerg d'äerf matzegestalten, an dat duerch déi Kommissiounen, an deenen ech mech gutt spieren. Educatioun, Santé, Logement a Famill wäerte sécherlech déi Felder sinn, wou ech dat, wat ech geléiert hunn, dee Bagage, deen ech a mengem diversen Aarbechtsplazen a politeschen Ämter konnt opfellen, op der gréisster politescher Bün vun der Politick an Demokratie ëmsetze wäert, an dat mat vill Häerzblutt an Engagement.

Well ech vum Educatiounsministère kommen, wou och d'Enfance an d'Jeunesse eng ëmmer méi zentral Roll spillen, gëtt et do verschidde Sujeten, déi net nëmme mir vill Suerge maachen a wou ech zur Konkusioun kommen, dass mer iwwer all Facettë vun deenen Theeme schwätze mussen. Oder anescht gesot: Mir mussen léieren, iwwer alles ze schwätzen, mir mussen léieren, méi vereinfacht iwwer Sujeten ze diskutéieren, déi eis Kanner a Jugend betreffen. Si hunn dat verdéngt!

Mir mussen d'Wuelbefanne vun eise Kanner an de Mëttelpunkt vun der Educatiounspolitick setzen. Mee mir kënnen net iwwer d'Wuelbefanne vun eise Kanner schwätzen, ouni op der anerer Säit iwwer Kannerchutz ze diskutéieren. Mir stäerken d'Wuelbefanne vun eise Kanner an hir Familljen, wa mir de Kannerchutz endlech reforméieren. Mir mussen hei vill méi déi preventiv Servicer ronderëm Kanner a Familljen ausbauen. E Kand, egal wéi et him geet, existéiert net eleng. Et ass meeschtens an engem Ëmfeld, wou ganz

vill Acteure beieneekommen. Déi wichtegst Acteure sinn awer d'Elteren, an déi mussen mir an hirem Rôle ënnerstëtzen. D'Eltere sinn d'Experte vun hire Kanner. Kommt, mir stigmatiséiere se net, fir dass si hire Kanner dat kënnen ginn, wat si brauchen.

Et gëtt och Kanner, déi ëmmer méi Verhalensopfällgekeete weisen, well se Bindungsstéierungen hunn. Do kënnen mir net vun enger Enseignante oder engem Enseignant verlaangen, dass si alles iwwerhuelen. Hei mussen mir op de rezente Cri d'alarme vun de Leit um Terrain lauschten. Mir brauchen innovativ Offeren, déi mir zesumme mat den Acteure vun der Santé mussen opbauen, fir dass mir eng integrativ an interdisziplinär Approche opbaue kënnen. Ech denken hei un nei Servicer an Offeren, déi mir mat der Kanner- a Jugendpsychiatrie a mam soziale Secteur sollten opbauen, fir deene Kanner dat unzebidden, wat se brauchen.

10. Oktober: Haut ass de Welttag vun der Santé mentale. Hei mussen mir awer méi dekomplexéiert iwwer d'Santé mentale diskutéieren. Mental Gesondheet oppen, ouni Tabuen, ouni Stereotypen a wäertschätzend ze thematiséieren, erlaabt et, d'psychesch Gesondheet op deen Niveau ze hiewen, wou et méi einfach gëtt, fir selwer ze erkennen, dass mir heiansdo un eis Grenze kommen.

Hei geet et net duer, fir ze soen, dass d'Psychotherapie och vun der CNS iwwerholl ginn. Hei mussen mir op all Niveau vun der Gesellschaft d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun eise Bierger méi valoriséieren, andeems mir besser erkennen, wat d'mental Gesondheet fir all Eenzelne vun eis bedeit. Et ass falsch ze mengen, dass d'psychesch Krankheet just déi aner treffen. D'Santé mentale concernéiert eis allegueren. Et gëtt zum Beispill keng kleng oder grouss Depressioun. Et gëtt Depressiounen. Punkt. An all Depressioun mussen mer kënnen besser detektéieren, well grav Depressiounen kënnen leider zu fatale Suitte féieren, wéi zum Beispill dem Suicide.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat si just e puer vun deene Suergen, déi ech elo op d'ësער Plaz mat Iech wëll ugoen a behiewen, an ech freeë mech richteg drop. An dat ëmmer nom Motto, dat mech säit puer Jore begleet, an ech muss hei e Vers aus engem Lidd aus der portugisescher Revolutioun zitieren: „O povo é quem mais ordena“ – „Et ass d'Vollek, dat bestëmmt“. Demokratie fänkt mat deene Leit un, déi eis gewielt hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir elo zum Schluss, e puer Merci lasszeginn. Fir d'éischt well ech de Wieler aus dem schéinen Osten e grouse Merci fir hiert Vertraue soen. Da wollt ech meng Mentore Merci soe fir alles, wat se mir bäibruucht hunn, virop dem Angèle Scholtes, menger Primärschoulsjoffer, ...

Plusieurs voix | O!

M. Ricardo Marques (CSV) | ... dem Théophile Walin, fréieren Deche vun Iechternach, an dem Yves Wengler, fréiere Buergermeeschter vun Iechternach. Dir wäert elo villäicht staunen oder souguer laachen: merci mengem Häerzensveräin, den Eechternoacher Massdéiner, engem Jugendveräin, den Deen zu menger Zäit méi wéi 110 aktiv Memberen hat a vill soziaalt Engagement gewisen huet a vill, ganz vill, fir d'Integratioun gemaach huet. Merci mengem Elteren, mengem Brudder, menger Famill a mengem Frënn fir hir Léift a Gedold. Merci, Max.

A merci Iech fir d'Nolauschten.

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Ech gesinn, Dir hutt Är Plaz fonnt.

8. Changements de composition de commissions parlementaires

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. An do geet et ëm d'Zesummesetzung vun de Commission-parlementairen, wou mer eng ganz Lëscht hu vun Ännerungen, déi ech elo wollt hei virdroen.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech also folgend Ofännerunge matgedeeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Mandy Minella den Här Ben Polidori.

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Ricardo Marques den Här Max Hengel, d'Madamm Taina Bofferding gëtt Member an d'Madamm Simone Beissel ersetzt den Här Sven Clement.

An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Maurice Bauer den Här Max Hengel an den Här Jean-Paul Schaaf ersetzt den Här David Wagner.

An der Commission des Sports ersetzt den Här Ricardo Marques den Här Max Hengel.

An der Commission des Affaires intérieures ersetzt d'Madamm Stéphanie Weydert den Här Max Hengel.

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Ricardo Marques den Här Max Hengel fir de Volet „Tourisme“, den Här Franz Fayot ersetzt d'Madamm Francine Closener an ass deemno Member, ausser fir de Volet „Énergie“, d'Madamm Paulette Lenert iwwerhëlt dem Här Franz Fayot säi Volet „Espace“ a gëtt deemno volle Member, den Här Sven Clement iwwerhëlt de Volet „Espace“ vum Här Marc Baum an den Här David Wagner iwwerhëlt de Volet „Énergie“ vum Här Marc Baum.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Ricardo Marques den Här Max Hengel.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Ben Polidori den Här Franz Fayot an den Här David Wagner ersetzt den Här Ben Polidori an den Här Marc Goergen a gëtt deemno volle Member.

An der Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Ricardo Marques den Här Max Hengel.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt den Här Ricardo Marques den Här Max Hengel, den Här Ben Polidori ersetzt d'Madamm Paulette Lenert an den Här David Wagner ersetzt den Här Ben Polidori fir de Volet „Éducation nationale“ a gëtt deemno volle Member.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation gëtt den Här Ricardo Marques Member, d'Madamm Francine Closener ersetzt den Här Franz Fayot, den Här Ben Polidori ersetzt d'Madamm Taina Bofferding, den Här Sven Clement iwwerhëlt de Volet „Digitalisation“ an den Här David Wagner iwwerhëlt all d'Voleten ausser de Volet „Digitalisation“.

An der Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ersetzt den Här Ricardo Marques d'Madamm Stéphanie Weydert an den Här Ben Polidori ersetzt den Här Mars Di Bartolomeo.

An der Commission des Institutions ersetzt d'Madamm Taina Bofferding den Här Ben Polidori.

An der Commission des Médias et des Communications ersetzt den Här David Wagner den Här Ben Polidori.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här David Wagner den Här Ben Polidori an den Här Mars Di Bartolomeo an den Här Ben Polidori ersetzen d'Madamm Liz Braz an d'Madamm Paulette Lenert.

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Nathalie Morgenthaler den Här Ben Polidori.

An der Commission de Vérification des Pouvoirs ersetzt den Här Jeff Boonen den Här Max Hengel an den Här Gilles Baum ersetzt den Här David Wagner.

Elo hoffen ech, datt Der alles matkritt hutt an datt och alles richtig war.

(Hilarité)

Dofir ass meng éischt Fro: Gëtt et nach iergendwellech zousätzlech Änderungsverschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber also mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

An da komme mer zu engem änleche Punkt, deen awer méi kuerz ass. Do geet et ëm d'Zusammensetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen. An do ass mer follgend Ofännerung matgedeelt ginn: An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée ersetzt d'Madamm Octavie Modert den Här Max Hengel als effektive Member an den Här Ricardo Marques ersetzt d'Madamm Octavie Modert als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Änderungsverschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber also mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Dann hat ech nach gesot kritt, et géing nach ee wëllen eng Motioun hei erabringen. Ass dat de Fall, Här Graas?

M. Gusty Graas (DP), auteur | Eng Resolutioun.

M. Claude Wiseler, Président | Eng Resolutioun. Wann dat de Fall ass, Här Graas, dann hutt Dir elo d'Wuert, fir dat ze maachen.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv ass et eng Resolutioun ...

Plusieurs voix | De Mikro.

M. Gusty Graas (DP), auteur | Dat ass awer nei, datt een dee muss selwer umaachen, oder wéi?

(Hilarité)

Merci, Här President. Effektiv hunn ech eng Resolutioun am Numm vun der Majoritéit hei virbereet, déi

ech och wollt presentéieren. An et geet ëm déi rezent Walen a Venezuela, wou mer jo alleguer matkritt hunn, wéi d'Resultat herno ausgefall ass. Mir hunn och matkritt iwwer eng ganz Rei kritesch Äusserungen, datt déi Walen alles aneschtens wéi demokratesch ofgelaf sinn.

Ech wëll elo net d'Resolutioun hei am Detail presentéieren, well ech elo mat eenzele Kolleegen hei ausgemaach hunn, Här President – wann dat och an Ärem Sënn ass –, datt ech se haut hei just deposéieren. An da géinge mer se gegebenefalls zu engem spéideren Zäitpunkt dann hei diskutéieren.

Just esou vill: Et geet drëms, wéi gesot, fir déi Walen a Fro ze stellen, u sech och als Chamber ze weisen, datt mir net dermat d'accord sinn, wéi hei an engem Land Walen ofgehal ginn, datt mer och der Meenung sinn, datt déi Wale mussen u sech genee analyséiert ginn, ob se de Règles de l'art entsprach hunn, wat een natierlech an deem Land do net kann esou gesinn, an datt och de Verrieder vun der Oppositioun jo am Fong geholl huet mussen an den Exil goen an datt och elo d'Verriederin vun der Oppositioun, d'Madamm Machado, huet praktesch mussen ënnerdauchen, well se gewot huet, eeben och de System vum Här Maduro a Fro ze stellen.

An dowéinst, Här President, ech hunn zwar elo den Original net hei, mee dee bréngen ech Iech awer nodréiglech erop. Ech soen och all deene Kolleege Merci, déi se ënnerschriwwen hunn. D'Kolleege vun der Sozialistescher Aarbechterpartei hu mer gesot, dass se se géingen ënnerstëtzen, mee se géinge se net ënnerschreiwen. Dat ass hiert gutt Recht. Ech mengen, soss huet jiddweree se heibannen ... A nee, déi lénk Kolleegen, ech weess net, ob déi och wëlles hunn ze ënnerschreiwen.

(Interruption par M. David Wagner)

Nee, och net? Ok.

(Hilarité)

Mee bon, et ass egal. Ech mengen, ech wäert se an deem Sënn deposéieren an, Här President, et läit jo dann an Ärer Hand, wéini datt mer se dann hei diskutéieren.

Merci.

Résolution

« relative à la crise postélectorale au Venezuela suite aux présidentielles du 28 juillet 2024 »

La Chambre des Députés,

– considérant que l'élection présidentielle s'est tenue au Venezuela le 28 juillet 2024 pour le prochain mandat de six ans commençant le 10 janvier 2025 ;

– considérant que Madame María Corina Machado avait été élue candidate de l'opposition au régime avec 92,35 % des voix ;

– considérant que le régime Maduro l'a écartée en tant que candidate aux élections pour des raisons arbitraires et politiques ;

– appréciant que María Corina Machado a préservé l'unité de l'opposition démocratique au régime en apportant son soutien à une autre candidate, qui s'est également vu interdire la participation aux élections, et finalement à Monsieur Edmundo González Urrutia, candidat officiel aux présidentielles vénézuéliennes ;

– considérant que le régime actuel poursuit de manière continue et méthodique une stratégie généralisée de répression, d'harcèlement, de persécution et d'arrestation contre la population vénézuélienne, y inclus la jeunesse vénézuélienne ainsi que l'espace démocratique ;

– constatant que ces efforts de répression visent plus particulièrement encore des militants de l'opposition, des

défenseurs des droits humains, des journalistes ainsi que des membres d'équipe de campagne de la cheffe de l'opposition María Corina Machado ;

– considérant que l'opposition démocratique au régime a réussi à obtenir 83,5 % des feuilles de dépouillement officielles et que, partant, l'élection a été remportée par Monsieur Edmundo González Urrutia avec une majorité importante des votes ;

– sachant que le rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur l'élection confirme ces documents avancés par l'opposition ;

– soucieux que, suite aux activités oppressives par le régime Maduro, Monsieur Edmundo González Urrutia a été contraint de s'exiler après l'émission d'un mandat d'arrêt le concernant, et que Madame María Corina Machado est actuellement forcée de vivre dans la clandestinité,

– à faire tout son possible pour que le président légitime puisse prendre ses fonctions le 10 janvier 2025 ;

– à exiger que les autorités vénézuéliennes publient les résultats de vote de manière transparente et complète ;

– à condamner et dénoncer la fraude électorale organisée par le Conseil national électoral (« CNE ») ;

– à œuvrer pour une cessation immédiate des actes de répression, de la persécution et des arrestations de la population civile autant que des défenseurs de l'opposition ;

– à s'engager pour une libération des détenus dans le plus bref délai.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Fred Keup, Marc Spautz, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech villmools Merci, Här Graas.

11. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass eng Heure d'actualité iwwert den Dossier Caritas, déi ugefrot ginn ass vun der Sensibilitéit vun deene Gréngen. Ech war virdrun nach gefrot ginn, fir en Depot vun engem Projet de loi kënnen ze maachen, an ech wollt dat an deem Kader och nach zuloossen. Den Här Fayot huet also fir den Depot vun engem Projet de loi d'Wuert gefrot.

Plusieurs voix | Proposition de loi.

M. Claude Wiseler, Président | ... vun enger Proposition de loi d'Wuert gefrot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Merci, Här President. Jo, schéi wier et, wann ech nach kéint Projet-de-loien deposéieren, ...

(Hilarité)

... mee dat sinn elo leider Propositions ...

(Interruption)

Voilà, mee dofir maache mer elo Proposition-de-loien. Dat ass och flott.

Ech deposéieren effektiv gären eng Proposition de loi, déi als Zil huet, déi Stëftungen an Associatiounen, déi Done vum Public an/oder ëffentlech Gelder kréie vum Staat, méi strenge Reegelen ze ënnerwerfe bei der Approbatioun vu Virementen oder aneren Transaktiounen, déi hir Avoire betreffen. Et ass a mengen Aen eng Faille, déi et an deem Gesetz vum 7. August 2023 gëtt, dass et do kee spezielle Kader gëtt. Evidemment ass hei den Hannergrond vun dëser Proposition de loi d'Affär Caritas.

Et geet bei dëser Proposition de loi engersäits drëm, d'Veutraue vun de Leit dobaussen an de karitative Secteur, dat, muss ee soen, staark gelidden huet ënnert dëser Affär, erëm doduerch opzebauen, dass een d'Governance méi strikt encadréiert – insbesonnesch, wéi gesot, bei Payementer – duerch verschidde Reegele vun zwee, véier an aacht Aen, Dispositiffen, fir eeben an Zukunft esou eng ongeheierlech kriminell Dot wéi déi, déi bei Caritas geschitt ass, onméiglech ze maachen.

An ech hoffen, dass dës Gesetzespropositioun ka konstruktiv diskutéiert ginn, och am Dialog mat der Regierung. Ech weess, dass de Premier jo an Aussicht gestallt huet, dass souwuel d'Justizministeresch wéi och de Finanzminister do géifen u Verbesserung schafffen. An et geet eis hei wierklech drëm – abstraction faite vun allen Diskussiounen an och den Divergenzen, déi ee vläicht kann hunn zu der Affär Caritas –, fir hei konstruktiv ze schaffen, fir dass mer eng méi zolidd Governance kréie bei deenen Associatiounen a Stéiftungen, déi, wéi gesot, oft mat ganz ville Gelder ëmginn.

Voilà, Här President. Da géif ech Iech heimadder dës Proposition de loi deposéieren.

8447 – Proposition de loi concernant la gouvernance financière d'organisations et fondations gérant des deniers publics et modifiant :

– la loi du 7 août 2023 sur les associations et fondations ;
– la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Ech hunn och elo nach eng Motioun. Ech weess net, ob ech déi och nach soll presentéieren oder ob ech dat duerno soll maachen, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo, wéi Dir wëllt. Ech weess net, zu wat fir engem Sujet déi soll deposéiert ginn.

12. Dépôt d'une motion par M. Franz Fayot

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, da maachen ech dat an engems, well dat gehéiert och e bëssen dozou.

Exposé

Wéi gesot, se huet och mat Caritas ze dinn, och am Kader vun där Heure d'actualité, déi elo kënn.

Mir hunn hei eng Motioun verfaasst, fir d'Regierung ze invitéieren, fir am Fong eppes ze maachen, wat et och an anere Länner gëtt, wéi zum Beispill an Däitschland. Do gëtt et e Code de bonne conduite vun Associatiounen a Stéiftungen, deen u sech muss adoptéiert ginn, wann déi Stéiftunge Konventiounen mam Staat maachen. An dofir géife mer d'Regierung gären invitéieren, fir och esou e Code de gouvernance ze elaboréieren an deen dann och an Zukunft an déi Konventiounen, déi gemaach gi mat karitativen Organisationsiounen, par référence ze integréieren duerch Clauses de bonne gouvernance, déi dann an déi Konventiounen géifen integréiert ginn. Och hei, wéi gesot, eng Mesür, fir erëm d'Vetrauen an dës karitative Secteur och no bausen hi weider ze stäerken an och erëm e bëssen opzebauen.

Motion

La Chambre des Députés,

– vu que la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations ne prévoit pas de dispositions relatives aux règles de gouvernance financière de ces entités ;

– relevant que l'affaire « Caritas » a exposé la vulnérabilité du secteur associatif et caritatif à des risques majeurs tels que le détournement de fonds, provoquant une crise de confiance dans un secteur crucial pour l'aide aux plus démunis ;

– notant les normes exemplaires et les recommandations de la Directive du Gouvernement fédéral allemand sur la prévention de la corruption dans l'administration fédérale¹, qui s'applique également, mutatis mutandis, aux personnes morales de droit public ou privé dans lesquelles seule la République fédérale d'Allemagne détient une participation ;

– constatant l'absence de clauses contractuelles exigeant une analyse de risque approfondie des structures organisationnelles, du flux de travail et de la gestion financière dans les conventions de financement étatiques conclues avec les associations ou les fondations ;

– sachant que l'intégration de telles mesures au Luxembourg renforcerait la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des fonds publics ainsi que la confiance des citoyens envers ces entités au long terme,

invite le Gouvernement

– à vérifier la mise en place des exigences de conformité et de lutte contre la corruption dans les conventions conclues avec les associations et fondations, comprenant une analyse de risque des structures organisationnelles, la gestion des flux de travail, et les contrôles financiers, en s'alignant sur les meilleures pratiques internationales comme celles de l'Allemagne ;

– à renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des fonds publics par l'intégration de ces standards dans les politiques de gouvernance des associations et fondations, dans le but de restaurer et de maintenir la confiance du public dans ce secteur vital.

¹ Richtlinie der Bundesregierung zur Korruptionsprävention in der Bundesverwaltung

(s.) Franz Fayot, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Claire Delcourt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech ginn dervunner aus, datt Der dës Motioun wëllt diskutéiere loossen am Kader vun dëser Heure d'actualité iwwert d'Caritas.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Ech mengen, dat géif Sënn maachen, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, merci.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Merci villmoos.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

13. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du dossier Caritas

Da komme mer elo zum effektiven Ufank vun dëser Aktualitéitsstonn iwwert de Caritas-Dossier, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng uegref huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehale. Den Auteur – oder an dësem Fall d'Auteure – vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minuten, d'Regierung 15 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard als Verriederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Bernard.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här Chamberspresident, Verrieder aus der Regierung, léif

Kolleeginnen a Kollegen, virun net grad dräi Méint, den 19. Juli, ass d'Effentlechkeet gewuer ginn, dass 61 Milliounen Euro bei der Caritas geklaut goufen. Eng kriminell Dot, déi ëmsou méi onerklärlech an onverzelech ass, well Sue geklaut goufen, déi fir déi Äermst hei am Land an an der Welt geduecht waren.

Säitdeem hate mer dräi Chamberskommissiounen, déi wéinst de Majoritéitsparteien net iwwerdroe gi sinn. Eis war et en Uleies, dës Sujet, deen d'Land säit dräi Méint beschäftigt a wou mëttlerweil zwar wuel Fakte geschaf goufen, awer ëmmer nach vill Froen opstinn, dës Theema hei an aller Transparenz ze debattéieren, wuel wëssend, dass säitens der Police an der Justiz a gläichzäiteg der CSSF an der Europäescher Zentralbank Enquêté lafen. Här Premierminister, Dir sot zwar an Interviewen, dass all Froe beäntwert gi wäeren, ech mengen, et wäert Iech awer hoffentlech net iwwerraschen, dass mir dat e bëssen anescht gesinn.

Fir eis ass et wichteg, an de folgende Minuten erauszeschaffen, wou Schlësselmomenter an der Krisegestioun waren, wéi eng Decisioun geholl goufen a wéi eng mir deemno wéi anescht gemaach hätten. An och fir d'Zukunft stelle sech nach ëmmer eng ganz Rei kruzial Froen, wou mer Äntwerten erwaarden.

De 24. Juli souze mer déi éischte Kéier heibannen zesammen. Dir sot kloer: „D'Caritas ass net de Staat, et ass hire Problem, si kréie kee Cent méi.“ Dir hutt ausserdeem onmëssverständlech kloergemaach, dass der kee Vertrauen an d'Governance vun der Caritas hätt. Dir hutt – bewusst oder onbawusst – vermëttelt, dass d'Caritas Täter wär an net Affer an dass Dir zwar d'Aktivitéite rette wëllt, mee net d'Caritas, déi jo souwiesou nëmme en Déngschtleeschter fir de Staat wär.

Dat ass eiser Meenung no net nëmme e bësse kuerz gegruff, mee ënnersträicht och déi politesch Keelt, wann et ëm Decisiounen geet, wou d'Häerz matspille misst. Ëmmerhin huet d'Caritas säit Joerzëngten Aktivitéiten iwwerholl, déi soss de Staat misst selwer maachen. Mir schwätzen net ëmsoss vum Parastaat. A mir schwätzen hei vun enger vun deenen eelsten Organisationsiounen aus dem Land, déi wäit méi gemaach huet, wéi Staatsopdräg auszufëllen.

Vun Ufank un hutt Dir, Här Premierminister, de Lead iwwerholl, fir dës Kris ze managen. Mee dofir muss ee mat de Leit schwätzen an zesumme Léisungsweeër ausschaffen.

Dofir hei meng éischt Froen, Här Frieden: Mat weem gouf dann elo geschwat? Ween huet decidéiert, ween am Krisekomitee sëtzt? De Gros vun de Membere si jo awer CA-Membere vun der Caritas, deenen Der net méi vertraut hutt. Ween huet den Här Billon proposéiert? Ween huet d'Decisioun getraff, fir PwC mat eranzehuelen, déi d'ailleurs ni eng Ausschreiwung hu misse matmaachen? A wee war Interlocuteur vum Comité de suivi, wou et ëm potenziell Léisunge fir d'Erhale vun den Aktivitéite gaangen ass?

Ufank August schéngt mer en éischte wichtege Zäitpunkt gewiescht ze sinn, wou Léisunge fir dës Kris ausgeschafft goufen. Wisou gouf sech hei net mat der Kierch, dem Krisekomitee oder dem CA vun der Caritas un en Dësch gesat?

Zu dësem Zäitpunkt hätt een eiser Meenung no folgend Zenarie misse préiwen:

Zenario 1: Huet d'Caritas wierklech mussen zur Bad Bank ginn? Haut wësse mer, dass Avis-juridique virleien, déi Pisten opzezeichnen, wéi d'Caritas awer Sue vum Staat kréie kann. Hätt een dës net éischter kënnen maachen, mat manner Zäitdrock? Hätt et net missen Är éischt Prioritéit sinn, fir ze kucken, dass d'Caritas hätt kënnen bestoe bleiwen, esou wéi

d'Madamm Frisch dat an engem rezenten Interview och gesot huet?

Zenario 2: Hätt een net kënnen soen, dass, wa Caritas Accueil et Solidarité an d'Fondation Caritas an der Fraude involvéiert wieren, een d'Aktivitéiten u Caritas Jeunes et Familles via Transfert d'entreprise iwwerschreiwé kéint? Si hu vun Ufank un eegestänneg weiderfunktionéiert. Et hätt ee weider eng Organisatioun aus der Caritas-Famill gehat, déi Bestand um Terrain gehat hätt an net allze wäit fort vun der Wäertebasis vun hire Schwësterorganisatiounen gewiescht wier.

Zenario 3: Hätt een net kënnen mat de verschiddene Ministère kucken, wéi eng aner ONGen Expertis an Knowhow an de jeeweilegen Domänen hunn, beispillsweis d'Croix-Rouge an der Flüchtlingshëllef, de CNDS an Inter-Actions am Streetwork oder Elisabeth oder arcus am Kanner- a Jugendsecteur?

Hei hu mer säit Woche Widderspréch héieren: Deen ee seet, et hätt kee sech gemellt, anerer sot, se hätt scho Rendez-vousen op engem Ministère gehat. Da gëtt gesot, et hätt keen alles gepackt. Mee war net genee dat eng Pist gewiescht, fir déi bestoend Expertis vum Secteur opzedeelen an optimal ze nutzen an esou och nach Overheadfraise fir de Staat ze spueren?

Nee, et gouf sech fir ee véierten Zenario entscheet, wou de Staat elo engem komplett neien, engem komplett onbekannten a komplett wäertfräien Acteur Konventionen a Milliounenhéicht gëtt, ouni Erfahrung, op déi ee baue kann, oder soss Elementer, déi dëst Vertraue legitiméieren. Eng Organisatioun, déi vum PwC designéiert gouf, e Meeschterwierk an der Conformitéit, der Compliance a bestëmmt och de Prozeduren. Eng ASBL, iwwert déi mir heibannen awer séier wéineg wëssen: E Siège zu Bartreng? D'Nenne vun engem CA ouni Generalversammlung? Kann ee sech als Member iwwerhaupt an déi ASBL mellen? Wat sinn d'Eegemëttele vun HUT? Wéi eng inhaltlech Akzenter wëlle se setzen? A virum allem, wat ass d'Selbstverständnis – d'Visioun, d'Wärter, d'Leitbild – vun dëser neier ASBL? Ech weess et zumindest net.

Fakt ass, Dir hutt dës neier Organisatioun e risige Vertrauensvorschoss ginn, an dat ouni Garantien. Hei war de Moment gewiescht, fir HUT ze soen, dass se en Transfert d'entreprise misste virhuelen, fir esou de Salariéen déi identesch Aarbechtskonditiounen ze gi wéi virduer. Mee hei war Absence totale vun der Regierung. Eiser Meenung no e fatale Feeler, deen déif blécke léisst an Äert Verständnis vun de Salariatsrechter an Äer mangelnd Sensibilitéit vis-à-vis vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter. Wéi vill Pressekonferenzen an Alarmklacke vun de Gewerkschafte brauch dann den Aarbechtsminister, fir sech hei ugesprach ze fillen? Fir ze intervenéieren? Wann dësen Émgang mam Aarbechtsrecht sech duerchsetzt an engem konventionéierte Betrib, da wäerten d'Salariéen hei am Land kollektiv d'Rechnung bezuele fir Äre Laissez-faire op dësem Punkt.

Bei den neie Konventionen wier och de Moment gewiescht, fir ze soen: „Iwwerhuel wannechgelift de Plaidoyer politiq. Mir maachen eng Konvention als Staat oder mir assureiere wéinstens en Iwwergangsprojet, bis Donen oder Eegemëttele do sinn.“ Virum zwou Wochen nach wollt Dir näischt dovunner wëssen. Haut ruddert deen een oder anere Kolleg op der Regierungsbänk endlech zréck a mengt, dës Missioun géing sech vläicht bei enger anerer Organisatioun etabléiere loosse. Den Hin an Hier ass en Aarmutszeugnis vis-à-vis vun deene Leit, bei déi Dir Iech nach virum e puer Wochen oder e puer Méint um Caritas Forum weise gaange sidd.

An da kommen ech zum Volet Kooperatioun. Déi éischt Nouvellen, déi een héieren huet, ware

vergläichsweis positiv: Et sollten zwou Organisatiounen gegrennt ginn, eng fir national an eng fir international Aktivitéiten. Dunn d'traureg Ernüchterung. D'Regierung huet d'Decisioun geholl, nëmmen déi national Aktivitéit vun der Caritas oprechtzeerhalen.

De Kooperatiounsminister koum mol net an d'Kommissioun an deklaréiert um Radio, et war keng Be-reetschaft bei der neier HUT ASBL gewiescht. HUT widdersprécht vehement an et steet Wuert géint Wuert. Mee eppes weist et fir eis ganz däitlech: Eng Volontéit vusäite vun der Regierung, fir d'Kooperatiounsaktivitéit weiderlafen ze loosse, déi war net do. Dat kritiséiere mir op d'Schäerfst. Bei aussergewéinleche Circonstancen hätt ee kënnen aussergewéinlech Mesüeren en place setzen. An nee, dat soen net just mir, dat seet och den Här Billon selwer. Mee fir Iech huet et offensichtlech u politischem Wëlle gefeelt.

No an no huet de Kooperatiounsminister elo seng Meenung geännert. D'Detailer, wéi eng Projete kënnen weiderfinanziéiert ginn, bei wéi eng Organisatiounen déi elo ginn, wat mam bestoenden Knowhow vun de Mataarbechter bei der Caritas geschitt, ma dat wëlle mer gäre vun Iech wëssen. Et war nämlech fatal, wann de bestoenden Knowhow an d'Expertis verluer géing goen – fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, mee letztendlech och fir de Steierzueler.

A wéi geet et elo weider? Mir warne virum Aktivismus, deen elo drot opzekommen. Mir plädéiere fir déi néideg Mechanismen do, wou se Sënn maachen, fir e besseren Dialog mam associative Secteur, fir Formatiounen ronderëm d'Good Governance, fir e Studium am Non-Profit-Management hei am Land, fir e Congé bénévolat fir déi Leit, déi an hirer Fräizäit d'Governance vu grouse professionaliséierten ONGen iwwerhuelen an eng onheemlech Verantwortung droen.

Här Premierminister, wat ass dann elo Äre Bilan? Dir feiert, dass 340 Aarbechtsplazen erhale goufen. Mir soen Iech: Als CEO hätt Dir derfir misse suergen, dass déi Leit informéiert an hir Rechter garantéiert sinn an dass déi 30 plus aner Leit och gehale ginn. Et ass kee gudden Bilan, wann d'Caritas virum Sozialplang steet. Et ass kee gudden Bilan, wann en neien Acteur Konventionen op Mooss geschneidert kritt an net emol d'Aarbechtsrecht muss respektéieren. Et ass en Trauerspill, wéi d'Entwécklungszesummenaarbecht vun der Regierung fale gelooss gëtt – mat dramatesche Konsequenze fir Dausende Mënsche ronderëm d'Welt.

Här Premierminister, Dir hutt virum e puer Deeg an engem Interview agestane, dass Der hätt misse besser kommunizéieren. Mir rechnen Iech et un, dass Der dat sot. D'Fro ass awer: Wéi wëllt Dir et besser maachen? Fir eng gutt Kommunikatioun brauch een nämlech de Wëllen, fir wierklech nozelauschteren a fir Transparenz. Dat ass den A an den O vum Krisemanagement an d'Käressenz vun Ärer Aarbecht als Premier. An net nëmmen Dir schéngt an deem Beräich nach e bëssen Nachholbedarf ze hunn. Dës Regierung deet sech de Moment nämlech a ville Fäll net ervir, fir reell wëllen nozelauschteren – net de Gewerkschaften, net der Zivilgesellschaft, net de Bierger, déi hir Meenung zur Pensiounsreform a 500 Zeeche formuléiere mussen.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Da wonnert Iech net, wann d'Politick vum kalen Häerz an der mangelnder Empathie lues awer sécher zum Slogan vun Ärer Regierungszäit gëtt.

(Brouhaha)

Här President, ech deposéieren heimadder elo dräi Motiounen zu de Volet Kooperatioun, Aarbecht an Zivilgesellschaft. A well meng Zäit awer elo zu Enn ass, géinge mer uschléissend dozou Stellung huelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

« relative à la gouvernance des organisations de la société civile »

La Chambre des Députés,

considérant

– les défis majeurs auxquels notre société est confrontée, notamment la lutte contre la pauvreté, la crise écologique ou l'accueil des migrants.e.s ;

– que la prise en compte des perspectives de tou.te.s les acteurs.trices, y compris celles des organisations de la société civile, est cruciale pour garantir une diversité de points de vue permettant de formuler des politiques publiques à la hauteur de ces défis ;

– l'importance du travail bénévole et professionnel accompli au sein des ONG qui contribuent de manière significative à l'intérêt général ;

– que cet engagement mérite le soutien actif de l'État, que ce soit sous forme de financements ou d'un appui politique, pour leur permettre de poursuivre leurs missions dans les meilleures conditions,

invite le Gouvernement

– à renforcer le dialogue et la collaboration avec la société civile à travers des Assises de la société civile ou des débats publics, afin d'intégrer leur expertise dans l'élaboration des politiques publiques ;

– à assurer et consolider le rôle de la société civile en tant que vecteur d'un débat politique inclusif sur le développement de la société, y inclus à travers la mise en place de financements spécifiques pour les ONG actives dans ce domaine ;

– à mettre en place des formations axées sur la thématique « Good Governance » pour renforcer les compétences y relatives dans le secteur associatif ;

– à favoriser la création d'un cursus universitaire dédié au « Nonprofit Management » au Luxembourg ;

– à introduire une couverture d'assurance étatique pour les bénévoles qui s'engagent au sein d'associations ou d'ONG, afin de protéger leur engagement volontaire ;

– à instaurer un « congé bénévolat » permettant aux personnes occupant des postes à responsabilité dans des ONG professionnalisées de bénéficier de jours de congé spécifiques pour s'investir pleinement dans leurs missions.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Motion 2

« relative à la protection des salarié.e.s dans le secteur social »

La Chambre des Députés,

considérant

– la reprise de 324 salarié.e.s de Caritas par la nouvelle association HUT avec de nouveaux contrats de travail, 25 salarié.e.s n'ayant pas signé un nouveau contrat avec HUT ;

– la pression exercée sur les anciens salarié.e.s Caritas, notamment par le délai très court endéans lequel les salarié.e.s étaient amenés à prendre leur décision quant au nouveau contrat de travail ;

– le manque de transparence en ce qui concerne le contenu des nouveaux contrats de travail, les salarié.e.s de Caritas ne pouvant pas prendre avec eux de copie du contrat de travail et les représentants syndicaux n'ayant pas eu accès aux contrats ;

– le non-respect, selon des reports dans la presse, de certaines dispositions de la convention collective SAS dans les nouveaux contrats proposés par l'association HUT aux salariés de Caritas ;

– l'inclusion dans les nouveaux contrats de HUT, selon des reports dans la presse, de clauses contractuelles empêchant les travailleurs de divulguer des informations sur leur rémunération, ce qui est contraire à l'article 7 de la directive européenne 2023/970 ;

– que la directive 2023/970 n'a pas encore été transposée en droit national, le délai de transposition étant le 7 juin 2026,

invite le Gouvernement

– à éviter en toutes circonstances un plan social au sein de Caritas et par conséquent des licenciements ;

– à analyser de manière détaillée les faits survenus lors de la reprise de salarié.e.s Caritas par HUT et proposer le cas échéant des adaptations respectives du Code du Travail afin de renforcer les droits des salarié.e.s ;

– à transposer au plus vite possible la directive 2023/970 afin de renforcer entre autres la transparence des rémunérations dans le secteur privé.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Motion 3

« relative à la poursuite des activités de Caritas dans le domaine de la coopération au développement et de l'action humanitaire »

La Chambre des Députés,

considérant

– que la Coopération luxembourgeoise est basée sur les principes clés que sont la fiabilité, l'engagement et la compétence, et qu'elle se place au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés (PMA) ;

– les priorités transversales de la Coopération luxembourgeoise que sont :

- le renforcement, la protection et la réalisation des droits humains,
- la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique,
- ainsi que la promotion et la protection de l'égalité des genres ;

– que la Coopération luxembourgeoise accorde une importance majeure au rôle des organisations non gouvernementales de développement (ONGD) ;

– que Caritas est un acteur important dans le domaine de la coopération et de l'aide humanitaire ;

– qu'une grande partie des activités internationales de Caritas se situent dans des PMA et/ou sont directement liées aux priorités transversales de la Coopération luxembourgeoise,

invite le Gouvernement

– à veiller à ce que toutes les activités internationales de Caritas non achevées puissent être poursuivies, afin de garantir la continuité des activités sur le terrain et de préserver l'expertise acquise au fil des années ;

– à s'assurer que toutes les activités jusqu'à présent assurées par Caritas et « Fairtrade Lëtzebuerg », dans le cadre du mandat « Rethink your clothes », puissent être poursuivies au-delà du mandat actuel, afin de répondre notamment aux exigences des politiques intégrées dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui soutiennent la réduction de l'empreinte carbone liée à la consommation, en mettant l'accent sur la promotion des changements de comportement des consommateurs.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Madamm Bernard.

An da ginn ech dem éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Marc Spautz, d'Wuert. Här Spautz, et ass un Iech.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech war elo e bëssen iwerrascht iwwert den Toun an och den Inhalt vun der Diskussioun vun der Madamm Bernard.

(Brouhaha)

An ech wëll dann emol op verschidde Punkten awer trotzdem zrëckkommen.

Haut de Moien huet de Finanzminister et nach eng Kéier gesot, mee Dir kënt et och alleguerten am Replay vum 100,7 lauschteren: Deen éischten, dee gesot huet, d'Caritas soll keng Sue méi kréien, war den Här Marc Crochet, dee gesot huet, nämlech de Problem, soulaang een net wéisst, wou d'Geld higaange wier, sollt een em Gottes wëlle keng Spende ginn. An dat ass genau dee Punkt, dass et och kloer war, soulaang net gewosst ass ..., wann ee sech mat Geld géif asetzen, dass et da schwierig wier, fir Geld dohinner ze ginn.

An ech soen et nach eng Kéier – ech hat et an där Kommissioun gesot –: Wann Dir en Eemer hut mat lauter Lächer an Dir schëtt uewe Waasser dran, da geet et ëmmer erëm eraus, bis Der d'Lächer gestoppt hut, an et muss ee fir d'éischt d'Ursach fannen, firwat déi Lächer komm sinn. Dat war eng Ausso, déi gemaach ginn ass, an déi ass haut nach ëmmer richtig. An et kann een net direkt eppes ginn, wann een net weess, wat domadder geschitt. Dat ass deen éischte Punkt, deen ech awer direkt wollt soen.

Den Dossier Caritas ass en Dossier mat Häerz a Verstand. Do geet et em Menschen, déi do beschäftegt sinn. Do geet et em Clienten, déi op déi Hëllef vun der Caritas ugewise sinn. An deen éischte Punkt – an dat ass deen, wou ech awer mat der Madamm Bernard 100%eg d'accord sinn –, dat ass deen: Wéi konnt dee Crime iwerrhaapt geschéien? Wéi konnten iwerrhaapt déi Suen, déi 61 Milliounen, verschwannen? Ech war e bësse paff, wéi ech gëschter héieren hunn am Communiqué vun der Justiz ..., déi kommunizéiert huet, wou se amgaang wier, un deem Dossier ze schaffen. An ech mengen, do wäerte mer nach déi eng oder déi aner Saach oder Iwwerraschung vläicht erliwien, wou genau a wéi dat gelaf ass. Mee do ass d'Justiz amgaang, do ass d'CSSF amgaang an do ass d'Europäesch Zentralbank amgaang ze kucken, wéi an op wat fir eng Aart a Weis dat geschitt ass.

An da muss ech soen: Et kann een elo ëmmer iwerr alles net ze frou sinn an net glécklech sinn, mee eppes, wat sécher ass, ass: 324 Familljen, nämlech déi 324 Leit vun deenen, déi iwerrholl gi sinn, déi hunn op alle Fall nach eng Schaff behalen, déi hunn op alle Fall nach eng Aarbechtsplaz behalen. An den 20.000 Clienten, déi do drunhänken, den 20.000 Bedürftiger, deene konnt och weider gehollef ginn.

Ech hunn awer och eng Vue, wéi déi Iwwernam stattfonnt huet, aarbechtsrechtlech gesinn. An do hunn ech och eng änlech Vue wéi d'Madamm Bernard, mee och dat wäerten d'Gerichter klären, wéi déi Iwwernam gemaach ginn ass oder net, an dat wäert och dann do gekläert ginn. Mee sécher ass: Wann d'Regierung net agegraff hätt, da wéissten déi 324 Familljen an déi 20.000 Leit elo net, wou et de Moment dru wier.

Da wëll ech och soen, dass et awer och fir eis wichtig ass, dass, wann een dee Volet och an deenen dräi Terme kuckt ... Mir hunn elo grad geschwat vu Caritas Jeunes et Familles. Déi fuere virun, wéi wann näischt geschitt wier, de Moment emol. Da wësse mer dat, wat geschitt ass bei Caritas Accueil et Solidarité, wou elo deen Deel vun den Aktivitéite vun HUT iwerrholl ginn ass. A mir haten och eng Diskussioun doriwwer – Dir hut virun déi dräi Kommissiounen erwänt –, wat géif mat der politescher Cellule geschéien, wou mer gesot hunn, alleguerten d'Parteien, dass mer der Meenung wieren, dass et wichtig wier, dass déi Cellule kéint weiderbestoen, an dass et wichtig wier, dass mer en neutrale Partner hätten, deen dat kéint maachen. An ech hat och do d'Regierung awer esou verstanen, dass et do méiglech wier, dass dat géif iwerrholl ginn. Et ass just d'Diskussioun gewiescht, a wat fir enger Form, well mer eis do d'Fro awer géife stellen: Kann de Staat déi selwer iwerrhuelen, jo oder nee? An do si mir der Meenung, dass dat net de Staat selwer ka sinn, mee dass et do muss méiglech sinn, dass dat mat enger Konventioun mat engem anere ka gemaach ginn. An dat selwecht ass déi Diskussioun, déi och gefouert ginn ass an där leschter Kommissiounssitzung, wou och gesot ginn ass vum Kooperationsminister, dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass verschidde Projeten, déi an der Kooperations sinn, missten iwerrholl ginn.

A wann ee seet – an et stellt een et hei esou duer –, et wier guer näischt geschitt ... Ech soen nach eng Kéier: Jo, d'Kommunikatioun war net gutt, mee ech mengen awer, et huet een och vergiess an deenen Ausféierungen, déi ech elo héieren hunn, dass den Haaptacteur vun där ganzer Geschicht an den Träger vun där ganzer Geschicht ... Et gëtt hei ëmmer doriwwer geschwat, wat d'Regierung net gemaach huet, mee ech mengen, d'Regierung war net den Träger. Den Träger vun där ganzer Geschicht war de Lëtzebuerger Bistum. A wann ech kucken, wat d'Statuten aussoe vun der Caritas u sech, ween do an deem Verwaltungsrot sëtzt a ween do de Verwaltungsrot nominéiert, dann ass dat net d'Regierung gewiescht, mee dann ass dat de Bistum gewiescht. An dann ass och d'Fro: Wéi ass et mat der Responsabilitéit vum Bistum, deen och do Träger war vun deenen Organisationen?

An ech fannen et net richtig, dass een do seet: „Dat hei war elo d'Lëtzebuerger Regierung, déi do näischt gemaach huet.“ Ech soen et nach eng Kéier: D'Lëtzebuerger Regierung huet op alle Fall Efforte geholl, dass verschidde Servicer konnte weiderlafen. An et gëtt nach probéiert, dass och déi aner kënnen iwerrholl ginn an dass domat déi Aarbechtsplazen an och déi Servicer kënnen erhale bliwien.

Wann ech elo op d'Auer kucken, Här President, wollt ech awer soen, dass et an eisen Aen och wichtig ass, dass mer et fäerdegbréngen, dass et deene Leit – an ech schwätzen elo net nëmme vun deenen 324, déi do schaffen, mee och vun deenen 20.000, déi vun deene Leeschtung profitieren –, muss méiglech sinn, dass déi Leeschtungen nach weiderhin oprecht-erhale ginn. Dat ass geschitt. An dat ass op alle Fall eppes, wat een net kann niéieren. An dat ass och gutt esou. Wéi, d'Aart a Weis, kann een nach ëmmer diskutieren. Do hätt ee sech och aner Weeër kënnen virstellen, mee de Punkt ass: Déi Leit hunn op alle Fall elo d'Méiglechkeet, vun den Déngschter ze profitieren, an och gläichzäitig hunn déi aner Leit nach eng Aarbecht, déi do ass. An de Rescht, souwuel dat Finanziell wéi dat Aarbechtsrechtlech, wäerten d'Gerichter klären. A wann d'Gerichter déi Klärung bis geholl hunn, da kënnen mer nach gären eng Kéier driwwer schwätzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson wëll Iech eng Fro stellen, Här Spautz. Sidd Der domat d'accord?

M. Marc Spautz (CSV) | Wann Dir kee Problem hutt a mer d'Zäit net ofrechent, dann ass et gutt.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir sidd schon iwwert d'Zäit.

M. Claude Wiseler, Président | Är Zäit ass eriwuer, Här Spautz. Da kënn Der nach äntweren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, dass Der d'Fro zouloosst. Nee, well Der gesot hutt, d'Regierung hätt all déi Aarbechtsplaze gerett: Ech sinn e bëssen erstaunt doriwwer, well mir héieren déi ganz Zäit, d'Regierung hätt am Fong net wierklech eppes domat ze di gehat. Duerfir ass meng Fro: Wou ru maacht Der dat fest, dass d'Regierung déi Aarbechtsplaze gerett huet? Well déi Servicer hätte jo souwisou misse vun iergendengem gemaach ginn.

An ech wollt awer och nach preziséieren: An där Kommissiounssëtzung, där éischer, déi mer heibannen haten, do ass kloer gesot ginn, dass de Plaidoyer politique keng Konventioun mat der Regierung hätt an duerfir och net kéint weidergefouert ginn.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wëll awer och dozou kloer soen, dass an der drëtter Sitzung, déi dozou gehale ginn ass, déi aner Säit am Sall 4-5, gesot ginn ass, dass de Plaidoyer politique géif iwwerholl ginn, an dass souguer nach eng Diskussioun driwwer gefouert ginn ass, wéi dat géif ukommen, wann de Plaidoyer politique direkt géif vun der Regierung iwwerholl ginn, well dat awer komesch wier, an ob dat do net och misst iwwer eng Konventioun goen. Dat ass awer gesot ginn an där drëtter Sitzung.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Madamm Tanson, mir sinn eis awer eens: An där drëtter Sitzung ass dat gesot ginn. Jo, et ass net iergendeen, deen iwwerholl huet, mee et ass d'Initiativ geholl gi vum Premierminister, fir dass et op d'mannst fäerdegbruecht gëtt, dass mer déi 340 Leit kënnen halen. Op wat fir eng Aart a Weis herno déi Iwwernam stattfonnt huet, dat ass eng aner Diskussioun.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Villmools merci, Här President. Also, als Éischt wëll ech en änlecht Erstaune wéi och mäi Virriedner hei ausdrécken, well wa mer elo op déi éischt Kommissiounssëtzung zrëckkucken, wou de Caritas-Dossier diskutéiert gouf, du war et d'Madamm Bernard, déi déi alleréischte Fro gestallt huet, an do ass et u sech net ëm en Erhale vun den Aktivitéite bei Caritas gaangen, mee d'Fro war déi, vu weem dann elo déi Aktivitéite kéinten iwwerholl ginn. Dat heescht, mir sinn awer elo dann op eemol an enger anerer Diskussioun.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Wéi am Summer d'Meldung koom, dass 61 Milliounen bei der Caritas ënnerschloe goufen, wat dat e grouse Schock. Wéi konnt dat geschéien? Wat ass geschitt? Wien ass dofir verantwortlech? Alles dat si Froen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi an der Hand vun der Justiz leien an an déi mir eis net anzeméschen hunn.

Déi kruzial gesellschaftspolitesch Froe waren déi, wéi et weidergeet mat den Aktivitéite fir déi vulnerabelst Leit aus der Gesellschaft, awer och mat der grousser Unzuel u Mataarbechter vun der Caritas.

Eis Regierung huet sech dësen zwou Froe während dem ganze Summer, zesumme mat engem Comité de suivi vun héije Beamten an am Austausch mam Krisekomitee vu Caritas, ugeholl a war zu all Moment disponibel, fir an de Chamberskommissioun Ried an Äntwert ze stoen an op Question-parlementair vum Deputéierten ze äntweren.

En Amalgamm – e falschen Amalgamm – wëll ech hei direkt redresséieren, deen och haut nees indirekt gemaach gëtt: D'Caritas war an ass net de Staat an ass och keng staatlech Verwaltung! Eng eegestänneg Organisatioun, déi eng ganz Rei Aktivitéiten als Prestataire de service vum Staat iwwerholl huet. Well dëst ganz wichteg Aktivitéite si fir Kanner a Jugendlecher, fir Sans-abrien, fir Refugiéen, fir vulnerabel Leit war an ass et esou wichteg, alternativ Solutiounen ze fannen.

Wa mir haut kucken, wou mir stinn, mat den Aktivitéiten a mam Personal vun der Caritas, dann zéie mir als Demokratesch Partei am grouse Ganzen e positive Bilan. Nëmme gutt zwee Méint nom grouse Clash leeft de Gros vun den Aktivitéiten um Terrain weider, déi allermeescht Mataarbechter sinn iwwerholl ginn a fir déi Punkten, déi nach opstinn, gëtt weider aktiv no Léisunge gesicht.

(Interruption)

Mat „Hëllef um Terrain“ ass mat der Ënnerstützung vun zwou Fondatiounen a kierzester Zäit en neien Acteur fonnt ginn, deen eng grouss Responsabilitéit iwwerhëlt. Anerer hunn dës Responsabilitéit net iwwerholl. Dat muss een unerkennen.

Dat, wat ech bedauern, nient de juristesche Froen, déi opgeworf goufen, ass de mënschlechen Aspekt beim Iwwergang bei HUT. Wann ee mat fréiere Mataarbechter vun der Caritas schwätzt, gouf et manifestement net genuch Kommunikatioun. Net mat hinnen, mee och net mat de Mënschen, déi op Hëllef ugewise sinn. Leit, déi souwisou scho vulnerabel sinn a fir déi déi ganz Affär eng zousätzlech mental Charge bedeit huet. Wat gemaach gouf vun HUT, ass deemno ze begrëssen. Wéi et gemaach gouf, ass net optimal. Et huet dobäi un Härz gefeelt.

Fir déi Voleten, déi HUT net iwwerholl huet an déi och net direkt vun aneren Acteuren iwwerholl goufen, sprécht de Plaidoyer politique an d'Coopération internationale, sinn entre-temps grouss Efforte vu Regierungssäit gemaach ginn, fir aner Léisungen ze fannen.

Wat d'Personal ugeet, hunn notament den Educatiounsministère an de Familljeministère e ganz aktive Rôle a geholl, fir mat alle Mëtzel e Sozialplang ze evitéieren. Et geet dobäi drëm, e Matching ze maachen, fir ze kucken, déi Leit sou wäit et geet ënnerdaach ze bréngen. De soziale Secteur – an dat hu béid DP-Ministèren ënnerstrach – ass e Secteur, deen op gutt Leit mat den néidege Qualifikatiounen ugewise ass. Dofir kann een duerchaus optimistesche sinn, dass och déi Leit, déi net bei HUT ënnerkomm sinn, esou séier wéi méiglech eng nei Aarbecht fannen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Wat d'Projete vun der Coopération internationale ugeet, esou stellen dës sécherlech de gréissten Defi duer. Dës Projete brauchen nämlech en neie Porteur de projet, deen an der Reegel net zu 100 % vum Staat ka finanziert ginn. Fir déi allermeeschte karitativ Projeten ass awer iwwert de Kooperationsministère entre-temps en neie

Porteur de projet fonnt ginn, dat souwuel iwwert den internationale Caritas-Reseau, iwwer lokal Acteure sur place, wéi och iwwer ONGen oder aner Acteuren, déi verschidde Projeten iwwerholl hunn.

All dës Evolutive sinn och, contrairement zu deem, wat hei behaupt ginn ass, de Membere vun der Commission des Affaires étrangères en long et en large an enger laanger Sitzung duergeluecht ginn.

Une voix | Ganz richtig!

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | A vu all dës Fortschreiter a Solutiounen, déi fonnt goufen, kann ech déi Kritik, déi hei vun deene gréng Kolleeg gemaach gëtt, net esou am Raum stoe loosser.

(Interruption)

Au contraire, d'Regierung – an notament de Kooperationsminister Xavier Bettel – huet et fäerdegbruecht, an der schwéierer Situatioun, wou vill Projeten duerch kriminell Kräfte a Fro gestallt goufen, esou wäit et geet aner Léisungen ze fannen. Dat ass absolutt begrëssenswäert a sollt och deementsprechend unerkannt ginn.

Nach kuerz zum Iwwergangskredit vum Staat fir d'Caritas: Dëse Prêt kann net mat de finanzielle Mëtzel, déi iwwer Konventiounen un d'Caritas ausbezuelt goufen, verglach ginn. Hei geet et notament drëms, d'Facturë vun de Fournisseuren a Fonctionnementskäschten, déi elo opstoe bliwwen sinn, ze bezuelen an deene Leit, déi nach bei der Caritas schaffen, weider eng Pai ze bezuelen. Och dës Iwwergangsléisung, déi der Caritas et erméiglecht, bis Enn vum Joer weider ze fonctionéieren an net vun haut op muer ophalen ze mussen, bewäerte mir als ganz positiv.

Summa summarum zéie mir als DP-Fraktioun no der ganz schlimmer Verontreuung vu Sue bei der Caritas deemno e positive Bilan. An d'Regierung huet eis vollsten Ënnerstützung, fir hir Efforten am Sënn vum Weiderféiere vun allen Aktivitéiten an neien Aarbechtsplazen och weiderzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Taina Bofferding.

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

A pardon, entschëllegt. Ech hunn nach eng Froestellung. Wann Der se unhuelt, Madamm Hartmann, dann huele mer dat nach virdrun.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Et ass Fait personnel, Här President, wann Der erlaabt.

Plusieurs voix | O!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | D'Madamm Hartmann huet mech scho relativ direkt ugeschwat. Ech mengen, datt ech do dierf drop reagéieren.

Madamm Hartmann, mir waren an der selwechter Sëtzung. De Premierminister huet do – an ech mengen, dass mer dat awer alleguerten och kënnen an de Rapporten noliesen – duerchaus vun Ufank u kloergestallt, dass d'Regierung kee Vertraue méi an d'Gouvernance vun der Caritas hätt. Wisou, mengen ech, iwwerlosse mer him, fir dat elo och nach eng Kéier nodréiglech gären ze erklären, mee et war relativ kloer vun deem Moment un, dass d'Regierung do keng Alternative géing envisagéieren. Wisou, ass eng Fro, déi ze tranchéieren ass, mee ech mengen, dass et doduerjer méi wéi legitim a menger Positioun gewiescht ass, fir ze froen, u wéi eng aner

Organisatiounen dann de Premierminister denkt. Ech mengen net, dass dat an iergendenger Form ze contestéieren ass.

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech hunn déi dote Fro och guer net opgeworf. Ech hat just gesot, dass an der éischter Kommissiounssitzung vun Iech gefrot ginn ass, wat aner Solutiounen wären, wat aner Acteure wären, déi d'Aktivitéite vun der Caritas kéinten opwerfen. Haut sot Der eis, dass u sech hätt missen eng „Solutioun Caritas“ fonnt ginn. An dat ass eng aner Argumentatioun wéi déi Argumentatioun, déi Der am Ufank an de Kommissiounssitzungen hat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Tania Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech emol deene Grénge Merci soe fir d'Initiativ fir dës Aktualitéitsstonn. Et weist awer och, dass mer, mengen ech, fir esou wichtig Debatten an Zukunft en anert Format brauche fir ze diskutéieren. Ech versichen dann awer elo a menge bescheidene fënnf Minutten op sechs Aspekter anzegoen, fir dat Weesentlechste fir eis op de Punkt ze bréngen.

A Krisenzäite mussen Choix getraff ginn. An der Affär Caritas goufe vill falscher getraff.

Éischstens: Wann een d'Dier vu virera klaakt, ass et relativ onméiglech, iwwerhaupt nach eng Solutioun ze fannen. Den Toun war vun Ufank u kal. Den alleréischte Message vun der Regierung war: „D'Caritas kritt keen ee Su méi vun eis“, an zum Beispill net: „D'Regierung wäert sécherstellen, dass alleguerten déi Leit, déi Hëllef brauchen, och weiderhin Hëllef kréien“.

Et gouf weeder en Dialog tëschent der Regierung, dem Verwaltungsrout vun der Caritas an dem Bistum. Et gouf sech net zesummen un den Dësch gesat, wéi een et hätt kënnen erwaarden. Oft an deem Secteur, wa Problemer sinn, gëtt op eng Mediatoun gesat. Dee Choix ass hei net getraff ginn.

Et ass richteg, Madamm Hartmann: D'Caritas ass net de Staat – de Staat ass net d'Caritas. Dat hu mer alleguerten verstanen. De Punkt ass awer: D'Caritas gouf ofgewéckelt wéi eng Entreprise. An d'Caritas ass och keng Entreprise. D'Caritas ass eng karitativ Organisatioun, déi Leit an Nout hëllef.

D'Caritas gouf Affer vu kriminellen Aktivitéiten, déi zu engem Vertrauensverloscht gefouert hunn. An d'Regierung huet direkt d'Signal un de soziale Sektor ginn: „Wann Der bedru gitt, loosse mir Iech falen.“ Och hei huet d'Regierung e Choix getraff an huet sech net offensiv hannert de Sektor gestallt an offensiv eebe verteidegt. Am Géigendeel: D'Caritas ass ausbludde gelooss ginn. Et war kee Wëllen do, dat aneschtens unzegoen. Mir hunn hei e CEO am Krisenmanagement erlieft an net, wat een eigentlech an esou enger Situatioun erwaart, e Premierminister mam néidege Feingefill, mat der néideger Empathie, fir do ze wierken.

Ausbludde gelooss hunn och – an domadder kommen ech op deen zweete Punkt – d'Banken, déi Entitéiten, bei deenen alleguerten d'Kontrollmechanisme versot hunn. Gutt, d'CSSF mécht elo hir Aarbecht. An awer ass net ze verstoen, dass de politesche Wëllen net do war, fir zumindest ze probéieren, sech mat de Banken hei kënnen ze arrangéieren, sech kënnen ze eenegen, fir dass se enger Reorganisatioun vun der Caritas net sollen am Wee stoen.

Wie sécherlech net am Wee stoung – an domadder kommen ech zu mengem drëtten Punkt – a vun deem

ee weéneeg héieren huet, dat ass de Bistum. De Bistum, nach ëmmer de Fondateur vun der Caritas. Ech zitieren hei de Kardinol, dee sot: „Et huet kee vun der Caritas sech bei mir gemellt.“ Déi Reaktioun ass net appropriéiert, an den Här Spautz huet schon drop higewisen, dass awer de Bistum, d'kathoulesch Kierch, eng enorm grouss Muecht an der Organisatioun vun der Caritas huet. Ech hunn an de Statuten nogekuckt, an ëmmerhi bestëmme se fënnf Memberen am Verwaltungsrout, an dovunner souguer och de President. Dofir, an anere Wieder: D'Caritas ass d'Kierch! An da kënnen de Kardinol a se alleguerten net dohinner goen an einfach de Kapp an de Sand steechen an esou maachen, wéi wa si näischt mat där Saach hei ze dinn hätten, an dass de Kardinol hei seng Hänne an Onschold wëll wäuschen.

An et gesäit ee ganz gutt, dass ee sech, wann et engem schlecht geet, wann een an Nout ass, dann eebe grad net kann op d'kathoulesch Kierch verlossen. An eigentlech ass et scho krass, wann een dann elo bedenkt, dass da Privatleit an aner Fondatiounen mussen intervenéieren, fir eeben hei Léisungen ze fannen.

Ëmmer méi haart ginn och déi Stëmme, wéi wann d'kathoulesch Kierch d'Caritas an där Form hei net méi gewollt hätt. Interessant ass nämlech ze wëssen, dass am Fall, wou d'Caritas, also d'Fondatioun, komplett géif opgeliest ginn, déi Bienen, déi dann nach iwwereg sinn, géifen un d'Fondation Sainte-Irmine an un de Bistum goen, also och zweemol d'kathoulesch Kierch. Dofir kann, wéi gesot, de Bistum net behaupten, dass en hei net involvéiert wär.

Véiertens: Mir bedauern och, dass an der Kooperatiounspolitik d'Projeten net méi weidergefouert ginn an dass hei Leit, déi wierklech ganz vill wäertvoll Aarbecht geleescht hunn, entlooss ginn. D'Lëtzebuerger Kooperatioun verléiert eng jorelaang Expertis vu Mënschen, déi a Krisengebitter aktiv waren a gehollef hunn.

An dat selwecht zielt och – an da kommen ech op de fënnfte Punkt – fir de Plaidoyer politique. Wann ee weess, dass et eng Caritas war, déi der Regierung, egal ween an der Regierung souz, reegelméisseg op d'Féiss getrëppelt huet mat hirem Plaidoyer politique, mat deene Stellungen, déi se geholl huet, sech fir déi Äermsten an déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft anzusetzen, hinnen iwwerhaupt emol eng Stëmm ginn huet, dann ass de Verdacht net wäit ewech, dass dat hei vläicht eng Geleeënheet war an deen een oder anere gutt arrangéiert huet, fir déi kritesche a lästeg Stëmm dann ee fir alle Mol lasszeginn.

Duerch hir Aarbecht um Terrain hat nämlech d'Caritas genau déi Kredibilitéit fir dee Plaidoyer politique, well se ganz genau wosst, wou d'Problemer waren, an och ëmmer bereet war, sech konstruktiv mat anzebannen. D'Aarbecht um Terrain mécht elo HUT, allerdéngs ouni Politick, an d'Caritas ass net méi kredibel.

Hei wëll ech op den oppene Brëif vun den Organisatiounen aus dem Sozial- an Ëmweltberäich verweisen, deen ufangs dësער Woch publizéiert ginn ass, wou se sech nach eng Kéier ganz staarkmaachen, dass eeben dee Plaidoyer politique muss weidergefouert ginn.

Sechstens – an domadder kommen ech, Här President, op de leschte Punkt –: Fir ganz vill Onrou a Kapprëselen huet d'Diskussioun ronderëm eeben d'Transferte vum Personal vun der Caritas an och d'Aarbeitsvertrag gesuergt. De Premierminister huet an engem Interview gesot, et wär eng komplizéiert Saach. Ben, eigentlech net. Entweder sinn d'Aarbeitsvertrag legal oder se sinn illegal. A grad wann et net esou kloer ass an esou vill Onrou ass, dann erwaart ee sech awer, dass en Aarbeitsminister dohinnergeet a kloerheet

schaaft an eeben ee fir alle Mol och reegelt, dass dat propper iwwert d'Bün geet.

Dës Roll hätt den Aarbeitsminister eigentlech missen iwwerhuelen an net ëmmer, wéi en et haut erëm weist, einfach ënnertauchen a sech net concernéiert weisen.

(Interruption par M. Marc Baum)

Obwuel, Här Baum, ech weess net, ob een eigentlech méi vun him ka verlaangen, well kucke mer eis emol dat Trauerspill aus dem CPTÉ un: Och hei kéint ee jo bal mengen, et wier besser, en taucht effektiv net op, da kann en och net erëm eppes zu Onwee maachen an erëm déi nächst fléie loosse. Well dat, wat mer hei virgefouert kréien, ass schwach. Ganz éierlech, dat ass wierklech schwach! Well op d'Fro, déi en an engem Interview gestallt krut: „Wat geschitt dann elo, wann d'Aarbeitsvertrag net legal waren?“, äntwert de Minister, ech zitieren: „Da wäerten d'Affekote vun deenen zwou Parteie plädéieren“. Come on, dat ka jo awer wierklech net Ären Eescht sinn! An ech mengen, dass dat engem Minister och net würdeg ass.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Nun, d'Justiz mécht hir Aarbecht, mir Deputéiert hunn eis ze maachen. An dofir mécht d'Asetze vun enger Spezialkommissioun och Sënn. An dofir, Här President, ass et mer och elo eng Freed, am Numm vun alleguerten de Fraktiounen an de Sensibilitéiten hei eng Resolutioun ze deposéieren, fir eeben Transparenz a kloerheet an den Dossier Caritas eranzekréien.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– constatant que le détournement de 61 millions d'euros, au préjudice de la Fondation Caritas, a contraint l'organisation à cesser ses activités au service des personnes défavorisées ;

– constatant que le Gouvernement a entrepris des efforts conséquents pour assurer la continuité des services au bénéfice des plus démunis et sauver les emplois des salariés concernés ;

– considérant que le travail social réalisé par les ASBLs et ONGs sur le terrain revêt une grande importance pour le pays et qu'il est ainsi impératif d'y accorder une attention politique appropriée ;

– considérant que la Chambre des Députés n'a eu la possibilité de s'entretenir à l'heure actuelle qu'avec des membres du Gouvernement ;

– considérant que la Chambre des Députés doit déployer tous les efforts nécessaires pour remplir sa mission de contrôle parlementaire dans ce dossier dans l'objectif d'en tirer des enseignements pour le futur,

décide

– d'instituer conformément à l'article 21 (1) du Règlement de la Chambre des Députés une Commission spéciale « Caritas » sous les conditions cumulatives suivantes :

- l'objectif de la Commission spéciale doit être de faciliter l'organisation du suivi du dossier et de dresser un rapport sur les travaux parlementaires,*
- les travaux parlementaires ne peuvent interférer avec les enquêtes et procédures judiciaires en cours,*
- la durée des travaux parlementaires ne peut dépasser une période de six mois, soit au plus tard le 10 avril 2025 ;*

– que ce rapport aura l'objet de dresser un bilan, d'en tirer des conclusions afin de mieux guider les décisions politiques éventuelles dans le cadre d'urgences futures similaires et de discuter de la pérennisation des services sociaux dans l'intérêt de la population.

(s.) Taina Bofferding, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Carole Hartmann, Fred Keup, Marc Spautz, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir sinn net d'Gericht. Dat ass net eis Aufgab. Mir wëllen net erausfannen, wee schëlleg a ween onschëlleg ass. Mir wëlle just gären eis Aarbecht als Deputéiert richtig a gutt maachen. Mir wëllen nach gären Äntwerten op déi ganz vill Froe kréien. Mir wëllen och nach aner Acteure wéi d'Regierungsmemberen an eis Kommissioun kréien. Virun allem erlaabt et, de Fall propper opzeschaffen an eeben och herno déi richteg Konklusiounen erauszezéien, fir ze kucken, dass esou eppes an Zukunft wäitgeeëndst net méi soll geschéien.

(Interruption par la présidence)

A virun allem ass et och aus pragmatische Grënn. Et ass méi einfach, eng Spezialkommissioun ze organiséieren, wéi allkéiers déi Houmasse mat siwe Jointen, fir d'Leit do zesummenzekeréien. An dofir soll eeben eng Spezialkommissioun, esou wéi et an eisem Règlement virgesinn ass am Artikel 21 (1), eng temporaire Kommissioun, also an der Zäit limitéiert, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding, Dir musst op d'Zäit oppassen!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... agesat ginn, déi bis spéitstens den 10. Abrëll mat hiren Aarbechte soll fäerdeg sinn. An ech sinn och dann elo fäerdeg, Här President. Uשלéissend soll se nach e Rapport publizéieren. Och dat ass wichteg, wéi gesot, fir do déi Konklusioun festzehalen.

An nach eng Kéier, ech wëll et ënnersträichen: Ech fannen et e ganz staarkt Zeechen, dass mer eis elo no villen Diskussiounen dann endlech unanime heibannen eens sinn, dass mer déi Spezialkommissioun asetzen, virun allem dass mer hei als Chamber weisen, dass et eis ëm d'Saach geet. An da solle mer och an deem Interêt weiderschaffen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, d'Kierch huet hei am Land ëmmer eng ganz grouss Roll gespilt, an dat ganz besonnesch och am soziale Beräich. Si huet Honnerten an Honnerte vu Joren d'Schoulen organiséiert, d'Kliniken, Sozialhëllef fir déi Aarm, Iessen an esou weider an esou fort. An d'Caritas war alt nach e bëssen esou e leschten Überbleibsel vun där sozialer Roll, déi d'Kierch dann nieft hirer spiritueller Roll dach awer hei am Land gespilt huet an haut ëmmer manner spillt. Et huet een dann awer och e bëssen d'Gefill, datt et no iwwer 100 Joer Caritas, wéi mer se kennen, e Stéck traditionell kathoulescht Lëtzbuerger ass, wat verschwënn.

Et ass dann och dach awer e bëssen eng Ironie vun der Geschicht, dass grad ee vun de Lénken, wéi de Poopst hei war, mam T-Shirt opsteet, wou „Caritas“ dropsteet. An et wonnert dach awer och e bëssen, wa grad déi, déi – soen ech elo mol – awer trotzdeem an de leschte Joerzénge net déi grouss Frënn vun der Kierch waren an dach awer ëmmer alles matgemaach hunn, wat d'Kierch méi kleng gemaach huet, elo heihinner kommen an no enger Hëllef vun der Kierch hei an dësem Fall ruffen. Also, ech verstinn op jidde Fall, dass dat einfach esou verhält an net erwidert gëtt.

Firwat si mer dann elo hei an där Situatioun? Firwat ass dat geschitt? Ech mengen, mir si gewuer ginn, dass eng Finanzdirektesch vun der Caritas soll Suen do geklaut hunn oder iergendwéi da falsch iwwerweisen hunn, wouhinner och ëmmer. Déi ass an Untersuchungshaft komm. An déi ass och elo dann ënner Kontroll doheem, an der Belsch, souwäit mer dat wëssen. Vill wësse mer allerdéngs net. An dat ass eppes, wat ech e bësse schued fannen hei am Land, fir dat och emol eng Kéier ze soen. Ech mengen, dass et néierens an engem aneren europäesche Land esou wéineg Informatiounen iwwert dee Fall do géif ginn! Mir soen hei ëmmer: „D'Justiz mécht hir Aarbecht.“ Dat ass schéin a gutt, mee ech fannen awer och – a ganz vill Leit dobausse fannen dat och –, dass de Parquet awer och mol kéint e bësse méi informéieren iwwert dat, wat geschitt. An anere Länner géif et an esou engem Fall Pressekonferenze gi vum Parquet, mat der Police, wou e bësse méi Informatiounen géifen erausgi ginn. Dat wär also och hei méiglech. An dat géif och net d'Enquête stéieren. Déi wësse jo dann, wat se soen a wat se net soen. A wat se am Ausland alleguerte maachen, ka jo awer och net esou falsch sinn.

Mir wëssen awer op jidde Fall, dass hei eng ganz Partie Saachen net geklappt hunn, d'Kontrollmechanismen, warscheinlech ugefaange beim Verwaltungsrot. Et ass jo awer ëmmer esou, dass, wann e Problem iergendwou ass, déi ganz uewen och responsabel sinn. Dann natierlech d'Direktioun, déi Fra selwer, déi betraff ass, ween och ëmmer hir gehollef huet, an dann natierlech och déi Fro vun de Banken.

An do ass et dann och awer esou, dass immens vill Leit dobaussen ... Ech mengen, Dir hutt et alleguerten och schon héieren. Wat seet de Mënsch dobaussen Iech? Ma dee seet: „Ech kréie Problemer gemaach, fir 10.000 Euro ze léinen. Ech muss méintelaang waarden op e Bescheed. Ech muss hei areeche an do areeche an hei kréie Leit einfach Prëten accordéiert, ouni eng Ënnerschrëft, ouni iergendeppes, vu 500.000 Euro, an ëmmer erëm an ëmmer erëm Ligne-de-créditen!“ An dat ass eppes, wat d'Leit dobaussen net verstinn a wat een och iergendwann eng Kéier mol muss de Leit erklären. An do mussen dann och déijéineg, déi dat do ze veräntwerten hunn, zur Verantwortung gezu ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat gesi mer vläicht alles, wann dat viru Gericht kënn. Da mussen déi Leit jo warscheinlech awer och dohinner, ob als Zeien oder als Ugekloten.

Politesch gesinn ass et natierlech nach eppes aneres. An do stellt sech dann d'Fro: Ass dat Richteg gemaach ginn hei vun der Regierung? An duerfir si mer jo hei an der Chamber a schwätzen doriwwer. Ech muss ech éierlech soen: Dat ass schwéier ze soen. An ech mengen, et ass och e bëssen einfach, fir heihinner ze kommen an ze soen: „Et ass alles falsch gemaach ginn“, well wéi dat ugefaangen huet, du wosst hei och kee richteg, wat d'Léisung wier vun deem Ganzen. Wat hätt een da solle maachen? De Staat hätt jo kënnen higoen an 61 Milliounen un d'Caritas ginn an da wier se gerett gewiescht an dann hätt ee kënnen esou weidermaachen. Wier dat da gutt ukomm dobaussen? Hätten d'Leit dobaussen dat dann akzeptéiert? Dat ass och eng Fro, déi ee sech muss stellen.

Ech mengen allerdéngs, fir hei ze soen: „De Staat ass net d'Caritas“, an duerno gesäit een dann awer, dass de Staat, de Premierminister, sech ganz vill amëscht an drëm këmmert, dat ass also och net ganz konsequent.

D'Leit verstinn och net esou richteg: Wee sinn dann elo déi, déi d'Caritas iwwerholl hunn? Ween huet dat

dann do lo ënnerschriwwen? Wat fir eng Roll spillt d'Marie-Josée Jacobs? An esou weider. Do kéint een nach vill driwwer schwätzen. A wat mécht iwwerhaupt PwC? Ech hunn héieren, déi géifen onwarscheinlech vill Geld elo kréien, fir déi Aarbecht ze maachen. Ech weess net, ob et stëmmt a wien déi bezilt. Mee bon, dat si lauter esou Froen, déi ee sech nach ka stellen.

Wichtig ass elo hei – an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens –, dass dat Personal, dat do ass, iwwerholl gëtt, dass dat weiderhi kann esou schaffen, wéi et geschafft huet, wat jo och am Déngscht ass vun de Leit vun eisem Land.

Wichtig ass awer och, dass mer eis d'Fro stelle vun der Kontroll vun esou ONGen. An dat ass jo och hei scho gesot ginn: Déi Organisatiounen, déi vum Staat subventionéiert ginn, massiv subventionéiert ginn ... Erlaabt mer och do eng kleng Klammer opzemaachen. Mir schwätzen dann ëmmer vun den ONGen an der Zivillgesellschaft, also Netregierungsorganisatiounen. Eng Netregierungsorganisatioun ass a mengen Aen eng Organisatioun, déi näischt mat der Regierung ze dinn huet, ergo net vum Staat Finanzen unhuele kann. Dat ass meng Definitioun, déi ech am Fong do hunn.

An dat, wat mer hei gesinn – an ech schwätzen net onbedéngt elo vun dësem konkrete Fall, mee et weist awer op d'Geforen hin –, ass: Wann e Staat ganz vill Suen an eng ONG gëtt an dann ass d'ONG ... Dat ass jo dat, wat hei gesot gëtt. Hei gëtt jo e bësse behaupt, dass – wéi soll ech soen? – d'Regierung elo frou ass, dass déi ONG net méi do ass, well déi onbequeem gewiescht wier. An dat ass jo ... Ech soen dat net, mee dat ass dat, wat hei verschidde Leit soen. An där Logik ass et jo awer dann esou, dass een do en Interessenkonflikt huet, wann een eng ONG huet, déi engersäits vum Staat finanziert gëtt an anersäits dann de Staat awer kritiséiere muss.

Ganz wichteg ass, dass d'Leit wësse wëllen, wat geschitt ass hei an dëser Affär, an dass alles soll transparent a sou schnell wéi méiglech opgedeckt ginn, well dës Affär ass net nëmme fir de soziale Secteur a fir all d'Organisatiounen hei am Land eng Blamage, mee et ass och eng Blamage fir eist ganz Land, fir déi, déi do matgemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Caritas-Affär ass ouni Zweifel ee vun deene gréisste Skandalen an der Geschicht vum Lëtzebuurger soziale Secteur. Et ass wichteg ze betounen, datt d'Enquëten nach amgaange sinn an et nach ze fréi ass, fir definitiv Konklusiounen ze zéien.

Als Chamber hu mer awer eng wichteg Roll ze spillen. Mir mussen net nëmme d'Situatioun weider analyséieren, mee och méi regelméisseg Updaten iwwert de Fortschritt vun deenen Ermittlung kréien. Dofir ënnerstëtzen ech d'Schafe vun der Commission spéciale, déi sech spezifesch mat dësem Dossier befaasse kann, all néideg Informatiounen zentraliséiere kann a Propose fir d'Fachkommissiounen preparéiere kéint.

Mir mussen d'Governanceproblemer ugoen. Dobäi däerfe mer awer net an en aneren Extreem falen an d'Liewe vun aneren ONGen onerdréiglech maachen. Duerch d'Caritas-Affär däerfe mer net all d'ONGen ënner Generalverdacht stellen. Déi meescht maachen eng exzellent Aarbecht a verdéngen eis Ënnerstëtzung. Dese quokelegen Equilibre hinzekeréien, ass eng

Erausfuerderung, där mer eis alleguerten zesumme stelle mussen.

Besonnenesch stéiert awer d'Roll vun de Banken an dëser Affär. Während der Bankekris ware se frou iwwer staatlech Hëllef. An de Staat ass bei deenen zwou Banken entweder eenzegen Aktionär oder awer nach en decken Aktionär. An haut hu se d'Rettung vun der Caritas quasi onméiglech gemaach an domat indirekt d'Kreatioun vun der HUT – a jo, vun „der“ HUT, well et ass jo vun der „Hëllef um Terrain“-ASBL – erzwongen.

Dëst ass e chaotesche Prozess gewiescht, dee vill Froen opwërt, op déi et Äntwerte brauch. D'Banken mussen hir Verantwortung hei och iwwerhuelen, fir wat se net méi konstruktiv an enger séierer Léisung matgeschafft hunn. Dozou gehéieren Erklärungen, wéi eng staatlech Bank zu enger komplett anerer Interpretatioun vun der Situatioun komme ka wéi de Staat selwer. An dat, nodeems se Dausende vu fraudulésen Transaktiounen zum Deel gesinn an duerchgoe gelooss huet.

Awer och d'Regierung huet sech a kengem gudder Liicht gewisen. Am Juli huet de Premier gesot, d'Caritas géif vum Staat keng Sue kréien. Vu Sozialpolitick wéineg! Oder awer dach! Et ass awer vläicht Sozialpolitick, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mee da Sozialpolitick fir PwC, well nodeem d'Caritas elo ofgewéckelt gouf an alles un den HUT do iwwerdroe gouf, kritt elo op eemol d'Caritas dann e Prêt vum Staat, garantéiert mat deene Suen, déi de Staat der Caritas nach schéllt, mam Argument, se misst jo awer nach hir Prestatarié bezuelen, déi se brauch, fir hir eegen Ofwécklung ze finanzéieren. E Schelm, wee sech dobäi mol eng Kéier d'Fro stellt, ween dann déi Ofwécklung gestart huet an elo dann och nach domadder Geld verdéngt.

Gëschter stoung de Finanzminister dann hei an huet geschwat vun – ech zitieren en – „Triple-A an och Triple-S“. A weider: „D'Aarmutsbekämpfung ass eng absolutt Prioritéit. Mir gi konsequent géint d'Aarmut vir.“ Den Triple-S géllt awer wuel nëmme fir d'Zukunft an net fir eng Caritas am Joer 2024, déi genau an deem Beräich eng wichteg Aarbecht geleescht huet.

Wat awer och nach traureg mécht, ass, datt duerch dës Affär souwuel de politesche Plädoyer wéi och d'Entwécklungszesummenaarbecht gréisstendeels op der Streck bliwwen sinn. Dëst sinn awer zwee wichteg Beräicher, déi d'Caritas iwwer d'Jore konsequent a professionell bedriwwen huet. De Verloscht vun dëser Expertis ass e groussen Nodeel fir Lëtzebuerg a weist u sech en anert Bild wéi dat, wat mer gären dobausse vun internationaler Solidaritéit wëlle weisen. Et geet net duer, d'Caritas als rengen Déngschtleeschter ze gesinn. D'Caritas war vill méi.

Ech wëll och betounen, wéi wichteg dach de soziale Secteur fir eist Land ass. D'Vertrauen an dëse Secteur muss dofir onbedéngt erëm opgebaut ginn. Dofir muss mer awer dësen Dossier opschaffen an déi nach oppe Froe beäntweren: Wéi konnt et sou wäit kommen? Wéi kënne mer an Zukunft esou Situatiounen verhënneren? Wéi kënne mer sécherstellen, datt d'Suen, déi fir de gudden Zweck geduecht sinn, net an déi falsch Hänn geroden?

Fir ofzeschléissen: Dës Affär ass nach net ofgeschloss. Als Deputéiert heibannen ass et eis Pflicht, weider fir Opklärung ze suergen, déi Opklärung do ze fuerderen, wou se net geliiwert gétt, an domat ze hëllefen, d'Vertrauen an dëse wichteg soziale Secteur erëm opzebauen. Nëmme esou kënne mer verhënneren, datt esou eng Situatioun sech an Zukunft nach eng Kéier widderhëlt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, wësst Der, wéi virun engem Joer bis kloer war, datt mer eng rietsliberal Regierung ënnert der Féierung vun Luc Frieden kréichen, sot ech engem Bekannten eng Kéier owes um Comptoir am Geck: „Du wäerts gesinn, dee Frieden, dee bréngt et fäerdeg, souguer aus der Caritas PwC ze maachen.“ Ech hätt net geduecht, datt ech elo haut hei stoe géif an esou eppes soe misst, well dës Regierung ass eng geliefte Dystopie.

Wéi konnt et esou wäit kommen? Et gouf eng organiséiert kriminell Attack op d'Caritas mat internationale Ramifikatiounen. Iwwer 60 Milliounen Euro goufe geklaut, dovunner 33 Milliounen Kreditlinne vu systemesche lëtzebuergesche Banken, der Staatsbank Spuerkeess am allermeeschten an der BGL, enger Bank, bei där de Staat och Aktionär ass. Stand vun der Enquête ass haut dee selwechte wéi knapps zwou Wochen no de Revelatiounen. Et ass ongewëss, ob déi Sue recuperabel sinn. Dat heescht awer och am Émkéierschloss, datt bis haut net ausgeschloss ass, datt d'Täter fonnt ginn an/oder zumindest en Deel vun deene Sue ka recuperéiert ginn. D'Caritas ass Aféier, net Täter!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | A wien ass d'Caritas? Et ass éischtens – an dat ass scho gesot ginn – e wichtige Piliere vun der Sozialgeschicht vun eisem Land. Et ass e Piliere, dee parastaatlech Aufgaben iwwerhëlt, also Aufgaben, déi de Staat eigentlech misst maachen, awer net kann oder net wëll maachen. An drëttens – a virun allem – ass d'Caritas Deel vun der Zivillgesellschaft.

An, Här Keup, d'Zivillgesellschaft, dat ass den Ausdrock vun Demokratie. An d'ONGen, déi d'Zivillgesellschaft ausmaachen, sinn d'Emanatioun vun där Demokratie. Eng Demokratie ouni Zivillgesellschaft, esou eppes gétt et net. Eng Demokratie ouni Leit, déi d'Stëmm erhiewen, dat ass keng Demokratie. An Zivillgesellschaft, dat heescht sensibiliséieren, Iddien entwéckelen, fir eis Gesellschaft weiderzebréngen. An Zivillgesellschaft heescht och Kritik üben. An et ass dem Staat seng Pflicht, dës Zivillgesellschaft ze ënnerstëtzen, ze féerden an ze schützen, egal wéi eng Regierung un der Muecht ass. An an deem Sënn wëll ech och eng Resolutioun hei deposéieren, déi d'Chamber engagéiert, hei kloer Positioun ze huelen.

Résolution 2

« relative à l'importance d'un secteur des ONG diversifié et indépendant »

La Chambre des Députés,

– considérant que les organisations non gouvernementales (ONG) sont une émanation de la société civile, fondées sur la volonté des citoyennes et citoyens de s'engager pour des causes communes, et qu'elles forment ensemble un secteur important et reconnu de notre société démocratique ;

– considérant qu'il existe de nombreuses ONG au Luxembourg très différentes de par leur taille, leur objet de travail ou leur orientation politique et qu'il est important de sauvegarder cette pluralité et cette diversité parmi les ONG qui reflètent la société ;

– considérant que les ONG luxembourgeoises, et plus particulièrement celles œuvrant dans les domaines social, environnemental, de défense des droits humains et des droits des minorités, de la coopération internationale et du secteur culturel, effectuent un travail crucial pour l'intérêt général ;

– considérant que de nombreuses ONG ont pu acquérir dans leur domaine une expérience et une expertise

aujourd'hui indispensables pour notre société et qu'elles ont très souvent été précurseurs dans leur travail par l'innovation et par leur force de proposition ;

– considérant que l'indépendance politique des ONG est de première importance afin de leur permettre d'exprimer leur sens critique, de participer pleinement au débat public et de développer leur plaidoyer politique ;

– considérant que les ONG se financent principalement par des dons et par des subventions étatiques et que ces deux sources de financement sont complémentaires,

constate

– que le cas de détournement de fonds dont a été victime la Fondation Caritas en 2024 et la gestion de crise subséquente ont fait surgir un sentiment d'inquiétude et d'appréhension généralisé dans le secteur des ONG au Luxembourg qui s'est notamment manifesté le 7 octobre lors d'une conférence de presse organisée par 33 ONG,

exprime

– sa gratitude et son respect pour le travail et l'engagement quotidien des ONG en faveur de l'intérêt général, que ce travail soit effectué de manière bénévole ou professionnelle ;

– sa confiance dans les ONG, aussi bien par rapport à leur savoir-faire et leur expertise dans leur travail respectif que par rapport à leur capacité de gérer de manière responsable et efficace les financements publics accordés,

s'engage

– à protéger la pluralité et la diversité du secteur des ONG au Luxembourg, ainsi que l'indépendance politique des ONG ;

– à maintenir un cadre réglementaire et un soutien financier propice au développement et à l'épanouissement des ONG ;

– de veiller à ce que les autorités publiques entretiennent avec les ONG à tout moment des relations et un dialogue basés sur le respect mutuel et la confiance.

(s.) Marc Baum, Djuna Bernard, Taina Bofferding, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wannechgelift, Här President.

D'Attack op d'Caritas ass also eng Attack op e weesentleche Bestanddeel vun eiser lëtzebuergescher Gesellschaft, op en zouverlässege Partner vum Staat, deen iwwer Joerzéngten ewech eng exzellente Aarbecht am Opdrag vun eiser Gesellschaft gemaach huet. A genau dowéinst sinn d'Leit zu Lëtzebuerg esou indignéiert par rapport zu deem, wat geschitt ass.

A wéi reagéiert d'Regierung dorobber? Wéi geet si mat dëser Kris em? Wat ass hire Krisemanagement?

Éischtens: De Premier, dee strictement keng Anung vu Sozialpolitick huet, erkläert de Fall zur Chefsaach an iwwerhëlt aleng d'Kommunikatioun.

Zweetens: Ganz am Ufank stoung eng weider fatal Decisioun, déi elo, ganz zum Schluss, llicht probéiert gétt ëmzedréien. An déi Decisioun huet geheescht: „Keen Euro un d'Caritas!“ Wéi e Pohunn huet de Premier eis hei voller Stolz erkläert, datt de Staat keng Sue verluer hätt – wat d'ailleurs objektiv net richteg ass. A wéi e Mantra sot hie weider, datt et keng Sue fir d'Caritas géif ginn, well d'Caritas net de Staat wier. Dës alleréischt a grondleeënd Decisioun, keen Euro zur Rettung oder zur Ënnerstëtzung vun der Caritas zur Verfügung ze stellen, huet all seriö Option zougemaach, an domadder wa den Ënnergang vun der Caritas an hiren zivillgesellschaftlechen Aktivitéite besigelt.

Dir musst Iech dat elo emol virstellen: Ier d'Justiz seriö enquêtere konnt, ier d'Scholdfro gekläert gouf, ier d'Méiglechkeet vun der Recuperatioun vun de geklaute Fongen ënnersicht konnt ginn, huet dës Regierung en Urteel gefällt: d'Doudesurteil fir d'Affär! D'Doudesurteil fir d'Fondatioun Caritas! Datt den eigentleche Proprietär, den Träger vun der Caritas, de Bistum, och kee Fanger a kee Su geréiert huet, ass e weidere skandaléis an trauregen Indiz, datt de Kardinal d'kathoulesch Kierch op den Niveau vun enger misogyner Sekt reduzéiere wëll.

Déi drëtt fatal Decisioun bestoung doranner, der Caritas e Krisekomitee virun d'Nues ze setzen, orchestréiert vu PricewaterhouseCoopers. Aus deem Krisekomitee sollt HUT Entstoen, bestoend an enger éischter Linn aus Notabilitéiten aus de Frëndeskreeser vun der CSV, der DP oder geschäftstüchtege Multimillionären – meeschtens béides –, wouvun déi allermannsten iwwerhaupt keng Anung vun der Caritas hatten, vun hirer Aarbecht an dem Wäert vun der Caritas. Hir Aufgab sollt et sinn, déi net suppriméiert parastaatlech Aufgabe vun der Caritas an e lukrative Serviceprovider ëmzewandelen. Mat ville Konsequenzen. Et huet den Aus bedeit fir wichteg international Projeten. De Mantra vu „Keen Euro weider“ huet alles dominéiert. D'Tatsach, datt een domadder souguer riskéiert huet, humanitär Katastrophen auszeléisen, ass bëllegend a Kaf geholl ginn. Et sollt och den Aus si fir d'Plaidoirie politique an d'Sensibiliséierungsarbecht vun der Caritas, well deen neie Serviceprovider brauch keng kritesch Stëmm ze sinn.

Konsequenterweis ass d'Entstoe vun der neier Organisatioun HUT verbonne gewiescht mat offensichtlech Broch vum Aarbechtsrecht, andeems et net zu engem gesetzlech virgeschriwwenen Transfert d'entreprise koum. An en Transfert d'entreprise, dat ass och näischt, wat een ufroe muss. Dat ass eppes, wat duerch déi faktesch Situatioun, wéi HUT entstanen ass, hätt missen direkt geschéien. An op alleguerten d'Salarië gouf en eekelhaften Drock ausgeübt a fir Verschiddener géllt dat bis haut. Si solle fräiwëlleg demissionéieren, well dat gëtt méi bëlleg wéi e Sozialplang. Den Aarbechtsminister ass ënnergedaucht. A wéi mer elo zanter virgëschter wëssen, war e wuel ze vill domadder beschäftegt, weider essentiel Acteure vun der Zivilgesellschaft ze liquidéieren, nämlech d'Gewerkschaften. No der Caritas de chrëschtliche Gewerkschaftsbond.

Här President, 350 Salariëen an Dausende vu Beneficiairë wousste méintelaang net, wéi et soll virugoen. Amplaz eis Gesellschaft ze verdeedegen, ze schützen an ze hëllefen, Onrecht erëm guttzemaachen, huet de CEO Luc Frieden aus enger Kris en Katastroph gemaach. De Premier, dee sech ëmmer nees gären als CEO gesäit, wier bei deem miserabele Management bei all privatem Betrib scho längst entlooss ginn, an dat aus engem ganz einfache Grond: well e géint den Objet social vun deem Betrib verstouss hätt. An deen Objet social ass bei engem Land wéi Lëtzebuerg eeben en anere wéi bei enger profitgäiler Bank.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt elo d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wéi mer de 17. Juli

informéiert gi sinn, datt d'Caritas vun all hire Moyene bestuel gi wär, datt d'Caritas eigentlech faillite wär, war dat fir d'ganz Regierung a mech selwer e grouse Schock. E grouse Schock, well mer déi Leit vun der Caritas am Verwaltungsrat a vill, déi do schaffen, zënter Jore kennen an och hir gutt Aarbecht alleguere geschat hunn.

Et ass d'Presidentin vun der Caritas, eng fréier Kolleegin aus der Regierung, wéi ech an där viregter Regierung war, déi mech informéiert huet. An ech muss soen: All meng Ministerkolleegen, déi vill mat der Caritas ze doen hunn an haten, wëssen ëm déi extraordinär Aarbecht, déi d'Caritas geleescht huet. Dee Jugement, dee war richtig de 16. Juli, éier mer dat gewuer gi sinn, an deen ass richtig haut.

Mee et si schlussendlech ganz grav Saachen do virgefall. Saachen, wou mer bis haut net genee wëssen, wat geschitt ass, an déi Objet si vun enger Justizenquête: Wien huet wat gemaach?

An duerfir hu mer vun Ufank u gesot – an dofir si mer och an d'Chamber komm, well eis déi Saach net egal war –: „Wat maache mer elo hei?“ A mir hate vun Ufank un e puer Ziler. An dat éischt Zil, contrairement zu deem, wat viru Minutten elo hei gesot ginn ass, war vun Ufank un, an ech hunn elo grad nach de Communiqué vun der Regierung nogekuckt, vum 24. Juli, do hu mer gesot: „Mir maachen alles, datt déi Aktivitéit fir déi Schwächsten an der Gesellschaft, déi d'Caritas gemaach huet op Wonsch vum Staat, kënnen weidergefouert ginn!“ Mir hu vun Ufank u gesot: „Mir kucken, datt déi Leit, déi déi Aktivitéiten dann och maachen, déi an deene Flüchtlingsheimer schaffen, déi an deene Sans-abris-Strukture schaffen, déi Aarbecht kënnen weidermaachen, am Interêt vun deene Schwächsten an der Gesellschaft.“

An duerfir muss ech Iech soen, datt ech et extreem perséinlech blessant fannen, fir mech, mee och fir meng Kolleegen, déi hei sinn, an och déi, déi net hei sinn, wann da gesot gëtt, dat wär e kaalt Häerz oder dat wär een, dee guer näischt géif vu Sozialpolitik verstoen an dat wär em egal. Well wann et eis egal gewiescht wier, dann hätte mer gesot: „Tant pis! Et ass eng Gesellschaft, do si Sue geklaut ginn, eng ONG, déi hate mer zwar gären, mee et ass eis egal.“ Et war eis net egal an et ass eis bis haut net egal!

An duerfir hu mer zënter deem 17. Juli an esou munche Sitzungen téschent de Ministeren a mat Beamte gekuckt, wéi eng Lösung mer kéinte fannen. Dat war eis moralesch Verantwortung. Et war eis politesch Verantwortung. Mir hu se geholl. A wann ech d'Koordinatioun dovunner iwwerholl hunn, dann ass dat ganz normal, well dat ass d'Aufgab vun engem Premierminister der Verfassung no. Mee ech kann Iech soen: Et war en Teamwork! En Teamwork mat dem Educatiounsminister, mat dem Familljeminister, mat dem Kooperatiounsminister, mat dem Finanzminister, mat der Gesondheitsministesch. Mir hunn zesumme gekuckt, a ville Sitzungen, de ganze Summer duerch a bis haut, wéi mer kéinte virufueren.

Éischte Punkt also: Mir wëllen, datt déi Aktivitéit weiderginn an datt déi Leit, déi déi Aktivitéit maachen, och kënnen hir Schaff behalen.

A mir hunn eppes Zweetes gemaach. Mir hu gesot: „Do si Suen, déi muss vum Staat gi ginn, a mir wëllen, datt déi Sue fir d'Aktivitéit gebraucht ginn, net fir iergendeppes aneres. A wa mer gesot hunn deemools ... An ech soen dat och nach haut, dee Saz gëtt nämlech net richtig zitéiert. Dir musst och, wann Der eppes sot hei an der Chamber, nokucken oder nosichen um Radio, wat gesot ginn ass. Mir hu gesot, am Numm vun der Regierung hunn ech dat gesot:

„Mir ginn der Caritas keen Euro méi, well ...“ – an et waren zwou Saachen.

Dat Éischt, well mer net wëssen, wéi déi Gouvernance gemaach ginn ass a wie wat do falsch gemaach huet. An dat wësse mer bis haut net. Ech kann Iech net genee soen, wien déi Lächer am Eemer, vun deenen den Här Spautz zu Recht geschwat huet, gebuert huet, mee déi Lächer sinn do. Et si 60 Milliounen geklaut ginn an ech weess bis haut net, wou dat higaangen ass a wéi dat konnt goen. Duerfir wär et irresponsabel gewiescht, wa mer weider Sue ginn hätten!

An deen zweete Punkt, deen hei an der Debatt quasi net ervirkomm ass: Vun deene 60 Milliounen sinn 30 Milliounen geléinte Suen. Ech sinn erstaunt, dass dat an deenen 20 Minutten elo hei net vill gesot ginn ass. Déi 30 Milliounen, déi geléint gi si bei zwou Banken, déi si garantéiert gi vun der Caritas, ouni datt mir dat woussten, mat deene Suen, déi d'Caritas soll vum Staat kréie fir déi Aktivitéiten, déi se prestéiert.

A wéi déi zwou Banke gewuer gi sinn, datt do e Skandal geschitt ass, hunn déi zwou Banken eis Bréiwer geschriwwen. Dat nennt een eng „Cession de créance“, déi eis notifiéiert ginn ass. Dat heescht, dat ass e Bréif, wou d'Banke schreiwten: „All Euro, deen Dir elo an Zukunft der Caritas iwwerweist, deen dierft Dir net méi der Caritas iwwerweisen, déi musst Dir eis iwwerweisen, eis, deenen zwou Banken, déi do en cause sinn: d'Spuerkeess an d'Banque Générale.“

An au vu vun deenen Dokumenter wär et dach irresponsabel gewiescht ... An ech hu mech elo gefrot, wéi ech Iech nogelauschert hunn, wat Der gesot hätt, wa mir gesot hätten: „Elo bezuele mer dat alles. Et ass egal, mir ginn der Caritas da Suen, da gi mer deene Banken déi Suen.“ Dann hätt ech gären Är Rieden héieren, notamment och au vu vun deem leschte Saz, dee mäi Virriedner hei gesot huet. Dann hätte mer eng aner Diskussioun heibanne gehat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir hu gesot, mir brauchen en aneren Interlocuteur, well mer jo net woussten, mat wem an deem Management vun der Caritas mer do kënnen schwätzen. Mir wësse bis haut net, wie ganz genee wat gemaach huet. Mir sinn net de Riichter. Mir jugéieren déi Leit net. Dat muss d'Justiz maachen opgrond vun der Police hirer Enquête. Dofir hu mir gesot: „Mir brauchen en aneren Interlocuteur.“ Eisen Interlocuteur war vun deem Moment un net méi de Management vun der Caritas, mee de Conseil d'administration vun der Caritas. An et ass de Conseil d'administration vun der Caritas, dee gesot huet: „Hei muss ee mol alles dat oplëschten a mir chargéiere PwC.“ De Conseil d'administration vun der Caritas huet PwC chargéiert, net de Staat. An ech wëll dat hei nach eng Kéier ausdrécklech soen. A PwC an d'Caritas hunn dunn och den Här Billon gefrot, fir dat ze maachen.

Ech fannen, dat ass relativ remarkabel, wann ech mer dat Jugement dierf erlaben. Dee Mann, deen ass an der Pensioun. Dee mécht dat a titre bénévole. En ass e fréiere Réviseur d'entreprises. Also Chapeau, datt et an eisem Land och Leit gëtt, déi soen: „Ech si bereet, elo während e puer Woche fir näischt soen näischt ze maachen, fir ze hëllefen, datt déi wichteg sozial Aarbecht, déi d'Caritas ëmmer gemaach huet, net einfach verluer geet. An duerfir hëllefen ech dann do, amplaz an der Pensioun meng Fräizäit ze genéissen.“

Mir hunn am Summer déi eenzel Entitéit vun der Caritas gekuckt an do hu mer no enger Analys festgestallt, datt d'Caritas Jeunes et Familles, also deen Deel, dee sech ëm d'Crèche an d'Maison-relaisë bekëmmert, net, weeder juristes nach finanziell, léiert ass mat deenen aneren Entitéiten, déi hei

vun der Fraude affektéiert sinn. An duerfir hu mer zesumme mat dem Educatiounsminister, zesumme mat de Kollegeen an der Regierung am Summer decidéiert, dass dat vun do un erëm kënnen déi staatlech Gelder fléissen. Domadder hu mer och séchergestallt an och d'Eltere berouegt, déi hir Kanner an esou Strukturen ginn, dass, wann d'Schoul géing ugoen, d'Crèchen an d'Maison-relais och géinge fonctionnéieren.

Wat déi aner Entitéiten ubelaangt, hu mer gesot: „Bon, mir kënnen net Suen an d'Caritas stieche weinst de Prêten a well mer net wëssen, wou déi Suen dann ukommen.“ An duerfir ass relativ schnell an deene Gespréicher mam Krisekomitee, mee vum Krisekomitee vun der Caritas selwer, proposéiert ginn, eng nei Entitéit ze schafen.

Déi nei Entitéit ass geschafe ginn, wéi dat an esou Geleeënheeten üblech ass, fir bei Null unzefänken a fir kënnen eng nei Gouvernance opstellen. Am einfachste wär et gewiescht, wann elo eng aner Entitéit dat alles iwwerholl hätt. Den Här Billon huet mer gesot, dass hie mat verschiddene vun deene geschwat huet. Et hätt een awer kee fonnt, deen do 300, 400 Leit matenee vun haut op muer kann iwwerhuelen. An ech muss soen, ech hunn duerfir vollt Versteedemeech, well wann Dir eng ONG féiert an et kënt ee bei Iech laascht a seet: „Kënt Dir net all déi Aktivitéiten iwwerhuelen?“, da musst Dir extreem gutt opgestallt sinn. An där gëtt et net, op jidde Fall hu se där keng fonnt. An ech mengen, där sinn och keng ze fannen.

Einfach wär et natierlech och gewiescht, wann de Fondateur vun där besteeënder Caritas gesot hätt: „Ech grënnen eng nei Entitéit.“ Mee Dir hutt selwer dat hei kommentéiert, kritiséiert, dass dee Grënner, nämlech d'Kierch, de Bistum, gesot huet: „Mir hunn net déi Moyenen, fir dat ze maachen.“ An duerfir hu si keng nei Entitéit gegrënnt.

Wat ass du geschitt? De Krisekomitee huet aner Leit kontaktéiert. An ech wëll hei soen, dass ech dat eigentlech och net schéi fannen, wann een déi Leit hei esou beschreift, wéi dat virdru beim Här Baum geschitt ass. Hei si Leit, d'Fondation La Luxembourggeoise, d'Fondation Chomé, muer d'Fondation Losch, e puer Privatleit. Et kann ee vun deene Leit denken, wat ee wëllt, mee ech soen: Respekt virun esou Leit an esou Fondatiounen, déi sech dat bestëmmt net einfach gemaach hunn, mee gesot hunn: „Mir si bereet, fir Suen op den Dësch ze leeën, fir ze hëllefen, eng Organisatioun ze schafen.“

Iwwert där hiren Numm kann ee schwätzen. Do si mer och dem gefrot ginn, mee si hunn eeben en Numm aus dem HUT gezaubert.

(Hilarité)

Mee si hunn eng Organisatioun gegrënnt, gehollef grënne mat Moyenen, fir dass déi kann déi Aktivitéite weidermaachen. An ech fannen, och dass verdéngt an esou Land Respekt. Op jiddwer Fall huet dat vu Regierungssäit aus Respekt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir hunn de Volet vun der Coopération nationale, vun den nationalen Aktivitéiten, also duerch déi nei Organisatioun gerett. An de Volet vun der Coopération internationale ass selbsterständlech licht anescht, well déi no anere Modalitéite fonctionéiert. Dat si Projeten, wou een en Träger brauch a wou de Staat en Deel matfinanziéiert. De Kooperationsminister huet dat jo och an der Kommissioun exposéiert. Fir verschidde Projete fënnt een en aneren Träger, fir anerer sicht een nach een. Mee et ass net genau déi nämmelech Zort

vun System vum Gesetz hier an duerfir konnt dat och net genau d'nämmelech behandelt ginn.

Mee mir ginn dervun aus, dass do fir e groussen Deel vun deenen Aktivitéite mat aneren Träger am Ausland – well et ass jo eng Aktivitéit, déi net hei ass – och kann eng Léisung fonnt ginn. Mee dass ass e bëssen eng aner Modalitéit an duerfir brauch dat och e bësse méi Zäit wéi déi national Aktivitéiten, déi au jour le jour muss gemaach ginn, well déi Flüchtlingen an déi Sans-abrien an déi Kanner mussen encadréiert ginn, déi sinn all Dag do. Déi sinn all Dag hei a mir mussen kucken, dass no deene gekuckt gëtt. Mir hunn och eng moralesch Responsabilitéit vis-à-vis vum Misär an der Welt.

An dofir wëll ech och just drop hiweisen, dass, wann ech gëschter de Finanzminister héieren hunn, deen am Numm vun eis all aus der Regierung de Budget, dee staarke Kooperationsbudget, presentéiert huet, een och do net soe kann, déi Regierung hätt keen Häerz, soss géinge mer net deen ...

(Interruption)

... Prozentsaz vum RNB ginn, woubäi keen anert Land an och keng Länner, wou aner Parteien un der Macht sinn, esou vill gi wéi mir zu Lëtzebuerg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Et gëtt ganz wéineg Länner an der UNO, déi ee Prozent vum RNB an d'Entwécklungshëllef ginn.

Une voix | Dat kënt awer net vun Iech.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dach, well ech war Budgetminister, wéi dat fir d'éischt Kéier ageféiert ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Da wollt ech soen, dass ee selbsterständlech iwwert d'Gouvernance vun deenen ONGe schwätze muss, déi vill staatlech Sue kréien. Ech begrëssen déi Proposition de loi an der Grondaursiichtung – ech muss se am Detail liesen –, déi d'LSAP presentéiert. Ech géing just soen: Mir dierfen do net ze schnell schéissen. Duerfir ass d'Regierung och gewëllt, sech mat der FEDAS an aneren Organisatiounen un den Dësch ze setzen. Well ech spieren natierlech, dass, wa mer dat iwwerkompléziert maachen, mer dann herno kee méi fannen, deen an enger ONG wëll schaffen.

Ech mengen awer, dass mer natierlech, wa mer bis genee wëssen, wat an der Caritas geschitt ass, d'Gouvernanceregele mussen iwwerkucken. An duerfir hu mer och de Finanzminister an d'Justizministesch chargéiert, eis emol eng Propositioun ze maachen. An ech mengen, déi Aarbechten, déi soll een och am Kader vun där Kommissioun, déi Der do wëllt grënnen, matdiskutéieren. Mee ech mengen, et muss een och héchstwahrscheinlech den Ënnerscheid maachen tëscht klengen ASBLen a méi groussen ASBLen, deemno wéi vill Sue se kréien. An et ass schon en Ënnerscheid tëscht enger Caritas, enger Croix-Rouge an iergendengem klengen Veräin, dee vläicht och emol eng Kéier e Subsid vum Staat kritt. Duerfir, loosst eis dat à tête reposée maachen, mee d'Regierung ass bereet an ass och gewëllt, dass matzediskutéieren.

An da wollt ech soen iwwert dee Prêt, dee mer gesot hunn, dee mer fir déi besteeënder Caritas maachen: Dass ass en fait eigentlech keen Deel vun der Léisung, mee dass ass eng Plooschter op e Problem, dee besteet, well dat ass eng eigentlech ee brauchen, mat deem mer kënnen déi definitiv Dekonte vun der besteeënder Fondation Caritas an der Caritas Accueil et Solidarité maachen.

Wat ass dat? Mir hunn also gesot: Mir kënnen d'Kontrakter mat deenen Entitéite vun der Caritas a mir maachen nei Konventiounen mat där HUT. An dat hunn d'Kollegee Ministeren an deene leschten Deeg och scho gemaach. Mee déi besteeënder Caritas, déi also déi Aktivitéiten net méi huet, déi muss natierlech op eng uerdentlech Aart a Weis déi Dekonte mam Staat nach maachen an déi muss och ... Déi Fournisseuren – dass si Lëtzebuurger PMEen, dass si Lëtzebuurger Betriber, déi do Äppel a Bierer an all aner Iesswuere a Material an déi Flüchtlingsheimer an esou weider geliwwert hunn –, déi mussen bezuelt ginn. A mir fannen, dass et och eis Verantwortung ass, dass mer géinge kucken, dass déi kënnen bezuelt ginn.

Firwat hu mer dass net gemaach, andeem mer einfach déi Suen iwwerweisen hunn? Mee erëm eng Kéier: wéinst deene Cession-de-créancen! Mir hunn also hei e Wee gesicht, op enger limitéierter Zuel, déi juristes plus ou moins sécher ass – mee näischt ass sécher do, wou Gerichtaffären nach herno entstinn –, déi Suen der Caritas ze ginn.

Dee Prêt ass iwwerengs nach net definitiv ënnerschriwwen, mee dass wäert nach des Woch oder ugangs d'nächst Woch geschéien. Dee Prêt gëtt garantéiert duerch eng Hypothék. An dee Prêt, dee wäert sech souwisou couvréiere mat deem Montant, deen de Staat der Caritas nach ze ginn huet, well si prestéiere jo weider Servicer, soudatt dass e ganz beschränkte Risiko ass.

Dass hätte mer net kënnen maache fir déi ganz Zomm. Op kee Fall hätte mer dass kënnen maache fir déi ganz Zomm, well dass hätt geheescht, dass mer jo déi 30, 60 Milliounen hätte missen der Caritas ginn. Mir hätten duerfir keng Garantéie kritt, well si hu guer net esou vill. An, wéi gesot, mir hätten dann de Banken dass misse bezuelen, wat mer wollten evitéieren.

An dann nach e Wuert, well dass och opgeworf ginn ass, zu deem Plaidoyer politique. Ech wëll Iech soen: Hei gëtt gemaach, an och an deene Kommissiounssitzungen, wéi wann dass eng Risenaffär wär an dass d'Regierung do géing zidderen, wann do géinge Kommentare kommen. Ech kann Iech soen: Hei geet et em zwee Leit, déi eng ganz gutt Aarbecht maachen. An ech wëll Iech soen: Ech hunn dass ni empfongt als eng Kritik un der Regierung. Ech hunn dass empfongt, a meng Kollegeen an der Regierung och, als eng kritesch Stëmm, mee eng nätzlech Stëmm vu Leit vum Terrain. Den Här Minister Hahn an ech hunn zum Beispill déi Persounen, em déi et geet, vum Plaidoyer politique vun der Caritas, nach virun e puer Wochen, virun Skandal, empfaangen, fir mat hinnen iwwert d'Kanneraarmut ze schwätzen. Wa mir dass als eppes ganz Schlëmme empfongt hätten, dann hätte mer déi Leit net empfaangen.

Déi Leit sinn utile. Déi bréngen eppes an den Debat. Dass ass en Deel vun der Société civile. A wa mer eng Léisung fanne bei enger anerer ONG, fir dass kënnen ze ënnerstëtzen, da si mir dofir oppen. Mee ech wëll Iech just soen: An der Vergaangenheet war dass ni de Wonsch vun deene Leit, well déi hu gesot: „Mir kënnen kritesch ze sinn, fir kënnen de Staat ze kommentéieren, wëlle mir onofhängeg sinn. A mir wëllen net eng Zort Kontrakt mat Iech kréien, dass mir dass soen, wat Dir bezuelt. Dass ka jo och net de But sinn.“ Duerfir sinn déi Leit bei der Caritas a bei aneren net bezuelt ginn. Mee mir sinn oppen, fir ze kucken, ob een déi kann an iergendenger Aart a Weis ënnerstëtzen. Et geet em zwee Leit, déi eng gutt Aarbecht maachen, an do wäerte mer och eng Léisung fannen.

Als Konklusioun, Här President, well ech gesinn, dass d'Riedezäit hei kuerz ass, mee soss gëtt erëm gesot, d'Regierung hätt d'Froen net all beäntwert: Ech wëll

Iech soen, datt d'Regierung hir Ziler an dëser Affär erreecht huet. Et ass e schwierigen Dossier. Et ass e schrecklechen Dossier. Et ass eppes, wat ech mer ni hätt kënnen virstellen, datt zu Lëtzebuerg an enger ONG – grad an enger ONG, déi fir déi Äermsten do ass! –, ee Sue klauwe geet! Sue klauwe goen ass ëmmer schrecklech. Mee et grad bei enger ONG ze maachen, déi Done kritte, déi Sue vum Staat kritte, ass duebel moralesch verwerflech!

An ech muss soen: Mir si frou, datt mir d'Zil erreecht hunn, fir déi Aktivitéite kënnen weiderzeféieren a profit vun deene Schwächsten an eiser Gesellschaft. Mir si frou, datt déi Leit, déi eng gutt Aarbecht maachen an deene Strukturen, fir d'Caritas, fir de Staat, déi Aarbecht behalen hunn. An ech mengen, dat waren déi Ziler, déi mer eis gesat hunn.

A mir hunn eis d'Zil gesat, datt de Staat keng Sue géing an en däischtert Lach werfen, wou se herno fort wäeren. Well et si jo net eis Suen, et sinn dem Steierzueler seng Suen! A mir hu jo och eng Verantwortung virum Steierzueler seng Suen. An déi Suen, déi sinn do ukomm, wou se mussen ukommen, nämlech bei deene Leit, bei deenen Aktivitéiten, déi mir wëllen ënnerstëtzen.

Et bleiwen e puer Froen. Mee ech soen Iech: Déi Froen, déi bleiwen, dat si keng Froen, déi d'Regierung ka beäntweren. Et si Froen, déi bleiwen: Wat ass genee an der Caritas geschitt? Dat ass eng Fro fir d'Justiz. Et si Froen, déi bleiwen: Wat ass genee an deene Banke geschitt? Dat ass eng Fro fir d'Bankenopsicht an Europa an zu Lëtzebuerg.

Mir kënnen le moment venu als Chamber, als Regierung vläicht generell Konklusiounen doraus zéien, mee mir sollen d'Rollen net vermëschen, well sou ass et am Rechtsstaat: datt jiddweree seng Aufgab huet. Déi Aufgab, déi d'Regierung hat, ass, eng Léisung ze siche fir e Problem, deen net beim Staat geschitt ass. De Problem, d'Infrastruktur, de Crime ass geschitt an enger ONG, déi eng nätzlech Aarbecht mécht. De Staat, d'Regierung, huet eng Léisung gesicht. D'Regierung huet eng Léisung fonnt. An domadder si mer zefridden. Mir hätte léiwer eis net ëm deen Dossier bekëmmert. Mir hunn et gemaach, mat Häerz a Verstand.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech hunn nach dräi Wuertmeldungen, fir Iech Froen ze stellen, wann Der d'Froen unhuelt. Vun hei oder vun Ärer Plaz, wéi Der wëllt. Déi éischt, dat ass den Här Di Bartolomeo, duerno den Här Fayot, d'Madamm Bernard an den Här Baum. Sou, ech géing awer bieden, elo keng Rieden ze halen, mee Froen ze stellen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, prozocéiert mech net!

(Hilarité)

Nee. Aneschtens wéi eise Premier hunn ech net esou vill Erfahrung mat de Banken. Ech muss awer soen: Wa Banken, déi, fir et gelinde auszedecken, awer Relatioun mam Staat hunn, ganz staark Relatioun mam Staat hunn, schreiwen, dass se all Frang, Euro, deen nach géif un d'Caritas iwwerwise gi vum Staat, géifen huelen, da stellen ech mer d'Fro: Wéi huet d'Regierung op esou e Courier reagéiert?

Ech, wann ech esou e Courier kritte hätt, hätt ech deene Banke gesot – dat éischt –: „Sidd Dir Iech bewosst, dass Dir bei esou enger Affär wéi där do

zumindest kënn eng Matresponsabilitéit hunn, dass esou vill Virementen op Konten a Spuenie konnte landen?“ Ech kann Iech soen: Wa meng Fra e puer honnert Euro vu mengem Kont iwwerweist op d'Konten vum nostoende Familljememberen, da freet d'Bank no: „Ass do den Accord vun Ärem Mann do?“, soudass do zumindest eng Responsabilitéit vun de Banken ass.

(Interruptions)

Meng Fro un de Premierminister: Wéi huet d'Regierung op deen dote Courier reagéiert? An huet d'Regierung de Banken net nogeluecht, fir an där Zäit, wou d'Responsabilitéit vun de Banken net gekläert ass, ganz indulgent mat der Caritas ëmzuegoen?

An dann déi zweet Fro: Ech hunn nach ëmmer net verstan, firwat dass Banken, Bistum, Caritas an ech weess net wien nach net vun der Regierung zesummegeeruff gi sinn, fir sech auszetauschen, wéi een dat Beschta aus där doter Katastroph kéint maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir hunn als Regierung déi Prête do net gemaach. A vu datt d'Banke soen, déi Prête wäere legitim, wäeren de Prozeduren no gemaach ginn, a vu datt d'Caritas dat contestéiert, ass dat e Konflikt tëscht der Caritas an de Banken. An duerfir hu sech dorobberhin d'CSSF an d'EZB, well et si systemrelevant Banken, chargéiert mat enger Enquête. An dee Moment, wou déi eng Enquête maachen iwwer Entreprises, déi ënner hirer Surveillance leien, kann d'Regierung net intervenéieren. An duerfir ass dat d'Aufgab vun der CSSF an der EZB, jee no Beräich. An duerfir kann d'Regierung à ce stade do absolut net intervenéieren, well dat wär contraire zu de Gesetzer.

Selbstverständlech stellen ech mer wéi all Lëtzebuerger och ganz vill Froen. Mee et ass net u mir, déi Froen ze beäntweren, a scho guer net an der Chamber. Et ass och net un der Chamber, se ze beäntweren. Mee dat kann Iech och gären eng Kéier d'Bankenopsicht erklären.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech géing just ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Nee, Här Di Bartolomeo, ech géing mengen, mir hunn och nach ... Ech géing elo déi nächst Froesteller bieden, relativ kuerz ze sinn. Ech gesinn, datt op der Motioun ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, den Här Premierminister huet déi Fro net beäntwert, firwat dass all déi implizéiert Parteien net zesummegeeruff gi sinn.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Aus deenen nämmlechte Grënn: well mer doriwwer an der Regierung geschwat hunn a mir et net opportun fonnt hunn, mat deene Parteien, déi Objet si vun enger Enquête pénale oder vun enger Enquête administrative, während där Prozedur ze schwätzen, well mer der Meinung sinn – an dat ass, mengen ech, juristesche fondéiert –, datt dat net geet, well mer domadder géingen an eng Prozedur agräifen, wat net eist Recht ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Här Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, also, Här Staatsminister, d'Enquête vun der CSSF, dat ass eng Saach, an ech verstinn, dass Der ofwaart, bis d'Resultat dovunner

do ass. Mee Är Theorie vum Eemer mat de Lächer, dat sinn déi Cession-de-créancen, déi zwou Banken u sech allegéieren, dass se do sinn an och dass se eng Valeur juridique hunn. An do ass meng Fro un Iech: Hutt Der dat ëmmer fir boer Mënz geholl? Well déi Cession-de-créancë sinn natierlech extreem contestabel. Si sinn och contestéiert. Si garantéieren zwou Ligne-de-créditen, déi och contestéiert si vun der Caritas. An dofir sti se op relativ wackelege Been.

Dobäi kënn och nach, dass déi Créancen, déi solle soi-disant cedéiert ginn, zum Deel hypothetesche Créancë sinn. Dat ass op alle Fall de Fall bei der Kooperatioun, mee och bei deenen aneren. Do gétt jo eng ganz Rei Conditionnalitéiten, bis de Staat déi ausbezilt. An ech fannen, dass Der eppes, wat vun Ufank un am Fong eng Reorganisatioun onméiglech gemaach huet, déi Theorie vum Eemer, dat heescht d'Cession-de-créancen, einfach esou higevoll hutt, ouni effektiv mat deene Banken ze schwätzen. Abstraction faite vun der Enquête vun der CSSF, fannen ech et dann awer relativ ... Jo, et stellt eng Rei Froen. Dofir nach eng Kéier meng Fro: Ass dat eppes, wat Der gepréift hutt, oder waart Der vun Ufank un der Meinung, dass dat an de Bëton gemesselt wär an dass dorunner net kéint geréckelt ginn?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech verstinn déi Fro. A mir hunn eis déi Fro sech verstëndlech, kann ech dem Här Fayot soen, vill an oft gestallt, och am enge Gespréich mat dem Finanzminister. A mir koumen zur Konklusioun, datt mer net an deem Stadium kéinten intervenéieren, well d'Cession de créance häng natierlech un engem Prêt. An d'Validitéit vun deenen zwee Prête, vun deene Ligne-de-créditen, déi ass contestéiert. Déi gétt contestéiert vun der Caritas, mee déi Contestatioun gétt net akzeptéiert vun de Banken. A soulaang net kloer ass, ob déi Prête do valabel sinn oder net, häng natierlech déi Cession de créance dodrunner. Mir sinn also eng Victime par ricochet vun där ganzer Operatioun. A mir koumen zur Konklusioun, no intensive Gespréicher och an der Regierung, datt mir an deem Stadium e grouse Risiko géinge lafen, wa mer en violation vun deene Cession-de-créancë géingen iwwerweisen.

Ech dierf hei, mengen ech, de Finanzminister zitéieren, dee gesot huet: „Ech sinn net d'accord, engem Beamte vun der Tresorerie eng Instruktioun ze ginn, fir Suen ze iwwerweisen en violation vun enger Cession de créance, déi mir zougestallt ginn ass.“ Dat ass elo e bëssen technesch, duerfir mengen ech, Här President, wann déi Commissioun sollt op d'Bees gesat ginn, da kënn Der eng Kéier de Finanzminister an d'CSSF an d'Affekote ruffen, fir doriwwer ze diskutéieren. Mee d'Antwort op Är Fro ass also: Mir hunn eis dat gutt iwwerluecht a mir koumen zur Konklusioun, datt dat an deem Stadium net eis Aufgab kéint sinn, well mer géinge ganz grouss Risiken do lafen.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, d'Madamm Bernard, ganz kuerz.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci. Ech stelle fest, dass de Premierminister net hesitéiert huet, fir direkt der ganzer Direktioun hei d'Veutrauen ze entzéien, obwuel – ech widderhuelen nach eng Kéier, et ass gëschter nach eng Kéier vum Parquet erausgaangen – eng Persoun inculpéiert gouf an der ganzer Direktioun. Des Weidere stellt Der d'Roll vun de Banken hei weesentlech manner a Fro wéi déi hei vun der Caritas-Direktioun respektiv der Gouvernance. Dat ass e Constat, deen ee ka maachen an deen een awer duerchaus hei kann unzweifelen. An ech wëll wierklech mäi Befriemen dozou ausdrécken,

well dës Reaktioun huet et onméiglech gemaach, hei mat der Caritas zesumme Léisungen ze fannen. Mech stéiert dee Generalverdacht, deen hei expriméiert gouf vis-à-vis vun der gesamter Direktioun. Ech mengen, dass de Parquet eis do gëschter nach eppes aneres gesot huet.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war zwar elo keng Fro, Madamm Bernard. Dat war eng Remark. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Meng Fro huet den Här Fayot gestallt a meng Remark huet d'Madamm Bernard gemaach.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat also geléist.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech wëll just, Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Premier, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, ech wëll just hei prezisieren, datt et net un der Regierung ass, Riichter ze sinn. Mee Fakt ass, datt an deenen zwou Entitéite vun der Caritas 60 Milliounen verschwonnen sinn. Net wëssend, wee wat gemaach huet, an net jugéierend, wee wat richtig oder falsch gemaach huet, mengen ech, ass et en normale Principe de prudence ze soen: „En attendant, datt d'Justiz hir Aarbecht mécht, hätt de Staat gären en Interlocuteur, hätt d'Regierung gären en Interlocuteur, deen net Objet ass vun enger Enquête.“

A vu datt déi Enquête amgaangen ass géint déi ganz Entitéiten, ass et net un eis ze jugéieren, ween eppes richtig a ween eppes falsch gemaach huet. Mir liewen an engem Rechtsstaat a mir solle stolz dorobber sinn an da musse mer de Rechtsstaat och a senger ganzer Konsequenz respektéieren. An déi Enquête ass amgaangen. Mir wëssen, datt dat eng komplizéiert Geschicht ass, datt dat eng Zäitche wäert daueren. A soulaang déi Affär un Daueren ass, solle mir eis net driwwer ausschwätzen, wee wat richtig oder falsch gemaach huet. Dat gëllt fir eis, mee ech mengen, Här President, dat gëllt och fir d'Deputéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Premierminister Merci fir seng Ausféierungen a fir seng Äntwerten. Ech weess net, ob mer elo nach Zäit hunn, fir Remarken ze maachen. Mir hunn am Fong ...

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Mir hunn d'Lëscht, Madamm Polfer, vun de Riedner ofgeschloss. Dir hutt nach d'Méiglechkeet, bei alle Motioune Stellung ze huelen.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech hat mech vun Ufank u gemellt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach d'Méiglechkeet, bei alle Motioune Stellung ze huelen. Dat kënnt Der ganz gären maachen. Ech ginn Iech dann d'Wuert. Mee kommt, mir maachen et elo esou, wéi eist Reglement dat virgesäit.

14. Ordre du jour (suite)

Ech hunn hei véier Motiounen an zwou Resolutiounen um Dësch leien. Do géng ech Iech proposéieren, datt mer mat där ufänken, déi virun dem Debat ofgi ginn ass, an zwar ass dat dem Här Fayot seng, einfach fir eng chronologesch Ordnung dranzekréien.

15. Motion de M. Franz Fayot concernant la vérification de la mise en place des exigences de conformité et de lutte contre la corruption dans les conventions conclues avec les associations et les fondations

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 36 de ce compte rendu)

An ech froen den Här Fayot, ob en nach wëll eng kuerz Ausféierung maachen.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da froen ech, wien dozou wëll d'Wuert huelen. Dee soll elo d'Hand ausstrecken, datt ech dat gesinn an datt ech kann eng Reiefolleg hei opstellen, wéi mer dat elo maachen. D'Madamm Hartmann fir unzefänken, d'Madamm Bernard, den Här Keup mol an da kucke mer weider. Madamm Hartmann.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech hunn et esou verstanen, dass déi Motioune hei och e bëssen den Inhalt vun der Proposition de loi, déi och presentéiert gouf, erëmispigelt. Fir eis ass et an der Rei, wa mer déi Diskussioun hei effektiv féieren.

Eis feelt an den „invite le Gouvernement“ niewent der Korruptioun vläicht och nach d'Element vum Blanchiment d'argent, well dat awer a priori och mat misst diskutéiert ginn, wa mer iwwer Strofdoten an deem Kontext schwätzen. A wann den Här Fayot domadder averstane wär, géife mir proposéieren, dass mer et géifen an d'Justizkommissioun huelen, dass een hei och kann doriwwer diskutéieren, an dann, éier een elo d'Motioun hei géif unhuelen, effektiv dat heiten eng Kéier mat op den Ordre du jour géif huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Hartmann, ech soen Iech villmools Merci. Dann huet nach d'Madamm Bernard d'Wuert gefrot. An duerno, nom Här Keup, gi mer dem Här Fayot d'Wuert nach eng Kéier.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci. Mir verstinn natierlech d'Reflexioun hei hannert dëser Motioune. Mir hunn awer allerdéngs och de Souci, dass een e bësselche muss differenzéieren tëscht de verschiddenen Associatiounen an och hirer Gréisst. Wat mer net wëllen, ass, och d'Associatiounen elo nach eng Kéier wierklech zouzetippe mat enger Lourdeur administrative. Dat soll ee wierklech verhënnere. Et soll een do déi Kontrollen abauen, wou se néideg sinn.

Ech weess, dass awer och vill ASBlen op mech a warscheinlech och op vill anerer duerkomm sinn, déi besuergt waren, wat elo a Konsequenz op si duerkënnt, mat zousätzleche Kontrollen, mat zousätzlechen administrative Prozeduren, déi och erëm Käschte mat sech bréngen.

Ech fannen et eng gutt Propos, fir hei an enger Kommissioun driwwer ze schwätzen, well ech mengen, mir sollten dat vu vir bis hannen eng Kéier duerschschwätzen, wat d'Repercussiounen da wiere fir déi eenzel Associatiounen a Fondatiounen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech schlësse mech deem un, dass et vläicht gutt ass, fir driwwer ze schwätzen, well et muss een awer och soen, mir mussen elo hei schnell doriwwer entscheeden. An hei gëtt jo elo awer verweisen op eng

„Richtlinie der Bundesregierung“. Mir kennen déi jo elo net. Dat heescht, et ass schwéier, hei elo wierklech mat allem Wëssen eng Decisioun ze huelen.

Wat effektiv och wichteg wier, dat wier, dass ee géif e Seuil hei drasetzen. Also, d'Iddi ass eis ganz sympathesch, mee dass ee géif e Seuil drasetzen, dass vläicht net all kleng Organisatioun och d'selwecht géif dorënner leiden. Well et ass jo awer dann e Vill-Méi un Aarbecht, deen een do muss iwwer sech ergoe loossen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass eng Proposition do, fir dës Motioune an d'Commission de la Justice ze schécken. Här Fayot, kënnt Dir dozou Stellung huelen?

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, also ech mengen, dat kënne mer maachen, och mat där Präzisioun, dass och de Blanchiment natierlech hei zu där Analys derzougéiert. Zu deene Remarken, dass mer effektiv net sollen iwwer d'Zil erausschëssen an net déi kleng Associatiounen hei ze vill kujenéieren, wëll ech just soen, dass all déi Associatiounen an déi Stéftungen, déi Sue kréien, déi d'utilité publique sinn, och d'„grandes associations“ am Sënn vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwer d'Associatiounen an iwwer d'Stéftung sinn. Dat heescht, dës de Moment, wou een déi Konditioun erfëllt, ass een am Fong eng relativ wichteg Associatioun. Ech mengen, dat soll een och ëmmer am Kapp behalen, wann een dat heiten diskutéiert.

Ech mengen, et geet hei och elo net drëm, eng Usine à gaz opzebauen, mee ech mengen, dass et awer net schlecht wär, wéi gesot, insbesonnesch an deem Kontext, an deem mer haut wäert, fir e Code de bonne conduite op déi eng oder aner Manéier anzubauen, par référence duerch déi Konventiounen. Dat kann deen däitsche sinn, dat kann och en anere sinn, mee ech mengen, dat kann ee jo da le moment venu an der Justizkommissioun méi am Detail diskutéieren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Fein. Merci, Här Fayot.

D'Proposition läit also um Dësch, fir dat hei an d'Commission de la Justice ze verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord? Da streckt d'Hand aus.

Géigeproof: Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Et ass also unanimement an d'Commission de la Justice verweisen.

(La motion de M. Franz Fayot est renvoyée à la Commission de la Justice.)

16. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du dossier Caritas (suite)

Motions et résolutions

Motion 1

Da komme mer zur Motioune Nummer 1, déi an deem Debat deposéiert gouf vun der Madamm Bernard. Madamm Bernard, Dir wëllt Stellung dozou huelen. Da geet d'Wuert elo un Iech.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Dës Motioune betrëfft d'Zivilgesellschaft, déi breet Zivilgesellschaft. Do hu mer

natierlech eng ganz Rei ONGen, déi komplett iwwer Benevolat fonctionéieren, mee et sinn der awer och vill, déi nëmmen een, zwee, dräi, e puer Mataarbechter hunn, an aner sinn natierlech extrem grouss. Alleguerten déi sinn natierlech elo concernéiert heivunner an hunn natierlech och mat deem Vertrauensverloscht an den associative Secteur ze kämpfen.

Et ass eis wichteg, dass mir hei och nach eng Kéier e kloert Zeeche setze vis-à-vis vun der Zivillgesellschaft, fir ze weisen, dass e grondsätzlecht Vertrauen a si besteet, dass mer se wëllen encouragéieren an dass mer se och wëllen an deem Defi begleeden, mat deem se awer konfrontéiert sinn. Dat kënne mer maachen, andeems mer de Benevolat wäertschätzen, andeems mer d'Governance stäerken, andeems mer Formatiounen ubidden an awer och um Niveau vun enger méi grousser Iwwerleung ronderëm den Non-Profit-Management konsequent sinn an, wa mer méi streng Ufuerderungen hunn un e Secteur, dee Secteur och mat deenen néidegen Outilen ausstatten, fir dass en deenen Ufuerderunge ka gerecht ginn.

Fir eis ass et wierklech wichteg, dass hei d'Zivillgesellschaft ënnerstëtzt gëtt, gestärkt gëtt an dass och de Staat do seng Verantwortung iwwerhëlt vis-à-vis vun deenen Engagéierten, ob dat elo kleng ONGe sinn oder déi grouss. Mir brauche se. Eist Land fonctionéiert net ouni. An dat sollte mer hinnen och heimadder reflektéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech hunn elo d'Wuertmeldung vum Här Spautz, vum Här Fayot a vum Här Clement. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Bernard huet elo verschidden Ausféierunge ginn. Ech mengen, dass een dat hei och zum Deel kann esou gesinn, wéi den Här Fayot et virun och gesot huet an och scho wéi mäi Kollege, de Laurent Mosar, verschidden Interventione gemaach huet: dass et wichteg ass, dass mer eng gutt Governance kréien an dass een och en Deel vun deene Punkten, déi hei vun der Madamm Bernard opgefouert ginn, soll diskutéieren.

Mee ech géif awer och drun erënneren, dass et do och haut scho verschidde Formatioune gëtt, dass et och haut scho Méiglechkeete gëtt, fir déi Formatioune ze kréien, dass een do och haut schonn Assurancen ofschléisse kann, dass et dat alles scho gëtt an dass mer och am Koalitionsaccord drastoen hunn, dass et e Statut vum Benevolat gëtt. An dofir géif ech et gutt fannen, wann een déi do genau wéi déi vum Här Fayot gemeinsam géif kucken an och alleguerten déi Punkten erausschaffen, wou een dat mécht mat der Formatioun, ween déi Formatioun soll maachen an ab wéini fir wat fir eng Formatioun e Besoin besteet, an dass een dat alles gemeinsam géif an där Kommissioun kucken. Dat ass déi Proposition, déi mir wollte maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz, datt ech et elo richteg verstinn: Proposéiert Dir, et an d'Familienkommissioun ze verweisen?

M. Marc Spautz (CSV) | D'Justizkommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | D'Justizkommissioun. Ok, datt ech weess, wat ech duerno soll froen. Sou, dann hätt ech den Här Fayot, deen d'Wuert gefrot huet. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, also déi Motioun ass eis am Fong sympathesch. Si iwwerschnitt sech zum Deel mat där Motioun, déi mir deposéiert hunn, insbesonnesch wat d'Governance ugeet, wou, mengen ech, dat an déi selwecht Richtung geet.

Et sinn eng Partie aner Saachen, déi derbäi sinn, iwwerwert déi ee kann diskutéieren. De Congé bénévolat, an der Kooperatioun gëtt et dee schonn: de Congé fir Cooperanté bei ONGen. Mee et kann een dat sécher – ech mengen, dat ass ëmmer eng Iddi – och méi breet gesinn.

An ech mengen effektiv, wéi de Marc Spautz och sot: Wann een dat diskutéiert, da soll een et zesummen diskutéieren an dann dee Moment och vläicht an d'Kommissioun huelen. Vläch mécht een och gären eng Kéier eng Jointe, wou een déi Saachen do zesummen diskutéiert, fir dass een do dann e Package huet vu Mesüeren, déi, mengen ech, alleguerten an d'Richtung ginn, fir de Secteur vun den ONGen ze renforcéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fannen et ganz sympathesch, éischtens emol, datt et déi Motioun gëtt, zweetens, datt mer se an der Kommissioun méi am Fong nach eng Kéier kënnen diskutéieren, well ech mengen, datt hei awer wierklech nach e puer Detailfroen ze kläre sinn an den Däiwel hei wierklech am Detail läit, wéi déi Assurancen ausgesi kéinten, wéi dee Cours och misst ausgesinn a virun allem och wéi e potenziellen zousätzleche Congé kéint ausgesinn.

Ech fäerte just, datt do d'Kompetenze vun der Justizkommissioun, esou grouss, wéi déi sinn, net onbedéngt wäerten duergoen, soudatt ee vläch och muss anticipéieren, datt heiten opzesplécken an déi eenzel Froe wierklech dann an déi jeeeweileg Fachkommissiounen ze ginn.

Ech erënneren drun, datt mer an der Aarbechtskommissioun – an de Marc Spautz erënnert sech als President sécher dorunner – schonn eng Kéier iwwer den État des lieux vun deene Congé-spécialle geschwat hunn. Hei géif jo nach eng Kéier eppes derbäikommen, soudatt ech mengen, datt mer hei vläch wierklech gutt géifen drun doen, deen Debat ze féieren, an dat net nëmmen an der Justizkommissioun, mee do, wou et néideg ass, och mat deene jeeeweilege Fachkommissiounen zesummen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech hunn elo weider keng Wuertmeldung. Ech hunn d'Proposition, fir déi Motioun zumindest als Lead an d'Justizkommissioun ze iwwerweisen. Dofir froen ech d'Auteurs vun der Motioun, ob se domat d'accord ass oder ob se drop hält, fir se ofstëmmen ze loossen. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech deelen d'Avisen, dass et e bësse méi wäit geet wéi d'Kompetenze vun der Justizkommissioun. Et ass ëmmer d'Fro: Wou ass de Benevolat, wou ass de Secteur associatif ugesidelt? Normalerweise ass et jo genau bei deene Ministère, wou jee weils sécherlech d'Thematiken en Uleies sinn. Ech mengen, dass een do muss eng Formule fannen, déi e bësse méi der Breet vum Sujet gerecht gëtt.

Ech kann domat liewen, wa mer an der Kommissioun doriwwer schwätzen an dann hoffentlech awer och dann duerno Neel mat Käpp kënne maache mat konkreete Propositionen. Ech wier awer allerdéngs wierklech do Demandeur, dass et net just d'Justizkommissioun wär.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Ech proposéieren dann, datt mer et an d'Justizkommissioun als Lead schécken an datt mer duerno déi eenzel Kommissiounen saiséiere pour les parties qui les concernent.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Ass d'Chamber mat där doter Proposition d'Accord? Da streckt d'Hand an d'Luucht.

Wann een dergéint ass, soll en elo d'Hand an d'Luucht strecken.

Gëtt et een, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Et gëtt also Unanimitéit, fir dat hei zu dësem Moment an d'Justizkommissioun ze verweisen.

(La motion 1 de Mme Djuna Bernard est renvoyée à la Commission de la Justice.)

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun, och deposéiert vun der Madamm Djuna Bernard, „relative à la protection des salarié.e.s dans le secteur social“. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et sinn nach ëmmer eng Rei Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi nach en aktuellen Aarbechtskontrakt mat der Caritas hunn. Ech mengen, dass et dem Lëtzebuerg Land nëmme gutt géing zu Gesiicht stoen, wa mer do alles géinge maachen, fir déi Leit och net hänken ze loossen. Et ass awer eng Realitéit, dass elo natierlech vill Leit ënnerdaach komm sinn. Iwwerwert d'Konditiounen dovunner hu mer laang a breet geschwat, mee et sinn nach ëmmer eng Rei Leit, déi keng Perspektiv hunn. An déi sollten eis heibannen op d'mannst genausou wichteg sinn.

Mir sinn der Meenung, dass e Sozialplang absolutt ënner allen Ëmstänn muss vum Staat evitéiert ginn an dass mer och mussen eis Lektiounen zéien aus deem, wat geschitt ass am Iwwergang zu HUT, an dass mer och do mussen eis Konkusiounen zéien, wat dat heescht an eisem Ëmgang mam Aarbechtsgesetz an ob een net duerno muss d'Aarbechtsgesetz eventuell nach eng Kéier do noschäerfe goen, wou eventuell Onkloerheete opkomm sinn. An dass mer esou schnell et geet d'Direktiv transposéieren, ech mengen, dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn. Mir wieren op jidde Fall Demandeur, dass mer och hei dës Situatioun als Ulass huelen, fir eis wierklech um Niveau vum Travail och nach eng Kéier Gedanken ze maachen, an dass mer, fir de Sozialplang ze evitéieren, och hoffentlech schnell Léisunge fannen.

A vläch kann den Här Premierminister en absence vum Här Aarbechtsminister och nach eng Kéier Stellung dozou huelen, wéi et ass mat deene verbliwene Persounen, déi nach bei der Caritas schaffen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Elo hunn ech déi zwee Häre Baum, déi d'Wuert gefrot hunn. Ass soss nach een do? Den Här Fayot. Ok, da fänke mer mam Här Gilles Baum un.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Mir hunn hei d'Motioun 2 an d'Motioun 3, déi absolutt zilförend sinn. Ech sinn awer der Meenung, dass se zilförend wäeren an där Spezialkommissioun, déi mer wëlle kreéiere mat der Resolutioun 1. Dofir wollt ech Iech froen, Här President, ob et vläch méiglech wär, de Vott iwwer d'Resolutioun 1 virzezéien, well mir kënne jo schlecht Aarbechte verweisen an eng Kommissioun, déi et nach net gëtt.

17. Ordre du jour (suite)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net ganz falsch, ...

(Hilarité)

... wann dat d'Proposition ass. Ech wëll awer just d'Auteur vum deenen zwou Propositionen, der

Motioun an dann och vun der Resolution – dat ass d'Madamm Bofferding –, froen, ob se d'accord sinn, datt mer géingen de Vott vun där Resolutioun elo virzieren, elo huelen an da mat de Motioun weiderfueren.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn. Da stoppe mer hei d'Diskussioun vun der Motioun 2, déi mer elo amgang waren.

18. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du dossier Caritas (suite)

Résolution 1

Mir huelen d'Resolutioun vir. An ech froen dann d'Madamm Bofferding, ob si nach wëllt d'Wuert huelen.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Si huet virdu scho ganz genau explizéiert, em wat et hei geet, an ech mengen, jiddwereen heibanne weess dat och. An ech ginn och dervunner aus, datt mer, vu datt jiddwereen ennerschriwwen huet, elo keng laang Diskussioun driwwer kréien. Wie wëll also nach zu der Resolutioun Nummer 1 d'Wuert huelen? Ech gesinn elo keen.

Da géing ech Iech proposéieren, doriwwer par main levée ofzestëmmen.

Vote sur la résolution 1

Wie ka mat dëser Resolutioun d'accord sinn? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass déi à l'unanimité ugeholl an d'Kommissioun kann dann och kuerzfristeg hir Aarbecht starten.

Motion 2 (suite)

An da komme mer zrëck, Här Baum, zu der Motioun 2, wou Dir dann nach eppes wollt soen.

M. Gilles Baum (DP) | Elo, wou mer offiziell eng Kommissioun gegrënnt hunn, an elo, wou och d'Madamm Bernard den Exposé nach eng Kéier gemaach huet vun der Essenz vun dëser Motioun – well ech mengen, dat do bezitt sech jo elo wierklech am Fong op d'Affär Caritas –, géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei mathuelen an déi nei Kommissioun, déi mer elo grad kreéiert hunn. A fir dass ech net nach eng Kéier muss opstoen, géif ech Iech och proposéieren, d'Motioun 3 an déi nei Kommissioun do ze verweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert dem Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | „Un Baum peut en cacher un autre“, dat soll alt emol virkommen. Ech sinn och ganz dermat averstanen, fir dat hei an d'Kommissioun ze ginn, wëll awer just op eppes Spezielles opmierksam maachen. Ech si mam Contenu vun där Motioun komplett averstanen an ech gesinn och d'Zilsetzung. Ech géif just oppasse bei deem alleréischten Invite, wou gesot gëtt, et soll een alles maachen, fir e Sozialplang ze verhënnern. Leider si mer an der Situatioun, datt grad PricewaterhouseCoopers probéiert, genau dat ze maachen, andeem Leit gedrängt ginn, selwer ze demissionéieren – domadder hänt dann zesammen, datt se keng Chômagerechter hunn et cetera –, fir eeben e Sozialplang ze verhënnern. Bei engem Sozialplang hätten d'Leit awer nach grondleeënd Rechter. Ech verstinn d'Intentioun. Ech géif dann dëst awer och vläicht als Denkustouss an d'Kommissioun ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, also, um Fong si mir effektiv där Motioun gutt geséint. Ech mengen effektiv, wa mer dat kënne mat an déi Kommissioun do huelen, déi mer elo just gegrënnt hunn, da gehéiert dat, mengen ech, dohinner. Ech wees elo net, ob mer elo doriwwer ofstëmmen oder ob mer se eriwuerhuelen, mee ech mengen, mir kënnen domadder liewen, dass mer se an déi Kommissioun do mathuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn elo weider keng Wuertmeldung. Da géing ech der Madamm Bernard d'Wuert ginn, fir ze froen, ob si domadder d'accord ass. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir sinn natierlech dermat d'accord, dass mer dat an der zoustänneger neier Kommissioun thematiséieren. Trotzdeem bleiwen ech derbäi: Vlächicht kéint den Här Frieden eis en Update gi par rapport zu de Mataarbechter, déi do sinn, einfach dass mer en Iwwerbléck hunn, em wéi vill Leit et sech elo nach handelt, dass mer dat Stand haut wëssen. Ech mengen, d'Zäit drängt awer och fir déi Leit. Wa mer do Informatiounen kéinten haut kréien, wier dat natierlech gutt. Wann net, kënne mer an der Kommissioun sécher méi am Fong driwwer schwätzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Hahn huet d'Wuert gefrot. Här Hahn.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ech kann Iech versécheren, Madamm Bernard, dass d'Regierung probéiert ze kucken, dass mer fir déi Leit, déi net vun HUT iwwerholl gi sinn, Alternative kënnen ubidden. Dat heescht, mir – souwuel den Educatiounsminister wéi och ech – hunn eis konventionéiert Partner, op d'mannst déi grouss, kontaktéiert, fir se ze froen. An et ass jo e Secteur, wou et eng Penurie u Main-d'oeuvre gëtt. Dir kennt de Secteur jo och gutt. Dat heescht, et gëtt vill oppe Plazen.

Dat heescht, mir hunn eigentlech probéiert, all déi konventionéiert Partner – a mir krute vill Feedback vun hinnen – unzeschreiwen, fir se ze froen: „Wéi eng oppe Plazen hutt Der?“ An déi Lëscht ass weidergiginn un d'Caritas fir déi Mataarbechter, déi net iwwerholl gi sinn, fir dass se do prioritär kënne virstelleg ginn, fir sech do dann op déi Plazen ze mellen.

Wat net heescht, dass se d'office geholl ginn. Natierlech net. Dat wier eng Injustice. Mee trotzdeem hu mir eis Aufgab dodra gesinn, fir do e bëssen de Matching matzeorganiséieren, fir deene Leit do och Perspektiven ze ginn. Déi Lëscht ass hinne schonn zougestallt ginn an déi wiisst souguer nach, well et sinn aner konventionéiert Partner, déi och nach no an no bäikomme mat hiren oppene Posten, fir dann och hei kënnen de Leit Plazen unzebidden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Ech géing dann elo proposéieren, datt mer heiriwwer ofstëmmen, ob mer déi an d'Spezialkommission schécken.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien dermat d'Accord ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dat ass also och à l'unanimité ugeholl.

(La motion 2 de Mme Djuna Bernard est renvoyée à la Commission spéciale « Caritas ».)

Motion 3

An dann hate mer direkt vum Här Gilles Baum d'Proposition, fir d'Motioun Nummer 3 vun der Madamm Bernard och an d'Spezialkommissioun ze verweisen. Gëtt et dozou nach Wuertmeldungen? D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn haut scho ganz vill iwwert der Caritas hir wichtig Roll, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och an de Kooperatiounslänner an an de Krisegebiddere héieren. An et ass wierklech nach eng Kéier, fir ze ennersträchen, wat fir eng wichtig Roll och do gespilt gëtt vun der Caritas an deenen äermste Länner, wou Populatiounen erreecht gi vun hir, déi soss géife vergiess ginn, an och dass grad déi Ekip wierklech impaktéiert ginn ass a wou elo och keng Léisung fonnt ginn ass bis elo fir deenen Detourmenter vun de Fongen, déi bei der Caritas geschitt sinn. Den Impakt op déi vulnerabelst Mënschen duerch déi Aarbecht, déi elo riskéiert ze stoppen a gestoppt gouf zum Deel, ass natierlech och net ze beschreiwen.

Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier och ervirhiewen, wat gëschter, net méi spéit wéi gëschter, vum Finanzminister hei gesot gouf a wat och elo grad nach eng Kéier vum Premier bekräftegt gouf: dass nämlech dës Regierung d'Solidaritéit heiheim, awer och am Ausland wéilt héichhalen. A genau op dee Solidaritéitsgedanke géing ech ganz gäre verweisen an och d'Regierung invitéieren, dës Motioun wann ech gelift mat ze ennerstëtzen, well déi huet e puer Ziler, déi mengen ech, och jiddereen hei kéint matdroen, nämlech dass mer sollte probéieren – oder dass d'Regierung sollt probéieren –, deen Impakt vum Caritas-Skandal um Terrain, awer och am Ausland esou geréng wéi méiglech ze halen an net déi Fälsch ze bestrofen; d'Aarbechtsplazen hei ze erhalen, déi bei eis, mee och déi um Terrain an den Entwécklungslänner; déi wichtig Expertis, déi eng extreem zentral Roll spillt bei der Exekutioun vun Entwécklungshëlfsprojeten, wierklech esou gutt wéi méiglech ze erhalen.

A wa mer vu Steiergelder schwätzen – de Kooperatiounsminister mécht dat oft – ass et och ganz wichtig, dass mer déi Steiergelder, déi bis elo investéiert gi sinn an Ekippen, den Opbau vun Ekippen an Aktivitéiten an Entwécklungslänner, och net wëllen am Sand verlafe loossen.

An dat Drëtt an dat Lescht, wat ech nach wëll soen, ass, dass et och wichtig ass, dass d'Projeten hei am Land vum d'Mandat „Rethink your clothes“, déi d'Caritas gemaach huet, och zesumme mat Fairtrade, wierklech muss weidergefouert ginn, well hei geet et och em e wichteg gemeinsaamt Zil, nämlech d'Ëmsetzung vun eisem Energie- a Klimaplang, dee ganz explizitt virgesäit, dass mer sollen Efforte maachen, fir eise konsumbaséierte Footprint esou geréng wéi méiglech ze halen.

Voilà, an ech hoffen, dass Dir där heiter Saach kënnt zoustëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Mee ech wëll elo awer d'Fro stellen, ob d'Auteuren, d'Madamm Welfring an d'Madamm Bernard, op eng Ofstëmmung elo halen oder d'accord sinn, fir et an d'Spezialkommissioun ze verweisen, sou wéi et gefrot ginn ass. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech wär frou, wa mer hei kéinten e Vott hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Dir wëllt hei e Vott, an der Rei. Da wëll ech froen, ob nach eng Wuertmeldung do ass. Den Här Clement huet sech nach gemellt an den Här Fayot huet nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech verstinn, datt e Vott gefrot ass. Dat ass jo och Äert gutt Recht. Ech muss awer elo éierlech soen, datt ech mam éischten Invite ganz weínege Problemer hunn, awer beim zweeten Invite haut net iwwerblécke kann, wat dat géif mat sech bréngen, well ech mengen, datt de Projet jo elo mol weiderleeft, bis en à échéance kënnt, an duerno souwisou Objet vun enger neier Konventioun misst sinn. Sou verstinn ech, wéi dat fonctionéiert.

Dofir fält et mer haut schwéier, direkt e Vott ze huelen iwwert deen zweete Punkt, och well ech elo, Madamm Welfring, an Ärer Erklärung net ganz eraushéieren hunn, wat d'Urgence ass, fir deen zweeten Invite u sech ze thematiséieren. Den éischten Invite kann een absolutt matdroen, mengen ech, et ass absolutt primordial, datt mer e matdroen, wou et drëm geet, datt mer d'international Kooperatiounsprojete weiderféieren. Den zweeten Invite ass awer esou prezis, datt et mer ganz schwéier fält, mech elo hei ze prononcéieren, ob mer ee spezifesche Projet iwwer seng Dauer misste weiderfinanzéieren.

Dofir géif ech recommandéieren, sech an deem Fall ze enthalen, mee matstëmme kann ech dat do am Moment net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, also, bon, dës Motioun ass och eng, déi mer um Fong kënnen ënnerstëtzen. Mir sinn der Meinung, dass d'Kooperatiounsaktivitéiten hätte misse preservéiert ginn am Kader vun enger globaler Reorganisatioun vu Caritas. Souguer de Christian Billon sot op senger Pressekonferenz: „À situation exceptionnelle, solution exceptionnelle“, an dass hien am Fong och erstaunt war, dass do net méi Ambitioun war, och vun der Säit vun der Regierung, fir dat heiten u sech ze preservéieren.

Well effektiv geet hei eng Capacitéit, absënns vun de Projeten à court terme, déi net kënnen weidergefouert ginn oder an eng nächst Phas ginn, verluer, déi der Lëtzebuerger Kooperatioun wäert feelen an déi opgebaut ginn ass iwwer vill Joren. Ech hu vill vun deene Projete selwer kënnen gesinn an och besichen an ech weess, wat fir eng remarkabel Aarbecht do gemaach gouf.

Dofir ass dat heiten effektiv ee vun deene grouse Leidtragende vun deser schrecklecher Affär. Et gi vill Effort gemaach bei der Kooperatioun, fir esou vill Projete wéi méiglech un aner Träger ze transferéieren, an der Caritas oder och op anere Plazen. Ech mengen, dat muss ee begréissen.

Et soll een och kucken an där Commission spéciale, déi mer elo just geschaf hunn, wat mer nach méi kënnen maachen, zesumme mat der Kooperatioun, fir méiglecherweis nach déi Expertis do ze preservéieren. Wat „Rethink your clothes“ ugeet, ass dat effektiv e Plang, dee formidabel ass an deen elo weidergemaach gëtt vu Fairtrade, deen ech gutt kennen, well mir deen och weider prolongéiert hu virun e puer Joer, an dee muss absolutt och preservéiert ginn.

Mee nach eng Kéier: Ech mengen, um Fong – an dat solle mer verdéiwen an där Commission spéciale – solle mer kucken, wéi mer déi Aktivitéiten do kënnen retten a preservéieren, esou gutt mer dat kënnen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Hunn ech soss nach Wuertmeldungen zu dem heiten? Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dat heiten natierlech mat. An den Här Fayot ass drop agaangen, an och d'Madamm Welfring, wéi wichteg grad deen eenzele Projet

„Rethink your clothes“ an Zesummenaarbecht mat Fairtrade Lëtzebuerg ass. An ech verstinn duerfir och, firwat d'Kollege vun deene Gréngen deen hei mentionéiert hunn. Duerfir géif ech da wíem och ëmmer recommandéieren, dat hei ze stëmmen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Gëtt et nach eng Wuertmeldung? Ech gesinn, et ass keng Wuertmeldung méi do.

Da géing ech proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 3 vun der Madamm Welfring an der Madamm Bernard kommen. Ech ginn dervunner aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. An ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmme, 40-Nee Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Domat ass dës Motioun mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 18 voix pour, 39 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Résolution 2

An da komme mer zu der Resolutioun Nummer 2, déi hei deposéiert ginn ass vum Här Marc Baum. Här Baum, wëllt Dir dozou nach Stellung huelen?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Vlächcht ganz kuerz: Ech mengen, datt mer eis hei an der Chamber bal alleguer eens sinn iwwert d'Wichtigkeet vun der Zivillgesellschaft an datt d'ONGen eeben eng Emanatioun, eng organiséiert Emanatioun vun där Zivillgesellschaft sinn, datt se ënnerschiddlech Formen huet, datt d'Zivillgesellschaft och eng pluralistesche ass an datt mer déi wichteg Aarbecht, d'Expéienz an d'Expertis vun deenen Acteuren do um Terrain wäertschätzen.

Duerfir hu mer awer och misse constatéieren, datt virun e puer Deeg eng Pressekonferenz war vun 33 vun deenen ONGen, déi awer u sech éischer esou eppes wéi eng Inquietude ausgeschwat hunn. An duerfir ass d'Propositioun – dës Resolutioun, also dat, wat eis als Chamber selwer ugeet –, datt mer als Alleréisch emol alleguer deene Leit an deem ganze Secteur eis Dankbarkeet an eise Respekt ausdrécken

an och eist Vertrauen an déi Aarbecht, déi se bis elo gemaach hunn, an an dat Wëssen an déi Expertis, déi se hunn; an datt mer eis als Chamber derfir engagéieren, mat deene Befugnisse, déi mir hunn, ze kucken, d'Pluralitéit an d'Neutralitéit – déi politesch Neutralitéit – an d'Diversitéit vun deem Secteur sou gutt wéi et nëmme geet kënnen ze ënnerstëtzen; datt mer kucken, mat deene Méiglechkeeten, déi mir als Kader hunn, de reglementaresche Kader an awer och de finanzielle Kader esou ze gestalten, datt dee Secteur sech och weiderhin entwéckele kann; an datt et als Chamber eis Kontrollfunktioon och ass, derfir ze suergen, datt déi öffentlech Autoritéite mat den ONGen en Dialog, e mutuellen Dialog hunn, deen – esou wéi dat an der Vergaangenheet awer ëmmer war – op Respekt a Vertrauen opgebaut ass.

An ech mengen, datt et e wichteg Zeeche wier fir e ganze Secteur, an deem awer ganz vill Onrou an Onsécherheet ass, wa mir hei als Chamber deem Secteur géifen dat dote geschlossent Zeeche senden.

Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An da kritt deen aneren Här Baum d'Wuert an dann d'Madamm Bofferding.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen, well de Virriedner, mäin Namensvetter, déi Motioun hei wierklech exzellent erkläert huet. An effektiv, wat richtig ass, Marc, dat ass, dass mer wierklech géifen, mengen ech, e ganz staarkt Zeeche schécken un de ganze Secteur. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi Resolutioun hei matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Duerno d'Madamm Bofferding, dann d'Madamm Bernard an den Här Clement. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka mech deem nëmme unschléissen. De Marc Baum hat elo grad nach eng Kéier déi Stellungnam vun den Associatiounen do ernimmt. Ech hat se jo och a menger Interventioun erwäant an ech géif et grad e ganz staarkt Zeeche fannen, wa mer elo hei zesummen als Chamber unanime géifen dat doten unhuelen, fir eebe grad dem Secteur dat Signal erauszeginn, fir en ze stäerken.

An ech wëll just eppes hei zitéieren, wat si selwer an hirer Stellungnam opgeworf hunn, wou se soen, dass et wichteg ass, dass mer déi Diversitéit vun de Vuen, vun den Argumenter hunn. Dat ass einfach d'Konditioun, wann ee gäre wëll eng seriö Politick maachen, fir och op d'Besoinen vun der Populatioun kënnen ze reagéieren. An dofir ass et wichteg, dass mer eis hei wierklech geschlossen hannendrunner stellen a virun allem nach eng Kéier deene Leit déi Unerkennung ginn, déi se verdéngt hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, ech hale mech ganz kuerz. Meng Virriedner hu scho vill en faveur heivunner gesot. Dat, wat eist Land ausmécht, ass d'Zivillgesellschaft, ass dat, wat d'ONGen erafidderen an den Débat public. Et ass do, wou Mënschen zesummekommen, wou mer eis begéinen a wou mer eis fir Causen asetzen. Mir alleguer profitéiere vun der Aarbecht, déi op deem Niveau gemaach gëtt, a mir solle grad deem Secteur weisen, dass mer en encouragéieren an ënnerstëtzen. An dowéinsten géing ech wierklech hoffen, dass mer dës Resolutioun kënnen unhuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Clement, den Här Keup an dann den Här Spautz. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. U sech ass déi Resolutioun eng Selbstverständlechkeet, datt mer deene Leit, déi sech engagéieren, Merci soen, datt mer hinnen eis Gratitute ausdrécken. An aleng schonn dowéinsten ass et, mengen ech, ganz normal, datt mer déi heiten herno mat enger breeder an hoffentlech vläicht och enger unanimmer Majoritéit kënnen stëmmen.

Ech wollt vläicht nach ee Punkt ervirgräifen, dee mer awer besonnesch wichteg schéngt. Dat ass de „soutien financier propice au développement et à l'épanouissement des ONG“. Mir schwätze vill dovunner, datt mer immens vill maachen. An de Premier huet et virdu gesot: Mir maache méi wéi ganz vill aner Länner, andeem mer soen: „Et ass 1 % vum RNB.“ Mee leider doduerjer, datt mer den RNB oder deen 1 % vum RNB als Miesslat huelen, heescht dat och heiansdo, wann den RNB erfogeeet oder net esou séier wiest, wéi mer dat geplangt hunn, datt et dann um Enn vum Joer nach op eemol manner Geld gëtt an datt dat eeben och heiansdo zu Plangungsongesécherheete féiert.

Dofir wär et vläicht gutt, sech hei nach eng Kéier Gedanken ze maachen, wéi een déi Schwankunge vläicht kéint neutraliséieren an och generell méi Plangungsécherheet um finanzielle Plang schafen, well et kout awer am Secteur vun den ONGen, haaptsächlech wann et ëm den Enseignement au développement geet, an deene leschte Wochen a Méint dach zu staarken Irritatiounen iwwer hir Plangungsécherheeten. An ech wär frou, wann dat an Zukunft kéint verhënnert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Et ass esou, dass effektiv eng ganz Partie Organisatiounen duerch déi Affär Caritas och an d'Laberente komm sinn, déi se guer net selwer verschëlt hunn, well d'Leit zum Beispill zécke fir ze spenden. Ech mengen, et ass kloer, dass dat net gutt ass an dass ee scho soll d'Leit encouragéieren, weiderhin Organisatiounen, déi sech sozial staark asetzen, ze ënnerstëtzen. An duerfir wäerte mer dat heiten och matdroen.

Ech muss awer trotzdem nach eng kleng Remark maachen zu deem Ganzen. Dat sinn ëmmer déi Terme „Société civile“, „Zivillgesellschaft“ an och „ONGen“. Ech wëll emol einfach soen: „Zivillgesellschaft“ ass e Wuert, dat mer nach net esou laang benotzt hunn. Dat ass en zimmlech neimoudesch Wuert, a wéi ech dat fir d'éischt héieren hunn – et muss esou ongeféier zéng Joer hier sinn, méi laang ass dat net hier –, do hunn ech mech gefrot: „Ass dat Gesellschaft? Sinn dat d'Awunner? Wien ass dat iwwerhaupt, d'Zivillgesellschaft?“ Et ass en Term, deen net kloer seet, wat et am Fong ass.

An ech hunn eng schlecht Erfahrung an ech mengen, ganz vill Leit hei am Land hunn eng schlecht Erfahrung gemaach, an dat war am Referendum 2015, wou ëmmer gesot ginn ass: „D'Zivillgesellschaft ass geschlossene fir de Jo zum Ausländerwalrecht!“, an duerno war d'Bevëlkerung awer zu 80 % dergéint. An do huet ee gesinn, dass ganz oft – o, net ganz oft, mee soe mer regelméisseg – déi sougenannten „Zivillgesellschaft“ eng ganz aner Meinung vertritt wéi d'Bevëlkerung. An ech wëll awer och trotzdem soen: D'Demokratie, dat sinn awer trotzdem nach ëmmer d'Bierger, déi wielen, an net d'Zivillgesellschaft!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, ech wëll och soen, dass et fir d'CSV-Fraktioun kloer ass, dass mer dee Projet hei vun där Resolutioun wäerte matdroen. De Premierminister huet et virdrun nach eng Kéier ënnerstrach, wéi vill mer alles an d'Entwécklungshëllef an an déi Organisatiounen ginn. Et ass och gëschter nach eng Kéier am Budget ënnerstrach ginn. An deemno wéi mer géife rechnen, géife mer och wäit iwwert déi 1 % erauskommen. Et ass dat, wat mer jo als Lëtzebuerg net wëllen, mee mir wëllen déi Éischt an deem Peloton bleiwen, virbäi bleiwen. An dofir stëmmen mir där heiter Resolutioun selbstverständlech zou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung méi.

A souwäit ech héieren hunn, kënnen mer des Resolutioun à main levée ofstëmmen.

Vote sur la résolution 2

Wann Der d'accord sidd, da géing ech Iech bidden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Déi, déi domat d'accord sinn.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall.

Dann ass des Resolutioun also à l'unanimité ugeholl.

Domat hätte mer dann de Sujet ofgeschloss a mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen.

19. 8321 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

An den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8321, deen den Accord tëschent dem Minister fir d'Fonction publique an der Bréifdréieschgewerkschaft ëmsetzt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir all Fraktioun a Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard an den Här David Wagner. Den Här Maurice Bauer als Rapporteur huet elo d'Wuert. Här Bauer.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer haut eng grouss Eier, Iech de Projet de loi 8321 iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vum 10. August 1992 betreffend d'Kreatioun vun der POST Lëtzebuerg elo als Rapporteur ze presentéieren, e Projet, deen nach vun der vieregter Regierung de 5. Oktober 2023 an der Chamber hannerluecht ginn ass.

Et geet an deemem Projet de loi ëm d'Ëmsetzung vum Accord, deen de 16. Juni 2023 tëscht dem Minister vun der Fonction publique an der Bréifdréieschgewerkschaft ënnerschriwwen gouf. Et geet ëm d'Valorisatioun vun eise Bréifdréier. Dësen Accord gesäit engersäits eng Erhéijung vun 12 Punkte vun der Risikoprime, enger sougenannter Prime de grand risque, vun där d'Staatsbeamten am Grupp D2 profitéieren, vun 10 op elo 22 Punkten an anerersäits eng

Erhéijung vun 12 Punkte vun der Prime pour sujétions particulières, vun deene Staatsemployéen am Grupp D1 profitéieren, déi allegueren als Bréifdréier bei der POST schaffen, vun 12 op elo 24 Punkte vir.

Andeems mir des Primmen an hir Bestëmmungen an en neien Artikel an der Loi organique vum 10. August 1992 iwwert POST Lëtzebuerg integréieren, gëtt d'Base légale vun deesen zwou Primmen och méi transparent gemaach. Des Punkterhéijung wäert, esou wéi et am Accord mat der Bréifdréieschgewerkschaft ofgemaach ass, réckwierkend Effet kréien op den 1. März 2024.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och nach, kuerz op d'Avis vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics anzegoen. A sengem Avis vum 23. Abrëll 2024 suggeréiert de Staatsrot, de Begrëff „métier“ net am Text ze benotzen, well dese Begrëff a kenger Gesetzgebung benotzt gëtt an der Fonction publique, a proposéiert dofir eng nei Formulatioun, andeems de Saz „les fonctionnaires de l'État du groupe de traitement D2 exerçant le métier de facteur“ ersat gëtt duerch „les fonctionnaires de l'État du groupe de traitement D2, sous-groupe à attributions particulières, exerçant les fonctions de facteur“.

D'Kommissioun vun der Fonction publique huet decidéiert, des Proposition vum Staatsrot ze iwwerhuelen.

De Staatsrot ënnersträicht doniewent déi ënnerschiddlech Behandlung tëscht Staatsbeamten an dem Groupe de traitement D2 a Staatsemployéen an dem Groupe de traitement D1, wat d'Primmen ueget, a proposéiert, vun dieser Modifikatioun ze profitéieren, fir déi zwee Regimenter ze alignéieren, wat awer de Kader vun deemem Gesetzesprojet, nämlech den Accord, deen de 16. Juni 2023 tëscht dem Minister vun der Fonction publique an der Bréifdréieschgewerkschaft ënnerschriwwen gouf, ëmzesetzen, wäit géif depasséieren.

An hirem Avis vum 18. Juni 2024 konzentréiert sech d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics esou wéi de Staatsrot op de Begrëff vum „métier“ a fënnt dee proposéierten Text net ganz kloer, wie vun deesen neie Bestëmmunge profitéiere kann.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics mengt och, dass et gutt wier, d'Prim fir d'Staatsbeamten an der Grupp D2 an d'Staatsemployéen an der Grupp D1 ze harmoniséieren an des Primmen ofhängeg vun den Aufgaben a Missiounen ze maachen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics mécht genau esou wéi de Staatsrot och op d'Inzidenzen opmierksam, déi de Gesetzesprojet 8040 iwwert d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriäre beim Staat, deen awer nach ëmmer an der Instruktioun an dofir nach net gestëmmt ass, op deesen Text kéint hunn.

Schlussendlech hieft d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics nach den Aspect pensionnable vun de Primmen ervir, mee hei ass d'Chamberskommissioun informéiert ginn, dass déi bis elo net pensionnabel ausbezuelt ginn.

Zum Schluss nach kuerz zur Prozedur. De Gesetzesprojet gouf de 24. November 2023 un d'Commission de la Fonction publique verwisen. De 27. März 2024 war eng Reunioun tëscht dem Staatsrot an enger Delegatioun vum Ministère de la Fonction publique. Den 23. Abrëll huet de Staatsrot säin Avis erausginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet den 18. Juni hiren Avis gemaach. An d'Kommissioun vun der Fonction publique huet d'Presentatioun vum Gesetzesprojet an hirer Sëtzung den 19.

September 2024 kritt. An dëser selwechter Sëtzung huet d'Kommissioun vun der Fonction publique den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics souwéi den Avis vum Staatsrot analyséiert. Finalement huet d'Kommissioun vun der Fonction publique de 26. September 2024 de Projet de rapport ugeholl.

Fir all weider Detailer verweisen ech op de schréfftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech elo scho Merci fir Är Opmierksamkeet an ech erlabe mer heimadder, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer, fir Äre schréfftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

Discussion générale

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, dëse Projet de loi, dee geet jo zréck op en Ofkommen, dat de fréiere Minister vun der Fonction publique, den Här Marc Hansen, mat der Bréifdréieschgewerkschaft ënnerschriwwen hat. Et ass also evident, dass mir och haut nach hannert deem Projet de loi stinn.

Ech wollt zwar an deem ganze Kontext och nach eng Kéier op dat ganz wichteg Gesetz iwwert d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären hiweisen, dat jo nach ëmmer ënnerwee ass. Inwiefern dat vläicht kéint ... Ech mengen, de Rapporteur, bon, et dierf een em zwar nëmme Merci soen, mee ech soen awer, en huet e gudd Rapport gemaach. Mee inwiefern dat vläicht awer kéint en Impakt op dëst Gesetz hunn, dat muss mer da gesinn.

Op alle Fall, wéi gesot, sti mir awer hannert deem Gesetz a wäerten et och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den Här Yves Cruchten huet d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Villmools merci, Här President. Den Här Bauer war esou explizit a sengen Ausféierungen, dass ech net méi vill drop anzegoe brauch a kloer soe kann, dass mer selbstverständlech dee Projet do wäerten ënnerstëtzen.

Ech géif mer erlaben, zwee Wuert ze soen, nämlech iwwert d'Aarbecht vum Bréifdréier. An déi ass warscheinlech méi villsätteg a méi komplex wéi der vill mengen. An dobäi kënn, dass an Zäite wéi haut, wou déi allermeeschten Déngschtleeschungen digital ofgewéckelt ginn, an Zäiten, wou Guicheten um Land zougemaach ginn, et fir vill Leit gutt ze wëssen ass, dass et awer eng konstant gëtt, nämlech dass all Wochendag pénktlech de Bréifdréier oder d'Bréifdréierin laanschtkënn. De Bréifdréier erfëllt hei eng wichteg Roll beim gesellschaftlechen Zesummenhalt, besonnesch bei Leit, déi aleng liewen, oder bei deene mat wéinege soziale Kontakter. An dat gehéiert och eng Kéier an dësem Kader gesot.

Ech géif och gäre vun der Geleeënheet profitéieren, wou mer dat heite Gesetz stëmmen, fir de Minister ze froen ... E weess jo, dat hu mer alleguerten och an der Press gelies, dass d'Bréifdréier sech vis-à-vis vun anere vergläichbare Karriären an der Fonction publique benodelegt fillen an den Ament géint de Staat kloen. Dee Litige besteet net eréischt zënter gëschter, dee besteet scho méi laang an dee war och Bestanddeel vun deene Verhandlungen, wou

och dat heiten diskutéiert gouf. An dofir wollt ech de Minister froen: Wéi gesäit hien de Bréifdréier hiert Uleies? Sidd Dir der Meenung, Här Minister, dass hiert Uleies berechtigt ass? An hutt Dir entre-temps mat der Bréifdréieschgewerkschaft iwwer hiert Uleies an deem dote Fall geschwat?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, och ech hale mech kuerz.

Natierlech gëtt d'ADR-Fraktioun och e positiven Avis fir dee Projet de loi. Hei just eeben, wéi mer lo schonn e puermol héieren hu vun de Virriedner, mat deem kleng Bemoll, dass d'Karriären nach ëmmer net alignéiert sinn, a mer freeën eis a si gespaant, wa mer deen nächste Projet de loi, den 8040, héieren, wou mer da méi eng Harmonisatioun vun de Karriäre beim Staat solle kréien.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, ech maachen et ganz kuerz an ech ginn heimadder den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi och matstëmme, well et eeben och eng Ëmsetzung ass vun engem Accord salarial. Allerdéngs – an dat ass jo och déi Diskussioun, déi mer haten – si mer der Meenung, dass d'Regierung eeben och hätt op déi Remarque vun der Chambre de la Fonction publique zréckkomme kënnen, well déi awer jo eng Partie Saache proposéiert.

Engersäits eeben, dass een déi Primmen harmoniséiert an dat een déi Primmen u sech net vum Statutt ofhängeg mécht, ob et den effentleche Statutt ass oder de private Statutt, mee vun der Funktioun. Dat wier déi eng Saach. An dat anert, dass eeben och, dass déi Primm fir déi Agenten, déi am private Statutt sinn, och pensionnabel soll ginn.

Den Här Rapporteur huet gesot, dass mir an der Kommissioun gesot kritt hunn, dass dat net méiglech wier, well dat bis elo net sou praktikéiert gi wier. Dat ass a mengen Ae kéng Äntwert. Et ass net, well et bis elo net praktikéiert war gouf, dass et net méiglech ass.

An et kann een natierlech soen: „Dat si Fuerderungen, déi de Kader sprengt vum Accord“, mee ech ginn dovunner aus, dass d'Gewerkschaften an iwwerhaupt all déi Leit, ob Fonctionnaire oder Netfonctionnaire, déi fir d'Post schaffen, net iwwerméisseg rose mat der Regierung wieren, wa se u sech nach de Kader no uewe géif spieren, dat heescht u sech den Accord nach méi interessant géif maache fir all déi Leit, déi do schaffen. Ech mengen, domadder wiert Der net op gréisser Resistenz gestouss. An dat hätt och d'Regierung kënnen maachen. Op jiddwer Fall hätte mir dat esou gemaach.

A warscheinlech hätt d'Chambre des Fonctionnaires mol net missen dorobber opmierksam maachen, well mer dat schonn am initiale Projet de loi sou geschriwwen hätten, well, jo, an dat gouf och schonn zu Recht vun Här Cruchten gesot, et misst een e bësse méi oft schwätzen – an handelen – iwwert de Beruff vum Bréifdréier, iwwert de Statutt vun der Post, iwwert d'Aarbechtskonditiounen vun all deene Leit, déi do

schaffen. De Beruff ass net méi einfach ginn. D'Liberaliséierung huet näischt bruecht, huet et net besser gemaach. Au contraire, d'Aarbechtskonditiounen hu sech verschlechtert. An do muss onbedéngt och nach ageéiert ginn.

An ech ralliéiere mech dem Här Cruchten, wat d'Fro ugeet un den Här Minister. An ech mengen, mir wäerten nach méi Diskussiounen musse féieren iwwert d'Amélioratioun vun der Aarbecht vun den Agente vun der Post.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Wilmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci villmools, Här President. Och merci den Deputéierten, merci dem Rapporteur fir säi Rapport. En huet ganz detailléiert duergeluecht, ëm wat et hei geet. Mir maachen eng fidèle Transpositioun an d'Gesetz vun engem Accord, deen d'lescht Joer nach tëschent mengem Virgänger an der Bréifdréieschgewerkschaft ausgemaach ginn ass.

A selbstverständlech ass och dës Regierung oppen, fir all Dialog ze féiere mat Gewerkschaften. Mir bekenne eis ganz kloer zum Sozialdialog. An och mat der Bréifdréieschgewerkschaft wäerte mer natierlech Diskussiounen féieren. Et ass bis elo nach net zustane komm, et ass bis elo nach kee Rendez-vous ausgemaach ginn, mee dat soll awer net heeschen, dass mer dat net wäerte maachen.

Bon, Fakt ass, dass elo e Recours virun dem Tribunal administratif leeft. Do mësche mer eis natierlech net an. Da loosse mer dat emol sou lafen. Dat ass jo och hiert gutt Recht an eise Rechtsstaat, fir dorop kënnen zréckzegräifen. Mee nach eng Kéier: Mir bekenne eis zum Sozialdialog mat all de Gewerkschaften an do wäerte mer och mat der Bréifdréieschgewerkschaft wëlle schwätzen.

Zu Ärer Remark, Här Cruchten, wou ech ganz gutt fannen, och perséinlech, dass Der dat eng Kéier hei ervirgehuewen hutt, wéi wichteg och dee Beruff ass: All Beruffer an eiser Gesellschaft hunn hir Plus-value a selbstverständlech och dee vun de Bréifdréierinnen a Bréifdréier. Deen huet sech vill gewandelt. Et ass net méi dee selwechten, deen et eng Kéier an der Zäit war, mee si assuréieren nach ëmmer effektiv de Service universel an domadder och eng wichteg sozial Komponent, wou et ganz richtig ass, dass Der dorobber higewisen hutt. Dat éiert Iech. An ech mengen och, dass mir als Regierung dat och esou gesinn an dat och esou unerkennen.

Herno sinn natierlech Diskussiounen ze féieren iwwer eng Entreprise, déi en Établissement public ass, wou natierlech net reng nëmme méi an engem Statut public rekrutéiert gëtt, mee haaptsächlech aus dem Statut privé. Fir dee Volet Statut public muss mir natierlech ëmmer dat grousst Ganzt am A behalen. D'Fonction publique ass eppes, wat vast ass. Se huet eeben och ganz vill verschidde Karriären. An do muss een ëmmer kucken, eng gewësse Kohärenz doranner ze behalen, wat mir müssen am A behalen. Mee natierlech ass et ëmmer legitim, fir Revendicatiounen ze stellen. Da muss ee kucken, awéieren mer dat an dat grousst Ganzt do erakréie kënnen, awer och déi Kohärenz an engems behale par rapport zu anere Revendicatiounen, déi och kéinte gestallt ginn.

Mee mir sinn awer oppen dofir, déi Diskussioun zur Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären ze féieren, déi jo ënnert der viregter Regierung ugaangen ass a wou mer elo eigentlech an eng finaler Phas

sinn. Mir waarden op den Avis vum Staatsrot. An ech weess, datt eeben och ganz vill Staatsbeamtinnen a Staatsbeamten, Agentinnen an Agente beim Staat, déi an deene Karrière sinn, den ënneschte Karriären, drop waarden, datt déi Harmoniséierung endlech duerchgeet. Mir all ... Dir hei, virun allem d'Chamber wëllt gär, datt dee Gesetzesprojet hei ka gestëmmt ginn. Mir als Regierung natierlech och. A wéi gesot, mir waarden op deen Avis do.

A wat huet et fir eng Konsequenz? Bon, mir wäerte jo do net méi déi selwecht Opdeelung vu Karriären hunn. Et wäerten der manner sinn. Et wäerten der aneschtens genannt ginn an et wäert natierlech och fir d'Bréifdréier sou kommen, datt och do déi Karriären aneschtens wäerte genannt ginn an dann eeben och dee Moment aneschtens wäerte libelléiert ginn, mat all deene Konsequenzen, déi dat fir si huet. Mee si wäerte selbstverständlech Deel dovunner sinn. An zukünftigen Diskussiounen wäerte mer eis, wéi gesot, och stellen, fir ze kucken, wéi mer déi Aarbechtskonditiounen fir deen Deel, wou mir zoustänneg sinn, an déi ënnert dem Statut public sinn, nach verbessere kënnen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8321. Den Text steet am Document parlementaire 8321³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8321 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Ech hunn elo hei e Resultat stoen, dat ech léiwer net soen. Ech hunn 61 Jo-Stëmmen ...

(Hilarité)

... op mengem Ecran stoen. Ech ginn dovunner aus, datt dat der 60 sinn. Da muss mer d'Informatik eng Kéier checken. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

20. Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson

Dann hunn ech nach d'Fro gestallt kritt, ob et méiglech wär, eng Resolutioun ze deposéieren. Dat ass selbstverständlech méiglech. An ech ginn der Madamm Sam Tanson d'Wuert.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Ech wollt Är Zäit beanspruchen, fir awer e ganz wichtige Punkt, an dat ass dee vun eiser Nationaler Mënscherechtskommissioun, heibannen eng Kéier kuerz ze diskutéieren.

Dir hutt vläit matkritt, dass an der leschter Zäit do vun engem Deputéierten aus der Oppositioun massiv Kritik koumen, déi awer relativ zolidd waren. Et war rieds dovou gaangen, d'Presidentin vun der Mënscherechtskommissioun wär eng Feindin vun der Demokratie. Et géing e politesche Putsch gemaach ginn. Et wieren DDR-Methoden. Et géinge Lige verbreet ginn. An et gëtt gesot: „Mir brauche keng esou eng ...“

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hunn dat net gesot.

Une voix | Dir hutt et geschriwwen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Wéinstens ass elo kloer, wéi een Deputéierte viséiert ass.

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson huet d'Wuert ganz eleng! Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | An ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert ganz eleng.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | ... et gouf geschriwwen: „Mir brauche keng esou eng Kommissioun!“

Mir haten de Moien den Didier Reynders hei, den europäesche Kommissär, deen zoustänneg ass fir den État de droit. Ech hat profitéiert dovun, well et steet nämlech a sengem Rapport en plus eng Recommendation, déi sech op eis Mënscherechtskommissioun bezitt. Dir wësst, dass mer driwwer diskutéieren, dass se och dee selwechte Statutt soll kréie kënnen wéi den OKaju, wéi den Ombudsman, an der Chamber ënnerstallt ginn, fir hir Onofhängegkeet nach ze stäerken. A mir haten de Moien och eng Diskussioun doriwwer, wou ech dann och dat ugeschwat hat mam Didier Reynders, dee gesot huet, natierlech kéint een um Fong net d'accord si mat esou enger Kommissioun a sech kritesch mat den Avisen ausenansetzen, mee perséinlech Attacke wäeren awer vläicht net onbedéngt ubruecht.

Vu dass de Projet de loi 5882, deen deemools d'CCDH gegrënt huet, hei unanime gestëmmt gouf, vu dass mer och déi Diskussiounen am Moment hunn a vu awer och den Attachement vu Lëtzebuerg zu de Mënscherechter – et ass den Artikel 2 vun eiser Verfassung, deen och nach eng Kéier ënnersträicht, dass eist Land fondéiert ass op de Prinzippe vum Rechtsstaat a vum Respekt vun de Mënscherechter –, vu dass déi Kommissioun eng extreem wichteg Roll an eise Fonctionnement ze spillen huet, dass se och international unerkannt ass, wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir dass mir nach eng Kéier déi

fundamental a wichteg Roll vun dëser Kommissioun hei als Chamber zesumme soulignéieren, dass mer och eng Ënnerstëtzung ausschwätze fir d'Missionen, d'Aktiounen vun der CCDH an och Vertrauen hunn an d'Expertise vun dëser Kommissioun, hir Onofhängegkeet an hir Integritéit bei hirer Aarbecht an dass mer och den Engagement continu an d'Kooperatioun tëscht der Chamber an der CCDH heimadder ënnersträichen. Duerfir deposéieren ech am Numm vun deene Gréngen dës Resolutioun.

Merci.

Résolution

« relative à la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) »

La Chambre des Députés,

rappelant

– l'article 2 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg qui stipule que le pays « est fondé sur les principes d'un État de droit et sur le respect des droits de l'homme » ;

– que la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) est un organe consultatif du Gouvernement ayant pour mission la promotion et la protection des droits humains au Grand-Duché de Luxembourg,

considérant

– que le projet de loi n° 5882 portant création de la CCDH a été voté à l'unanimité à la Chambre des Députés ;

– qu'au sein de la CCDH, les membres œuvrent dans un esprit d'ouverture, d'impartialité et de tolérance, avec l'objectif de contribuer de manière constructive et démocratique au dialogue culturel, social et politique ;

– sa résolution du 1^{er} avril 2021 relative à la poursuite des efforts en matière de défense des droits humains, y compris dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Chine, par laquelle la Chambre des Députés s'était engagée à poursuivre ses efforts en matière de la défense des droits humains,

réaffirme

– le rôle fondamental et indispensable que joue la CCDH dans la promotion, la protection et la défense des droits humains au Luxembourg ;

– son soutien aux actions menées par la CCDH et sa confiance dans l'expertise, l'indépendance, et l'intégrité de son travail ;

– l'importance d'un engagement continu et d'une coopération renforcée entre la Chambre des Députés et la CCDH pour faire face aux défis actuels et futurs en matière de droits humains.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Joëlle Welfring.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An da fuere mir mat eise Ordre du jour weider a mir kucken, wéini mer déi Resolutioun elo hei zur Ofstëmmung bréngé kënnen.

21. 8139 – Projet de loi portant création d'un Observatoire de l'égalité entre les genres et d'un Conseil supérieur à l'égalité entre les genres

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 8139 iwwert d'Schafe vum Observatoire de l'égalité entre les genres a vum Conseil supérieur à l'égalité entre les genres. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno huet d'Rapportrice 10 Minutten, déi verschidde Sensibilitäten a Fraktiounen hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10

Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella, Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, als progressiv an inklusiv Gesellschaft ass et grondsätzlech wichteg, sech fir Gläichheet tëschent alle Geschlechter anzusetzen. Dëse Projet de loi dréit derzou bäi, andeems zwou Mesüuren aus dem Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes ëmgesat ginn. Den neie Comité supérieur wäert an Zukunft aus Experten zesummegeat sinn, déi sech mat der Gläichheet tëschent de Geschlechter befaassen, an net méi aus enger Composition quadripartite bestoen. De Conseil supérieur wäert zu alle Froe betreffend d'Geschlechtergläichheet Avisen ofginn a kann och op eegen Initiativ Virschléi areechen, déi zu enger Verbesserung vun der Geschlechtergläichheet bäidroen kënnen.

D'Hauptuleies vum Gesetzesprojet ass awer déi legal Basis, fir deen am Ufank genannten Observatoire ze schafen. De Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer huet mat der Errichtung vun dësem Observatoire schonn am Dezember 2019 ugefaangen. Deemools huet den Observatoire sech a senge Missiounen awer op d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer beschränkt.

De Gesetzestext, dee mir haut stëmme wäerten, schwätzt awer vun engem Observatoire, dee sech mat der Gläichstellung vun alle Geschlechter beschäftege wäert. Dëst spigelt eis Gesellschaft, déi sech net eleng binär duerstelle léisst, vill besser erëm. D'Erhiebung an den Traitement vun den Donnéeën zu alle Geschlechter wäerten net vun haut op muer kënnen geschéien, mee et gëtt intensiv dorunner geschafft, déi néideg Krittären ze definéieren a schnellstméiglech all déi néideg Donnéeën ze sammeln an analyséieren ze kënnen.

Kollegen a Kollegeinnen, firwat ass et wichteg, iwwer en Observatoire ze verfügen, dee sech mat der Geschlechtergläichheet befasst? Engersäits ginn d'Demandë vun den internationalen Organisatiounen, wéi zum Beispill de Vereenten Natiounen, dem Conseil de l'Europe oder der EU, ëmmer méi detailléiert. Dat stellt fir déi national Instanzen, déi dës Donnéeën sammeln an traitéieren mussen, eng Herausforderung duer. Anersäits ass et eng Tatsaach, dass politesch Prioritéiten an och Initiativen am beschten definéiert kënnen ginn, wann déi néideg Donnéeën an d'Analyse vun den Donnéeën verfügbar sinn.

Den Observatoire wäert d'Aufgab hunn, d'Donnéeën vun den öffentlichen Administratiounen an Institutiounen ze zentraliséieren an ze traitéieren. Dofir mussen d'effentlech Administratiounen awer och incitéiert ginn, hir Donnéeën systematesch no Geschlecht ze ventiléieren. Dofir muss, wéi gesot, nach eng gewësse Viraarbecht gelescht ginn, bis d'Donnéeën zu alle Geschlechter eenheetlech erhuewe kënnen ginn.

D'Donnéeën wäerten an enger éischter Phas a siwe prioritäre Beräicher vun Gender Equality Index vum Europäeschen Institut vun der Geschlechtergläichheit erhuewe ginn. Dës Beräicher sinn d'haislech Gewalt, d'Beschäftegung, d'Entscheidungsfindung, den Equiliber tëschent Privat- a Berufsliewen, d'Educatioun, de Revenu an d'Gesondheet.

Den Observatoire wäert d'Donnéeën op dräi Niveaue verschaffen: Éischtens wäert eng Datebank geschaf gi mat enger Léischt vun Indicateure fir déi siwe verschidde Beräicher. Zweetens wäerten d'Donnéeën vun der néideger Qualitéit – dat heescht verifizéiert a korrekt Donnéeën – op engem Internetsite verëffentlecht ginn. An drëttens wäert den Observatoire e Comité d'accompagnement ëmfaassen, deen aus Experte besteet an a kompletter Autonomie wäert schaffe kënnen. Dës Experte mussen déi néideg analytesch Kompetenzen hunn, fir d'Evolutioun vun de gesammelten Donnéeën an hiren Zuelen ze interpretéieren a fir d'Politick Recommandatiounen auszuschaffen. Zousätzlech wäert den Observatoire och all Joers mat engem schréfftleche Rapport ofschléissen.

Här President, ech kommen dann elo op den Avis vum Staatsrot ze schwätzen, dee just eng Opposition formelle formuléiert huet. Dësen hat op eng Insécurité juridique higewisen, déi duerch de Saz „L'Observatoire est guidé dans ses travaux par un Comité d'accompagnement“ entsteet. Well dëse Comité net zousätzlech zum, mee innerhalb vum Observatoire geschaf gëtt, huet de Staatsrot folgend Formulatioun proposéiert, déi och vun der zoustänneger Chamberskommissioun ugeholl gouf: „L'Observatoire comprend un Comité d'accompagnement.“

Nieft dem Avis vum Staatsrot goufen nach sechs weider Avisen zu dësem Projet de loi agereecht, vum Syvicol, dem Conseil national des femmes, der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, dem Centre pour l'égalité de traitement an der Chambre de Commerce. Ech wäert net op all Avis agoen, mee just e puer Punkten op dëser Plaz ervirhiewen.

De Conseil national des femmes hieft a sengem Avis ënner anerem ervir, dass net eleng d'Donnéeën iwwert d'haislech Gewalt erhuewe solle ginn, mee iwwer all Forme vu Gewalt. Ausserdeem sollt inklusiv Sprooch genotzt ginn a beim Comité d'accompagnement och Persounen aus dem assoziative Beräich als Observateure virgesi ginn.

D'Salariatskummer hätt sech gewënscht, dass den Aufgabeberäich vum Observatoire nach op weider Beräicher – ofgesi vun deenen aktuelle siwen – ausgeweit géif, während d'Handelskummer méi Präzisiounen begréisst hätt, wat déi genee Donnéeën betrëfft, op déi den Observatoire Accès soll kréien.

Domadder schléissen ech mäi mëndleche Rapport of. Fir all weider zousätzlech Informatiounen verweisen ech op de schréfftleche Rapport. An ech wollt och all de Memberen aus der Kommissioun Merci soe fir déi flott Zesummenaarbecht an dofir, dass mer dëse Rapport unanime konnten unhuelen.

Am Numm vu menger Fraktioun ginn ech den Accord zu dësem Projet de loi a soe villmools Merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci der Rapportrice fir hire schréfftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner – oder Riednerin – ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a léif Kollegen, léif alleguer, wéi d'Rapportrice scho gesot huet, kritt mat dësem Gesetzesentwurf de besteënden Observatoire de l'égalité eng legal Basis a gëtt dann den Observatoire de l'égalité entre les genres.

Dësen Observatoire wäert weiderhin duerch eegen Ëmfroen, awer och duerch extern Sourcë gespeist ginn. Dat Ganzt mat der Zilsetzung, verschidde Phänomene besser kënnen ze moossen, fir da kënnen déi richteg politesch Prioritéiten ze setzen. Dowéinst ass och eng järelech Mise à jour wichteg, fir iwwert d'Zäit kënnen ze kucken, ob déi Moosnamen, déi ergraff gi sinn, och wierklech um Terrain gräifen.

An enger éischter Phas – an dat huet d'Rapportrice scho gesot – wäerten déi siwe prioritär Beräicher vum Gender Equality Index weidergefuert ginn. Als CSV begrësse mer, dass d'Dieren awer och opstinn, fir spéider weider Beräicher mat eranzehuelen. Esou kéint een zum Beispill un d'Medien denken. Wat och begrëssenswäert ass, dat ass, dass den neie Conseil supérieur à l'égalité entre les genres, deen de Comité du travail féminin ersetzt, och aner Beräicher wéi nëmmen d'Aarbecht wäert behandelen.

Et ass och ugeduecht, dass an Zukunft nonbinär Statistike sollen erfaast ginn. Mee fir dëst ze maachen, brauch et awer nach eng gewësse Viraarbecht, andeems ee sech mat anere Länner austauscht a sech vun Expertinnen an Experte berode léisst.

Wa Gremie geschafe ginn, sou wéi an dësem Fall de Comité d'accompagnement vum Observatoire oder de Conseil supérieur, gëtt et ëmmer erëm Diskussiounen, ob déi am Gesetz selwer oder an engem separate Reglement mussen gereegelt ginn, an et gëtt och dacks Diskussiounen iwwert d'Funktionsweis an d'Zesummesetzung vun dëse Gremien. D'Ministesch huet eis awer mat novollzëibaren Argumenter erkläert, firwat et esou gemaach gëtt.

D'CSV ass frou, dass all d'Parteien an der zoustänneger Kommissioun d'Meenung gedeelt hunn, dass d'Terminologie „entre les genres“ iwwerall soll ugewant ginn. Dofir huet d'Kommissioun d'Regierung direkt no hirer leschter Sëtzung mat engem Schreiwes opgefuert, an all hiren Texter, virop am eegenen interne Reglement, d'Missioun vum Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité deementsprechend unzepassen.

Dat gesot, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesentwurf.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Den nächsten ageschriwwene Riedner – oder och Riednerin an dësem Fall – ass d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, nom europäeschen Gender Equality Index ass Lëtzebuerg säit Joren e Spëtzeideier, wat de Kampf fir d'Chancëgläichheit ugeet.

Den Observatoire de l'égalité gouf schonn 2019 vum MEGA an d'Liewe geruff – dat huet d'Rapportrice jo och scho gesot – an als LSAP si mir frou, dass weider op dëser Aarbecht opgebaut ginn ass, fir d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter ze verbessern.

Mat dësem Projet de loi ginn och laangjäreg Forderungen vu Fraenorganisatiounen an och vun der Fuerschung ëmgesat. Eng wichteg Ännerung ass, dass beim Observatoire de l'égalité mëtlerweil net méi just vun enger „égalité entre les femmes et les hommes“ – dat hu mer jo och elo schonn e puermol héieren –, mee enger „égalité entre les genres“ rieds ass. An an deem Kontext wëll ech just nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Zuelen an d'Donnéeën, déi mer am Moment erhiewen, aktuell eeben ëmmer just nëmmen tëschent Mann a Fra ënnerscheiden. An hei géing et natierlech och e bëssen eppes bréngen, wa mer zum Beispill den Intersex géinge consideréieren.

Et ass nämlech och essentiel, dass d'Mënschen an Zukunft an hirer ganzer Diversitéit erfaasst kënnen ginn, an den neien Titel vum Observatoire geet do scho mol an déi richteg Richtung.

Mat genderbaséierte Statistike ginn Inegalitéiten nach méi siichtbar. Esou huet Lëtzebuerg zum Beispill Schwierigkeeten, wann et drëms geet, Fraen zu Muechtpositiounen respektiv och zu Entscheidungspositiounen zouzeloossen. Dat gëllt fir Positiounen souwuel an der Economie wéi och an der Politick. Fakt ass, dass och hei an der Chamber just een Drëttel vun den Deputéierte Frae sinn, mee ech kéint och elo d'Beispill ginn, dass och an de Verwaltungsreit just nëmmen 20 % Frae sinn. An do gëtt et sécherlech nach Sputt no uewen.

Fir esou Ongläichheeten, déi deelweis eréischt beim zweeten oder drëtten Bléck opfalen, éischer opdecken ze kënnen, ass et wichteg, dass den Observatoire mat der Zäit méi Theemeberäicher analyséiert. Geschlechterdifferenziéiert Donnéeën si fir eng Egalitéitspolitik dréngend noutwendeg. Et kann een engersäits zillorientéiert Mesüeren ergräifen an anerersäits anhand vun den Donnéeën och préiwen, ob déi ergraffte Moossnamen iwwerhaupt eppes bewierken.

Donieft dréit den Observatoire zur Sensibiliséierung bäi. Duerch en transparenten Zougang gëtt e Bewosstsi fir genderbaséiert Ongläichheeten am Land geschaf. Och dat weist, wéi wichteg esou eng zentraliséiert Ulafstell ass, déi fir jiddereen zougänglech ass.

Fir d'Zukunft bleift ze hoffen, dass sech op EU-Niveau op Standardde géenegt gëtt, fir dass nach besser Vergläicher kënnen gezu ginn a fir dass mer och besser vunenee léiere kënnen. Och fir d'Fuerschung wäert esou en Datefloss ganz interessant sinn.

Nach eng ofschléissend Remark zum Conseil supérieur: Och hei fanne mir et gudd, dass d'Regierung un den Ambitiounen vun der vieregter festhält. Mam Schafe vun Conseil supérieur gëtt de Comité du travail féminin ersat a méi Acteuren aus verschiddene Beräicher sollen eng berodend Funktioun kréien. Heimat kennt duerfir eng nei Dynamik, déi net just der Diversitéit vum Mënsch, mee och der Diversitéit vun der Gesellschaft Rechnung dréit. D'LSAP stëmmt dese Projet duerfir kloer mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Dan Hardy huet d'Wuert. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, am Exposé des motifs vun dem Gesetzesprojet heescht et, dass d'Covidkris déi strukturell Ongläichheeten tëscht Fraen a Männer verschäerft hätt. Confinement an aner Moossnamen, déi am Kontext vu Covid-19 imposéiert goufen, hunn der Economie an dem Aarbechtsmaart staark geschuet, an och d'Sozial- a Familljeliewe vun de Leit gouf op vill Manéiere staark beanträchtegt.

Här President, et wier wuel keng Partei méi dorunner interesséiert wéi d'ADR, déi vill a wäitreechend Agréffer an d'Privatlieden, déi sozial Benodeelegungen duerch déi operluechte Covidmoossnamen a -restriktiounen an hiren Impakt op déi ganz Gesellschaft am Detail opzeschaffen. Do hält sech den Interessi vun der Regierung awer leider a Grenzen.

Dann awer hinzugehen an dëst als Grondlag ze notze fir d'Behauptung, dass et zu Lëtzebuerg strukturell Inegalitéiten tëscht Fraen a Männer gëtt an des duerch d'Covidkris verschäerft goufen, léisst net grad Vertrauen opkommen an eng Institutioun, déi bestoend Statistiken an Donnéeën zesummeféieren an doraus e Gesamtbild vun der Gläichberechtigung

mole soll, fir dass den Egalitéitsministère eng a sengen Ae balancéiert Rolleverdeelung tëscht Fraen a Männer bestänneg garantéiere kann.

Wann ee mat de Leit dobause geschwat huet, war et wuel kaum d'Rolleverdeelung tëscht Fraen a Männer, déi de Leit esou ze schafe gemaach huet, mee d'Mesüeren, déi d'Gesellschaft privat an op der Aarbechtsplaz gespléckt hunn, se staark psychologisch belaaucht a finanziell an d'Laberente bruecht hunn.

Zu Lëtzebuerg hunn d'Fraen an d'Männer déi nämmelech Rechter, wat eng ADR ganz kloer ënnerstëtzt. Mir si fir d'Gläichberechtigung vu Fra a Mann, awer net fir eng Gläichmaacherei, wat leider ëmmer nees vermëscht gëtt. D'ADR ass prinzipiell der Usicht, dass mir net ze vill Administratiounen sollten hunn, a mir kënnen d'Schafe vun enger legaler Basis fir des Struktur net ënnerstëtzen. Mir gesinn net, wat de Méiwäert dovun ass, virun allem well mir bis elo jo de Comité du travail féminin haten.

Et ass fir eis och net kloer, wéi op Basis vun den opgeléichten Donnéeën e realistesch Gesamtbild zur Rolleverdeelung tëscht Fraen a Männer soll geschaf ginn. A wat fir een Impakt dat op d'Patronen an d'Wirtschaft huet, ass och eng Fro, déi ee sech stelle kann, an och, wat nach alles soll observéiert ginn, wann hei rieds geet vu prioritären Domänen an enger éischer Phas.

Och well dese Gesetzesprojet plazeweis ze vag ass a vill Spillraum léisst fir Spekulationen a fir e strukturell Aféieren oder Ëmsetze vun Initiativen, déi reng ideologisch Grënn hunn, wäerte mir dese Projet net matstëmmen. Et ass jo kee Geheimnis, dass d'ADR sech wiert géint Virgäng, déi zum Beispill d'Promotioun vun der Genderideologie an déi entsprechend Sprochreegelunge kënnen mat sech bréngen, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Dan Hardy (ADR) | ... dass mir eis och wiere géint Quoteregelungen, déi näischt aneres ewéi positiv Diskriminéierungen a Benodeelegunge sinn, an dass mir eis wiere géint Servicer an Institutiounen, déi sech esou Initiativen an Demarchen zur Missioun maachen.

Mir als ADR sinn och der Meenung, dass d'Frae gudd a staark genuch sinn, fir sech an der Aarbechtswelt nieft de Männer ze behaupten an duerchzusetzen, gradewéi dass si kapabel sinn, fir sech selwer ze entscheiden, wéi si Beruffs- a Familljeliewen no hiren eegenen Uspréich a Virstellungen an ouni Beaflossung duerch de Staat organiséiere wëllen.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir sti fir de Geescht vun der fräier Wirtschaft, fir d'Autonomie vun de Patronen a fir de fräie Choix vun de Leit, hiert Privat- a Familljeliewe selwer bestëmmen an organiséieren ze kënnen, ouni dass de Staat sech do amëscht. An ech soen et nach eng Kéier: Mir si fir d'Gläichberechtigung vu Fra a Mann, awer net fir eng Gläichmaacherei. Dofir enthält sech d'ADR bei dem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen, zwou Froen, déi Iech solle gestallt ginn. Huet Der dat un?

M. Dan Hardy (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da ginn ech d'Wuert der Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech hunn d'Fro un den Här Hardy:

D'Presidentin vun der Familljekommissioun huet hei gesot, et wäere gudd Diskussiounen gewiescht an der Kommissioun an Dir hätt eestëmmege de Rapport ugeholl. Elo haalt Der hei esou eng Ried. Ech mengen, ech verstinn do net esou richteg, wat elo do dertëscht geschitt ass, tëschent där leschter Kommissiounssëtzung, do wou de Rapport ugeholl ginn ass, an där Ried, déi Der hei elo gehalen hutt. An iwwerengs géing ech mer gären och emol unhéieren, wat da „Gläichmaacherei“ heescht, wat do d'Definitioun ass. Esou eppes hunn ech wierklech nach net héieren.

Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, ech wëll der Madamm Cahen just soen, dass ech nach net laang an der Familljekommissioun sinn an ...

(Interruption par M. Fernand Etgen)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Hardy huet d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Voilà, an dat ass jo och den Haaptpunkt, dass och ... D'Madamm Morgenthaler, mengen ech, hat dat gesot. Ech war bei der Diskussioun net derbäi.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Also, ech wollt eigentlech näischt soen, mee Dir hutt gemierkt, dass ech relativ nervös gi sinn, zemoos wann ee vun Gendergaga schwätzt. Also, come on. Mir sinn awer ...

(Brouhaha)

M. Dan Hardy (ADR) | Ech hunn net „Gendergaga“ gesot.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir sinn net méi an där Period, wou mer nach esou Diskussiounen musse féieren, an ech si frou, dass dat Gesetz hei net op d'Stëmme vun der ADR ugewisen ass. Hei gëtt eng legal Basis kreéiert fir eppes, wat et scho laang gëtt, an zu deem Observatoire wëll ech Iech just soen: Um Site observatoire-egalite.lu, wann ech et nach richteg am Kapp hunn, ass dat alles accessibel. Dat kënn Der alles nokucke goen. Dat sinn Donnéeën, déi vun Administratioun gesammelt gi sinn, déi do eeben all illustréiert sinn a Grafiken. Een, dee sech elo net domadder auskennt, kann dat alles awer relativ séier verstoen. Dofir, dass Der hei maacht, wéi wann dat elo iergendeen Hokuspokus wär ... Dat ass Fuerschung, déi do hannendrunner steet an dat ass jo guer net den Dëngen.

Meng Fro ass, ob den Här Hardy méi wéi just nëmmen déi éischt zwee Sätz vum Exposé des motifs gelies huet, vläicht emol dat ganz Gesetz gelies huet, well dat, wat Der hei gesot hutt, entsprécht awer iwwerhaupt guer net dem Contenu vun deem Gesetz, an ech fannen dat eigentlech ganz traureg. Mee ech mengen, sou wéi Der argumentéiert hutt, sidd Der effektiv beim zweete Saz stoe bliwwen, fir hei Är Anti-Fraen-, Anti-Feminismus- an Anti-Gender-Ideologie ...

(Interruption)

Une voix | Firwat sidd Dir net méi Minister?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dach, dach, dach.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo keng Fro!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech si vläicht net méi Ministesch, mee ech kann awer ëmmer verteidegen, an ech verteidegen nach ëmmer. An allkéiers wann ech mer esou ee Blödsinn muss unhéieren, wäert ech d'Stëmm erhiewen!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Elo, Här Hardy, wëllt Der nach eppes äntweren?

M. Dan Hardy (ADR) | Nee, also et deet mer leed, Madamm Bofferding, mee ...

(Interruption)

... Äre Punkt war net ganz seriö elo an dorobber kann ech Iech net äntweren.

(Exclamations et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Ech mengen, datt mer elo déi Froestellung ofschléisen. Ech géing d'Madamm ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Här President, dat stëmmt net, wat den Här Hardy gesot huet, dass en net do war.

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing d'Madamm Cahen bidden, wa si d'Wuert nach wëll huelen: Dir hutt als Fraktioun duerno nach Zäit. Dir kënt roueg nach eng Kéier eppes soen. Dat ass kee Problem, mee elo huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Dësen Observatoire de l'égalité des genres ass e wichteg Organ, well et erlaabt, bestoend Ongerechtegkeeten ze moossen an ze bewäerten.

Déi gesammelt Date bilden d'Grundlag fir wichteg Entscheedungen, virun allem an der Politick. Mir brauchen nämlech eng Welt, déi fir jiddweree funktionéiere soll, wou keng Gruppe vu Leit vergiess oder ignoréiert ginn. An eppes, wat een net kennt oder net mيسst, dat kann een och net verbesseren.

D'Konsequenze vun Daten, déi feelen, kënnen geréng ausfallen, mee se kënnen a verschiddene Fäll och uerg, souguer liewensbedrolech Situatiounen mat sech bréngen. Sief et zum Beispill an der Medezinn beim Stelle vun Diagnosen, well et do ënnerschiddlech Symptomer bei Männer a Frae gëtt, zum Beispill am Fall vun Häerzinfarkter, oder bei Sécherheetsbestëmmunge fir Autoen, wou e Crashtest-Dummy an de meeschte Fäll nach ëmmer op engem Männerkierper baséiert.

Dass et an dësem Kontext nach villes ze verbessere gëtt, weisen net nëmme d'Zuelen, zum Beispill och déi vill Lücken an deem leschte Rapport vum Komitee fir d'Gewaltbekämpfung, mee dat soen engem och déi betraffe Leit selwer. An dat weisen net zu lescht och déi opgeheizten Diskussiounen ronderëm d'Thematiséierung vun der Geschlechtervillfalt an der Educatioun. Dofir virewech: Mir wäerten dëse Gesetzesprojet selbstverständlech matstëmme.

Ech wollt op dëser Plaz nach umierken, dass mer daueren, dass verschidden Iddien a Remarken, déi mer an der Kommissiounssëtzung erabruucht hunn, net integréiert goufen. Zum Beispill déi, dass den Observatoire d'Zesummenaarbecht mat den Organisatiounen aus der Zivilbevölkerung, spréich déi ONGen, déi sech Dag fir Dag zu engem groussen Deel mat Benevollen um Terrain engagéieren, net explizit a senge Missiounen stoen huet, mee just, dass e mat aneren Observatoiren, also souzesoe mat sengesgläichen, heiheim an Europa zesummeschaffe soll. Ech hätt et net méi wéi normal fonnt, wann den Austausch an d'Zesummenaarbecht mat dësen Acteuren mat all hiren Erfarunge kloer an däitlech an de Missiounen opgeléicht gi wieren.

Et ass awer och wichteg, dass den Observatoire sech déi néideg Ambitiounen gëtt, fir der Komplexitéit an der Villfalt vum reelle Liewe Rechnung ze droen. Iwwert d'Sammele vun Daten eraus muss dofir och zu der Entwécklung vun neien Indicateuren bäigedroe ginn, fir opkommend Tendenzen matzäite kënnen ze anticipéieren. Zum Beispill Indicateuren, déi systematesch Diskriminéierung an de Medien erfassen

oder och méiglech Verzerrungen, déi duerch d'Notzung vu Kënschtlicher Intelligenz entstoe kënnen.

Dofir ass et och wichteg, dass dësen Observatoire mat genuch Ressourcen ekipéiert ass an no an no ausgebaut gëtt. Ech ginn dovun aus, dass mer nach Geleeënheet wäerte kréien, fir eis iwwert d'Arbechte vun dësem Observatoire auszetauschen, a mir wäerten déi ganz sécher genee suivéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, et ass un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi ech dem Här Hardy nogelauschtert hunn, hunn ech op eemol geduecht ..., ass et mer esou virkomm wéi eng al Vinylspluck, déi op verschiddene Plaze kraazt.

(Interruption)

Et sinn ëmmer déi selwecht Plazen, wou se kraazt. An dat, wat een do zréckbehält, dat ass esou e Gefill, wéi wa mer esou en Zeréck an d'Siechzeger-, Siwwenzegejoren hätten a wéi wann all déi Fortschrétt, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, näischt wäert wäeren, verbonne mat engem Fraebild, dat ech awer relativ douteux fannen.

Virun allem, well Gläichstellung ass de Contraire vu Gläichmaacherei. Et gëtt strukturell Ongläichheeten, och haut nach ëmmer. Et gëtt en Gender Pension Gap zu Lëtzebuerg, deen enorm grouss ass. Et gëtt Beräicher, wéi d'Madamm Welfring gesot huet, wou Sécherheetsmesüre reng op de männleche Kierper axéiert sinn. Dat ass Gläichmaacherei. Gläichstellung ass, Diversitéit ze erkennen a wéi een domadder kann ëmgoen.

An duerfir, wa mer schonn an der Vergaangenheet sinn, vläicht eng kleng Anekdot: Wéi 1971 am Dezember d'Kënschtlerin Berthe Lutgen hei op der Plëss de Mouvement de libération des femmes gegrënnt huet, do ass si quasi direkt zum potenzielle Staatsfeind erkläert ginn. Bis 1986 huet de SREL en Dossier iwwer si gefouert, well sech iwwerhaapt fir Fraerechter ansetze war subversiv, voire esouguer potenziell terroristesch.

Glécklecherweis si mer haut net méi do. An nawell, wann ee sech d'Revendicatioun vum Fraestrik, vun deene leschte Fraestreiken ukuckt, da mierkt een, datt et awer wierklech nach strukturell Ongläichheete gëtt an datt mer mussen dergéint virgoen.

En éischte Schrëtt ass d'Schafung vun enger legaler Basis vun dësem Observatoire, datt mir eebe justement kënnen prezis Donnéeën hunn, och ënner anere iwwer Violence domestique. Mir brauchen déi Donnéeën. Mir brauchen déi Donnéeën, fir kënnen eng Politick ze maachen, déi eng wierklech Gläichstellung hierstelle kann. An ech begréissen duerfir och, datt d'Aufgab vun deem Observatoire net nëmme doranner besteet, Donnéeën ze sammeln, mee datt doranner och eng Interpretatioun, en Travail d'interprétation mat agebonnen ass, datt eng Analys vun deenen Donnéeën gemaach gëtt an och verglach gëtt mat Donnéeën aus aneren europäesche Länner. Dobäi ass et awer kloer, datt Donnéeën sammeln oder analyséieren natierlech kee Selbstzweck ass, mee et soll eng Guideline si fir ze agéieren.

2020 ass eng Etüd erauskomm vum Institut européen pour l'égalité des chances (ndlr: EIGE), déi gesot huet – dee Moment, 2020 –, wa mer zu Lëtzebuerg an deem Tempo géife widerfuere, da géife mer nach 308 Joer brauchen, bis mer wierklech eng Gläichstellung hätten. Dat heescht, et gëtt eng Urgence, et gëtt och eng Urgence ze handelen. Dat hei ass e klengen éischte Schrëtt dofir.

An ech wëll och drun erënneren, datt mer nach ëmmer d'Istanbul-Konventioun zu Lëtzebuerg net komplett ëmgesat hunn. Eppes, wat mer awer ratifizéiert hunn, niest ganz, ganz villen anere Länner. An ech ka just hoffen, datt d'Madamm Backes op deem Dossier wierklech intensiv, intensiv weiderschafft.

D'Madamm Welfring huet och zu Recht d'Bemierkung gemaach, datt och an der Kommissioun Propositione gemaach gi sinn, wat hätt kënnen e weidert Feld, e weidere Scope si vum Observatoire. D'Madamm Welfring huet Beispiller genannt. D'Chambre des Salariés nennt och d'Beispill, datt ee sech verstärkt hätt misse mat der Persistenz vun Ongläichheete befaassen, virun allem, well de GREVIO a sengem Avis iwwer Lëtzebuerg konkludéiert, datt déi administrativ „data collection in Luxembourg currently falls short of the requirements of Article 11 of the Istanbul Convention.“

Voilà. Ech mengen och, datt et onglécklech ass, datt elo doduerch, datt de Comité du travail féminin ersat ginn ass duerch e Conseil supérieur à l'égalité entre les genres, do keng Verriederinne méi vum Salarat vertruede sinn. Dat bedauere mer, mee dat ass awer kee Grund, dëse Projet net matzotéieren.

Ganz zum Schluss hunn ech awer nach eng Fro un d'Madamm Minister: Am Dezember, wéi Der de Koalitionsprogramm virgestallt hutt, hutt Der effektiv op Nofro vun der Madamm Welfring, déi gefrot huet, wéi et wier, eng zentraliséiert Structure d'accueil fir Affer vun haislecher oder sexueller Gewalt ze schaffen, geäntwert, dat wier en préparation. Dir misst mat deenen einzelnen Intervenanten, mat deenen einzelnen Associatiounen och zesummekommen, Besoinen identifizéieren. A meng Fro ass einfach: Wéi wäit sidd Der domadder? Wat ass d'Timeline? Wéini kann een eventuell mat engem Projet de loi rechnen? A wéini kann ee vläicht och mat enger Ouverture vun esou enger Structure rechnen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach d'Madamm Cahen, déi sech nach ageschriwwen huet. Vu datt d'DP nach Zäit huet, ass dat kee Problem. Madamm Cahen, et ass un Iech.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen, et kann een hei am Haus net alles einfach esou stoe loossen a soe loossen.

Wéi ech den Här Hardy gefrot hunn, firwat hien de Rapport an der Kommissioun matgestëmmt huet an hei awer esou eng Ried géint den Observatoire hält, huet e mer geäntwert, e wär net do gewiescht. Abee, dat stëmmt net, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

(Interruption)

Den Här Hardy war an där Kommissioun derbäi an hien huet de Rapport och matgestëmmt!

Une voix | Wat eng Iwwerraschung!

Mme Corinne Cahen (DP) | Mir kënnen jo wierklech hei awer net esou alles soe loossen.

Iwwregens krut ech och keng Äntwert op meng Fro, wat Gläichmaacherei heescht. Ech verstinn dat an dësem Kontext guer net. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ried vun der ADR beweist, dass mer esou en Observatoire haut nach méi wéi jee brauchen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | D'ADR freet nach eng Kéier d'Wuert. Och do ass nach Zäit iwwreg. Net ganz laang, mee Dir hutt der awer nach. Här Keup, et ass un Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien! Villmools merci, Här President. Also ech wëll awer trotzdeem hei moi eppes soen: Wësst Der, wéini den Här Hardy Deputéierte ginn ass? Wéini dat war? Ech mengen, dat war de leschten Dag virun der Summervakanz.

Ech mengen net, dass et hei méiglech ass, ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wësst Dir, wéini de Rapport ugeholl ginn ass?

M. Fred Keup (ADR) | ... dass mer vill ...

(Interruption)

Nee, nee. Ech wëll just soen, dass e laang net an der Familjekommissioun war. Ech weess net, wéi vill en der matgemaach huet. Ech wëll just soen, dass an der grousser Vakanz keng waren, dass et elo eréischt ugefaangen huet. De Rapport ass vläicht matgestëmmt ginn, jo. So what? Hei sinn oft Leit, déi e Rapport esou vläicht ofstëmmen an dann hei am Plenarsall aneschtens.

(Exclamations et hilarité)

Nee, net bei de grousser Parteien.

(Interruptions et hilarité)

Jo, dach! Dach, da kuckt no, dach ... Jo, do kënnst Der laachen.

M. Tom Weidig (ADR) | Wou ass Är Empathie?

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Jo, do kënnst Der laachen. Déi aner Geschicht ass déi: Gläichmaacherei – ech ginn Iech ee Beispill –, dat sinn d'Quoten. Quoten, déi ee wëll duerchsetzen, dat ass op eemol Moud ginn. Och hei ass eng Quot agefouert gi fir d'Walen: 40 %, soss kriss de keng Suen. Dofir huet esouguer missen d'Verfassung geännert ginn.

Une voix | Misst ee jo net.

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | An dat ass eigentlech de grousser Problem, dass einfach ze vill gemaach gëtt, well des Quote jo derzou féieren, dass Der dat kritt: Quotefraen, Quotemänner. An amplaz dass Der Leit hutt, wou Der einfach kuckt: ...

Une deuxième voix | Här President, ...

M. Fred Keup (ADR) | ... „Kënnen déi et oder kënnen déi et net?“ ...

(Interruption)

Une troisième voix | Dir schwätzt vun Iech.

M. Fred Keup (ADR) | ... geet et op eemol drëm, wéi e Geschlecht déi Leit hunn. An dat ass e ganz grousser Problem, dee mir an de leschte Joren ëmmer méi hei an Europa, zu Lëtzebuerg kennegeléiert hunn. Mee ech kann Iech awer soen, iergendwann, sinn ech iwwerzeugt, wäert dee ganze Spuk och erëm eng Kéier eriwergoen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Dann hu mer nees eng Männerwelt!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ouni Quote wier och d'ADR just mat Männer heibannen.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo hunn ech nach eng Wuertmeldung. Dat ass den Här Gilles ... Ech hunn der elo zwou, den Här Gilles Baum an d'Madamm Minella. Dir musst Iech just eens ginn, wien d'Wuert hëlt.

M. Gilles Baum (DP) | Ech huelen d'Wuert als Éischt, wannechgelift. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech géif gären de Vertrieeder vun der ADR soen, dass

heibannen net eng eenzeg Quotefra sëtzt, well all déi Dammen, déi hei sëtzen, vum Vollek gewielt gi sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Claude Wiseler, Président | Elo ass et un der Madamm Minella. Ech huelen Iech der Rei no. Dir hutt nach ganz e wéineg Zäit. D'Madamm Minella, dann den Här Keup an dann ass et fäerdeg.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier kloerstellen: An der Visioreunioun vum 24. September, wou ech derbäi war – an déi Reunioun hunn ech selwer presidéiert –, huet den Här Hardy de Projet de rapport matgestëmmt an en huet och an der Diskussioun un deem Projet de loi näischt ausgesetzt gehat.

Villmools merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, kuerz eng Äntwert?

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | Nee, et geet ..., et huet kee Mënsch gesot, dass heibannen ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Här Baum! Et huet kee Mënsch gesot, dass heibannen eng Quotefra wier. Mee Dir hutt dat awer. An Dir wësst ganz genee, wéi ech och a wéi mer alleguerten hei, ...

(Interruptions et hilarité)

... dass et hei ëmmer méi déi Tendenz gëtt, fir a Verwaltungsréit an esou weider, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Genau! Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... bei der Europäescher Kommissioun war déi Diskussioun, dass et drëms geet, einfach just Leit vun engem gewëssene Geschlecht ze sichen, amplaz just d'Qualitéit ze kucke vun der Persoun.

(Interruptions)

An dat ass eppes, wou mir eis dergéint wieren!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

An iert Iech net, et si ganz vill Leit hei am Land, a vill méi vläicht, wéi Dir mengt, déi genau esou denke wéi mir.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo huet den Här Clement nach d'Wuert gefrot an da schlësse mer d'Setzung ..., net d'Setzung, mee des Diskussioun of.

(Brouhaha et hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech stelle just fest, datt et manifestement heibannen e puer Männer gëtt, deenen hiren Ego esou fragill ass, datt se Angscht hunn, vu méi kompetente Fraen ersat ze ginn.

(Interruption)

An ech si frou fir all Fra, déi sech traute, Politick ze maachen, fir all Fra, déi sech traute, sech dem Wieler an der Wielerin ze stellen. An ech si ganz houfreg, datt doduerch och vill Fraen hei gewielt ginn!

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | Mengt Der, Iech géif nach een eppes gleewen?

M. Sven Clement (Piraten) | O, Iech scho laang net méi.

M. Claude Wiseler, Président | Esou, elo hu mer des Diskussioun ofgeschloss.

An d'Wuert huet elo d'Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Voilà. Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech sinn natierlech immens frou, dass nom Summer an der éischter parlamentarescher Sessioun dëse Gesetzesprojekt iwwert den Observatoire de l'égalité entre les genres um Ordre du jour steet.

Ech wëll och dem Mandy Minella e grousser Merci soe fir säin exzellente Rapport. Der zoustänneger Chamberskommissioun merci fir déi exzellente Zesammenaarbecht. An ech sinn och frou iwwert déi wirklech immens breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojekt.

Ech wëll Iech hei soen, dass dëse Gesetzesprojekt wirklech eng ganz kruzial Etapp ass an der Egalitéitspolitik zu Lëtzebuerg.

Meng Virgängerin huet dëse Gesetzesprojekt deposéiert. E Grousser Merci dofir. An ech sinn natierlech ganz frou an houfreg, fir déi Aarbecht kënnen virunzeféieren, well den Observatoire wirklech en zentrale Piliere an der Aarbecht vum MEGA ass, mee, mengen ech, och wirklech wäit doriwwer eraus, well et geet hei net just ëm Zuelen, et geet hei ëm Fräiheet, et geet hei ëm fundamental Rechter, et geet hei ëm sozial Kohäsioun.

Egalitéit tëschent de Geschlechter betrëfft all Beräicher an Liewen an eiser Gesellschaft. Et ass scho gesot ginn: Den Observatoire, mee och de Conseil supérieur à l'égalité entre les genres si wirklech zwee fundamental Punkten, déi gefrot gi sinn am nationalen Aktionsplang an déi mer elo heimadder kënnen ëmsetzen.

Et geet eis drëm, déi Zuelen ze hunn, dass mer e Gesamtbild hunn iwwert de Stand vun der Egalitéit an eisem Land. Haut hu mer siwe Beräicher, déi couvréiert sinn. An ech mengen, et muss een och soen: Dat si Chifferen, déi wirklech zougänglech si fir de Public. Den Internetsite ass och e wichtege Piliere vum Observatoire.

D'Gläichstellung tëschent Männer a Fraen ass verankert an der Constitutioun. Dat ass esou, an der Constitutioun!

(Interruption)

An awer ass dat keng Selbstverständlechkeet, well mir hunn déi Gläichstellung nach net erreecht. Wat mer brauchen, dat sinn adequat Mesüeren a Projeten. Dofir brauche mer Zuelen, fir eis Politick do ze stäipen. A mir musse kucken: Wéi ass d'Evolution? Mir brauchen déi Chifferen, fir d'Evolution ze gesinn, fir ze kucken, ob Mesüeren oder Projeten, déi mer ëmsetzen, sech dann och an déi richteg Richtung kënnen beweegen oder ob mer do mussen Upassunge maachen. Dofir brauche mer déi Chifferen. An dofir ass den Observatoire esou wichteg.

Mir stellen eng Gouvernance op. E Generalsekretär oder eng Generalsekretärin wäert deen Observatoire leede mat enger zweeter Persoun. Allen zwee schaf-fen am MEGA.

De Comité d'accompagnement ass och ganz wichteg. Dat ass méi en technesche Gremium, dee methodologesch, dat heescht technesch a statistesch, soll hëllefen. Do wäerten da Leit vum Statec, vun der Uni, vum LISER, vun der IGSS dra sinn. Déi kënnen natierlech zu all Moment sech och hëllef loosse vun aneren externen Expertinnen an Experten. Och dat ass wichteg, well mer den Observatoire jo och wëlle weiderentwëckelen.

Et ass scho gesot ginn: Mir wëlle kucken, wéi mer déi Netdonnéeën zu netbinäre Persounen kënnen hei mat opgräifen. Mir wëllen och d'Themeberäicher

erweideren. Dat ass och den Optrag ..., oder déi zwee Opträg sinn eeben och am Koalitionsaccord mentio- néiert.

Zweemol, mengen ech, ass hei am Debat vu Medie geschwat ginn. Ech mengen, d’Kultur, d’Finanzplaz, och de Sportsecteur wéi och d’Medien, dat sinn alles Domänen, wou mer wëllen am Kader vum Observatoire nach weider Statistike kënnen erhiewen. Dat brauch e bëssen Zäit, mee do schaffe mer drun.

Also mam Opbau vun dësem Observatoire ass effektiv viru laange Joren ugefaange ginn. Dat huet sech gutt entwéckelt an, ech mengen, mir si wierklech houfreg op déi Aarbecht, déi iwwert d’Jore gelescht ginn ass. Mam Projet de loi vun haut kritt den Observatoire dann och déi néideg Unerkennung an och d’Visibili- téit, déi en a mengen Ae verdéngt.

De Conseil supérieur à l’égalité ass effektiv och e wichtege consultative Gremium. Dee brauche mer och. Et ass mentionéiert ginn: Deen ersetzt de Comité du travail féminin, dee viru 40 Joer op d’Bee gesat ginn ass. En ass also 40 Joer al. Saitdeem – ech mengen, do si mer eis all eens – huet eis Gesellschaft evoluéiert. D’Situation an der Gläichstellung ass haut och eng aner ewéi viru 40 Joer.

Et muss een och dobäi soen, dass d’Attributioun vum Ministère oder vum Minister – et waren zwar ëmmer Ministeschen – sech och erwidert huet am Laf vun de Joren. Vu Promotion féminine iwwer Égalité des chances op Égalité entre les femmes et les hommes si mer dann haut de Ministère de l’Égalité des genres et de la Diversité.

Dat bedeit awer net, dass mer eis net méi fir Frae- rechter asetzen. Dat bedeit och net, dass mer net méi kënnen vu Männer a vu Frae schwätzen.

(Interruption)

Ech mengen, d’Egalitéitspolitick ass am Moment esou inklusiv wéi ni virdrun. An dat kënn och – dovu sinn ech wierklech iwwerzeugt – all Mënsch an eiser Ge- sellschaft zegutt, onofhängeg vum Geschlecht, der sexueller Identitéit an der Orientéierung.

An dowéinst muss mer och d’Diskussioun méi breet maachen. D’Diskussioun muss méi breet gefouert ginn. De Comité du travail féminin huet sech effektiv ronderëm d’Aarbechtswelt konzentréiert. En hat och eng quasi quadripartittméisseg Zesummestellung. Elo mam Conseil supérieur wäerte mer dann op Ex- pertinnen an Experten aus verschiddene Kontexter, mat verschiddene Kompetenzen an och verschidde- nen Erfarunge kënnen zeréckgräifen, fir d’Gläichheet vun de Geschlechter an all hiren Aspekter ze disku- téieren.

Den neie Conseil supérieur kann dann och Avisen zu alle gläichstellungspolitesche Sujeten ofginn, e ka sech och autosaiséieren, proaktiv onofhängeg, konkret Propositione maachen. An ech mengen, et ass och wierklech dat, wat gewünscht ass. Dat war och en Uleies vum CNFL, fir deen ze mentionéieren. Dat sinn och déi, déi obligatoresch dann am Gesetz stinn, fir Member ze si vum Conseil supérieur. Ech mengen, och d’ONGe kënnen natierlech ëmmer an Experten, als Expertinnen invitéiert ginn.

Fir mech ass et wichtig, dee Conseil supérieur esou séier wéi méiglech opzestellen. Dee schafft dann nie- went engem Comité interministériel – deen operéiert um Beamtenniveau – an dem Comité d’accompagnement. Ech mengen, dee Comité supérieur ass wierke- lech eng wichtig Stäip, fir déi noutwendeg Kohärenz an der Gläichstellungspolitick ze schafen. Mat dësem Gesetzesprojet, mengen ech, maache mer wierklech e ganz wichtege Schrëtt, fir op eng systematesch Aart a Weis fiabel Donnéeën ze kréien, dass mer eng gutt

Diskussioun kënnen hunn op Basis vu fiabelen Don- néeën, fir dann do Verbesserunge kënnen ze ma- chen, wou se néideg sinn. An dat soll wierklech am Interessi vun all Mënsch vun eiser Gesellschaft sinn.

Vläicht eng kuerz Remark zu enger Remark vun der honorabeler Deputéierter Madamm Morgenthaler: Et ass effektiv e Bréif vun der Chamber un d’Regierung komm. Ech mengen, eng Äntwert ass do och ënner- wee. Mir si wierklech ganz beméit, eng Politique d’égalité entre les genres ze maachen. Ech hu virdrun och erwänt, dass mir dru schaffen, eeben am Kader vum Observatoire, deen haut nëmme Statistiken iwwer Männer a Fraen huet, do och déi netbinär Persounen ze integréieren.

Mee d’Referenz op eng Politique d’égalité entre hommes et femmes ass awer nach ëmmer noutwen- deg an eisen Aen, well éischtens d’Egalitéit nach net erreecht ass, well mer zweetens Zuelen zu Mann a Fra brauchen, fir d’Egalitéit dann och weider ze pro- mouvéieren, an drëtzens, wéi ech scho virdu gesot hunn, well en Artikel an eiser Verfassung steet, an ech zitieren: „L’État veille à promouvoir activement l’élimination des entraves pouvant exister en matière d’égalité entre femmes et hommes.“

Vläicht fir ofzeschlëssen dann nach: Et war eng Fro zur zentraliséierter Ulafstell fir Affer vu Violence. Do schaffe mer ganz aktiv drun. Do si verschidden Acteure vu Santé, vun Intérieur, och Police, Justice, wou mer ze- sammeschaffen. De But ass, dass mer an der éischer Hallschent vum nächste Joer dëse Projet pilote kënnen konkret ufänken. Ech kommen och ganz gäre weider Detailler doriwwer an d’Chamberskommissioun pre- sentéieren.

Mee fir mech ass dat wierklech eng absolutt Priori- téit, well mir brauche wierklech eng Plaz, wou Affer vu Gewalt kënnen hikommen, wou se zur Rou fannen, wou d’Experten oder d’Polizei oder d’Assistants so- ciales oder en Dokter bei si kommen, soudass si net müssen erausgoen, op siwe verschidde Plaze goen, no esou enger ... Ech mengen, wann ee Violence ex- poséiert ass, sinn dat absolutt traumatesch Saachen, soudass een do wierklech eng Ulafstell huet, déi fir mech wierklech ganz wichtig ass. Do schaffe mer, wéi gesot, zu e puer Kolleegen an der Regierung ganz aktiv drun. Am MEGA gëtt dat zentraliséiert.

Ech hoffen, dass mer de Projet pilote am Fréijoer kënnen starten, an en attendant kommen ech ganz gären, vläicht bei der Budgetpresentatioun, wou ech Iech dann déi leschten Donnéeën doriwwer ka ginn.

A wat den Observatoire ugeet – ech gesinn, meng rout Luucht ass hei un –, schaffen ech natierlech ganz gäre mat der Chamberskommissioun, wou mer elo eeben d’Evolutioun wäerte kucken, wéi séier mer verschidden nei Domänen am Observatoire kënnen integréieren, fir nei Chifferen ze hunn, fir dann à terme eng besser Politick an deem Beräich kënnen ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Mi- nister. Domat ass dann ... Dir wëllt eng Fro stellen?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Huel Der d’Fro un?

(Assentiment)

M. Tom Weidig (ADR) | Als Éischt hu mer vu Mann a Fra geschwat an elo huet sech dat jo geännert a „Genres“, a Geschlechter. Vläicht kënn Der mer just kuerz soen: Wivill Geschlechter gëtt et dann?

Plusieurs voix | O!

Mme Yuriko Backes, Ministre de l’Égalité des genres et de la Diversité | Ech mengen, do gëtt et genuch Dokumentatioun, wou Dir Iech kënn dokumentéieren. Ech weess net, ob et den Job vum Minister ass, Iech an deem Beräich opzeklären.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Mi- nister. Domat ass dësen Debat ofgeschloss.

Une voix | Do ass och näischt opzeklären!

M. Claude Wiseler, Président | Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8139. Den Text steet am Document parlementaire 8139⁸.

Vote sur l’ensemble du projet de loi 8139 et dispense du second vote constitutionnel

D’Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass ofgeschloss.

D’Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee- Stëmm bei 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoas et M. Tom Weidig.

Freet d’Chamber d’Dispens vum zweete Vote constitu- tionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

22. Dépôt d’une résolution par Mme Djuna Bernard

Elo hunn ech nach eng Demande erakritt fir den De- pot vun nach enger Resolutioun.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | D’Madamm Djuna Bernard huet d’Wuert, fir hir Resolutioun ze depo- séieren.

(Brouhaha)

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Gudde Moien, léif Regierung. Merci, dass Dir mir hei d’Méig- lechkeet gitt, meng Wënsch ze äusseren, wat déi

geplangte Pensionsreform ugeet. Also, fir d'éischt emol fannen ech et wichteg, dass d'Leit do gefrot ginn, well et jo ëm hir Pensioune geet an do sollt och jiddereen e Wuert dierfe matschwätzen. Wann een d'Leit nämlech net fret, da schaaft een eng gewësse Frustratioun an der Bevëlkerung, déi sécher net hëlleft an där wichteger Diskussioun. Hei da meng wichtegst Punkten: Et soll ee kuck...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert ganz eleng.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Tjo, léif Kollegeinnen a Kollegeen, méi wäit wier ech als Biergerin um Site schwätzmat.lu net komm. Dat waren nämlech genau 500 Zeechen. E bësse kuerz gegräff, géng ech mengen, an dat bei engem Theema, dat d'Zukunft vu menger Generatioun betrëfft. Dofir deposéiere mir heimadder eng Resolutioun, déi d'Chamber dozou opriff, e Biergerrot zum Theema Pensionsreform en place ze setzen.

(Interruptions)

E Biergerrot, dee representativ fir d'Gesellschaft zesummegeat ass a wou dëst wichtegt Theema breet diskutéiert soll ginn. Natierlech huet de Biergerrot net d'Funktoun, de Sozialdialog ze ersetzen, mee en Debat mat a vun de Bierger ze preparéieren. Mir sinn der Meinung, dass d'Chamber, also mir hei, déi d'Vollekt verrieden, eis solle participativ outilléiere mat de Suerge, Bedenken, Wënsch a Propose vun de Leit. Mir kënnen nëmme dovunner profitéieren. Den Debat kann nëmme dovunner profitéieren. A 500 Zeeche ginn dofir net duer!

Une voix | Très bien!

Résolution

« relative à l'instauration d'un Conseil citoyen "Pensionsreform" »

La Chambre des Députés,

– considérant que la réforme du système de pension est un enjeu majeur pour l'avenir économique et social du Luxembourg, affectant tant les générations actuelles que futures ;

– rappelant que la participation citoyenne constitue un principe fondamental de la démocratie, garantissant que les décisions politiques tiennent compte des besoins et aspirations de l'ensemble de la population ;

– constatant que les citoyennes et citoyens sont les premiers concernés par les décisions touchant à leur avenir financier et à la solidarité intergénérationnelle et qu'ils doivent donc être activement impliqués dans le processus de réflexion ;

– soulignant le succès des récents processus de participation citoyenne initiés par le Gouvernement, tels que le « Klima-Biergerrot » ou le « Biergerkomitee Lëtzebuerg », ainsi que l'opportunité de faire évoluer la culture de la participation citoyenne au Luxembourg ;

– reconnaissant que la mise en place d'un Conseil citoyen institutionnalisé offre également une opportunité unique de renforcer la légitimité démocratique des réformes projetées en s'assurant que ces décisions sont fondées sur un débat transparent et une participation populaire structurée et véritable ;

– rappelant en fin les motions et résolutions présentées à la Chambre des Députés en faveur du développement et de la pérennisation de la participation citoyenne,

décide

– de mettre en place, en complémentarité avec la consultation en ligne « schwätzmat.lu » initiée par le Gouvernement, un Conseil citoyen « Pensionsreform » qui aura pour missions de :

1. alimenter le débat public sur la pérennisation de la prévoyance vieillesse,
2. représenter la diversité de la société luxembourgeoise en incluant des citoyennes et citoyens de différentes tranches d'âge, professions, origines géographiques et sociales,
3. délibérer sur les enjeux complexes liés à la réforme des pensions en tenant compte de la viabilité financière à long terme, de la justice intergénérationnelle et des attentes sociales et environnementales,
4. élaborer des propositions concrètes, en collaboration avec des expertes et experts indépendants si nécessaire, et les soumettre au Gouvernement et aux partenaires sociaux en tant qu'élément constitutif du dossier de réforme,
5. assurer une transparence totale sur les échanges et recommandations émises, dans un esprit de collaboration avec les institutions étatiques et les acteurs de la société civile,
6. agir en tant qu'initiative pilote, afin de poser, sur la base des résultats des analyses menées par sa cellule scientifique, les fondations pour la création d'une structure permanente.

(s.) Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

23. 8347 – Projet de loi portant approbation du quatrième Protocole portant amendement à la Convention du 27 octobre 1956 entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, fait à Schengen, le 18 septembre 2023

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8347 iwwert d'Ofschafe vun den Navigatiounsmauten op der Musel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir all Sensibilitéit a Fraktioun, d'Regierung huet 10 Minutten. Et si schon ageschriwwen: den Här Emile Eicher, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic an den Här David Wagner. An elo huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas, d'Wuert. Här Graas.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här Président. Wéi de réimeschen Dichter Ausonius d'Musel bereest huet, dat war esou ëm 370 no Christus, do war d'Musel natierlech nach e romanteschen, natierleche Flosslaf. Mee knapp 1600 Joer méi spéit war et domadder eriwwer. An zwar de 27. Oktober 1956 ass decidéiert ginn zwëschen Frankräich, Lëtzebuerg an Däitschland, d'Musel ze kanaliséieren. Do ass och deementspreechend eng Konventioun gemaach ginn. An de 26. Mee 1964 war dann eng grouss feierlech Ouverture, an dat a Presenz vu kengem Geréngere wéi dem Generol Charles de Gaulle, dem deemolege President vu Frankräich, dann dem Här Lübke, dem Bundespräsident, an natierlech och der Groussherzogin Charlotte. An de President De Gaulle huet och deemools gesot, dass d' sech déi Kanalisatioun géng derzou bäidroen, d'Frëndschaft zwëschen deenen dräi Länner nach ze verdeiwen. Et muss ee sech jo awer virstellen: Wéi déi Konventioun ënnerschriww ginn ass, do war den Zweete Weltkrich erëischt eelef Joer eriwwer.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

An där Konventioun sinn natierlech och d'Konditiounen vun der Muselkanalisatioun festgeluecht

ginn. Ënner anerem ass awer och dann dee Moment fixéiert ginn, dass Peagen erhuewe sollte ginn, virun allem fir déi enorm Käschte vun der Société internationale de la Moselle ze couvréieren. Ech wëll och direkt hei ënnersträichen, dass déi Gesellschaft deemools nom däitsche Recht gegrennt ginn ass. Et goufen dunn och dräi Zousazprotokoller am Laf vun de Joren ënnerschriwwen, an zwar 1974, 1983 an 1987. An hei goung et awer virun allem ëm d'Prozedur vun de Gerichter, de juristesche Statutt vun der Muselkommissioun, an och d'Sanktiounen, déi am Kader vun där Konventioun eeben och kënnen geholl ginn.

Den 18. September 2023, also virun engem gudden Joer, ass dunn dee véierte Protokoll ënnerschriww ginn. An do ass virun allem ëm d'Ofschafe vun där Muselgesellschaft gaangen. Déi Suppressioun ass awer natierlech net gemaach ginn, ouni virun och den Avis vun de Geranten eranzehuelen.

An deem véierten Zousazprotokoll ass natierlech awer och aner wichteg Mesur geholl ginn, an zwar d'Ofschafe vun de Peagen. Dat ass eng Iddi, déi awer och schon ënner der leschter Regierung entwéckelt ginn ass, déi sech deemools och positiv derzou ausgeschwat hat. An zwar hat dat virun allem als Ursaach, dem Green Deal um europäeschen Niveau och Rechnung ze droen, dass heescht eng méi staark Dekarbonisatioun unzestriewen, wat den Transport ubelaangt.

Et däreft een net vergiessen, dass duerch d'Ofschafe vun Peage elo erwaart gëtt, dass de Schëfftransport op der Musel bis 2030 ëm 25 % wäert zouhuelen. An et gëtt geschat, dass bis 2050 d'Schëfffaart op der Musel souguer wäert ëm 50 % zouhuelen.

Da muss een natierlech awer och drop hiweisen, dass d'Schëfffaart u sech jo awer vill méi ökologesch ass wéi de Camionsverkéier oder den Zuchverkéier. Zum Beispill: Fir de Schwéiertransport brauch e Schëff 67 % manner Energie wéi Camionen a 35 % manner wéi den Zuch. Och wat den Ausstouss vun CO₂ ubelaangt, wann een dat op d'Tonn verrechent, ass d'Schëfffaart natierlech vill méi en ökologesch Transportmëttel.

Da gesäit den Accord awer och vir, dass déi Recetten, déi zwëschen dem 1. Januar 2023 an dem 30. Juni 2025 vun Däitschland a Lëtzebuerg agezu ginn, herno allerspéitstens um Enn vum zweete Semester 2025 Frankräich iwwerwise ginn, well domadder ginn och definitiv Staatscreancen op déi international Muselgesellschaft opgehewen.

Déi Gesellschaft wäert och spéitstens bis Enn nächst Joer, Enn 2025, opgeléist ginn. A wéi ech jo virdu scho gesot hunn, funktionéiert se nom däitsche Recht an do gëtt et eng Sperrfrist vu mindestens engem Joer. Déi muss deementspreechend och elo respektéiert ginn.

Déi dräi Staate verflachte sech och, dass déi Gesellschaft Scholden op Zënsen, déi se nach huet, net muss zeréckbezuelen, a se verzichten och drop, dass abezuelte Kapital zeréckzefuerderen. Duerchschnëttlech kann ee soen, dass duerch de Peage zwëschen sechs a siwe Milliounen d'Joer agezu goufe bis elo. An d'Personalkäschte louchen, wann een dat elo déi lescht zéng Joer réckbléckend kuckt, bei plus ou moins enger Millioune d'Joer.

Zënter den Nonzegejoren, also den Nonzénghonnertnonzegejoren, ass scho festgestallt ginn, dass déi Suen, déi duerch de Peage agezu goufen, u sech net méi géifen duergoen, fir och déi enorm Käschte vun der Sociéitéit ze couvréieren. Dat selwecht gëllt och fir dee Forfait, deen u sech ëmmer opgehewe ginn ass, fir den Entretien vun der Musel och zu deem Moment kënnen ze couvréieren.

Duerfir sinn dann och déi Verdeelungsschlüsselen, déi am Artikel 1920 festgehalen sinn, ëmmer manner

effikass ginn, wat dann, wéi gesot, och derzou gefouert huet, datt déi Decisioun vun der Suppressioun vun dem Peage geholl gouf.

Dëse Projet de loi gesäit dann, wéi gesot, d'Approbatioum vun véierter Protokoll vir. An et geet drëms, wéi ech jo schonn erkläert hunn, virun allem den ekologesche Standpunkt vun der Schëfffaart hei nach méi ervirzesträichen. Konkreet ginn dann d'Kapitelen eent, zwee an dräi an där Konventioun ofgeschaaft. Den Artikel 22 ass awer och net onwichtig: Deen erlaabt awer deenen eenzelne Staaten, trotzdem op hirem Territoire gegebenefalls nach Peage opzehiewen.

Da gesäit deen neien Artikel 53 vir, datt de Gabaret op der Musel zwëschent Metz an Diddenuewen natierlech erhale bleift. An den Artikel 60 gëtt gestrach, well et do nach ëm d'Kanalisation vun der Musel geet. Déi, déi vun der Musel sinn, wëssen – all déi aner missten et och wëssen –, datt déi Aarbechte jo scho laang ofgeschloss sinn.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dann nach e puer Wuert och iwwert d'Aarbecht an der Kommissioun. De Conseil d'État hat säin Avis den 21. Mee 2024 eraginn. En hat keng spezifesch Observatiounen ze maachen, huet allerdéngs op säin Avis iwwert de Projet de loi vun 1956 higewisen, deemools, wéi dann d'Konventioun hei guttgeheescht ginn ass. Deemools ass nämlech gefrot ginn, datt de Projet de loi misst mat enger Majorité qualifizéiert gestëmmt ginn, aus deem ganz einfache Grond, well d'Kommissioun eeben eng Institutioun vun internationalem Recht war. An do ass et och e Comité d'appel ginn, eng auslännesch Jurisdiction, wou also hu misse d'Souveränitätsrechter iwwerdroe ginn. An deem véierter Protokoll ass dat awer net méi de Fall, soudatt mer haut also net eng Majorité qualifizéiert brauchen, mee mat engem normale Vott dann hei dee Protokoll och esou kënne gutthalen.

Dann nach den Avis vun der Chambre de Commerce, dee vum 7. Februar 2024 datéiert. Wat natierlech net verwonnerlech ass, dat ass, datt se selbstverständlech och d'Ofschafung vun dem Peage hei begrëssen, well et, wéi gesot, eeben och de Schëfftransport vill méi kompetitiv mécht a well et eeben och den Transporteuren, déi iwwert d'Strooss mussen fueren, ëmmer méi schwéier gemaach gëtt, well eeben déi Politik vun der Dekarbonisation – déi awer richtig ass! – hinnen natierlech ëmmer méi ze schafe mécht, soudatt an Zukunft also méi Wueren iwwert d'Waasser kënnen transportéiert ginn, wat natierlech dann awer och eist Stroossennetz wäert entlaaschten.

Ech wëll dann awer och hei betounen, datt et net nëmme ëm de Wuerentransport geet, mee et geet selbstverständlech och ëm sämtlech aner Schëffer. Ech denken do un d'Croisiären – jo, et fueren och kleng Croisièreschëffer iwwert d'Musel –, an och déi Loisirschëffer, fir se mol sou ze nennen, falen natierlech och heirënner. Déi brauchen also och kee Peage méi ze bezuelen.

Dann, wéi gesot, zum Schluss nach: De Projet de loi war u sech den 11. Januar 2024 vum Ausseminister deposéiert ginn, ass awer dunn transferéiert ginn an d'Mobilitéitskommissioun. An déi huet de Projet de loi de 4. Juli analyséiert, huet och dunn e Rapport bestëmmt, deen elo hei virun Iech steet. An de Rapport gouf dann och eestëmmege de 27. September ugeholl, soudatt mir och näischt aneres iwwreg bleift, wéi Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

Hoffentlech stëmmt der alleguer de Rapport. Jiddefalls, meng Fraktioun wäert dat maachen, an ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Här Rapporteur Gusty Graas Merci.

Da geet d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President. Esou, wéi den Här Graas elo just gesot huet, féiert et zu enger Dekarbonisation, déi enorm wichtig ass, fir de Green Deal iwwerhaapt ëmzesetzen.

Ech wëll awer nach eng kleng Informatioun derbäi ginn: Et gouf ëmmer bei der Tarifkatioun gekuckt, wéi den Tarif um Neckar, um Rhein-Main-Donaukanal war, an do gëtt et och kee Peage méi. Déi sinn eis schonn e bësselche viraus, dofir ass och keng Base méi do. An de Giddertransport ass nun eemol, esou wéi och schonn erkläert ginn ass, bei Wäitem deen ekologeschten, entlaascht eis Stroossen an och eis Schinnen, an dréit do dernieft och nach zu enger Simplification administrative bäi, well och deen Opwand geet elo verluer – gutt esou! –, an dat net nëmme fir de Giddertransport, mee och fir d'Loisiren.

Dofir kënne mir dat nëmme begrëssen. Eis Fraktioun wäert dee Projet och stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Eicher. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Graas war méi wéi komplett, an dofir bleift mir näischt aneres iwwereg, wéi den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Cruchten. An dann ass d'Wuert fir den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Mir begrëssen natierlech d'Ofschafung vun dese Peagen op der Waasserstrooss, dat ass jo ganz kloer. Dat ass eng Fuerderung, déi mir scho laang Jore gestallt hunn, an duerfir kënne mer hei och den Accord gi vun eiser Fraktioun zu deemem Projet.

Merçi.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hu mech extra op dem Här Sehovic seng Plaz gesat, fir en ze ersetzen a fir den Accord ze gi vun deene Gréngen.

Merçi.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Tanson. An da wier et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Eigentlech hat ech mech net ageschriwwen, fir net nach Zäit ze verschwenden, mee mir ginn natierlech och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord zu deemem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech ka mech dann och ganz kuerz faassen, fir dem Rapporteur e grouse Merci ze soen. An Iech alleguerte merci fir d'Ennerstëtzung fir dese Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Da kéime mer elo zum Vott iwwert de Projet de loi 8347. Den Text steet am Document parlementaire 8347^{3A}.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8347 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. Do feelt nach een.

De Vott ass ofgeschloss an de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Franz Fayot), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

24. Résolution de Mme Taina Bofferding concernant le respect du Règlement de la Chambre des Députés concernant la convocation de réunions de commissions

Mir kommen dann elo zu der Resoluitioun vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'Convocatioun vun eise Kommissiounsreuniounen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dépôt et exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Merci, Här President. Effektiv hat ech déi Resoluitioun hei schonn am Fréjoer deposéiert. Dat war zu engem Moment, wéi mer e bësse méi Diskussiounen a Reibereien haten, wat d'Organisatioun an och d'Gestioun vun eise Kommissiounen mat de Plage-fixen an och, wéi d'Convocatiounen erausginn, ugeet. An engem konstruktiven Esprit hu mer eis jo dann zesummegesat an der Conférence des Présidents an hunn do Initiativ geholl, wéi een da Verschiedenes kéint änneren. Verschiedenes gouf jo och schonn ëmgesat, duerfir wëll ech hei elo net nach eng kéier op déi ganz Resoluitioun agoen.

Ushléissend komme jo nach Modifikatiounen um Reglement, fir dat dann do och konkreet kënnen a Musek ëmzesetzen. Ech wëll just soen, dass et gutt ass, dass mer eis zesummesetze kënnen, dass mer Problemer, déi et gëtt, oppen uschwätze kënnen an dass mer och herno Solutiounen sichen, fannen. Sou soll dat och an Zukunft weidergoen. An de Rescht vun deene Punkten, déi nach ustinn, wéi dass mer an Zukunft eebe Chamberswochen a Kommissiounswoche kréien ... Dat ass ab dem nächste Joer, dat wësst Der. An och hei ass et wichteg, dass mer herno e Bilan dresséieren, fir ze kucken, wéi dat och alles herno ëmgesat gi kann. Mee dat Wichtegst ass elo, dass mer eis dann hei eenegen an dass mer eis och drop eenegen, dann déi Eenegung anzehalen.

Merci.

An ech deposéieren hei d'Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

– que la charge croissante du travail parlementaire demande une réorganisation des réunions de commission et des séances plénières ;

– que de nouveaux créneaux viennent d'être ajoutés aux plages fixes existantes pour faciliter l'organisation de réunions de commission ;

– que cette évolution exige une présence accrue et une préparation plus conséquente des députés et que les discussions sur le statut du député devraient en tenir compte,

invite le Président de la Chambre des Députés

– à veiller au respect des délais de convocation des réunions de commission tels que définis à l'article 23 (2) du Règlement de la Chambre des Députés ;

– à veiller à ce que des demandes de dérogation à ces délais soient soumises à l'accord du Président de la Chambre des Députés et dûment motivées ;

– à s'assurer que les réunions de commission soient convoquées pendant leurs plages fixes, sauf urgence dûment motivée ;

– à intervenir auprès des Présidents de commission lorsque des demandes de mise à l'ordre du jour ne sont pas traitées dans un délai raisonnable et à convoquer le cas échéant lui-même une réunion de la commission visée,

décide

– de compléter le Règlement de la Chambre des Députés par les nouvelles prérogatives du Président de la Chambre des Députés ;

– en attendant la modification du Règlement de la Chambre des Députés, d'accorder au Président de la Chambre des Députés le droit d'annuler des réunions de commission convoquées sans respecter le délai défini à l'article 23 (2) ou sans demande de dérogation dûment motivée, après avoir été contacté à cet effet par un Président des groupes ou des sensibilités politiques et après en avoir référé au Président de la commission concernée ;

– d'inviter le Président de la Chambre des Députés à convoquer des réunions de commission lorsque des demandes de mise à l'ordre du jour n'ont pas été traitées dans un délai raisonnable ;

– de laisser au Président de la Chambre des Députés l'appréciation de la notion de délai raisonnable et de l'opportunité d'annuler des réunions de commission, tout en encourageant à consulter la Conférence des Présidents pour avis en cas de contestation soulevée par un Président de groupe ou de sensibilité politique ;

– de distinguer entre les semaines réservées aux séances plénières et les semaines réservées aux réunions de commission ;

– de convoquer systématiquement des séances plénières aussi le mercredi matin et le jeudi matin pendant les semaines de séances plénières ;

– de fixer le calendrier ainsi que, dans la mesure du possible, l'ordre du jour des séances plénières plus longtemps en avance et de ne pas déroger à ce calendrier tout en respectant au mieux le calendrier des organisations internationales ;

– de faire débiter ce nouveau mode de fonctionnement en janvier 2025 et d'en établir un bilan en juillet de la même année ;

– de fixer le commencement des séances publiques à 14.00 heures, y inclus les mardis, et de modifier l'article 32 (4) du Règlement de la Chambre des Députés en ce sens ;

– d'inviter la Conférence des Présidents à tenir compte de ces évolutions lors des discussions sur l'adaptation du statut du député.

(s.) Taina Bofferding, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Fred Keup, Marc Spautz, Sam Tanson.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech mengen, d'Resolutioun ass elo hei ënner enger schéiner, gutt ënnerschriwwener Form och deposéiert ginn. Ech mengen, Dir kennt se alleguer. Also een, deen elo d'Wuert wëllt dozou huelen, dee ka sech direkt melden. Ech hunn nach ageschriwwen, den Här Spautz géing kuerz eppes soen. Da kucken ech op den Här Baum, dee wëllt och näischt soen. Den Här Keup och net. Ok, esou komme mer virun.

(Hilarité)

Den Här Clement an den Här Baum? Da si mir eis eens. An da géing ech déi Resolutioun hei ganz einfach zum Vott stellen. Ech ginn dovun aus, dass dat par main levée méiglech ass.

Vote sur la résolution

Dann: Wien derfir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Ma dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl. An da soen ech Iech villmools Merci fir déi Unanimitéit.

25. 8438 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux commissions parlementaires et aux séances publiques

An da géinge mer zum nächste Punkt op eisem Ordre du jour kommen. Dat ass d'Proposition de modification vum Reglement vun der Chamber, an zwar den 8438 iwwert d'Kommissiounsreuniounen a -sëtzungen. De Rapporteur huet 5 Minutten an en huet elo d'Wuert. Den Här Cruchten.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dat Reglement hei ass natierlech eng direkt Konsequenz vun där Resolutioun, déi mer elo hei gemeinsam ofgestëmmt hunn.

Här President, ech sinn elo eelef Joer Member an dëser Chamber an ech kann, wéi vill anerer heibannen, feststellen, dass sech d'Aarbecht verännert huet an deene leschte Joren. Ob d'Zuel vu Kommissiouns- oder Plenarsëtzungen, ob d'Zuel vu Gesetzestexten, vu

Resolutiounen oder Motiounen, den Aarbechtspand ass déi leschte Jore staark geklommen. Just e puer Zuelen: An der Period 2013-2018 goufe 500 Gesetzer vun der Regierung deposéiert. An der Period 2018-2023 waren et der scho 750. An déi nei Regierung gëtt sech och drun, fir nach vill Gesetzer ze deposéieren. Vu knapps 900 Stonnen effentleche Sitzunge si mer an der leschter Period op bal 1250 eropgaangen. 2018 hate mer bal 500 Kommissiounssëtzungen. Zejoert waren et der 660. Um Héichpunkt vun der Pandemie waren et der souguer wäit iwwer 800.

Besonesch an der Pandemiezeit hu mer eis eege Reegelen hei iwwer Bord geheit, fir kënnen séier virunzekommen. Do ass net onbedéngt gekuckt ginn, ob zum Beispill d'Delaie, fir eng Kommissiounssëtzung anzeberuffen, agehale goufen oder net. Dat war deen Ament richteg an néideg, well iergendwéi wollt de Virus net op d'Chamber waarden, fir sech auszubreeden.

(Hilarité)

No der Pandemie huet sech allerdéngs agerass, dass d'Delaie vläicht net esou wichteg sinn a mir sinn eigentlech net méi wierklech zrëckkomm op eis Manéier ze schaffen, wéi mer dat virdu gemaach hunn. Delaie sinn awer wichteg. Si si wichteg, fir dass d'Deputéiert Zäit an heiansdo och deen néidege Recul kréien, fir d'Texter ze analyséieren, Debatte virzebereden, Froen ze stellen an ze beantweren. Et ass an der Chamber net anescht ewéi soss an der Aarbechtswelt: Wann et muss séier goen, wann eppes iwwert de Knei gebrach gëtt, da kann et sinn, dass d'Qualitéit am Endeffekt drënner leide muss. Mir wëllen hei awer alleguerten eng gutt parlamentaresch Aarbecht leeschten, jiddereen a senger Roll, egal ob aus der Oppositioun oder aus der Majoritéit eraus.

Aus all deene Grënn wëlle mer eis Manéier fir ze schaffe besser a kloer reegelen. Éischtens wëlle mer, dass d'Kommissiounssëtzungen op feste Plage-horairé fixéiert ginn, fir dass all Kommissiounsmember sech duerno riichte kann, an dass dës Sëtzunge spéitstens dräi Deeg virdu convoquéiert ginn.

Zweetens wëlle mer, dass dës Plagen och respektéiert ginn, et sief, et wär eppes Aussergewéinlech an de Chamberspresident géif heifir eng Ausnam accorderieren.

Drëttens wëlle mer, dass, wann eng Fraktioun oder eng politesch Sensibilitéit eng Reunioun vun enger Kommissioun ufreet, fir iwwer en Theema ze diskutieren, dës och matzäiten, also bannent engem verstännegem Delai, aberuff gëtt.

A véiertens wëlle mer festhalen, dass eis Chamberssëtzungen ëmmer moies um 9.00 a mëttes um 14.00 Auer ufänken.

Här President, wa mer dësen Text, an dovunner ginn ech aus, alleguerten heibanne wäerte stëmmen, da bescheinegen Iech, Här President, all d'Deputéiert heibannen, dass Dir ganz verstänneg sidd. Jo, well mer net alleguerten déi selwecht Virstellungen hu vun engem räsonnablen Delai. Wat ass dat? Wat ass dat net? Dofir leeë mir dës Appreciatioun an Är Hän. Mir sinn iwwerzeegt, dass Dir dat néidegt Fingerspëtzegefill wäert hunn, fir dat am Sënn vun der Chamber a vun allen Deputéierten ze tranchéieren.

D'Presidentekonferenz huet sech den 19. Juli mat der Resolutioun ausernanergesat an den 12. September eng Textpropos un d'Reglementscommissioun weidergereicht. Den 19. Juli (veuillez lire: 18. September) huet sech d'Reglementscommissioun mat där Propos ausernanergesat a mech zum Rapporteur ernannt. An de Kollege Guy Arendt huet an där Sitzung zu Recht drop higewisen, dass, wa mer d'Auerzeit fir d'Chamberssëtzungen ëmmer mëttes um 14.00 Auer

festleeën, mer dat dann och sollte fir d'Moiesstzung maachen, nämlech op 9.00 Auer. Fir de Rescht war d'Kommissioun mat der Propos vun der Presidentekonferenz averstanen an den 2. Oktober gouf de Rapport eestëmmege uegeholl.

Well mer eis eigentlech bei all dese Punkten eens sinn, huet d'Kommissioun decidéiert, datt mer haut just de Rapport maachen an duerno keng Debatt méi féieren, mee direkt kënnen ofstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Cruchten villmools Merci fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport. Hien huet richteg gesot: Et ass e Riedmodell avec rapport et sans débat, soudatt elo keng Wuertmeldungen do sinn. A vu datt et hei ëm de Reglement vun der Chamber geet, froen ech och net, ob d'Regierung eppes dozou wëllt soen.

Mir kommen also direkt zu dem Vott iwwert diesen Änderungsversuch vum Chambersreglement, deen d'Nummer 8438 huet. Den Text steet am Dokument 8438'.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8438

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Schluss vum Vott.

D'Resultat vum Vott ass 60 Jo-Stëmmen, also och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Taina Bofferding), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Unhuele vun diesen Ännerungen am Reglement an ech wëll och zu deem, wat den Här Cruchten gesot huet, soen, datt ech probéieren, déi Notioun vu rasonabel och esou ze interpretéieren en âme et conscience. Ech weess, datt dat dann net bei jiddwerengem ëmmer déi selwecht Interpretatioun wäert hunn, mee ech hoffen, datt Der dann nach nachgibeg sidd an datt Der mer gleeft, datt ech et esou gutt maachen, wéi ech et mengen oder wéi ech et ka maachen. Ech soen op jidde Fall och Merci fir d'Vertrauen, dat Der domat ausgedréckt hutt. Domat wär dann och dese Punkt ofgeschloss.

26. Ordre du jour (suite)

Éier mer elo zum leschte Projet de loi kommen, hätte mer nach zwou Saachen, déi ech wëllt, datt mer géife maachen. Dat éischt, dat ass: Mir hu virdrun eng Motioun gestëmmt iwwert d'Institutioun vun enger Spezialkommissioun „Caritas“. Mir hunn och souguer decidéiert, datt mer eng Motioun an déi Kommissioun renvoyéieren. Dat heescht, mir hunn där Kommissioun schonn Aarbecht ginn, mee mir hu se awer nach net offiziell agesat. An haaptsächlech hu mer nach net designéiert, wie Member dovunner ass. Mir hunn do d'Geleeënheet geholl, fir mat deenen eenzelne Fraktiounen ze schwätzen. Ech hunn hei eng Lëscht kritt, wat d'Propositioun vun der Kompositioun vun der Kommissioun ass. Ech géing Iech proposéieren, wann Der domat d'accord sidd, datt mer direkt déi Kommissioun och offiziell asetzen an och designéieren, wie Member vun där Kommissioun ass. Kënne mer dat esou maachen? Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

27. Institution et composition d'une commission spéciale « Caritas »

Da fänken ech am Fong einfach mam Virliese vun de Propositione vun deenen eenzelne Fraktiounen un.

Also, et gëtt proposéiert, fir des Kommissioun folgend Memberen ze nennen:

Dat ass fir d'CSV: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Nathalie Morgenthaler, den Här Marc Spautz, d'Madamm Stéphanie Weydert an den Här Laurent Zeimet.

Fir d'DP: d'Madamm Barbara Agostino, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Mandy Minella an den Här Gérard Schockmel.

Fir d'LSAP: d'Madamm Taina Bofferding, den Här Mars Di Bartolomeo an den Här Franz Fayot.

Fir d'ADR: den Här Tom Weidig.

Fir déi gréng: d'Madamm Djuna Bernard.

Fir déi Lénk: den Här Marc Baum.

An als Observateur fir d'Piraten: den Här Sven Clement.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Virschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ass d'Chamber da mat dieser Zesummstellung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Dann hu mer och do gutt Aarbecht gemaach a mir komme weider.

28. Ordre du jour (suite)

An dann hunn ech nach als anere Punkt vum Ordre du jour déi Resolutioun, déi d'Madamm Tanson haut erabuecht huet iwwert d'Commission consultative des droits de l'homme, déi ech haut op den Ordre du jour setze wollt. Wann Der domat d'accord sidd, da géife mer dat direkt maachen. Déi zwou aner Motiounen verlaangen nach méi Diskussioun, soudatt ech géif proposéieren, déi an der nächster Sëtzung op den Ordre du jour ze huelen.

29. Résolution de Mme Sam Tanson concernant la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH)

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 52 de ce compte rendu)

Zur Resolutioun iwwert d'Commission consultative des droits de l'homme, Madamm Tanson, Dir hutt se schonn erkläert ...

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Vlächet duerno.

M. Claude Wiseler, Président | Duerno vlächet eventuell.

Gëtt et dozou nach aner Stellungnamen? Ech gesinn, dat ass net de Fall. Dach, den Här Baum wëllt dozou Stellung huelen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi nei Presidentin vun der Mënscherechtskommissioun huet an engem Interview drop opmierksam gemaach, datt de politeschen Discours, deen an Europa an awer och zu Lëtzebuerg gefouert gëtt, ëmmer méi rau gëtt a mat derzou bäidréit, datt en Zesummeliewen, en demokratescht Zesummeliewen ëmmer méi schwéier gëtt. Si huet och Beispiller dofir genannt, firwat si dat mengt.

Doropshin ass et e Post vun engem Deputéierten aus dieser Chamber ginn, dee gesot huet, mat deenen Aussoen hätt si sech als – ech zitieren – „Feind vun der richteger Meenungsfräiheet an direkter Demokratie“ quasi geout an en huet dat bewäert als „skandaléis“ an „en Ennergruwe vum eiser Demokratie“, well weider d'Muecht vu gewielte Volleksvertrieder ausget.

Also, éischtens ass et e Widersproch, wann ee kritiséiert, datt dat eng Afroststellung vun der Meenungsfräiheet ass. Et ass en Ausdrock vun der Meenungsfräiheet, datt eng Presidentin vun der Mënscherechtskommissioun hir Meenung an enger öffentlecher Zeitung ka soen. An zweetens ass et e Widersproch, datt op där enger Säit dann déi direkt Demokratie esou héichgehale gëtt an dann hir Meenungsfräiheet quasi ewechgeholl gëtt mam Verweis drop, datt d'Muecht vun de gewielte Volleksvertrieder ausget, also vun der indirekter Demokratie.

Här President, ech mengen, iwwert déi Petitioun wäerte mer nach Diskussiounen hunn. Wësst Der, ech sinn e Verfechter vun der Opklärung. Ech si frou mam Kant sengem Sapere Aude a mam Austausch vun den Argumenter. A fir Argumenter kënnen auszetauschen, muss ee se och kënnen expriméieren. Eent dovunner huet d'Presidentin vun der Mënscherechtskommissioun hei gemaach. An dat, wat deen Deputéierte gemaach huet, ass eng Attack op hir Funktioun an eng Attack indirekt op d'Chamber, déi si instituéiert huet.

Duerfir mengen ech, datt déi Resolutioun vun der Madamm Tanson immens wichteg ass. Ech hoffen, datt mer hei zumindest 55 Stëmme kréien, déi dat hei ënnerstëtzen. Well ech mengen, datt et ee ganz wichtegt Signal ass, dat mer hei aus der Chamber müssen erëmginn, datt mir fir d'Mënscherechter stinn.

A jo, wann d'Mënscherechter lénksideologesch sinn, da sinn ech och lénksideologesch. Wann de Saz aus der Verfassung „La dignité humaine est inviolable“ lénksideologesch ass – wat ech net mengen, datt en ass –, jo, da bekennen ech mech och als Lénksideolog. An ech wëll net einfach esou d'Plaz deenen iwwerloossen, déi ënner Meenungsfräiheet just hir eege Meenung mengen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach d'Madamm Bofferding, déi sech gemellt huet, an ech hunn den Här Keup, dee sech gemellt huet. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President, a virun allem merci fir d'Initiativ, déi déi gréng geholl hunn. Bon, den Här Baum huet et elo op de Punkt bruecht, do brauch ech näischt méi derzou ze soen. Ech wëll just ergänzen, dass mer eeben déi heite Resoloutioun méi wéi gäre matstëmmen. Esou wéi aner Resoloutiounen haut schonn, wou mer en Zeeche setzen, setze mer och hei ganz kloer en Zeechen, en Zeeche vun der Unerkennung, vun der Ënnerstëtzung, vum Respekt. A mir mierke jo grad an eisem politeschen Discours, dee mer haut nach hei gefouert hunn, wéi wichteg et ass, dass mer och hei als Chamber zesummestinn an eeben hei zesammenhalen an do e ganz kloer Signal haut erausginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir soen och der Madamm Tanson villmools Merci fir hir Resoloutioun fir d'Unerkennung vun der Mënscherechtskommissioun. A mir kënnen dat natierlech nëmmen zu 100 % ganz kloer ënnerstëtzen a mir stinn 100 % derhannert, dass déi Kommissioun do ass an dass déi Kommissioun och hir Aarbecht gutt mécht.

Wourëms et elo am Fong gaangen ass, wann ech dat richteg verstanen hunn, och de Moie mat där Fro un den Didier Reynders, deen awer, mengen ech, net esou geäntwert huet, wéi Dir Iech et virgestallt hutt, do wollt ech awer eppes richtegstellen. A gottseidank war den Här Baum hei, deen et och richteg gesot huet. Et war nämlech esou – mir kënne jo d'Nimm och nennen –, den Här Weidig huet geschriwwen: „E Feind vun [...] direkter Demokratie“. Ne? En huet net gesot, e Feind vun Demokratie.

M. Tom Weidig (ADR) | Voilà!

M. Fred Keup (ADR) | An dat ass eng ganz, ganz grouss Nuance. Ech mengen, direkt Demokratie, do si mer direkt beim Referendum, do si mer beim Biergerwëllen. Dorëms ass et hei gaangen.

An da kommen ech op dat zréck, wat effektiv ..., dat war deen Interview am „Wort“ vum 30. September, wou dann déi nei Presidentin vun der Mënscherechtskommissioun gesot huet, dass eng „Verrohung, ja Brutalisierung des Dialogs stattgefunden“ hat. „Das ist beunruhigend, vor allem, weil es [...] von Politikern ausgeht.“ An da schwätzt se vum „Fall Beissel/Lulling, [...] Äußerungen von Marc Lies [und] Tom Weidig“. Also, Rundumschlag iwwert dat, wat e bësse sou hei och schonn déi leschte Méint heiansdo diskutiert ginn ass.

Dat ass awer net de Grond, firwat dass den Här Weidig, an ech hat iwwregens och eppes getwittert, firwat dass mer dat gemaach hunn. De Grond ass deen, dass se am Interview – an et ass elo ganz wichteg, dass mer dat net duerjerneegeheien – iwwert déi Petitioun schwätzt. A si seet dann, dass d'Chamberskommissioun déi Petitioun ni hätt dierfen zuloossen. An dat, mengen ech, ass net richteg. Si seet, wéinst eethesche Grondsätz, déi ee misst respektéieren. Déi Petitioun gouf vun zéngtausend Leit ënnerschriwwen. A wann zéngtausend Leit eng Petitioun ënnerschriwwen, da kënn Der Iech jo virstellen, dass dobaussen nach vill, vill, vill méi Leit déi Petitioun ënnerstëtzen.

Ech wëll hei net soen, dass déi Leit alleguerten iergendwéi déi falsch eethesche Grondsätz hätten oder déi net géif respektéieren respektiv Feinde wiere vu Mënscherechter. An duerfir fannen ech et net richteg, dass d'Presidentin, déi natierlech nei am Amt ass, sech esou am „Wort“ geäussert huet. Dat fannen ech

och net richteg. An ech mengen, dass dat och déi Leit, déi dat ënnerschriwwen hunn, an do sinn der jo och derbäi aus Äre Parteien, ganz vill, alleguerten, dass déi dat och net richteg fannen, esou dohinnergestallt ze ginn.

An duerfir kënn dann dat, wat mir geschriwwen hunn, dass ee soll den demokratesche Vott vun de Leit respektéieren. An et kann een net soen, wann op eemol esou vill Dausende Leit fir eppes sinn: „Nee, da wëlle mer dat net, dann dierf dat net méi an der Kommissioun zougelooss ginn.“ Da wëlle mer keen Debat méi driwwer féieren an da wëlle mer déi Leit am Fong souzesoe monddout maachen. Dat ass net, wéi d'Demokratie an eisen Ae funktionéiert. Bon, ech huelen un, d'Madamm Presidentin do ass nei. Si huet sech vläicht hei ze vill aus der Fënster erausgeleent. Dat ka sinn. Mee et ass fir eis nimools drëms gaang, d'Mënscherechtskommissioun a Fro ze stellen. Do sti mer 100%eg derhannert. Et geet hei ëm eng Presidentin, déi sech an de politeschen Debat amëscht. A wann s de an de politeschen Debat eragees, jo, da bass de am politeschen Debat an da muss de och Kritik astiechen. An dat hu mir hei gemaach. An dat ass an eisen Ae ganz richteg gewiescht.

Mir stëmmen hei mat Jo an ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Clement an duerno vun der Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass awer dach fern erstaunlech, wat ech elo grad heibannen héieren hunn. Nämlech gëtt da gesot, et wär ee jo absolutt fir d'Meenungsfreiheet. An da gëtt dee Saz zitéiert. An et ass dann awer eng ganz selektiv Zitat-Aart-a-Weis, well wat Äre Kolleeg geschriwwen huet, ass nämlech, d'Madamm wär e Feind vu richteger Meenungsfreiheet. Gëtt et eng richteg an eng falsch Meenungsfreiheet? Also fir mech gëllt d'Meenungsfreiheet. D'Meenungsfreiheet ass e Mënscherecht. An dofir steet et enger Presidentin vun enger Mënscherechtskommissioun och gutt zu Gesiicht, wa se sech fir Meenungsfreiheet asetzt.

Wann awer elo déi selbsternannte Verteideger vun der Meenungsfreiheet mengen, se missten en Tri maachen zwëschen enger richteger Meenungsfreiheet, also warscheinlech hirer Meenungsfreiheet, an enger falscher Meenungsfreiheet, also all deene Meenungen, déi net hir Meenung sinn, ja, dann ass dat u sech Faschismus. An dat soen ech net ganz einfach, well u sech heescht dat: Ech soen, ech dierf meng Meenung soen, mee all déi aner dierfen hir Meenung net soen, well dat ass déi falsch Meenungsfreiheet. An dat ass geféierlech, well da geet et weider an deem nämmelechte Post, da gëtt gesot: „Et ass quasi e politesche Putsch!“

Ech wësst net, wéi eng Mënscherechtskommissioun, där hiert Mandat et ass, Avisen ofzeginn, eng Meenung ze hunn – jo, et ass hiert Mandat, eng Meenung ze hunn –, e politesche Putsch kéint begoen, well dat géif viraussetzen, dass se entweder mat Gewalt oder iwwer en anere Wee géif probéieren, d'politesch Muecht u sech ze rappen. Dat liesen ech aus deem Interview net eraus.

An da seet deen een, et wär „eine Antidemokratin“. Dat schreift en op Twitter, haut X. An deen anere schreift: „Mir brauche keng esou eng Kommissioun.“ An da seet säi Kolleeg awer hei op der Tribün: „Jo dach, mir hunn ni déi Kommissioun a Fro gestallt, mir stëmmen elo souguer d'Motioun mat, well se eis esou wichteg ass.“ Also, bon, bref, do gëtt een net schlau draus.

Fir mech ass et ganz kloer: Dat heiten ass e wichtige Text, eng wichtige Resoloutioun. A wa mer se matstëmmen, da gi mer sécherlech net zu Feinde vun iergendenger Meenungsfreiheet, mee mir verteidegen all Meenungsfreiheet an net nëmmen eng richteg oder eng falsch.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci. Fir d'éischt emol, Här Keup, sinn ech immens frou ze héieren, dass Der Är Meenung geännert hutt, wéi vläicht net déi éischte Kéier an Ärem politesche Liewen. Well effektiv, et ass elo scho puermol zitéiert ginn, steet deen Text do an deem genannte Post. Et wäert mer net esou oft virkommen, dass ech Iech zitéieren, Här Weidig, mee hei ass et eeben noutwendeg: „Mir brauche keng esou eng Kommissioun.“ An Dir schwätzt ...

(Interruption)

„Mir brauche keng esou eng Kommissioun“ steet hei. Jo, mir kënnen elo eng Wortanalyse maachen.

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Nee lauschtert, ech denken, dass een, wann een dee Post liest, genau gesäit, a wéi eng Richtung et geet a wat Der wëllt domadder soen.

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. Claude Wiseler, Président | Esou, elo huet d'Madamm Tanson ganz eleng d'Wuert!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Macht d'Madamm Tanson elo awer net monddout!

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, dat ass scho méi wéi eng Kéier probéiert ginn. Dat funktionéiert bei mir wierklech definitiv net.

Mee et gëtt jo e puer Elementer. Dat eent ass, dass Dir sot: „d'Ënnergrüewung vun der Demokratie!“ Dir sot: „Antidemokratin!“ Wann dat net een als Feind vun der Demokratie duerstellen ass! Et kann een natierlech, wéi Der dat esou gäre maacht, op de Wieder ronderëmreiden. Ech fannen dat hei extrem problematesch.

An Dir maacht an deem dote Post genau dat, wat am Fong si an hirem Interview seet, dat heescht déi „Verrohung“ vun dem Discours, de Leit Angscht maachen, de Leit, déi eng aner Meenung hunn, probéieren, duerch esou Poste wéi dat doten ze soen: „Sot net Är Meenung!“ Dat ass Är Method an déi Method ass äusserst diskutabel.

Zu der Saach, dass, wann ee géing a Fro stellen, ob eng Petitioun ugeholl gëtt oder net, een dann domadder déi Signatairen herno a Fro stellt: Dat ass Quatsch! Dat ass komplette Blödsinn. Well an der Petitiounskommissioun gi systematesch Petitiounen net ugeholl. Mir sinn och amgaangen, un engem neie Reegelwierk ze schaffen, fir dass dat nach méi kloer iwwerall stoe kënn an eist Reglement. An dat ass jo net par rapport zu deene Leit, déi et ënnerschriwwen, well déi hunn et jo net ënnerschriwwen an déi wäerten et och net ënnerschriwwen, wann eng Petitioun net ugeholl gëtt.

Duerfir, haalt op ze soen, dat hei wier géint d'Leit oder géint iergendeen! Et geet einfach drëm – an dat fannen ech eng absolutt pertinent Remark an ech fannen, dat ass och d'Missioun vun der Kommissioun –, ze soen, dass si der Meenung ass, d'Chamber hätt hei missen eng aner Decisioun huelen.

Dat ass net eng Afrostellung vun den Ënnerschrëften. Dat ass eng Kritik, déi muss mer eis alleguer gefale loosse, well mir hunn alleguerten déi Petitioun do duerchgoe gelooss. Dat heescht, déi Kritik ass souwuel fir Iech wéi fir mech. Déi ass net fir iergendeen en particulier.

Ech huele se un. Ech soe mer: Ok, et ass en Element, dat an der Diskussioun ass. Mee fir dann do ze soen, et wier skandaléis an en Ënnergrouwe vun eiser Demokratie, et wier e politesche Putsch, si wéilten als Kommissioun decidéieren, wat richteg a falsch ass, an alles, wat hinnen net gefält, wier illegal. Wou steet dat, Här Weidig? An et soll à la DDR ënnerdréckt ginn. Krass!

Wann hei iergendeen heibannen am Sall wëllt iergendeen ënnerdrécken, da sidd Dir dat. Voilà!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Da sinn et déi gréng!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech gesinn elo net méi, datt eng Wuertmeldung hei am Sall ass. Wann dat net de Fall ass, géing ech dës Resolutioun zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la résolution

De Vott fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Mir vermessen och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Domat ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Fernand Etgen), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Foyot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

30. 8369 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 8369 iwwert d'Verlängerung vun de Baugeneemegungen. D'Riezzeit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno

folgendo moossen opgedeelt: de Rapporteur 10 Minuten, alleguer d'Fraktiounen an d'Sensibilitéit 5 Minuten, d'Regierung 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Marc Lies (CSV), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 8369 ass eigentlech e klenge Projet, wat d'Form ugeet, ma nawell wichteg, well et e Projet ass, deen zur Vereinfachung vun de Prozeduren vun de Baugeneemegungen an de Gemenge féiert.

Bei dësem Projet de loi geet et ëm eng Upassung vum 2004er Gesetz iwwert den Aménagement communal. Den Dépôt war den 29. Mäerz 2024. Wéi Der am Dossier parlementaire respektiv och a mengem Rapport konnt liesen, sinn eng ganz Rëtsch vun Avisen do, déi dann och dës Upassung begrëssen.

Bon, ech hunn et virdru gesot: Et ass eng kleng Upassung, awer trotzdeem wichteg an der Form.

Ëm wat geet et genau heibäi? D'Baugeneemegungen an de Gemenge ginn amplaz op ee Joer op zwee Joer ausgestellt a kënnen nach eng Kéier ëm ee Joer weider verlängert ginn. Dat heescht manner prozeduralen Opwand an awer och méi Flexibilitéit fir d'Bauhären.

Den Ursprung vun dësem Gesetz war den dësjärege Logementsdësch, deen den 22. Februar zesummeekom ass. Bon, ech mengen, mir alleguerte wëssen: D'Immobiliekris ass nach net ganz iwwerwonnen an et ass wichteg, datt mer schnellstméiglech neie Wunnraum bauen, an awer och méi bezuelbare Wunnraum.

Ënnert dem Motto „Mat manner méi an awer och méi schnell a méi séier bauen“ huet d'Regierung den 19. Juni am ganze 40 Moosname presentéiert, wou et ëm d'Veinfachung vun deene Prozeduren an awer och vun enger Rei vu Gesetzgebungen geet, fir datt de Bau méi séier ka virugedriwwen ginn.

De Minister Gloden huet sech dat zu Häerz geholl an ee Mount no dësem Logementsdësch, wéi scho virdru gesot, den 29. Mäerz, och dës Projet de loi an d'Prozedur ginn.

An deenen nächste Wochen a Méint wäerten nach eng sëllegen nei Moosname bäikommen. Eng wichteg Moosname wëll ech hei just kuerz ervirhiewen. Dat ass eng Plattform de concertation iwwert d'PAPen, déi am Inneministère ageriicht soll ginn, wou et wichteg ass, datt en Echange zwëschen de Promoteuren, Ministèren, Gemengen an awer och de jeeweilige Verwaltungen ass, fir datt et méi séier geet an de Prozeduren, wann et ëm e PAP „nouveau quartier“ geet.

Dës Plattform wäert duerfir an deene kommende Wochen a Betrib goen, wat ganz wichteg ass. An och hei just kuerz gesot: Aus eegener Erfahrung weess ech, datt et wichteg ass, wann e PAP vun engem Promoteur respektiv engem Bauhär soll erstallt ginn, datt dës le début d'Modalitéit gekuckt ginn, awer och genau, wéi dee PAP kéint ëmgesat ginn. An duerfir ass et gutt, fir schnellstméiglech alleguerten dës Prozeduren ze vereinfachen.

Als CSV kënnen mir d'Regierung nëmmen encouragéieren, dës Vereinfachung schnellstméiglech viruzedriewen. Et steet vill um Spill, wat d'Zukunft vun eisem Land ugeet.

An heimat ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündlechen Rapport.

An d'Wuert huet elo den Här Luc Emering. Här Emering.

Discussion générale

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi héich Zësen hunn an der leschter Zäit zu engem allgemenge Ralentissement am Bausektor gefouert an eng ganz Rei Schwierigkeete mat sech bruecht.

Duerch déi grouss Hausse bei de Präisser hu vill potenziell Keefer hir Pläng fir en neit Doheem mussen zrëckstellen oder souguer ganz opginn. Dëst huet leider och eis Bautreprise, déi zum Deel schonn a Projeten investéiert haten, an eng delikat Situatioun versat.

Vill Acteuren hate virun dëser Kris scho Baugeneemegunge fir eng Jett Projete kritt, déi laut den Texter, déi zu deem Zäitpunkt en vigueur waren, no engem Joer ofgelaf sinn, ouni dass awer herno déi néideg Demande vu potenzielle Keefer nokomm ass.

Fir deem entgéintzewierken, hat sech ufangs des Joers, wéi et elo gesot ginn ass, e Logementsdësch zesummeesat. Hei sinn, wéi Dir wësst, déi wichteg Acteuren aus dem öffentlechen an aus dem private Secteur zesummeekom, fir gemeinsam Léisungen auszuschaffe mam Zil, den Immobiliemarché nees un d'Rullen ze bréngen.

Dës Projet, dee mir haut hei virleien hunn, ass e ganz wichtige Schratt a Richtung vun enger Entlaaschtung fir all d'Acteuren am Bausektor. Als DP-Fraktioun begrësse mir dës nei Moosname, déi d'Validitéit vun de Baugeneemegungen vun engem Joer op zwee Joer verlängere soll.

Dat ass net just am Interêt vun enger Simplification administrative, mee vum ganzen Immobiliensektor, deen doduerch gestäipt wäert ginn. D'Bautreprise kréien esou déi néideg Zäit, fir déi néideg Demarchen ze ënnerhuelen an hir Projeten ze realisieren.

An enger Zäit, wou vill Onsécherheete bestinn, grad och bei der Entwécklung vun den Zësen, ass et vu grousser Wichtigkeet, dass de Staat eng gewisse Flexibilitéit virgesäit. An dat ass genau dat, wat dësen Text bréngt. Dëst wäert d'Realisatioun vun de Projete vereinfachen an och gläichzäiteg erlaben, eng gewëssen Dynamik an de Wunnensbau eranzekréien.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. An dann huet elo d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Bon, ech kann direkt berouegen: Mir stëmmen dat hei mat!

Ech hunn elo mengen zwee Virriedner gutt nogelauschert. Et gëtt awer e bëssen esou duergestallt, wéi wann dat hei elo esou d'Formule magique wär, fir d'Logementsproblemer an de Grëff ze kréien. Dat gesi mir definitiv anescht!

Mee do kréie mir nach d'Geleeënheet, bei deene Proposen, déi jo nach solle komme vun der Regierung, dann Neel mat Käpp ze maachen. Do kréie mer nach d'Geleeënheet, fir doriwwer ze diskutieren.

An der Kommissioun war d'Fro opkomm, ob ee Chifferen hätt, ob et eng Demande vun de Gemenge wär respektiv wéi oft géif verlängert ginn. Et ass richtig, de Ministère huet déi Donnéeën net. Et kann een déi jo och net esou sammelen, et misst ee se dann afänke goen.

Ech hunn awer bei mengem Buergermeeschter, also a menger Gemeng nogefrot: Do maachen d'Verlängerung ganz genau 4 % aus. Dat ass elo wierklech net grad de grouse Worf. Mee bon, et deet och kengem wéi. Mir stëmmen et mat. Alles, wat eng Simplification administrative ass, wat méi einfach ass, kann ee guttheschen.

Mee dat heiten ass awer elo net d'Äntwert op de Logementsproblem. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Als ADR begrësse mir dëse Gesetzesprojekt, dee jo eng administrativ Vereinfachung duerstellt. D'Notioun vun der administrativer Vereinfachung huet och an eisem Walprogramm eng zentral Roll gespilt an duerfir droe mir dëst ëmsou méi mat.

Mir géife souguer nach e Schrëtt méi wäit goen an eis domat och den Avise vun der Handelskummer a vun den Architekten uschlëssen, déi eng zousätzlech Verlängerung vum Delai froen.

Dat gesot, geet dëst Gesetz awer zumindest an déi richteg Richtung a fënnt och eis Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Ech muss soen, ech war och elo e bëssen iwwerrascht iwwert déi Duerstellungen, déi elo hei komm sinn. Well et muss awer ee mer erklären, wisou eng Verlängerung vun engem Delai, wéini soll ugefaange gi mat bauen, soll de Logementsproblem an de Grëff kréien.

Mee dat à part, denken ech och, dass et ka sënnavoll si fir den administrative Prozess. Ech wär just frou, wann een dat awer géing am A behalen an dass dat elo net géing an eng Richtung goen, dass doduerjer alles nach méi laang géing daueren.

Well mir gesi schon, dass et heiansdo awer laang dauert, bis iwwerhaupt een ugefaangen huet mat Bauen. A wann een natierlech elo nach méi laang Zäit huet, riskéiert dat, derfir ze suergen, dass mer do Verlängerunge kréien.

Bon, dann hätt ech awer nach zwou Froen. Déi eng wär déi: Wou sidd Der dru mat deem, wat mer denken, dass et vill méi hëlleft wéi elo dat heiten, mat deem generaliséierte Bautereglement? Dat wier eppes, wat eis brennend géing interesséieren.

Insgesamt vermësse mer dann e bëssen de Suivi vun deem grouse Pak, dee jo annoncéiert gi war virun e puer Méint, wou ganz vill esou Mesürene ebauchéiert gi waren. An do wiere mer dankbar, wa mer dat zäitno nach eng Kéier kéinten an deene respektive Kommissiounen diskutéieren, fir dass mer e bësse wëssen, wou Der dru sidd bei der wierklecher Ëmsetzung vun deem, wat dee Moment annoncéiert gi war. Well do war eng Hellewull Mesürene annoncéiert ginn a mir géinge gär de Suivi dovunner maachen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech kann och just de Virriednerinnen, der Madamm Tanson an der Madamm Bofferding, Recht ginn. 4 %, dat ass elo wierklech net déi gigantesch héich Zuel.

A virun allem ass mir vun der Logik hier net ganz ersiichtlech, firwat eng nei Dynamiséierung vum Logementsmarché soll entstoën, wann Delaien, wou ee muss ufänke mat bauen, verlängert ginn. Dat ass mir net ganz ersiichtlech.

Ech verstinn awer, dass et effektiv eng administrativ Vereinfachung ass. An duerfir stëmmen mer dat hei och mat. Mee eng Dynamiséierung vum Logementsmarché, also, eis kënn Der dat jo erzielen, mee ech hoffen, dass Der et net selwer gleeft.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner fäerdeg.

An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn. Här Inneminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Merci och fir d'Unanimitéit hei zu dësem Projet de loi.

„Einfach. Besser. Modern. Méi a méi séier bauen“, dat war de Slogan vum Logementsdësch respektiv den Titel vum Premierminister senger Deklaratioun. Mir haten do e Package vu 40 Mesürene op deem Logementsdësch festgehalten. Dat hei ass am Fong eng 41. Mesür. Et ass déi éischt Mesür, déi elo hei an d'Parlament kënn fir d'Simplification administrative.

Mir schaffen als Inneministère mat de Partneren um Terrain an och mat der Chamber. Mir wäerten nach e puermol heihinner kommen, fir eng Rei Projekte virzestellen, well ech mengen, mir sinn eis alleguer eens: Kommt, mer huelen eise Courage an d'Hänn, kommt, mer kucken endlech, dass mer duerch deen Dschungel vun den Norme kommen, déi – an ech kritiséieren dat net – héchstwahrscheinlech gutt gemengt waren, mee wou sech erausgestallt huet, dass et einfach ze laang dauert, an dat liest ee jo ëmmer erëm an der Press! Kommt, mer kommen erëm op eis Dugenden zrëck: kuerz Weeër hei zu Lëtzebuerg. Duerfir ware mer bekannt an dohinner solle mer och erëm kommen.

Fir konkret op d'Fro vun der Madamm Tanson ze kommen: Dëst Joer bis Enn des Joers wäerte mer nach de Projet de loi iwwert d'Modifikatioun vum Artikel 29bis erabrëngen. Och dat war gutt gemengt, an dat war och richtig, deen Artikel deemools ëmzeänneren. Mee et huet sech um Terrain gewisen, dass en net dat bruecht huet, wat mer alleguer wollten, a mir probéieren, deen Artikel eeben esou ëmzeschreiwen, dass mer op där enger Säit generell méi Logementer, an op där anerer Säit méi Logements sociaux op der selwechter Bauffläch kënnen kréien.

Dann, ab November wäert déi Plateforme de concertation fir d'PAPen aktiv sinn, do kann een de Rendez-vous via MyGuichet huelen. An da kucke mer och nach, fir Enn des Joers eeben déi Limites bagatellaires, déi Bagatell-Limiten, déi ech och scho presentéiert hat an der Kommissioun, ze deposéieren, mat den Délais d'ordre.

An dann ass d'nächst Joer eeben déi grouss Reform virgesi mam „silence vaut accord“ an déi

Modernisatioun vun de PAG-PAP-Prozeduren, alles, wat sech dorëmmer gliddert. Et ass virgesinn, dass mer dat bis Enn d'nächst Joer deponéieren.

Et ass en ambitiöse Programm, mee nach eng Kéier, ech spieren awer, dass d'Leit dobaussen um Terrain dat brauchen. An ech mengen, d'Chamber wäert och hoffentlech mat op dee Wee goen, fir eis do ze ënnerstëtzen. A mir wäerten zu dem néidegen Zäitpunkt dann och d'Projeten hei mat Iech diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innenminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8369. Den Text steet am Document parlementaire 8369⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8369 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Wann Dir kéint probéieren, nach e klengen Effort bei de Procuratiounen ze maachen. Domat ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen bei kengem Nee a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Fernand Etgen), Corinne Cahen (par M. Luc Emering), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Claire Delcourt), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Franz Fayot), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 22., 23. a 24. Oktober virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.29 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Conférence annuelle de l'ONU sur le climat à Baku	0757	Sven Clement, Ben Polidori	66	Incitations pour la mise en place de couloirs de tir	0991	Joëlle Welfring	85
Comité de prévention communal	0810	Dan Biancalana, Taina Bofferding	66	Statistiques sur les renards et rats laveurs au Luxembourg	0993	André Bauler, Luc Emering	85
Utilisation de drones dans le domaine de la livraison d'échantillons	0850	Octavie Modert	66	DAP Inclusion	0995	Francine Closener	85
« Gender Pension Gap »	0867	Mars Di Bartolomeo	67	Marchands de sommeil	0996	Marc Goergen	86
Réaffectation des enseignants dans leur commune	0872	Gilles Baum, Barbara Agostino	69	Liste d'exclusion du Fonds de compensation	0999	Tom Weidig	86
Consommation de drogues	0879	Nancy Arendt épouse Kemp	70	Charge administrative dans l'agriculture	1000	Joëlle Welfring	87
Dégâts gibier	0881	André Bauler, Luc Emering	70	Copropriétés des immeubles bâtis	1001	David Wagner	87
Gestion des risques d'inondations	0891	Joëlle Welfring	71	Déversement de kérosène dans l'atmosphère par un avion de Cargolux	1002	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	88
Mission économique au Japon	0895	Carole Hartmann, Gérard Schockmel	72	Accord relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise	1003	David Wagner	89
Corbeaux	0898	Joëlle Welfring	72	Abus sur mineurs	1007	Sven Clement	89
Summerschool	0899	Francine Closener	73	Dépistage de l'hyperplasie congénitale des surrénales	1008	Nathalie Morgenthaler	90
Taxe sur les produits sucrés	0900	Sven Clement	73	Sécurité routière	1011	Mars Di Bartolomeo	90
Raton laveur	0901	Marc Goergen, Ben Polidori	74	Diagnostic d'autisme chez l'enfant	1013	Sven Clement	91
Moule quagga	0902	Françoise Kemp	74	Procédures dans le cas de la fermeture d'un tunnel suite à un accident	1015	Alexandra Schoos, Tom Weidig	91
Cyberattaques sur les implants cardiaques	0906	Liz Braz	75	Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ	1018	Sven Clement	92
Vols nocturnes	0920	Yves Cruchten, Claire Delcourt	75	Sécurité des cyclistes et des piétons	1020	Meris Sehovic	92
Impact de l'installation des radars de tronçon sur l'A7	0936	Ben Polidori	76	Abandon d'animaux	1022	Claire Delcourt	93
Biotopes et couvert boisé	0940	Joëlle Welfring	77	Don d'organes	1023	Mars Di Bartolomeo	93
Législation sur les animaux exotiques	0944	Alexandra Schoos	77	Accélération du déploiement des éoliennes	1025	Joëlle Welfring	93
Punaises de lit	0945	André Bauler, Luc Emering	78	Affiliation auprès d'un organisme de la sécurité sociale des enfants après le décès du parent assuré principal	1026	Djuna Bernard	94
Projet pilote IDELUX en Belgique	0947	Paul Galles	78	Contrôle des documents des véhicules	1027	André Bauler, Luc Emering	95
Nouvelles destinations de Luxair	0951	Marc Goergen	78	Informations concernant la pension de vieillesse anticipée sur le site Internet de la CNAP	1028	Sven Clement	95
Avertissements taxés	0954	Marc Goergen	78	Intégration d'un concept de « climate shelters » au sein du Plan canicule	1029	Djuna Bernard	95
Gare routière d'Ettelbruck	0960	Meris Sehovic	79	Transfert de personnel entre Caritas et HUT	1213	Sam Tanson, Djuna Bernard	95
Introduction du « Museums-PASS-Musées »	0961	Octavie Modert	79	Fonds de la coopération au développement	1223	Sam Tanson, Joëlle Welfring	96
Protection des inondations liées à la saturation de la canalisation	0967	Marc Goergen	80	Scolarisation des réfugiés mineurs	1236	Claire Delcourt, Paulette Lenert	96
Vaccination contre le méningocoque	0970	François Bausch	80	Nouveaux contrats de travail des employés de Caritas	1255	Taina Bofferding, Franz Fayot, Georges Engel	97
Vidéos filmées par des membres de la Police grand-ducale	0975	Meris Sehovic	81	Attribution de titres de séjour travailleur indépendant aux professionnels de la culture	1309	Meris Sehovic, Djuna Bernard	97
Anticipation et évaluation d'événements météorologiques extrêmes	0977	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	81	Demande pour un titre de séjour d'un artiste iranien	1311	Marc Baum	98
Affectation des nouveaux policiers	0981	Meris Sehovic	82	PET-scan	1321	Carole Hartmann	98
Coordination entre les services météorologiques	0984	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	82	Rapatriement d'une femme libyenne malade	1355	Ben Polidori	99
Chantier au viaduc à Munsbach sur l'autoroute A1	0985	Jeff Engelen	83				
Prolongation des contrôles aux frontières allemandes	0986	Meris Sehovic	83				
Recensement des actes antisémites	0987	Franz Fayot, Yves Cruchten	83				
Office national de l'enfance (ONE)	0988	Ben Polidori	84				



Conférence annuelle de l'ONU sur le climat à Bakou | Question **0757** (17/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Lëtzebuerg war déi lescht Joren ëmmer erëm op den UN-Klimakonferenzen (COP) dobäi. D'Konferenz dëst Joer wäert zu Bakou stattfannen. D'Haapttheema vun dëser Konferenz wäert d'Theema vun den nohaltege Finanzen ginn, wat een Theema ass, wat grad fir Lëtzebuerg, dat eng nohaltege Finanzplaz opbaue wëll, vun Interesse ass. Aserbaïdjan huet sech am September 2023 mat enger Militäroffensiv Deeler vun der Nagorno-Karabakh-Regioun ugëeegent an domat ee Waffestellungsaccord vun 2020 verletzt. Et gi méi wéi 600.000 Barrel Pétrol pro Dag am Aserbaïdjan produziéiert. Dofir gëtt de Choix vu Bakou als Organisateur vun enger COP vun Ëmweltorganisatione kritiséiert.

An deem Zesammenhang wëlte mir dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung och dëst Joer erëm un der Weltklimakonferenz deel huelen? Falls jo, wéi eng Ministere wäerten op Bakou reesen?
2. Huet d'Regierung wëllen, fir dëst Joer selwer ee Pavillon zu Bakou ze organiséieren, eventuell zesumme mat engem EU-Nopeschland?
3. Wéi wäert Lëtzebuerg op der COP29 fir seng nohaltege Finanzplaz werben?

Réponse (20/06/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversitéit

ad 1. Op der UN-Klimakonferenz am November 2024 wäerten, genee wéi déi Jore vir drun, wichteg Decisiounen am Kader vun der Ëmsetzung vum Paräisser Accord geholl ginn. All Vertragsparteien, dorënner och Lëtzebuerg, wäerten op der COP29 vertrauede sinn. Wéi eng Regierungsvertrieder, nieft dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, dee Lëtzebuerg um ministerielle Segment vun der Konferenz vertritt, eventuell op Bakou reesen, ergëtt sech zu engem spéideren Zäitpunkt.

ad 2. Lëtzebuerg plangt, genee wéi déi Jore vir drun, zesumme mat der Belsch, Holland an der Europäescher Investitiounsbank un engem gemeinsame Pavillon op der COP29. An dësem Pavillon wäerten déi 3 Länner an d'BEI hire jeeeweilige Partner d'Méiglechkeet ginn, fir hir Projeten, Programmer a Kollaboratiounen am Beräich vum Klimaschutz ze illustréieren.

ad 3. D'Kompatibilitéit vun de Finanzstraim mat enger Entwécklung a Richtung Klimaneutralitéit a Klimaresilienz ass eent vun den dräi Haaptziler vum Paräisser Accord. An dësem Kontext sinn déi conceréiert Acteure wëllkomm, fir zu Bakou d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Plattform fir nohaltege Finanzen ze assuréieren.

Comité de prévention communal | Question **0810** (29/05/2024) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Taina Bofferdig** (LSAP)

La législation luxembourgeoise prévoit qu'un comité de prévention communal est créé pour le territoire de compétence de chaque commissariat de police. Au cas où plusieurs commissariats sont implantés sur le territoire d'une même commune, un seul comité de prévention est mis en place. Comme cent communes au total existent sur le territoire luxembourgeois, le nombre des comités de prévention devrait être assez élevé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut nous confirmer que chacune des cent communes dispose d'un tel comité de prévention ? Le cas échéant, combien de communes n'en disposent pas ?
- 2) En moyenne, combien de fois un comité de prévention se réunit au cours d'une année ? Combien de fois un comité est convoqué sur la demande écrite d'un procureur d'État ? Combien de fois sur demande du Ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions ?
- 3) Quelle est la durée moyenne pendant laquelle un président d'un tel comité exerce son mandat de président ?
- 4) Quels furent les sujets traités majoritairement et quelles furent les actions et mesures mises en place ?
- 5) Quels furent les sujets traités dans les différents comités de concertation régionale ?

Réponse (28/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1) Toutes les communes ne disposent pas d'un comité de prévention propre, mais chaque commune est représentée au sein d'un comité de prévention. En vertu de l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale¹ le nombre de comités est déterminé sur base du ressort des commissariats de police, sauf pour les communes qui en comptent plusieurs. Ces dernières disposent d'un seul comité de prévention.

ad 2) L'article 38 précité prévoit que le comité de prévention est placé sous la présidence du bourgmestre. Si le comité de prévention réunit plusieurs communes, le président est à désigner de façon collégiale par les bourgmestres des communes faisant partie du comité.

En vertu de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 25 juillet 2018 fixant les modalités de fonctionnement du comité de concertation régional et du comité de prévention communal, le président convoque le comité de prévention communal au moins une fois par an, soit à sa propre initiative, soit à la demande de l'un des membres du comité et toutes les fois que les circonstances l'exigent.

Ce même règlement prévoit la possibilité pour le Ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions et le procureur d'État territorialement compétent de demander la convocation du comité.

Je n'ai pas encore fait usage de cette possibilité.

J'ai par contre convoqué, de ma propre initiative, dès le début de l'année 2024, les quatre comités de concertation régionaux, comités dont j'assure la présidence et qu'il m'incombe de convoquer.

L'audit de l'Inspection générale de la police (IGP) sur la réorganisation territoriale qui a été présenté le 19 juin 2024 aux membres de la Commission des Affaires intérieures montre que les dispositions légales régissant les comités de prévention ne sont pas appliquées à la lettre dans la mesure où tous les comités ne se réunissent pas au moins une fois par année.

L'IGP a ainsi relevé dans son rapport d'audit que « sept commissariats n'ont participé à aucun comité de prévention au cours de la période de 2018 à 2022 ; cinq commissariats ont participé à une réunion du comité ; deux commissariats ont participé à deux réunions au cours de cette même période ; six commissariats ont

pris part à 3 réunions entre 2018 et 2022 et quatre unités ont été conviées à quatre réunions. Finalement un seul commissariat a pris part chaque année à une réunion du comité de prévention ».

L'IGP attribue l'absence de la police aux comités de prévention principalement à un défaut de convocations de réunions du comité et en a exposé les causes lors de la réunion de la commission parlementaire.

Comme j'ai annoncé à l'issue de la réunion de cette commission, je me concerterai avec le Syvicol et la police pour dégager ensemble des pistes de réforme éventuelle du fonctionnement de ces comités.

ad 3) En moyenne, la durée du mandat d'un président du comité de prévention communal ou intercommunal correspond à celle du bourgmestre en fonction.

ad 4) Les sujets principalement abordés ont été les suivants :

- le cambriolage (notamment l'augmentation des cambriolages dans les caves et garages des résidences),
- les vols liés aux véhicules (notamment l'augmentation des vols de vélos),
- les infractions liées au Code de la route (moto, tuning),
- le vandalisme.

Les mesures mises en place étaient les suivantes :

- campagne nationale de prévention en matière de cambriolage, vols de vélos, etc.,
- stands de prévention avec le véhicule du service national de prévention de la criminalité aux marchés et centres commerciaux et lors d'événements nationaux,
- publication de messages de prévention dans la presse (radio, journaux, télévision),
- augmentation des patrouilles préventives,
- actualisation et diffusion d'affiches de prévention aux communes, associations, administrations et autres organismes ou établissements,
- consultations sur les moyens de prévention (chez les habitants victimes d'un cambriolage),
- discussions sur l'élargissement de la vidéosurveillance,
- contrôles répressifs en matière de circulation routière.

ad 5) Les points suivants figuraient à l'ordre du jour des quatre comités de concertation que j'avais organisés au début de l'année 2024 :

- analyse des diverses formes de délinquance, de nuisances et de troubles portés à l'ordre public ainsi que de leur perception par la population de la région de police concernée,
- analyse des conclusions retenues dans le cadre des comités de prévention locaux,
- communication et coopération entre la Police grand-ducale et les communes,
- échange de vues sur le volet sécurité intérieure du programme gouvernemental et en particulier sur la future unité d'une police locale,
- procédure VisuPol – point d'information,
- modifications législatives et réglementaires concernant le comité de prévention communal – point d'information,
- divers.

Utilisation de drones dans le domaine de la livraison d'échantillons | Question **0850** (06/06/2024) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Ces derniers jours, le consortium du projet Griffin (Laboratoires réunis, Luxembourg Air Ambulance SA, POST Luxembourg et Santé services) a annoncé des

¹ Article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale : « Il est créé pour le territoire de compétence de chaque commissariat de police un comité de prévention communal. Lorsque plusieurs commissariats sont implantés sur le territoire d'une commune, il ne sera mis en place qu'un seul comité de prévention communal. »

étapes importantes sur la voie du transport d'échantillons médicaux par drones au Grand-Duché.

Luxembourg Air Ambulance SA (LAA), qui apporte son expertise dans le domaine de l'aviation et agit en tant que gestionnaire de projet, a obtenu sa certification pour l'exploitation de drones commerciaux. En effet, des collaborateurs de LAA ont récemment suivi une formation complète auprès du fabricant de drones « RigiTech » en Suisse, et ont reçu leur habilitation en tant qu'opérateurs de drones indépendants BVLOS (Beyond Visual Line of Sight).

Le drone de type Eiger a été livré à l'opérateur LAA en mai 2024 et présenté pour la première fois par les partenaires du projet dans le cadre d'un événement d'unboxing. Comme annoncé par LAR (Luxembourg Air Rescue) les premiers vols d'essai avec le drone Eiger sont prévus pour juin 2024 et le premier vol de transport devrait avoir lieu en juillet 2024.

Sur la base de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Le Gouvernement peut-il m'expliquer quelles autorisations sont nécessaires à cet effet ?
– Quelles sont les conditions qui sont imposées dans le contexte des autorisations requises pour l'utilisation de drones dans le domaine de la livraison d'échantillons ?
– Quels sont les délais à envisager pour leur obtention ?
– À l'heure actuelle, des autorisations ont-elles déjà été issues pour l'utilisation des drones en question ? Si oui, lesquelles ?

- 2) Quels sont les avantages liés à l'utilisation de drones dans le domaine de la livraison d'échantillons médicaux ?

Réponse (13/08/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les exploitations « hors vue » (« BVLOS ») envisagées dans le cadre du projet Griffin nécessitent une autorisation d'exploitation relevant de la catégorie « spécifique », conformément à l'article 12 du règlement d'exécution (UE) 2019/947 de la Commission du 24 mai 2019 concernant les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord. L'autorisation est basée sur l'évaluation du risque opérationnel, telle que prévue à l'article 11 dudit règlement.

– L'évaluation des risques se base principalement sur une méthodologie standardisée baptisée Specific Operations Risk Assessment (SORA) qui traite les risques aériens et au sol. De manière non exhaustive, la délivrance d'une autorisation peut être conditionnée à des limitations opérationnelles (e.g. horaires précis pour effectuer les vols, limitation du survol à des zones rurales exclusivement, etc.), l'utilisation d'équipement de sécurité (e.g. parachute, etc.) ou encore à un mécanisme de coordination avec les services de l'Administration de la navigation aérienne (ANA).

Pour des raisons de sécurité aérienne liées au trajet du drone, il a été convenu d'un commun accord de fixer des journées précises et des créneaux spécifiques durant ces journées pour ce genre d'opérations, qui seront accompagnées par des restrictions d'utilisation de circuits aériens. Il est prévu d'avertir et d'informer la communauté aéronautique via les canaux appropriés.

La livraison d'échantillons doit par ailleurs respecter certaines conditions relatives au transport de marchandises dangereuses telles que, par exemple, le conditionnement/l'emballage des échantillons ou la formation du personnel.

– Le délai d'obtention d'une autorisation opérationnelle dépend principalement de la complexité de la mission envisagée et de la qualité de l'analyse des risques fournie par l'opérateur. Les échanges fréquents et intenses entre l'opérateur Luxembourg Air Rescue (LAR), l'ANA et la Direction de l'aviation civile (DAC) ont permis d'avancer considérablement dans ce projet afin de réduire au maximum le délai, qui dans ce cas d'activité sophistiquée peut être de plusieurs semaines.

– Même si aucune autorisation n'a encore été délivrée par la DAC pour l'utilisation de ces drones au Grand-Duché de Luxembourg, le projet se trouve sur la dernière ligne droite, chacun des acteurs impliqués ayant encore certaines obligations à remplir ou à mettre en œuvre de sorte qu'il est prématuré à ce stade pour avancer dès à présent une date concrète pour la délivrance d'une autorisation.

ad 2) La livraison d'échantillons médicaux par des drones n'est actuellement pas encadrée de façon spécifique. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale tient à préciser que les textes légaux applicables au niveau des analyses biologiques médicales sont constitués principalement par la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales et les règlements grand-ducaux pris en exécution de cette loi.

La matière de la transmission d'échantillons entre laboratoires est régie par règlement grand-ducal du 27 mai 2004 déterminant les critères minima à observer dans le cadre des activités globales d'un laboratoire d'analyses médicales qui prévoit l'utilisation d'un document standard lors de la transmission d'échantillons. L'annexe 2 du même règlement fixe les modalités de conservation des échantillons, mais ne prévoit pas spécifiquement la conservation lors du transport des échantillons. L'annexe 3 quant à elle comporte un guide de bonnes pratiques des analyses de biologie médicale et dispose ceci sur le transfert d'échantillons : « Le transfert des échantillons doit respecter des règles qui assurent l'intégrité de l'échantillon et la sécurité des personnels. Des procédures opératoires standardisées écrites par le laboratoire qui effectue l'analyse doivent fixer les conditions particulières de délai de transport, de température de conservation et d'intégrité de l'emballage des échantillons biologiques. Des indicateurs de durée de transmission et de rupture de la chaîne du froid doivent être mis en place lorsque les modalités de l'analyse le prévoient.

Le transport des échantillons biologiques doit s'effectuer le plus rapidement possible au laboratoire en prenant toutes les précautions pour éviter les risques de contamination et de dégradation des constituants.

Le ou les récipients étanches contenant les échantillons biologiques doivent être insérés dans une boîte étanche, tapissée par un matériau absorbant et l'ensemble placé dans un emballage extérieur résistant, portant les noms et adresses du laboratoire destinataire et de l'expéditeur. L'étiquetage et la résistance des emballages doivent être conformes à la réglementation en vigueur concernant le transport des matières dangereuses. Ces règles s'appliquent quels que soient la qualité du préleveur, l'origine des prélèvements et le mode de transport utilisé.

Les dates et les heures de réception des échantillons biologiques au laboratoire destinataire doivent être notées et archivées. »

De plus, la loi du 1^{er} août 2007 relative aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines et ses règlements d'exécution établissent les règles techniques en matière de distribution de tissus et cellules. La loi prévoit que les établissements

prennent toutes mesures nécessaires pour assurer la qualité des tissus et cellules pendant la distribution.

Ainsi, si toutes les conditions légales et réglementaires sont respectées, sous réserve de l'analyse d'éventuelles adaptations à apporter au cadre légal existant, l'introduction des drones dans la logistique de livraison d'échantillons médicaux pourrait constituer un moyen de transport alternatif permettant, le cas échéant, d'améliorer la rapidité des diagnostics et offrir une répartition plus équitable des ressources médicales sur le territoire.

« Gender Pension Gap » | Question 0867 (07/06/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Selon les chiffres d'Eurostat, le Luxembourg se situe en dernière place en matière de Gender Pension Gap. Ainsi, en 2019, les pensions perçues par les femmes étaient inférieures de 44 % à celles des hommes – alors que cet écart s'élevait à 29 % en moyenne pour l'UE.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Quelles sont, selon Mesdames les Ministres, les raisons qui peuvent expliquer cet écart et la différence significative par rapport à la moyenne européenne, respectivement par rapport à d'autres pays européens ?
- 2) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension, combien de personnes ont profité de la possibilité de conclure une assurance volontaire sur base d'une assiette de cotisation équivalant à un tiers du salaire social minimum en cas d'interruptions temporaires de la carrière professionnelle pour des raisons familiales ?
- 3) Quelle est l'évolution du recours aux baby years au cours des 20 dernières années ?
- 4) Quelle est l'évolution du recours au temps partiel des femmes et des hommes, notamment suite à un congé parental ?
- 5) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale, combien de personnes ayant abandonné ou réduit leur activité professionnelle pour des raisons familiales ont fait valoir lors du divorce une créance liée aux droits de pension pour procéder à un rachat rétroactif auprès de la Caisse de pension ?
- 6) Quelles mesures Mesdames les Ministres envisagent-elles de prendre en vue de réduire de façon significative les écarts des pensions entre femmes et hommes ?

Réponse (11/09/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Le Gender Pension Gap (GPG)² ou l'écart de pension entre les femmes et les hommes dont question mesure la différence entre les revenus de pension bruts moyens des hommes de 65 ans et plus et ceux des femmes de 65 ans et plus en pourcentage des revenus de pension bruts moyens des hommes de 65 ans et plus. Les revenus de pension incluent les

² https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_pnp13__custom_11877942/default/table?lang=en

pensions de vieillesse (y compris les forfaits d'éducation dans le cas du Luxembourg), les pensions de survie et les pensions complémentaires provenant de régimes privés. Seules les personnes de 65 ans et plus bénéficiant d'au moins d'un revenu de pension sont retenues pour établir cet indicateur.

L'enquête sur les revenus et les conditions de vie des ménages européens (EU-SILC) constitue la source de données pour établir cet indicateur. Au Luxembourg, le Statec conduit tous les ans cette enquête auprès d'un échantillon représentatif de personnes résidentes qui vivent dans des ménages privés. Conformément aux règlements européens qui régissent EU-SILC, les personnes qui résident dans des ménages collectifs (centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, couvents, centres pénitentiaires, etc.) ne sont pas incluses dans le champ de l'enquête.

Les revenus de pension incluent aussi bien des revenus de pension issus du système de protection sociale luxembourgeois que des revenus de pension issus de systèmes de protection sociale étrangers pour les personnes ayant eu une carrière dans une institution internationale ou ayant eu une carrière mixte.

Si le GPG s'établit à 44 % en 2019 pour le Luxembourg, il importe de souligner qu'il évolue de façon erratique au cours des 10 dernières années selon les chiffres d'Eurostat avec des niveaux variant entre 29 % et 44 %. Cette évolution erratique résulte fort probablement des différents types d'erreurs inhérents à un indicateur établi à partir d'un échantillon (erreur d'échantillonnage, non-réponse, non-réponse partielle, etc.). Partant, il importe de recourir également à d'autres données pour analyser le GPG, et ce, même si le champ de la population et la définition des revenus de pension s'écartent légèrement de ceux d'EU-SILC.

Lorsque cet indicateur est calculé à partir des données administratives sur les seules pensions versées par le système de protection sociale luxembourgeois à l'ensemble des personnes résidentes de 65 ans et plus bénéficiant d'au moins une pension (y compris les personnes résidant dans un ménage collectif), les résultats montrent que le GPG reste à un niveau soutenu mais suit une tendance à la baisse au cours des 20 dernières années. La prise en compte du forfait d'éducation dans le montant des revenus de pension explique en partie le niveau soutenu du GPG. En effet, les personnes, en l'occurrence 99,5 % de femmes, qui ne bénéficient que du forfait d'éducation (86,54 euros brut/mois/enfant), contribuent largement au niveau élevé du GPG. Par exemple, en 2023, le GPG affiche 33,9 % lorsque le forfait d'éducation est pris en compte alors qu'il est de 26,0 % lorsqu'il n'est pas pris en compte (tableau 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La tendance à la baisse du GPG, qui devrait se poursuivre dans les années à venir, est le reflet de la participation accrue et plus intense (moins de temps partiels et moins d'interruptions de carrière) des femmes, et notamment des mères, au marché du travail au fil des générations combinée à la réduction progressive du nombre de femmes bénéficiant uniquement du forfait d'éducation.

ad 2) Le Code de la sécurité sociale (CSS) prévoit deux types d'assurance volontaire permettant, sur demande, aux assurés du régime général d'assurance pension de continuer ou de compléter leur carrière d'assurance en cas d'arrêt ou de réduction de l'activité professionnelle : l'assurance continuée et l'assurance facultative.

En 2023, 5.189 assurés en moyenne, soit 1,0 % des 499.356 assurés du régime général, ont cotisé à titre

volontaire. L'assurance continuée, choisie par 94,6 % des assurés volontaires en 2023, est possible indépendamment de la raison d'arrêt ou de réduction de l'activité professionnelle, qui n'est d'ailleurs pas répertoriée. De plus, le nombre total des assurés qui cotisent à titre volontaire pour des raisons familiales ne peut pas être renseigné.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Sur demande, et pour une période ne dépassant pas 5 années, l'assuré volontaire peut opter depuis 2013 pour ce type d'assurance sur base d'une assiette de cotisation équivalant à un tiers du salaire social minimum (SSM).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Après une croissance annuelle moyenne soutenue au cours des 5 premières années qui ont suivi l'entrée en vigueur de ce type d'assurance sur base d'une assiette de cotisation équivalant à un tiers du SSM, le nombre d'assurés volontaires y faisant recours se stabilise et se situe entre 2.300 et 2.500 par an depuis 2018, ce qui représente environ un tiers de l'ensemble des assurés volontaires. Le total des assurés distincts affichant des périodes d'assurance volontaires selon les deux types d'assiette cotisable par an est sensiblement plus élevé que le nombre moyen des assurés volontaires par an. En effet les périodes d'assurance volontaire courent souvent pour des durées relativement courtes, de sorte que de nombreux départs ou fins de périodes volontaires durant l'année impactent ces totaux. De plus, il est possible qu'une même personne affiche au courant d'une année des périodes d'assurance volontaire à base d'assiette normale et des périodes d'assurance volontaire à base d'assiette réduite.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En décembre 2023, 1.744 bénéficiaires, soit 1,0 % des 173.855 pensions personnelles du régime général, ont fait valoir en moyenne 2,5 années des périodes volontaires sur base d'une assiette cotisable réduite. À rappeler qu'une assurance volontaire sur base d'assiette cotisable réduite est possible depuis 2013 et qu'un grand nombre de personnes ayant profité de cette disposition n'ont pas encore atteint l'âge de retraite.

Ces périodes correspondent en moyenne à 6,6 % de la carrière d'assurance totale et l'assiette cotisable y attachée s'élève à 1,6 % du total des éléments de rémunération de la carrière mis en compte pour le calcul des majorations proportionnelles.

ad 3) Les périodes dites baby years du régime général d'assurance pension (article 171, alinéa 7, du CSS) correspondent à des périodes obligatoires qui sont accordées sur demande à celui des parents qui s'est consacré au Luxembourg à l'éducation d'un enfant légitime, légitimé, naturel ou adopté. Elles couvrent, en principe, les 24 mois suivant la naissance, respectivement la fin du congé de maternité, ou l'adoption. À partir du troisième enfant au foyer, elles sont portées à 48 mois. Un partage de ces périodes entre les parents est possible.

Pour avoir droit aux périodes baby years, le demandeur doit justifier d'un certain nombre de périodes d'assurance obligatoire avant la naissance ou l'adoption. Un arrêt ou une réduction de l'activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation d'un enfant n'est pas une condition nécessaire pour bénéficier des périodes baby years. En revanche, si les périodes baby years se superposent à d'autres périodes obligatoires (activité professionnelle, revenu de remplacement, assurance volontaire), elles ne conduisent pas à des périodes d'assurance obligatoire additionnelles.

En outre, un revenu fictif est calculé pour la durée des périodes baby years accordée, y inclus les mois pour lesquels elles se superposent à d'autres périodes effectives. La somme dudit revenu fictif et des éventuels revenus cotisables doit correspondre au niveau de la moyenne mensuelle des revenus cotisables au cours des 12 mois d'assurance qui précèdent immédiatement celui de la naissance ou de l'adoption. Toutefois, et indépendamment de la base d'assiette cotisable effective durant les périodes en question, le revenu fictif ne peut être inférieur à un minimum mensuel correspondant, par enfant, à environ 1,5 fois le SSM.

Au moment du calcul de la pension personnelle, le revenu fictif baby years est ajouté à la somme des éléments de rémunération soumis à retenue pour pension et servant de base pour le calcul des majorations proportionnelles. La part issue du revenu fictif baby years est appelée majorations proportionnelles baby years.

– Le recours aux périodes baby years chez les assurés non encore pensionnés

En juillet 2024, les carrières de 61.329 personnes non encore pensionnées contiennent des baby years, dont 75,4 % de femmes. En moyenne, les demandes portent sur 1,5 enfant et 38,6 mois. Le dépôt de la demande est possible jusqu'au moment de la demande de pension, de sorte que le nombre de demandes reçues par la CNAP reste forcément incomplet et ne peut pas refléter le recours effectif aux périodes baby years pour la population sous revue.

– Le recours aux périodes baby years chez les pensionnés

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Sur les 173.855 pensions personnelles du régime général payées en décembre 2023, 27.717 d'entre elles, soit 15,9 %, comportent des périodes baby years. Ce taux est de 3,7 % chez les hommes et de 35,8 % chez les femmes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La part des pensions avec périodes baby years continue à augmenter. Elle était de 13,9 % pour les pensions personnelles nouvelles attribuées en 2010 pour atteindre 23,3 % pour celles attribuées en 2022. Au cours des dernières années, c'est chez les hommes, et en particulier chez les hommes non résidents, que la progression est la plus marquée.

ad 4) Tous les chiffres présentés ci-dessous sont basés sur la définition suivante du travail à temps partiel : un emploi est considéré à temps partiel s'il se situe en dessous d'un temps de travail inférieur ou égal à 80 % du temps de travail mensuel correspondant à un temps plein. Le seuil retenu impacte évidemment la part des personnes en temps partiel : plus le seuil diminue, plus la part de salariés à temps partiel diminue. En revanche, il n'influence que très marginalement les évolutions ainsi que les écarts entre femmes et hommes.

– Évolution de la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi salarié selon le genre

Entre 2010 et 2023, la part du travail à temps partiel dans l'emploi salarié est passée de 17,4 % à 17,7 %. Cette quasi-stagnation masque des disparités importantes selon le genre :

– Le travail à temps partiel est beaucoup plus fréquent chez les femmes que chez les hommes. En 2023, 31,4 % des femmes travaillaient à temps partiel, contre 8,1 % des hommes.

– Toutefois, l'écart entre les femmes et les hommes s'est réduit depuis 2010. Cette évolution tient au fait qu'entre 2010 et 2023, la part des femmes à temps partiel a diminué (passant de 35,7 % à 31,4 %), tandis que celle des hommes a augmenté (de 6,1 % à 8,1 %).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Évolution du taux de recours au temps partiel selon le genre

Le taux de recours au temps partiel au cours d'une année mesure la probabilité de passer à temps partiel quand la personne travaille à temps plein. Il est défini comme le rapport entre le nombre de passages à temps partiel observé au cours de l'année et le nombre moyen mensuel d'emplois à temps plein au cours de la même année.

Taux de recours = nombre de passages à temps partiel en n/nombre moyen mensuel d'emplois à temps plein en n.

Le taux de recours au temps partiel parmi les salariés à temps plein est resté relativement stable entre 2010 et 2023, passant de 3,0 % à 3,3 %. À nouveau, cette quasi-stagnation masque des disparités selon le genre :

– En 2023, le taux de recours des femmes est de 5,5 %, contre 2,1 % pour les hommes. Ainsi, 7.300 femmes sont passées à temps partiel, contre près de 5.400 hommes.

– Toutefois, l'écart entre les femmes et les hommes s'est réduit entre 2010 et 2023, sous l'effet conjoint d'une baisse du taux de recours pour les femmes (6,2 % à 5,5 %) et d'une hausse pour les hommes (de 1,6 % à 2,1 %).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Évolution du taux de recours au temps partiel à la suite d'un congé parental

Le taux de recours au temps partiel à la suite d'un congé parental est défini ainsi :

Taux de recours = nombre de passages à temps partiel dans les 12 mois qui suivent la fin du congé parental/ nombre de salariés travaillant à temps plein avant le congé parental

Parmi les salariés qui ont achevé un congé parental au cours de l'année 2022³ et qui travaillaient à temps plein avant ce dernier, 12,3 % sont passés à temps partiel dans les 12 mois qui suivent la fin du congé parental. Ce taux est de 22,7 % pour les femmes et de 3,2 % pour les hommes.

Le taux de recours au temps partiel après un congé parental a fortement baissé depuis 2010, quel que soit le genre. Il est passé de 30,2 % à 22,7 % pour les femmes entre 2010 et 2022 et de 5,7 % à 3,2 % pour les hommes.

Toutefois, cette baisse est surtout observable à partir de 2017. En effet, depuis la réforme du congé parental de 2016, le recours au temps partiel à la suite d'un congé parental baisse progressivement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) Les demandes basées sur l'article 252 du Code civil (abandon ou réduction de l'activité professionnelle pour des raisons familiales) ne sont pas publiées par

³ Dans la mesure où le calcul du taux de recours au temps partiel à la suite d'un congé parental nécessite un recul de 12 mois, l'analyse porte sur les congés parentaux achevés avant le 31 décembre 2022.

les autorités judiciaires. Sont uniquement disponibles les achats rétroactifs ayant été exécutés.

Le tableau 10 affiche le nombre de personnes procédant à un achat rétroactif « divorce » au sens de l'article 174, alinéa 2 du CSS.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6) Étant donné que le gap existant au niveau des pensions provient d'un gap existant au niveau des carrières professionnelles, force est de constater qu'un système d'assurance qui offre des prestations qui sont fonction de la masse des salaires cotisables sur toute la carrière d'assurance, ne peut pas en lui seul réduire le gap tant que la formule de calcul table presque exclusivement sur des prestations proportionnelles aux salaires gagnés.

Les choix de vie et de trajectoire professionnelle sont souvent fonction d'autres paramètres tels la répartition des tâches au sein de la vie familiale, les disponibilités d'offres de garde de qualité, la distance entre le lieu de vie et le lieu de travail et la performance des moyens de transport public, et d'autres encore. Et en fin de compte certain(e)s ne continuent pas à poursuivre leur carrière professionnelle parce qu'en réalisant le décompte financier le gain réalisé ne correspond plus à l'effort de disponibilité réalisé et pourrait nuire au développement sain des enfants pour lesquels les parents essaient au mieux de concilier vie familiale et professionnelle. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement compte entre autres mettre à l'épreuve les dispositions d'imposition et favoriser davantage encore l'encadrement des familles pendant les périodes de petite enfance. Ainsi la mise en place d'une classe d'impôt unique prévue dans l'accord de coalition, pourra également contribuer, à terme, à réduire indirectement l'écart de pension.

.....

Réaffectation des enseignants dans leur commune | Question 0872 (10/06/2024) de M. Gilles Baum | Mme Barbara Agostino (DP)

Il nous a été rapporté que, dans des écoles de l'enseignement fondamental, des enseignants n'auraient pas été réaffectés dans leur commune, et ceci suite aux décisions du conseil communal en séance. D'après nos informations, ces enseignants ne pourraient pas briguer de poste sur la liste 1bis, réservée aux seuls postes devenus vacants suite au changement de commune des enseignants.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Combien de postes ont été publiés sur la liste 1bis ces 5 dernières années ?
- 2) Monsieur le Ministre, estime-t-il qu'un enseignant affecté sur un poste provisoire dans une commune devrait avoir la priorité lors du vote du conseil communal ?
- 3) Monsieur le Ministre, pourrait-il envisager une réforme de la liste 1bis afin que des enseignants non réélus puissent y postuler ?
- 4) Serait-il envisageable de publier tous les postes libres sur la liste 1bis, et non seulement les postes devenus libres suite à des permutations ?
- 5) D'une manière générale, et à la lumière de la loi de 2009, Monsieur le Ministre, est-il d'avis que la nomination pour la liste 1 par les communes est toujours de mise ?

Réponse (06/09/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de postes publiés sur la liste 1bis ces cinq dernières années.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) La lettre circulaire de printemps publiée chaque année à l'attention des administrations communales en vue de l'organisation scolaire de l'année subséquente souligne l'importance de la continuité et de la stabilité des équipes pédagogiques qui sont prévues à l'article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Dans le cadre de la liste 1, il incombe aux conseils communaux de procéder aux propositions d'affectation et de réaffectation des candidats en opérant leur choix entre tous les candidats ayant postulé pour un même poste. Certes, l'affectation à un poste provisoire d'un candidat dans une commune peut inciter le conseil communal d'opter pour la réaffectation de ce dernier dans le souci de favoriser la stabilité des équipes pédagogiques. Dans le cadre des opérations d'affectation et de réaffectation de la liste, 1,68 % des instituteurs respectivement des stagiaires-instituteurs ayant réussi toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur ont été réaffectés pour l'année scolaire 2024-2025 à la commune ou à la classe de l'État à laquelle ils étaient affectés en 2023-2024.

Parmi les 32 % qui n'ont pas été réaffectés dans la cadre de la liste 1 des postes d'instituteur vacants à la commune dans laquelle ils intervenaient en 2023-2024 :

- 55 % n'ont pas postulé pour un poste dans cette dernière ;
- 24 % ont été réaffectés à une autre commune en raison du fait qu'ils ont indiqué une préférence pour la réaffectation à cette dernière ;
- 21 % ont sollicité une réaffectation à leur commune à laquelle ils étaient affectés en 2024, mais leur candidature n'a pas été retenue par le conseil communal.

Par conséquent, dans la grande majorité des cas, il résulte du choix du candidat que ce dernier ne bénéficie pas d'une réaffectation à la commune à laquelle il était affecté en 2023-2024.

ad 3) et 4) L'instauration de la liste 1bis des postes d'instituteurs vacants avait en 2016 pour objectif de répondre à une demande des instituteurs en activité de service qui désiraient briguer un poste devenu vacant suite aux procédures de réaffectation réalisées dans le cadre de la liste 1.

De multiples raisons sont à la base de la croissance importante du nombre de bénéficiaires d'une affectation provisoire, à savoir :

- la limitation des affectations des stagiaires à la durée de leur stage introduite par la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;
- la croissance du nombre d'instituteurs assurant une tâche d'enseignement dans les écoles fondamentales publiques et la flexibilité accordée à ces agents au niveau de la gestion de leur temps de travail.

Tout au long des dernières années, mon ministère a entrepris des efforts considérables de recrutement pour assurer que la grande majorité des leçons d'enseignement direct mises à la disposition des communes par mon ministère soient assurées par des instituteurs ayant passé avec succès le concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur. Pour l'année scolaire 2024-2025, 95,70 % des leçons d'enseignement direct sont assurées par des instituteurs par rapport à 87,56 % des leçons d'enseignement direct en 2017-2018.

En 2018, la modification des dispositions légales en matière de services à temps partiel et l'introduction du compte épargne-temps ont accordé une plus grande flexibilité aux agents au niveau de la gestion de leur temps de travail. Cependant, les volumes de tâches libérés dans le cadre des modifications de degré d'occupation ne sont pas, au moins dans un premier temps, publiés définitivement pour assurer que les instituteurs profitant d'un service à temps partiel puissent bénéficier au sein de leur commune d'une affectation à tâche complète lors d'un éventuel retour anticipé.

Il en résulte que le nombre d'agents obligés à briguer un poste dans le cadre des listes 1 ou 1bis a augmenté à tel point que le nombre de postes à pouvoir dans le cadre de la liste 1bis suffit à peine pour réaffecter respectivement affecter l'ensemble des candidats.

Vu cette situation, il y a lieu de mener des réflexions, en collaboration avec les acteurs locaux et régionaux, si une réforme de la liste 1bis s'avère propice et dans l'affirmative, de décider des éventuelles modifications à apporter aux actuelles procédures d'affectation et de réaffectation. Dans ce contexte, la republication des postes restés vacants après les opérations d'affectation de la liste 1 sur la liste 1bis pourra être prise en considération.

ad 5) Le programme gouvernemental de 2023 prévoit de revoir « les compétences des communes et de l'État » y inclus la « gestion des ressources humaines ». Des discussions entre l'État et les représentants des communes seront menées, afin de discuter sur les attributions des communes respectivement de l'État dans le domaine de l'éducation formelle.

Consommation de drogues | Question 0879 (12/06/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Am Joer 2023 ass an Däitschland mat iwwer 2.227 Mënschen d'Zuel vun den Drogendoudegen op en neie Rekord geklommen. Dëse Rekord bei den Drogendoudege werft eng Rei wichteg Froen op.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madam Gesondheitsministesch stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Mënschen, déi duerch hiren Drogekonsum gestuerwe sinn, hei am Land entwéckelt (2022-2023)? Wéi eng Substanze sinn haaptsächlech fir déi Drogendoudege verantwortlech? Op wéi eng Droge sinn déi meescht Drogendoudege zréckzeféieren?
2. Wéi effektiv sinn eis aktuell Präventiounscampagnen? Gëtt et genuch Behandlungs- a Rehabilitatiounsprogrammer?
3. Wéi wierksam sinn d'Mesuren zur Bekämpfung vum Drogenhandel?
4. Wéi eng Ännerungen un der Gesetzgebung kéinten d'Situatioun nach verbessern?

Réponse (13/08/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi aktuellsten Donnéeën, déi dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet virleien, weisen drop hin, dass den Taux vun der Stierfleckeet, deen direkt mat engem Drogekonsum verbonnen ass, an de leschte Jore generell erofgaangen ass. Während am Joer 2015 insgesamt nach 12 Iwwerdosis-Doudesfäll registréiert goufen, sinn 8 Iwwerdosis-Doudesfäll am Joer 2022 an 9 Fäll am Joer 2023 gemellt ginn.

D'forensesch Donnéeën vum Département toxicologie vum Nationale Gesondheitslaboratoire weisen, datt déi Substanzen, déi am heefegsten an Iwwerdosisfäll

detektéiert goufen, un éischter Plaz d'Opioide sinn an un zweeter Plaz Kokain ass. D'Expertisen, déi an de leschten zwee Joer duerchgefouert goufen, weisen op een Droge-Polykonsum bei all deene verstuerwenen Iwwerdosisfäll hin. An de Jore 2022 an 2023 waren déi Substanzen, déi am heefegsten an Iwwerdosisfäll nogewise goufen, Opioiden, Kokain, Berouegungsmëttel/Sedativa (Benzodiazepinen), Cannabis/THC, Antidepressiva an/oder aner antipsychotesch oder opioid Medikamenter.

D'Baisse vun Doudesfäll duerch Iwwerdosis ka virun allem mat der Entwécklung vun den nidderschwelege Risikoreduktiounsstrukturen, notament der Aféierung vun den iwwerwaachte Konsumraim a Verbindung bruecht ginn. Zousätzlech hunn d'Dezentralisatioun an d'Erweiterung vum Programm vun der Substitutionsbehandlung mat Opioid-Agonisten eng Verbesserung bruecht. Bis elo gouf et am Grand-Duché kee fatale Fall vun enger Iwwerdosis an enger vun den nidderschwelege Strukturen, déi iwwerwaachte Konsumraim ubidden.

ad 2. D'Offere vun de Präventiounscampagnë ginn am Kader vum nationalen Drogeplang 2020-2024 permanent weiderentwéckelt an dat op Basis vun den identifizéierte Besoinen an de Moosnamen iwwer d'Problematik vun der Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg.

ad 3. Generell ass unzemierken, dass quasi all Affären vum Drogenhandel eng Rei transnational Komponente opweist, wat dozou bäidréit, dass sech d'Enquëten an dësem Beräich kënne schwierig a laangwiereg gestalten. Lëtzebuerg ass an deem Zesummenhang och op déi international Zesummenaarbecht ugewise a setzt verstärkt op eng gutt Zesummenaarbecht a Koordinatioun mat eisen Nopeschlänner.

Doriwwer eraus ass d'Police net nëmme mat Enquëte befaasst, mee an 3 Beräicher vun der Bekämpfung vum Drogenhandel aktiv:

Präventioun
D'Police bitt Sensibiliséierungs- an Opklärungscoursen an de Schoulen a Lycéeën un. Wann eng Demande do ass, kënnen och Eltere vun dëser Offer profitéieren. Am Joer 2023 sinn 166 Seancen an de Primärschoulen (2022: 126) an 346 Seancen an de Lycéeën (2022: 303) gehale ginn.

Repressioun
Am Kader vun de proaktiven Aktiounen (méi wéi 200 pro Joer mat ëm déi 1.000 engagéiert Leit um Terrain) um Terrain, mécht d'Police Persounkontrollen, traitéiert Flagrants délits a féiert Actions d'envergere duerch, fir e permanenten Drock op Dealeren opzebauen, Visibilitéit ze weisen an se ze stéieren.

International Police-Kooperatioun
Kontrolle wéi d'Hazeldonk-Kontrollen (Kooperatioun tëschent Benelux a Frankräich am Kader vun der Bekämpfung vum Drogentrafick) ginn och mat der Kolaboratioun vun der Douane duerchgefouert. 2023 huet Lëtzebuerg un 3 Hazeldonk-Operatiounen participéiert.

Da geet et um Niveau vun den Enquëten net nëmme drëms, den einfache Stroossendealer ze verhaften, mee och eng ganz Struktur vun enger krimineller Organisatioun ze demanteléieren. 2023 si sou 3.129 Infraktiounen am Beräich vun den Droge festgestallt ginn. 187 Persounen, déi géint d'Drogegesetz verstouss hunn, si verhaft ginn.

ad 4. Et gëtt reegelméisseg Iwwerleeungen an Aarbechten ënnerholl, fir de Justizautoritéiten déi néideg Outilen a Moyenen ze ginn, fir kënnen effikass ze sinn am Kampf géint den Drogenhandel an déi organiséiert Kriminalitéit.

Dégâts gibier | Question 0881 (13/06/2024) de **M. André Bauler | M. Luc Emering** (DP)

De Wëltschued ass fir vill Baueren an Déierenzichter ëmmer nees eng Erausforderung, well en zu materiellem a finanziellem Schued féiert.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass de Schued, deen duerch geschützten Aarte verursaacht gëtt – bsp. Kueben am Mais –, mat engem méi niddregen Tarif dem Bauer entschiedegt gëtt, wéi wann dee selwechte Schued duerch eng net geschützten Déierenart verursaacht gëtt bsp. Wëllschwäin?

2. Falls dat de Fall ass, ass den Här Minister bereet, dës Inkohärenz sou séier wéi méiglech ze redresséieren?

Opgrond vun Informatiounen aus dem Secteur vun de Geflügelzichter klammen d'Mortalitéite bei de Fräilandhänger duerch eng Iwwerpopulatioun vum Fuuss an de Kuebe massiv.

3. Kann den Här Minister déi genau Prozedur erklären, wéi d'Geflügelzichter dëse Schued kënne mellen an zu wéi enger Héicht dës entschiedegt ginn?

4. Sinn an der Entscheedung de wirtschaftleche Verloscht vun ongeféier 300 Eeër pro Joer a pro Hong mat kalkuléiert? Wann nee, ass de Minister bereet, d'Entscheidungungen ze revidéieren?

Réponse (22/08/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Reglement iwwert d'Indemnitioun vu Schued, deen vu geschützten Aarte gemaach gouf (Règlement grand-ducal du 30 août 2023 concernant l'indemnisation des dégâts matériels commis par certaines espèces animales protégées et les subventions pour les mesures préventives y relatives), gëtt am Artikel 11 kloer definéiert, wat fir Tariffer ungewende sinn: „Le montant d'indemnisation des cultures agricoles se base sur les prix tels que prévus par le règlement grand-ducal du 17 décembre 2021 fixant les montants des produits standards servant à la détermination de la dimension économique d'une exploitation agricole en vigueur au moment de la demande d'indemnisation.“ Dëst ass ee Reglement an der Kompetenz vum Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau (MAAV) iwwert de sougenannte Standard Output, wat enger Moyenne vun de Präisser iwwer 5 Joer entsprécht. Beim Schued vu geschützten Aarten ass also alles kloer definéiert.

De Schued vu Wëlldaarten (cf. Annex vum Juegdgesetz vun 2011) ewéi dem Wëllschwäin gëtt am Kader vum Juegdgesetz vun 2011 entschiedegt. D'Basis, fir den Tarif ze definéieren, ass den Accord à l'amiable um Terrain. Als Guidance fir d'Leit, déi de Wëltschued zesummen ophuele ginn (de concernéierte Bauer, de concernéierte Juegdpiichter a Representante vum concernéierte Juegdsyndikat, oft och nach de concernéierte Revierfierschter), huet de Service d'économie rurale (SER) bis 2022 eng Lëscht erausginn mat Präisser, déi och um scho genannte Reglement vun 17. Dezember 2021 (Standard Output) baséiert hunn. An dësem Fall ass et awer just eng Guidance, keng Obligatioun, well d'Applikatoren vun deem Reglement net am Juegdgesetz obligéiert gëtt.

Wéinst den duerch d'Ukrainekris bedéngte gestigene Präisser huet säit zwee Joer de MAAV eng zweet Lëscht publizéiert, déi järelech Präisser vu Kulturen ugëtt. Well dës järelech Präisser aktuell méi héich sinn ewéi de Standard Output, deen op enger 5-Joresmoyenne berout, an elo vu ville Leit um Terrain déi nei Lëscht als

Guidance geholl gëtt amplaz vum Standard Output, fir de Schued vu Wëld ze berechnen, gëtt et tatsächlech am Moment eng Diskrepanz tëscht den Tariffer.

ad 2. Dës Inkohärenz wier am einfachsten ze redresséieren, wann eng eenheetlech Approche géif gewielt ginn, fir de Schued a béide Fäll d'selwecht ze evaluéieren, sou wéi dëst och virun 2022 de Fall war.

Zesumme mam MAAV wäert a Kierzt eng entsprechend Solutioun proposéiert ginn.

ad 3. Menge Servicer si keng Statistike bekannt, déi géife beleeden, dass d'Mortalitéit bei de Fräiländhänger massiv geklomme wier, och net am Zesammenhang mat Fiiss oder Kueben. Wann déi éierewäert Deputéiert esou Statistiken hunn, bieden ech, dës Statistike mir a menge Servicer zoukommen ze loossen. Weider sinn och keng Statistike fir Lëtzebuerg bekannt, déi erlabe géifen, vun enger Iwwerpopulation vu Fiiss oder Kueben ze schwätzen.

Wat d'Kueben ugeet, sou weisen déi rezentsten Zuele vun der Centrale ornithologique fir déi meescht Kuebenaarten eng stabill Tendenz vun de Populatiounen oder souguer eng licht Tendenz no ënnen op. Nëmme déi extreem seele Kuebenaart d'Ramm (DE: Kolkrabe) weist eng licht steigend Tendenz vun hirer Populatioun op, well se Joerzénge als ausgestuerwe gegollt huet, elo nees op Lëtzebuerg zeréckkomm ass déi lescht Joren a sech nees ausbreet. Datt Kuebe géife Schied u Fräiländhänger verrichten, ass wéi gesot bis dato net bekannt, a momentan si just Entschiedegunge beim Kuebeschued op Akerflächen eligibel.

Wat de Fuuss ugeet, esou steet deen net op der Lëscht vun de geschützten Aarten (Règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2009 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage) an aus deem Grond ass och keng Entschiedegung fir eventuelle Schued vu Fiiss am Règlement grand-ducal du 30 août 2023 concernant l'indemnisation des dégâts matériels commis par certaines espèces animales protégées et les subventions pour les mesures préventives y relatives virgesinn.

ad 4. cf. Äntwert 3.

Well mir zu Lëtzebuerg net an engem sterille Raum liewen, mee et eeben hei och nach e puer wëll Déiere gëtt, hu meng Servicer, zesumme mat Servicer vum MAAV, dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet an der CONVIS ee Flyer erausbruecht, mam Titel „Schutz von kleinen Haus- und Nutztieren vor Prädatoren“.

Gestion des risques d'inondations | Question 0891 (14/06/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Suite aux inondations de 2021, le Gouvernement a renforcé ses efforts dans la gestion des risques d'inondations. En concertation avec de nombreux ses acteurs. trice.s – notamment les communes –, il a mis en place un véritable paquet de mesures. Dans ce contexte, il a actualisé les cartes des risques d'inondation et de fortes pluies, notamment afin d'améliorer la prévision des crues et de favoriser l'établissement de concepts communaux pour la gestion des risques liés aux inondations et aux fortes pluies, travail pour lequel les communes sont soutenues par l'Administration de la gestion de l'eau.

De manière générale, l'État participe aux frais d'études relatives aux mesures anti-crues jusqu'à 100 %, aux mesures destinées à réduire les effets des inondations jusqu'à 90 % et aux mesures de protection individuelles contre les inondations jusqu'à 75 %. Par ailleurs,

l'État prend en charge jusqu'à 100 % du coût des travaux de restauration et de renaturation des cours d'eau, ainsi que les frais d'études et les frais d'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation de ces travaux. Tous ces éléments sont des mesures importantes en faveur de l'adaptation aux risques du réchauffement climatique basée sur la nature, en améliorant la protection contre les inondations. Une nouvelle stratégie nationale d'adaptation au changement climatique devrait actuellement être en cours de finalisation, à vue du stade avancé des travaux préparatifs à la fin de la dernière période législative.

Au cours de la dernière période de législature, 40 km de cours d'eau ont été renaturés. Aujourd'hui, environ la moitié des communes luxembourgeoises disposent d'un concept communal pour la gestion des risques liés aux inondations et aux fortes pluies.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Quel bilan Monsieur le Ministre tire-t-il du renforcement des efforts dans la gestion des risques d'inondations depuis juillet 2021 ?
- 2) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'impact des renaturations déjà réalisées sur le risque d'inondations dans le contexte des fortes pluies récentes ?
- 3) Quel montant a été investi dans la gestion des risques liés aux inondations et aux fortes pluies depuis juillet 2021 (chiffres ventilés par année et type de mesure) ?
- 4) Comment Monsieur le Ministre entend-il développer davantage la protection contre les risques d'inondations au Luxembourg ? Quels sont les champs prioritaires de Monsieur le Ministre à cet égard ? Est-ce que ces champs prioritaires feront partie de la stratégie et du plan d'action pour l'adaptation au changement climatique au Luxembourg ? Dans quel délai ladite stratégie sera-t-elle publiée ?

Réponse (07/08/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Depuis juillet 2021, de nombreux efforts ont été entamés pour améliorer la gestion des risques d'inondation. Le Service prévision des crues de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été renforcé sur le plan personnel et a subi une restructuration avec notamment une adaptation des procédures internes. De plus, l'accès aux informations pour les citoyens en cas d'inondation a été amélioré. Le site Internet « inondations.lu » a été adapté et depuis novembre 2022, le Luxembourg participe à l'application « Meine Pegel ».

Par ailleurs, la collaboration avec les autres acteurs impliqués a été optimisée. Ainsi, lors des crues de janvier et de mai 2024, les premières cellules d'évaluation initiées ensemble avec le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) avec la participation de MeteLux et du CGDIS, se sont réunies bien avant le déclenchement de l'alerte rouge. Ces événements ont montré que les efforts récents en matière de gestion des risques d'inondation sont fructueux.

ad 2) Lors des inondations survenues cette année, les mesures de renaturation effectuées notamment à Mondorf-les-Bains sur le cours d'eau « Gander » et à Syren sur le cours d'eau « Syre » se sont révélées efficaces.

De manière générale, les renaturations de cours d'eau ont toujours un effet positif sur les situations de crues. Elles permettent d'augmenter le volume de rétention d'eau de sorte que l'eau peut mieux s'étendre. Les renaturations permettent encore d'abaisser le niveau

d'eau au-delà des zones où elles sont mises en œuvre. Elles permettent enfin de ralentir la vitesse d'écoulement, ce qui dissipe l'énergie du cours d'eau et permet ainsi de limiter les dégâts.

Outre la lutte contre les inondations, les renaturations sont encore bénéfiques face aux sécheresses. Les cours d'eau renaturés ayant une bonne connexion entre le lit mineur du cours d'eau et les berges et zones humides sont plus résilients et partant, moins enclins à être asséchés. Les renaturations de cours d'eau sont donc appropriées pour faire face aux événements climatiques extrêmes. Il s'agit partant de mesures importantes en matière d'adaptation aux effets du changement climatique.

ad 3) Les investissements de l'AGE dans des études sur la gestion des risques d'inondation depuis juillet 2021 s'élevaient à environ 1.080.000 €. Il s'agit notamment d'études visant à valider les niveaux d'eau mesurés en période de crue, à estimer les débits statistiques de crue, à vérifier les courbes niveau-débit aux stations limnimétriques ou encore à évaluer les projections du changement climatique sur les débits. Des levées topographiques et de modélisations hydrauliques figurent aussi parmi ces investissements.

En ce qui concerne les stations limnimétriques, des investissements de 64.000 € ont été réalisés afin de maintenir leur bon fonctionnement.

Au-delà de ces investissements, le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) a engagé pour la période du 01/08/2021-10/07/2024 les montants suivants pour des projets en vertu de l'article 65 (1) lettre j) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau⁴ et de l'article 65 (1) lettre k)⁵ de cette loi :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) La gestion des risques d'inondation est une tâche commune à tous les acteurs, à savoir l'État, les communes et les particuliers. Toutes les activités localisées le long des cours d'eau sont potentiellement vulnérables, il est donc indispensable que chacun prenne en compte ce risque naturel afin d'être plus résilient. À cela s'ajoute qu'il est nécessaire de disposer des terrains nécessaires pour implémenter des mesures de protection face aux inondations, notamment le long des cours d'eau. À cet effet, il est nécessaire d'assurer une collaboration entre l'État, les communes et les propriétaires ainsi que les exploitants des terrains en question. À cet égard, le secteur agricole joue un rôle clé.

Comme il est important de bien coordonner ce travail, l'AGE initie et accompagne les communes dans l'élaboration de concepts de gestion des risques d'inondation prenant en compte tous les aspects du risque d'inondation (prévention, protection et préparation). Dans ce contexte, l'accent est également mis sur la sensibilisation du public. Ces concepts sont subventionnés jusqu'à 100 % par le FGE.

Le deuxième plan de gestion des risques d'inondation pour le Grand-Duché de Luxembourg a été élaboré en tenant compte de la stratégie nationale d'adaptation au changement climatique (2018-2023). La prise en

⁴ Cette disposition prévoit « la prise en charge jusqu'à 100 pour cent du coût des travaux de restauration et de renaturation des cours d'eau, ainsi que les frais d'études et les frais d'acquisitions des terrains nécessaires à la réalisation de ces travaux, mis à part toute mesure de compensation octroyée dans le cadre d'une autorisation au titre de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ».

⁵ Cette disposition prévoit « la prise en charge jusqu'à 90 pour cent du coût des mesures destinées à réduire les effets des inondations, et jusqu'à 100 pour cent du coût des frais d'études et dépenses connexes ».

compte accrue des risques de fortes pluies au Luxembourg est une mesure qui découle des deux programmes.

La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique a comme objectif de répondre aux impacts induits par le changement climatique. Sachant que le changement climatique est intimement lié à la thématique de l'eau, la gestion des risques d'inondation figurera parmi les thématiques prioritaires de la stratégie d'adaptation. Les objectifs et les mesures prévus dans la stratégie et le plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique contribueront à protéger les cours d'eau et à atteindre une meilleure résilience face au risque d'inondation ainsi que face au risque de sécheresse. Vu l'importance de la stratégie d'adaptation et étant donné que tous les domaines politiques seront concernés par cette stratégie, une phase de concertation interministérielle est en cours afin de finaliser un projet de stratégie. Il est prévu de soumettre ce projet au Gouvernement en conseil en automne 2024 et d'entamer par la suite la phase de participation citoyenne. Le Gouvernement souhaite ainsi associer les citoyens aux décisions majeures en matière de politique climatique afin de stimuler la participation active et le consentement de la société.

.....

Mission économique au Japon | Question 0895 (17/06/2024) de **Mme Carole Hartmann | M. Gérard Schockmel** (DP)

Au cours de cette semaine le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Xavier Bettel, ainsi que le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, Lex Delles, ont participé à une mission économique au Japon. Sachant que le Japon est un partenaire important dans le domaine économique avec lequel nous entretenons également des relations excellentes au niveau diplomatique, l'objectif de cette mission était de solidifier les relations bilatérales entre les deux pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

- 1) Quels sont les différents acteurs avec lesquels des entrevues et échanges ont eu lieu au cours de cette mission économique ?
- 2) Sur quels dossiers, projets et accords est-ce que le Gouvernement a pu avancer ?
- 3) Comment peuvent être évaluées les relations et la coopération avec le Japon au niveau de la recherche ainsi que dans le domaine spatial ? Est-ce que cette collaboration a pu être développée davantage ?
- 4) Lors de cette visite, l'entreprise Thermalytica a annoncé son implantation au Luxembourg, par le biais de l'ouverture d'une filiale sur le territoire luxembourgeois.
 - En quoi se définit l'activité de cette entreprise et quel est son chiffre d'affaires ?
 - Quelles sont les motivations de son installation au Luxembourg ?
 - Quel est l'intérêt pour le Luxembourg d'attirer des entreprises comme Thermalytica sur notre territoire ?

Réponse (17/07/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) En effet, le Vice-Premier ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Xavier Bettel, et le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, Lex Delles, ont conduit conjointement une mission économique au Japon

présidée par Son Altesse Royale le Grand-Duc héritier et accompagnée par le directeur général de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen.

La délégation d'affaires accompagnant la mission économique était composée de 60 représentants d'entreprises et d'institutions luxembourgeoises à la recherche de partenariats avec des acteurs japonais. En outre, le Luxembourg Trade and Investment Office (LTIO) à Tokyo, la Chambre de Commerce, Luxinnovation et la Luxembourg Space Agency ont joué un rôle actif dans le déroulement de la mission économique.

Les sujets et secteurs clé de la mission économique étaient notamment les technologies spatiales, les technologies digitales de la santé, la cybersécurité et l'intelligence artificielle. L'Expo Osaka 2025 à laquelle participera le Luxembourg a également été thématisée.

Les entreprises et partenaires japonais suivants présents au Luxembourg étaient présents ou ont été rencontrés à différents moments de la mission économique : Rakuten, FANUC, IHI, Fujitsu, ispace, JCR Pharmaceuticals, Sony Computer Science Laboratory, Mitsubishi UFJ Trust and Banking, Mizuho Trust & Banking, Nomura, bitFlyer, Corundum Innovation.

ad 2) Plusieurs accords essentiels ont été signés entre les instances des deux pays :

– L'accord relatif aux services aériens entre le Luxembourg et le Japon qui constitue un cadre légal propice au renforcement de la connectivité et du développement économique entre le Luxembourg et le Japon. La compagnie aérienne de fret luxembourgeoise pourra désormais desservir l'Aéroport de Narita ainsi que l'Aéroport de Komatsu dans une perspective à long terme.

– Un accord de coopération entre les deux gouvernements au niveau de leurs activités dans le domaine spatial à des fins pacifiques. Ce Memorandum of Cooperation fait suite au Memorandum of Understanding qui avait été conclu en novembre 2017, lors de la dernière visite d'État du Luxembourg au Japon, à propos de l'exploration et l'utilisation des ressources spatiales, et qui avait expiré en 2022. Cet accord approfondit considérablement la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'espace.

– La JAXA (Japan Aerospace Exploration Agency) et la LSA (Luxembourg Space Agency) ont signé un accord de coopération, visant à explorer et à faciliter la collaboration dans le cadre de projets spatiaux d'intérêt mutuel, en particulier dans les domaines de l'exploration spatiale, des supercalculateurs, de l'utilisation mutuelle des installations et de la commercialisation.

ad 3) Des échanges réguliers ont lieu avec le Japon dans le domaine spatial depuis 2017 et la coopération est désormais renforcée par le biais des accords cités ci-avant qui favorisent le développement de projets communs et renforcent la collaboration entre les écosystèmes spatiaux japonais et luxembourgeois au niveau de l'industrie aussi bien que des centres de recherche et universités. En particulier, le Luxembourg est très intéressé à contribuer aux missions d'exploration spatiale de la JAXA.

La délégation de la mission économique a en outre visité l'entreprise spatiale Astroscale qui développe des solutions innovantes pour l'entretien des satellites en orbite, y compris pour l'élimination des débris, afin de créer des systèmes spatiaux durables et de réduire l'accumulation de débris dans l'espace. Astroscale travaille également à l'élaboration de normes, de réglementations et de mesures incitatives, en collaboration avec les parties prenantes gouvernementales et commerciales, en vue d'une utilisation responsable de l'espace.

ad 4) La start-up japonaise Thermalytica, spin-off du National Institute for Materials Science japonais, est

active dans le secteur spatial et sa technologie se concentre sur l'amélioration des performances d'isolation. Elle a effectivement annoncé l'ouverture d'une filiale au Luxembourg avec des bureaux implantés au Technoport, et prévoit notamment de transférer ses droits de brevets européens dans cette filiale.

Thermalytica a été fondée en 2012, elle a développé une technologie brevetée qui fournit une solution isolante innovante pour des applications terrestres et spatiales, qui peut être utilisée dans des domaines tels que les infrastructures énergétiques, l'aviation et l'espace, ainsi que dans la chaîne d'approvisionnement en hydrogène ou les bâtiments à consommation énergétique zéro.

La start-up Thermalytica avait participé au salon ICT Spring en 2023, où elle a présenté ses produits et services en tant qu'exposant. Par la suite elle a postulé au programme d'accélération Fit 4 Start et été sélectionnée. Thermalytica a été la première start-up japonaise sélectionnée dans le programme Fit 4 Start.

L'écosystème start-up luxembourgeois ainsi que le secteur spatial avancé luxembourgeois ont suscité l'intérêt de Thermalytica qui a retenu le Luxembourg pour le développement de ses activités en Europe. Thermalytica s'est montrée impressionnée par l'esprit d'ouverture et de collaboration au sein de l'écosystème luxembourgeois des start-ups et a apprécié le soutien reçu par le programme Fit 4 Start, en particulier pour établir sa stratégie et identifier des clients potentiels en Europe.

.....

Corbeaux | Question 0898 (17/06/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Les corbeaux freux sont une espèce intégralement protégée dans tous les États membres de l'UE et profitent ainsi du plus haut degré de protection prévu dans la directive « oiseaux » et dans la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles transposant la directive précitée. La loi nationale interdit ainsi de tuer, de capturer, de perturber, notamment durant les périodes de reproduction, de dépendance, d'hibernation et de migration, ou encore de détériorer les sites de reproduction ou les aires de repos, les espèces animales intégralement protégées, couvrant donc également les nids et les œufs. Dans des cas spécifiques, une dérogation peut être accordée, notamment dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publique.

En automne 2022, le Ministère de l'Environnement a rappelé aux communes l'importance de mettre en place un plan de gestion pour les populations de corbeaux afin d'atténuer voire d'éviter les potentiels conflits entre les populations de corbeaux et les habitants.e.s et utilisateur.trices de l'espace urbain.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'état actuel des plans de gestion pour les populations de corbeaux des communes et de leur mise en œuvre ?
- 2) Monsieur le Ministre préconise-t-il des mesures additionnelles afin de garantir la protection des populations de corbeaux tout en minimisant les conflits avec les utilisateur.trice.s de l'espace urbain ?
- 3) L'élagage intensif de rangées d'arbres entières peut-il constituer une mesure efficace de prévention des conflits et, de ce fait, être inclus dans les plans de gestion ?



4) Si tel est le cas, quelles conditions doivent être remplies pour justifier une telle mesure, ainsi que pour la rendre efficace ?

5) Toujours dans le cas positif, à quel rythme un tel élagage intensif peut-il être répété ?

6) Combien de demandes de dérogation aux dispositions de la loi pour la protection de la nature protégeant les corbeaux, leurs œufs ou leurs nids Monsieur le Ministre a-t-il reçus pour autoriser le déplacement forcé de populations de corbeaux dans les cinq dernières années (chiffres ventilés par année et commune) ? Combien d'autorisations a-t-il accordées (chiffres ventilés par année et commune) à cet égard et comment ces autorisations ont-elles été motivées ?

Réponse (26/08/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le corbeau freux, un oiseau intégralement protégé au niveau européen et national, est devenu une espèce presque exclusivement urbaine voire citadine par rapport au choix de ses sites de reproduction. Il niche en colonie dans les rangées et groupes d'arbres et les parcs, et à certaines zones sensibles peut poser un risque sanitaire. Par le passé, des dérogations ponctuelles ont été accordées pour réduire l'attractivité des sites de reproduction des corbeaux freux sans se soucier de son état de conservation. Afin de mieux concilier la cohabitation entre cette espèce sauvage et les citoyens des quartiers, il a été opté récemment de coordonner la mise en œuvre des mesures d'effarouchement dans des plans de gestion spécifiques élaborés par des experts en la matière, ciblant la population des corbeaux freux au niveau communal, tout en préservant leur état de conservation. Ainsi, des mesures sont uniquement autorisées et effectuées à certains endroits sensibles, alors que les colonies peuvent prospérer dans d'autres endroits non sensibles.

ad 1) Actuellement, deux communes ont fait élaborer par des experts en la matière et mettent en œuvre un plan de gestion pour les populations de corbeaux freux sur leur territoire communal.

Après chaque saison de nidification, les experts, auteurs du plan de gestion en question, évaluent l'efficacité des mesures d'effarouchement prévues par le plan de gestion, ainsi que l'effectif et la distribution de la population de corbeaux freux. Cette évaluation est utilisée pour adapter le plan de gestion sur base des recommandations des experts.

Cependant, à ce stade il est prématuré d'avancer des conclusions par rapport à la mise en œuvre à long terme desdits plans de gestion.

ad 2) Tel que mentionné ci-dessus, les plans de gestion et leur mise en œuvre sont adaptés et réajustés régulièrement afin de satisfaire les objectifs suivis. Ainsi, des mesures additionnelles respectivement des adaptations des mesures d'effarouchement sont constamment nécessaires.

Cependant, il est possible d'avancer que de manière générale, il y a lieu de sensibiliser davantage les citoyens afin de participer à la réussite de la mise en œuvre des plans de gestion.

ad 3) L'élagage des arbres est une possibilité parmi d'autres mesures d'effarouchement figurant dans les plans de gestion, sur base des recommandations émises par les experts en la matière. Cependant, il s'agit du dernier recours, car force est de rappeler qu'il est urgent – dans l'intérêt des citoyens – de maintenir et promouvoir un certain couvert boisé en milieu urbain afin de parer aux effets du changement climatique.

ad 4) Tel qu'énoncé ci-dessus, les mesures d'effarouchement sont uniquement autorisées et effectuées à

certaines zones sensibles, alors que les colonies peuvent prospérer dans d'autres zones non sensibles. Les mesures d'effarouchement sont déterminées sur base des recommandations des experts.

ad 5) Le rythme de l'élagage est déterminé au cas par cas et sur base de l'évaluation des experts.

ad 6) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Summerschool | Question 0899 (17/06/2024) de Mme Francine Closener (LSAP)

Depuis son introduction en 2020, la Summerschool a connu un succès considérable. Avec plus de 6.000 inscriptions pour la Summerschool 2023, la demande de soutien scolaire semble évidente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une évaluation systématique de la Summerschool serait pertinente ? Quand est-ce que Monsieur le Ministre prévoit de présenter un bilan de la Summerschool ? Quelles seront les conséquences du bilan de la Summerschool pour le futur du système scolaire au soutien des élèves présentant des difficultés ou des retards scolaires ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'évaluer et le cas échéant réformer l'appui pédagogique ?

3) Quelle est la conception du futur système scolaire au soutien des élèves présentant des difficultés ou des retards scolaires de l'éducation nationale ?

Réponse (05/09/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le seul aperçu du nombre d'inscriptions d'élèves dans les activités guidées proposées dans le cadre des quatre dernières éditions de la Summerschool prouve que la plus-value de cette offre est reconnue par un nombre important de membres de la communauté scolaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Au-delà du recensement du nombre d'inscriptions, une première analyse sur les caractéristiques de la population scolaire participant aux activités guidées proposées dans le contexte de la Summerschool a été entamée. Cependant, il y a lieu d'approfondir ces efforts analytiques pour déboucher sur une évaluation circonstanciée visant à dresser le bilan des dernières éditions de la Summerschool.

ad 2) L'évaluation de la réforme de l'enseignement fondamental de 2009 est prévue par le programme gouvernemental 2023-2028 dans l'optique d'une éventuelle adaptation de la base légale. Cette évaluation portera entre autres sur le dispositif de l'appui pédagogique qui a été introduit avec l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

ad 3) Le programme gouvernemental prévoit des actions et des développements dans le domaine de l'éducation qui seront mis en œuvre au cours de la législature. L'objectif est de permettre au système éducatif de rester en phase avec les enjeux et les défis de la société. Cette évolution sera suivie de près grâce à un accompagnement et une évaluation scientifique, afin de garantir une offre éducative de haute qualité qui contribuera à offrir les mêmes chances individuelles à chaque citoyen et à consolider la cohésion sociale et culturelle de notre société.

Le programme gouvernemental évoque d'autres initiatives, au profit d'une réduction des inégalités scolaires :

- Évaluation de la réforme de 2009 : adaptations nécessaires pour un meilleur fonctionnement de l'enseignement fondamental
- Alphabétisation parallèle en français et en allemand
- Garantie de l'accès à l'éducation précoce
- Aide aux devoirs à domicile
- Développement de l'offre scolaire
- Rapprochement entre l'éducation formelle et non formelle
- Renforcement de la coopération entre les différents acteurs scolaires et l'Office national de l'enfance (ONE).

Taxe sur les produits sucrés | Question 0900 (17/06/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 3235 vum August 2017 goufen eng Rei Froen zu der Zockersteier an anere Länner gestallt souwéi och zu enger méiglecher Aféierung vun esou enger Zockersteier hei zu Lëtzebuerg. An der deemoleger Äntwert huet et geheescht, dass et an 11 europäesche Länner schonn esou eng Steier gëtt an a véier weidere Länner zu dem Ablack doriwwer diskutéiert gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Leien dem Ministère offiziell Zuelen zum Konsum vun Zocker hei zu Lëtzebuerg vir? Wa jo, wéi ass de Konsum an der Moyenne pro Awunner an huet de Ministère Zuelen doriwwer, wéi vill Prozent vum Zocker vu Persounen ënner 18 Joer consomméiert ginn?

2. Wa jo, wat fir eng Conclusiounen zitt d'Ministesch aus dëse Statistiken?

3. An der Vergaangenheet gouf et och zu Lëtzebuerg scho Fuerderungen, fir entweeder eng Zockersteier anzeféiere respektiv de Verkaf vu staark zockerhaltigem Gedrénks (Limonad, Jusen etc.) an de schoulesche Strukture ganz ze verbidden. Verschidde Gedrénks, wéi zum Beispill Cola, dierfen a verschidde Gebaier schonn net méi verkaf ginn. Jusen, déi zum Deel awer och en héijen Zockergehalt opweisen, dierfen awer nach ëmmer u Schüler:inne verkaaft ginn.

A wéi ville Schoulen a Lycéeë ginn hei am Land nach Softdrinks (Limonad, Jusen etc.) verkaf? No wéi enge Krittäre gouf entscheet, wat fir Gedrénks nach dierf an de schoulesche Strukture verkaf ginn a wéi eent net méi?

4. Op wéi ee Montant schätzt de Staat d'Ausgabe vun der Krankekeess alljoers fir d'Behandlung vu Krankheeten, déi an direktem Zesummenhang mat ze héijem Zockerkonsum stinn, wéi zum Beispill Typ-2-Diabetes?

5. Wéi huet d'Zuel vun de Länner, déi iwwert eng Zockersteier verfügen, zënter 2017 evoluéiert a wéi eng Resultater goufen an dës Länner domat erreecht?

Réponse (16/08/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. an 2. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet leie keng Zuelen iwwert d'Zockerconsummation vu Persounen ënner 18 Joer vir.

ad 3. An den ëffentleche Schoule vum Enseignement fondamental gëtt kee Gedrénks verkaf.

An deene vu Restopolis geréierte Kantinnen a Cafeteriae ginn nëmmen déi Produkter verkaf, déi an dem Arrêté ministériel festgehal gi sinn. Wann d'Schoulcommunitéit awer wënscht, datt deen een oder anere Softdrink net an hirer Kantin vu Restopolis ugebuede soll ginn, kann eng Demande un de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend gestallt ginn, fir dat Gedränk net ze verkafen. An all deene Schoulen, déi sou eng Demande gemaach hunn, gëtt keng Cola an/oder Limonad méi verkaf.

Restopolis hat viru ville Jore mat dem Verkaf vu Softdrinks an all senge Kantinnen opgehalen, allerdéngs huet dës Moosnam net dat gewünschte Resultat bruecht. Amplaz datt sech d'Gäsch fir Waasser entscheet hunn, hu si Softdrinks ausserhalb vun de Schoulstrukture kaf a mat an d'Schoul bruecht, wat dee ganz negativen Effekt hat, datt déi eidel Softdrinksfläschchen herno an den ëffentlechen Dreckschéchte vun de Schoulen entsuergt gi sinn a sou d'Quantitéit vun dem Offall massiv an d'Luucht gaangen ass. Saitdeem setzt Restopolis a senge Kantinnen net méi op Verbuet, mä op Sensibiliséierung an Informatioun. Duerch hir Sensibiliséierungscampagne „Rethink your drink“ an eidel Softdrinksfläsche mat Zockerwierfelen, déi an der Distributioun vun de Kantine stinn, gëtt de Gaascht iwwert all d'Geforen duerch de Konsum vu Softdrinks informéiert, behält awer de Choix, ob hien ee Softdrink bestellt oder sech gratis Waasser aus dem Krou hält. Des Weidere stinn an de Restopolis-Kantine d'Fläsche mat Mineralwaasser an dem Bléckfeld vun de Gäsch an d'Softdrinks méi déif.

ad 4. Dee Lien kann net gemaach ginn, well den Zockerkonsum net aleng an och net ëmmer direkt an Zesummenhang mat enger Krankheet steet, och net mat enger Typ-2-Diabetes-Erkrankung. Nieft dem Zockerkonsum spille souwuel déi ganz Ernährung, wéi och d'Bewegung an en allgemenge gesonde Liewensstil eng wichteg Roll.

ad 5. D'Regierung féiert keng Lëscht vu Länner, déi eng sougenannten Zockersteuer agefouert hunn oder drun denken, esou eng Steuer anzeféieren. Zu Lëtzebuerg ass och net geplangt, esou eng Steuer anzeféieren.

Raton laveur | Question 0901 (17/06/2024) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

Sait de Wäschbier an den 1970er Jore sai Wee op Lëtzebuerg fonnt huet, breet sech d'Populatioun vun Déier ëmmer weider aus. Wéi déi deemoleg Ministesch an der Äntwert op d'Fro 6159 richteg gesot huet, wäert de Wäschbier opgrond vu senger Liewensweis a sengem Ausbreedungs- a Fortplanungsverhalen net méi aus Europa an domadder och net aus Lëtzebuerg verschwannen. Aus deem Grond gouf 2020 en Aktiounsplang ausgeschafft mam Zil, de Wäschbieren e Liewensraum ze bidden, mee hir Populatioun esou ze reguléieren, dass déi lokal Déieren a Planzeweit geschützt bleift.

Den Aktiounsplang gesäit dräi Methode fir den Émgang mam Wäschbier zu Lëtzebuerg vir: éischens d'Juegd, zweetens d'Afänke vun Déier, fir et weeder an engem Déierepark ënnerzebréngen, et ze steriliséieren oder dout ze maachen, an drëtzens Mesurë fir de Schutz vun deenen Aarten, déi vum Wäschbier bedrot ginn, wéi z. B. eng Rei Villercher.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Aus den Zuelen aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6159 ass ervirgaangen, „dass d'Juegd

weeder d'Augmentatioun vun der Densitéit nach d'Ausbreedung no Süden (vum Wäschbier) konnt stoppen, sou dass se mat grousser Warscheinlechkeet relativ weéng regulatoreschen Impakt op d'Populatioun huet.“

Ass dës Ausso och virun den aktuellen Zuelen nach richtig?

– Wéi gesinn déi aktuell Juegdzuelen an dësem Kontext aus?

2. Gouf déi am Aktiounsplang genannte Method vum Afänken a Steriliséieren zu Lëtzebuerg schonn ugewannt? Falls jo, wéi oft an a wéi enge Situatiounen gëtt dës Optioun gewielt?

3. Wéi vill Wäschbiere goufe säit 2020 pro Joer gefaangen a konnten dono an engem Déierepark liewen?

4. Wéi vill Wäschbiere goufe säit 2020 pro Joer gefaangen a sinn entweder direkt nom Fänken oder nodeems keng Plaz an engem Déierepark konnt fonnt ginn, dout gemaach ginn?

5. Wéi eng konkret Mesurë goufen am Kader vum Aktiounsplang geholl, fir vum Wäschbier bedréiten Aarten ze schützen?

6. Wat fir Resultater huet den annuelle Monitoring vun der Wäschbierepopulatioun an de leschte Joren erginn?

7. Wéi eng Conclusiounen zitt de Minister aus dësen Zuele vun de vergaangene Jore, fir déi weider Virgoesweis am Émgang mam Wäschbier zu Lëtzebuerg ze bestëmmen?

Réponse (13/08/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ad 1. Jo.

– Heidrënner ass d'Entwécklung vun de gefroten Zuelen zu Lëtzebuerg vun 2011–2022, an déi geografesch Verbreedung dovunner am Verglach zu de Juegdjoren 2011/2012 an 2021/2022.⁶

(Graphique et cartes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Nee, déi genannte Method gouf nach net ugewant.

ad 3. a 4. Am Kader vu Gestionsmesuren aus Naturschutzgrënn huet d'ANF folgend Unzuel u Wäschbiere gefaangen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'ANF huet keng Wäschbieren an een Déierepark vermëttelt.

ad 5. Op sensibele Plazen, wéi zum Beispill a verschiddenen Naturschutzgebidder, huet d'ANF Wäschbiere gefaangen, fir seelen oder bedréiten Aarten ze schützen.

ad 6. D'ANF mécht keen annuelle Monitoring vun de Wäschbieren. Aus den uewe genannten Zuelen ergi sech awer eng Rei Erkenntnisser (cf. Äntwert op d'Fro 2): d'Zuele vun de geschossene Wäschbiere gi kontinuierlech an d'Luucht, an et schéngt och, datt d'Populatioun vum Wäschbier wiisst respektiv de Wäschbier sech geografesch ausbreet, notamment no Süden.

ad 7. De Wäschbier ass op der Annex vum EU-Reglement 1143/2014 vun den invasiven net eenheemeschen Aarten, an d'Memberstaate vun der EU, also

⁶ Quellen:
Schley et al. (2014) Technischer Bericht der Naturverwaltung betreffend Wildtiermanagement und Jagd, Vol. 3, Naturverwaltung, Luxemburg, 72 pp.
Jacobs & Schley (2022) Technischer Bericht der Naturverwaltung betreffend Wildtiermanagement und Jagd, Vol. 9, Naturverwaltung, Luxemburg, 72 pp.

och Lëtzebuerg, si gehalen, déi Aarten ze geréieren, fir hir negativ Impakter op d'Flora a Fauna ze minimiséieren. Lëtzebuerg wäert dat also och weiderhi maache mussen.

Moule quagga | Question 0902 (17/06/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

An engem Artikel vum 22.4.24 huet den SWR geschriwwen, datt déi invasiv Quagga-Muschel d'Musel géif erobieren. D'Quagga-Muschel kënnt aus dem Schwarze Meer an dem Aralséi an ass eng invasiv Aart. Dës Muschel suert schonn elo bei eisen däitschen Nopere fir Problemer, virun allem do-duerch, dass si Kolonië bilt, déi sech u Schëffer a Staustufen heften.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Ass dem Minister dës Problematik vun der Quagga-Muschel bewosst?

2. Sinn och schonn zu Lëtzebuerg Quagga-Muschelen an der Musel fonnt ginn?

3. Wa jo, ass et och schonn zu Lëtzebuerg duerch d'Quagga-Muschel zu Problemer an der Schëffahrt komm? Mussen zum Beispill d'Schleise méi oft gebotzt ginn?

4. Wéi eng Moosname si virgesinn, fir d'Ausbreedung vun der Quagga-Muschel anzedämmen?

5. Wéi evaluéiert d'Ëmweltverwaltung dat ökologescht Geforepotential, wat vun der Quagga-Muschel op ons eenheemesch Biodiversitéit ausgeet?

6. Wéi gedenkt d'Ëmweltverwaltung heiropper ze reagéieren?

Réponse (21/08/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Jo, d'Problematik vun der Quagga-Muschel (Dreissena rostriformis bugensis) ass bekannt, genesou wéi d'Problematik vun aneren invasiven exoteschen Aarten an och spezifesch d'Problematik vun aneren invasiven exotesche Muschelen ewéi d'Zebra-muschel (Dreissena polymorpha) aus der selwechter Gattung. Béid Muschelen hunn een héicht Reproduktiounspotenzial a kënnen schnell nei Liewensräim erfollegräich besidelen. Zousätzlech kann d'Quagga-Muschel all Substrat besidelen, kënnt och a groussen Déifte vir a kann sech während dem ganze Joer reproduzéieren.

ad 2. an 3. Jo, d'Quagga-Muschel ass och zu Lëtzebuerg nogewisen. Si sidelt sech massiv an de Fëschpäss op de Schleise bei Stadbridedemes a Gréiwemaacher un. Dës rapid a massiv Accumulatioun vu Muschelen an de Fëschpäss beanträchtegt d'Fëschwanderung op dësen zwee Standuerten. Dofir ass e reegelméisseg Entretien vun dësen Ouvragen néideg, dee periodesch vun der Wasser- und Schifffahrtsverwaltung (WSA MSL) aus Rheinland-Pfalz duerchgefouert gëtt.

D'WSA MSL an de lëtzebuergesche Service de la navigation fluviale hunn och méi Aarbecht, fir de reegelméisseg Entretien vun de Schleisepaarten a vun de Wierer ze garantéieren.

Och fir d'Schëffer, déi an der Musel fieren, a besonnesch déi, déi laanscht d'Musel länger Zäit uleien, ass de Problem vun dem Usetze vun dëser Muschel-art op hire Coqué bekannt. Ee reegelméisseg Entretien an domadder en intakten Antifouling (Schutz-Ustrach) vun de Schëffscoquen ass néideg, fir d'Leeschtung vun de Schëffer am Waasser ze garantéieren.

ad 4. Nieft den uewe genannte Moosname si Mesuren am generelle Kontext vum Verhënnere vun der Ausbreedung vun invasiven exoteschen Aarte virgesinn ewéi zum Beispill Monitoring a Sensibiliséierung vun de betreffenden Acteuren an dem Grand public, fir d'Aussetzen (accidentell oder wëssentlech) an d'Verbreede vun dësen Aarten ze vermeiden.

ad 5. D'Naturverwaltung huet de Lead an der konkreeten Betreierung vu Gestionspläng zu invasiven exoteschen Aarten a schafft enk mat de relevanten anere Verwaltungen zesummen. D'Naturverwaltung baséiert sech an dësem Fall op d'Erkenntnisser aus der Literatur, Etüden a Risiko-Analysen. Am Moment gouf dës Aart fir Lëtzebuerg nach net evaluéiert, mee duerch déi genannten Eegenschaften an Impakter sinn d'Geforen duerch dës Muschel änlech anzuschätze wéi déi vun der Zebamuschel.

ad 6. D'Naturverwaltung mécht weiderhin hir Aktivitéiten am Beräich vum Suivi, der Präventioun an der Sensibiliséierung (cf. Fro 3). Dës Aktivitéite bezéien sech net nëmmen op d'Quagga-Muschel, mee op eng ganz Panoplie vun invasiven exoteschen Aarten. Eng geziilt Gestiou vun dëser Aart ass momentan nach net virgesinn.

Cyberattaques sur les implants cardiaques | Question 0906 (18/06/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

Wëssenschaftler vun der Uni Tréier warne viru méiglechen Hacker-Attacken op Häerz-Implantater a fuerderen, dass d'Patienten iwwer déi potentiell Risiken opgekläert misste ginn. Et geet dobäi ëm modern Implantater, déi Informatiounen ouni Kabel iwwerdreen. Si hëllefen de Patienten zu méi Liewensqualität, mee kënnen och an d'Visiër vun Hacker-Ugrëff geroden, an dat am schlëmmste Fall mat déidleche Suiten.

Dozou wollt ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Ginn d'Patienten zu Lëtzebuerg ëmfangräich opgekläert? Wéi eng (eenheetlech) Leitlinie gëtt et fir Kardiologie bei der Opklärung iwwer Pacemaker, Defibrillatoren etc. ?
2. Wéi stelle sech d'Kardiologen an d'Spideeler zu Lëtzebuerg op, fir dësem Risiko entgéintzewierken?
3. Et gëtt eng Applikatioun fir de Smartphone, fir dass d'Patienten doheem kënnen d'Aktivitéit vum Defibrillator suivéieren. Mengen Informatiounen no wier de Centre hospitalier de Luxembourg dat eenzeg Spidol, dat senge Patienten dat net ubitt. Kann d'Madamm Ministesch mir soen, ob déi Informatioun esou stëmmt? Wa jo, firwat ass dat esou an ass geplangt, dat ze änneren?

Réponse (03/09/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Laut dem „règlement (UE) 2017/745 relatif aux dispositifs médicaux (MDR)“ sinn d'Hiersteller gehalen:

- a) d'Apparater esou ze entwéckelen an hierzestellen, datt d'IT Sécherheet an de Schutz géint onerlaabten Zougëff garantéiert sinn, dozou gehéieren och Kontrollen zur Integrität an der Confidentialitéit vun den Donnéeën (Art. 10 an Annex I)
- b) d'Benotzer iwwer d'Risiken ze informéieren (Anhang I)
- c) dem Apparat/Dispositif all relevant Informatiounen an d'Carte d'implant bäizefügen (Art. 18 (1))
- d) den zoustännegen Autoritéiten all seriö Zwëschefäll oder Sécherheitsproblemer ze mellen, dorënner och Violatiounen vun der Cybersécherheet (Art. 87)
- e) en Iwwerwaachungssystem no der Kommerzialisatioun en place ze setzen, deen de Suivi vun den

Incidenten an Ufällgeekte betreffend d'Cybersécherheet beinhalt (Art. 83).

Dës Verpflichtunge ginn individuell vun all Hiersteller ëmgesat an adequat iwwerwaacht vun der Autoritéit, déi fir d'Zertifizéierung zoustänneg ass, souwéi vun den aneren zoustännegen Autoritéiten. D'Ligne directrice MDCG 2019-16 Rev. 1 „Guidance on cybersecurity for medical devices“ beschreift ausféierlech déi weesentlech Sécherheetsufoerderungen, dorënner och IT Sécherheetsmoosnamen, fir all medezinnesch Geräter, déi programméierbar elektronesch Systemer enthalen a Logiciellen, déi selwer medezinnesch Geräter sinn. Zu Lëtzebuerg ass den ILNAS als National Autoritéit fir d'Zertifikatioun vu Cybersécherheet (NCCA) zoustänneg, nom Reglement (EU) 2019/881⁷.

Zënter 2017 sinn 20 Notifikatiounen iwwer d'Cybersécherheet vu medezinneschen Dispositiffen an in vitro diagnostesche medezinneschen Apparater un d'Gesondheitsdirektioun gemellt ginn. Et handelt sech dobäi awer ëm präventiv Korrekturmoosnamen, ouni bekannten Impakt op Lëtzeburger Patienten. Cyberattaque betreffend medezinnesch Geräter an in vitro diagnostesch medezinnesch Apparater goufe bis haut keng identifizéiert.

D'Majoritéit vun den Implantater, déi zu Lëtzebuerg agesat ginn, komme vun de Fime Medtronic an Abbott. Dës Hiersteller hu Moosnamen en place gesat, fir all Piratage vun implantabelen Häerzgeräter ze vermeiden. Abbott stellt hir Virsichtmoosnamen a punkto Cybersécherheet op hirer Internetsäit zur Verfügung a Medtronic huet de Spideeler déi néideg Dokumenter zur Verfügung gestallt. Laut Medtronic gëtt de Risiko, fir en implantéierten Dispositif intercardiaque ze hacken (wat an der Theorie nëmme méiglech wier während enger Kontrollsessioun duerch induktiv Telemetrie vun der Prothes an enger Consultatioun) als extreem niddereg oder souguer null beurteelt. D'Patienten, déi mat engem implantabelen Häerzgerät am INCCI implantéiert gi sinn a vun hirem Kardiolog suivéiert ginn, sinn am Prinzip net an engem Iwwerwaachungsprogramm a distance (Heemmonitoring).

ad 1. D'Informatiounen, déi de Patient mussen matgedeelt ginn, sinn am „règlement (UE) 2017/745 relatif aux dispositifs médicaux (MDR)“, esou wéi an der „loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient“ festgeluecht.

Gesondheitsberufferen mussen d'Informatiounen vun den Hiersteller un d'Patienten viruginn (Art. 18 (2) MDR). Si sinn och gehalen, d'Patienten laut Art. 8 vum ofgeännerte Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwer d'Rechter a Flichte vum Patient, iwwer d'Risiken ze informéieren. Sou kann eng Interventioun och just duerchgefouert ginn, wann de Patient säin Averstännis ginn huet, nodeems hien adequat informéiert gouf.

Parallèl sinn d'Hiersteller obligéiert, den Implantater verschidden Elementer bäizeleeën; dozou gehéiere pertinent a relevant Informatiounen iwwer den Dispositif. (Art. 18 (1) du MDR). Dës Informatiounen, generell an enger standardiséierter Form, mussen zesumme mat den Informatiounen vum behandelnden Dokter un d'Patienten weidergeleet ginn.

ad 2. D'Responsabilitéit vum Zentrum, wou den Dispositif implantéiert gëtt, sinn ze trennen vun de Responsabilitéit vum Zentrum oder Dokter, dee fir d'Surveillance zoustänneg ass. Den INCCI agreéiert d'Kardiologen, déi d'Implantater asetzen a stellt all néideg Mëttel zur Verfügung, déi fir eng Implantatioun noutwenneg sinn. D'Spezifitéit vum Kontrollmaterial, och am per opératoire, gi vun

den Hiersteller festgeluecht. Dës Fime mussen eng Attestation de conformité par rapport zu de verschiddene Schutzreglementer (Schutz vu perséinlechen Donnéeën, Cyberschutz) virleeën.

D'Kardiologen, déi d'Implantatioun duerchféieren, si responsabel fir de Choix vum Implantat a soumat och vun der Firma, déi dëst Implantat produzéiert. D'Benotze vum Material (Steierconsollen, déi vum Fabrikant bereetgestallt ginn) fällt ënnert d'Responsabilitéit vun de Kardiologen, déi d'Implantatioun duerchféieren.

ad 3. Op Ufro vum M3S ass vun de véier Centres hospitaliers matgedeelt ginn, dass eng Applikatioun fir de Smartphone am Prinzip net zur Verfügung gestallt gëtt, an dass de Betrib a Suivi vun den Donnéeën esou Applikatiounen ganz opwänneg ass an am Moment nach net finanzéiert gëtt.

Vols nocturnes | Question 0920 (24/06/2024) de M. Yves Cruchten | Mme Claire Delcourt (LSAP)

La gestion des vols nocturnes et les nuisances sonores associées au couloir aérien autour de l'Aéroport de Luxembourg restent des sujets de préoccupation majeure pour les riverains. Bien que des mesures aient été prises pour évaluer et atténuer ces nuisances, la politique relative aux vols de nuit semble plus permissive au Luxembourg comparée à d'autres réglementations européennes plus strictes.

Par ailleurs, une nouvelle aide financière pour l'isolation acoustique a été introduite, avec des modifications notables par rapport au règlement de 2013.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Comment la politique de gestion des vols nocturnes au Luxembourg se compare-t-elle à celle d'autres pays européens tels que les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, la Suisse et la France, où des mesures plus restrictives ont été mises en place ?
- 2) Pourriez-vous fournir un tableau détaillant l'évolution du nombre de vols nocturnes de 2018 à 2023, ventilé par tranches horaires et par année, afin de mieux comprendre les tendances et ajustements dans la gestion des horaires de vol ?
- 3) Quelle est l'ampleur des réclamations concernant les nuisances sonores liées à l'aéroport depuis la mise en place de cette nouvelle procédure ?
- 4) Quelle est l'ampleur de l'augmentation des plaintes concernant les nuisances sonores liées à l'aéroport depuis la mise en place de cette nouvelle procédure ?
- 5) Pourquoi le quartier de Gasperich, à l'exception d'une maison, ne figure-t-il plus sur la carte du bruit établie par les autorités ? Des études spécifiques ont-elles justifié cette exclusion ? L'Administration de l'environnement envisage-t-elle d'installer des microphones permanents dans le quartier de Gasperich pour mesurer continuellement les nuisances sonores et évaluer l'impact réel du bruit aérien sur cette zone résidentielle ?

Réponse (08/08/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Dans l'Union européenne, les politiques concernant les restrictions pour les vols de nuit ne sont normalement pas définies au niveau national, mais varient d'un aéroport à l'autre. En principe, ce sont les

⁷ <http://data.europa.eu/eli/reg/2019/881/oj>

autorités locales ou régionales qui décident des heures d'ouverture et des permissions pour les vols de nuit, tout en respectant le cadre législatif respectif éventuel. Ceci explique que certains aéroports observent un régime plus strict comme par exemple, à Francfort ou à Amsterdam Schiphol (depuis 2023), tandis que d'autres aéroports, comme à Liège, Francfort-Hahn ou Cologne/Bonn, ne connaissent pas de restrictions et restent ouverts non-stop. La Suisse a introduit au niveau fédéral une interdiction des vols de nuit entre minuit et 05.00 heures du matin. Les différentes heures d'ouverture peuvent également représenter un avantage concurrentiel entre les aéroports.

L'Aéroport de Luxembourg est soumis à une fermeture nocturne entre 23.00 et 06.00 heures réglé par le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg, tel que modifié (ci-après le « règlement grand-ducal du 24 mai 1998 ») qui connaît cependant un certain nombre d'exceptions, précisées en son article 13 comme suit :

« Bénéficiaire d'une dérogation permanente [...] :

a) les vols particuliers suivants :

- vols gouvernementaux,
- vols de recherche et de sauvetage,
- vols effectués à des fins humanitaires et sanitaires,
- vols en détresse,
- vols effectués dans le cadre des obligations internationales du Grand-Duché de Luxembourg.

b) les vols commerciaux réguliers de passagers et de fret retardés par rapport à l'horaire programmé ;

c) les vols de fret réguliers programmés entre 23.00 et 24.00 heures ou retardés par rapport à cet horaire ;

d) les vols non réguliers effectués par les compagnies aériennes ayant leur port d'attache à l'aéroport. Tout décollage d'un vol non régulier après 24.00 heures, dûment justifié, doit faire l'objet d'une autorisation particulière et préalable du ministre. »

ad 2) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La majorité des vols de nuits sont couverts par les dérogations permanentes permises par le règlement grand-ducal du 24 mai 1998.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, les vols de nuit ont connu une baisse significative en 2021 et 2022. Durant ces années, les vols de nuit étaient conditionnés aux restrictions mises en place dans le cadre du projet de rénovation de la piste qui a débuté au printemps 2021 et pris fin à l'automne 2022. Les travaux se sont déroulés pendant la nuit sur des périodes de deux fois six mois (période estivale sauf les week-ends et jours fériés). En 2023, l'ANA a dû mettre en place des restrictions du nombre d'atterrissages par heure suite à une non-conformité constatée par la DAC, ce qui a impacté négativement les arrivées à partir de 23.00 heures.

En ce qui concerne l'évolution récente des vols de nuit, on constate que le nombre croissant est dû principalement aux vols réguliers retardés qui bénéficient d'une dérogation permanente conformément à l'article 13 du règlement grand-ducal du 24 mai 1998 et qui ne nécessitent pas de prise de décision sous forme de dérogation de la part de l'ANA. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement général du trafic aérien, des problèmes de gestion du trafic en route, respectivement sur d'autres aéroports de départ, ainsi que par des conditions météorologiques conduisant à des perturbations occasionnelles du trafic aérien provoquant des retards ou des dérèglements de trafic dont une partie est absorbée par la possibilité d'atterrir après 23.00 heures.

ad 3) et 4) Le tableau ci-dessous reprend le nombre annuel de réclamations ainsi que le nombre de

doléances par rapport aux vols de nuit reçues par l'ANA depuis l'année 2021 jusqu'au 26 juin 2024.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En 2021, l'ANA a reçu en total 2.995 doléances, dont 86 % provenaient de l'ASBL DIGHSE (Défense des intérêts des habitants de Schuttrange et environs). Il faut préciser que certaines réclamations concernent le même vol de sorte qu'il ne saurait être question de 2.995 cas différents. Les doléances en question concernaient principalement des vols VFR et la route de départ IFR GTQ et non pas les vols de nuit. Elles sont principalement en rapport avec les tours de piste d'entraînement et décollage de l'aviation sportive et générale.

En 2022, l'ANA a reçu 2.952 réclamations, dont 96 % provenaient de l'ASBL DIGHSE, qui elles aussi concernaient principalement des vols VFR et la route de départ IFR GTQ. En 2023, 82 % des réclamations provenaient de l'ASBL DIGHSE pour les mêmes raisons que les deux années précédentes.

Les réclamations relatives aux vols de nuit représentent un pourcentage très limité, leur tendance est toutefois à la hausse pour les années 2023 et 2024.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre mensuel des plaintes concernant les nuisances sonores liées à l'aéroport depuis la mise en place de cette nouvelle procédure :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

L'Administration de l'environnement a été saisie d'une plainte en 2018 et de deux plaintes en 2024 concernant des nuisances sonores liées aux vols de nuit ou encore liées à l'exploitation de l'aéroport. Parmi celles-ci, une est encore en cours de discussion avec les acteurs concernés au sein du groupe de travail « bruit aéroportuaire » dans le cadre de l'élaboration du prochain plan d'action contre le bruit aéroportuaire.

ad 5) Les bâtiments d'habitation éligibles au régime d'aides défini par la loi du 23 août 2023 instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'Aéroport de Luxembourg ont été identifiés sur base des cartes de bruit représentatives pour les années 2016 et 2021.

Ces cartes comprennent les zones d'habitation affectées par le bruit de l'Aéroport de Luxembourg à travers les niveaux d'exposition $L_{den} \geq 65$ dB (A) et $L_{night} \geq 55$ dB (A), qui sont des limites d'assainissement révisées. Il convient de relever que les critères d'éligibilité ont été abaissés de 5 dB (A) par rapport à l'ancien régime afin d'atteindre ce nouvel objectif environnemental ($L_{den} \geq 65$ dB (A) et $L_{night} \geq 55$ dB (A)) et qu'une marge supplémentaire de 1 dB (A) a également été adoptée. Grâce à la définition de ces critères objectifs (voir Figure 1), le nombre d'habitations éligibles a considérablement augmenté, passant de 400 à 2.635 et inclut aussi les habitations concernées des différents quartiers résidentiels. En particulier, de nouvelles adresses éligibles dans le quartier de la gare à Luxembourg-ville ont été ajoutées.

(Carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Une campagne de mesures acoustiques ponctuelles menée par l'Administration de l'environnement en 2023 dans les différents quartiers concernés par le bruit de l'aéroport a par ailleurs révélé qu'un point de mesure défini à Gasperich ne répondait pas aux critères d'éligibilité dans le cadre de ce régime d'aides.

Les indicateurs à long terme L_{den} 61,3 dB (A) et L_{night} 53,7 dB (A) étaient inférieurs aux valeurs limites d'assainissement du régime d'aides.

Pour donner suite aux résultats de la cartographie du bruit aéroportuaire de 2021, le plan d'action contre le bruit aéroportuaire est en cours de révision pour le quatrième cycle de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Lors du groupe de travail du bruit aéroportuaire, la demande d'installer un microphone permanent dans le quartier Gasperich sera évaluée avec les acteurs concernés, qui entretiennent un réseau fixe de stations de mesures acoustiques autour de l'aéroport. Il convient de noter que des points de mesure fixes indiquent une situation sonore très locale et n'apportent donc pas nécessairement la preuve de la représentativité des mesures au niveau de l'ensemble d'un quartier résidentiel.

Impact de l'installation des radars de tronçon sur l'A7 | Question 0936 (26/06/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Mäerz 2023 goufen op der A7 d'Streckeradaren an den Tunnellen a Betrib geholl. Mat dëse Streckeradare soll verhënnert ginn, dass d'Automobilist:inne mat enger ze héijer Vitess duerch d'Tunnelle fueren, fir esou Accidenter ze evitéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter gouf et op der A7 pro Joer, bevir d'Radaren installéiert gi sinn, a wéi vill Accidenter waren et no der Installatioun vun de Radaren?

2. Wéi vill Protokoller goufen zënter der Aféierung vun de Radaren ausgestallt, gestaffelt no de Kategorië bis 95 km/h, 95–100 km/h, 100–110 km/h, 110–130 km/h an iwwert 130 km/h?

3. Wéi vill Prozent vun de geblätzten Autoe waren hei zu Lëtzebuerg immatrikuléiert a wéi vill dovun waren am Ausland ugemellt?

4. Gëtt déi erlaabten Héchstgeschwindigkeit bei de Radaren an den Tunnellen automatesch ugepasst, wann déi erlaabte Vitess an den Tunnelle vun offizieller Säit, zum Beispill op 70 wéinst engem Stau, Chantier oder Accident, erofgesat gëtt?

Réponse (13/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Follgend eng Oplëschtung vun deenen eis virleiede Statistiken zu Accidenter op der A7, opgeschlüsselt op d'Joren 2017–2023. Et sief drop higewisen, datt d'Streckeradaren eréischt am Mäerz 2023 an déi repressiv Phas iwwergang sinn.

2017: 2 Accidenter mat liicht Blesséierten

2018: /

2019: 1 Accident mat schwéier Blesséierten an 2 Accidenter mat liicht Blesséierten

2020: 1 déidlechen Accident an 1 Accident mat liicht Blesséierten

2021: 1 Accident mat liicht Blesséierten

2022: /

2023: 1 Accident mat schwéier Blesséierten an 1 Accident mat liicht Blesséierten

ad 2. Zënter der Aféierung vun de Streckeradare gouf déi follgend Unzuel un Infraktiounen vun deene verschiddene Radaren an den Tunnellen op der Autobunn A7 vun der groussherzoglecher Police festgestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. 68 % vun de Gefierer vun de festgestallten Infraktiounen waren zu Lëtzebuerg an 32 % am Ausland immatrikuléiert.

ad 4. Jo, am Fall, wou déi maximal erlaabte Geschwindigkeit op 70 Kilometer an der Stonn reduzéiert gëtt, ginn och d'Streckeradaren automatesch dëser neier Limitt ugepasst.

.....

Biotoopes et couvert boisé | Question 0940 (26/06/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Récemment, Monsieur le Ministre de l'Environnement a annoncé des modifications des règles de protection de la nature dans le milieu urbain. En effet, Monsieur le Ministre propose de supprimer le statut de protection de « biotoopes susceptibles de se développer promptement », estimant que ceci mènerait à « un degré d'acceptation sensiblement plus élevé de la part des propriétaires lors de l'implantation spontanée de tels biotoopes alors qu'ils ne devront plus craindre l'obligation de mesures compensatoires ».

Par ailleurs, Monsieur le Ministre est d'avis que la perte d'espace naturel engendré par cette mesure pourrait être compensée par l'obligation d'installer des « éléments écologiques durables » sur au moins 10 % de la surface de chaque PAP « nouveau quartier » (PAP NQ).

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit d'ores et déjà que jusqu'à 25 % de terrains d'un PAP NQ doivent être cédés à la commune pour les travaux de voirie et d'équipements publics nécessaires à la viabilité du PAP. Ces travaux comprennent notamment la réalisation d'espaces de verdure et de plantations.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre a annoncé que, dans les communes dont le taux de couvert boisé à l'intérieur du périmètre urbanisé correspond à au moins 20 %, des mesures individuelles d'atténuation (dites mesures CEF) pour les espèces inféodées aux biotoopes pionniers ne seront plus nécessaires. En effet, par le biais du pacte Nature, l'État dispose de données par rapport au couvert boisé dans chaque commune.

Le Plan national concernant la protection de la nature 2022-2030 quant à lui prévoit que le Luxembourg dispose d'un minimum de 10 % de couvert boisé urbain dans toutes les villes, villages et banlieues d'ici 2050, ce qui correspond à l'atteinte de 5,6 % de couvert boisé urbain d'ici 2030.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer du taux de couvert boisé actuel dans les communes luxembourgeoises (dans la mesure du possible, données ventilées par commune) ? Dans combien de communes ce taux est-il au-dessus des 20 % ? Comment la notion de couvert boisé est-elle définie exactement ?

2) Quelle est la surface recouverte de biotoopes protégés dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées à l'heure actuelle ? De quels biotoopes s'agit-il principalement et quels sont leurs pourcentages respectifs ?

3) Quel pourcentage des terrains des PAP « nouveau quartier » cédés pour les travaux de voirie et d'équipements publics est actuellement utilisé pour la réalisation d'éléments écologiques durables (dans la mesure du possible, données ventilées par commune) ?

Réponse (21/08/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Selon les informations actuellement disponibles, 40,5 % des communes ont un taux de couvert boisé urbain au-dessus de 20 %.

Le couvert boisé urbain est défini comme suit : la projection verticale au sol des parties aériennes des arbres et arbustes visés au point b), par rapport à la superficie du sol des zones visées au point a). Le couvert boisé urbain d'une commune est déterminé en prenant en compte :

a) la somme des zones urbanisées, des zones destinées à être urbanisées, ainsi que des zones de parc et zones de verdure dont au moins quatre-vingts pour cent de leur périmètre sont adjacents à une zone urbanisée ou zone destinée à être urbanisée ;

b) les arbres et arbustes, d'une essence indigène ou non indigène, ou formations de ces arbres et arbustes, d'une hauteur d'au moins 1,5 mètre, et d'une projection verticale au sol d'au moins 1,5 mètre ;

c) la projection verticale au sol des feuillages des arbres et arbustes visés au point b) par rapport à la superficie du sol des zones visées au point a).

ad 2) En vertu du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu de l'étude préparatoire d'un projet d'aménagement général, la cartographie des biotoopes, des habitats et des habitats d'espèces protégés sis en zone urbanisée fait partie intégrante de l'étude préparatoire qui est à réaliser par les communes respectives. En conséquence, le ministère ayant l'Environnement dans ses attributions ne dispose pas d'une synthèse cartographique et statistique de ces données à l'échelle nationale.

Cependant, une étude de faisabilité pour synthétiser et harmoniser les informations relatives à ces cartographies des biotoopes et habitats protégés sis en milieu urbain, mises à disposition par certaines communes, est actuellement réalisée par l'Administration de la nature et des forêts.

ad 3) Les travaux de voirie et d'équipements publics nécessaires pour viabiliser un PAP « nouveau quartier » qui comprennent également l'aménagement des espaces collectifs, des aires de jeux et de verdure ainsi que des plantations tombent sous la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. En conséquence le ministère ayant l'Environnement dans ses attributions ne dispose pas d'informations quant au pourcentage des terrains des PAP « nouveau quartier » cédés pour les travaux de voirie et d'équipements publics pour la réalisation d'éléments écologiques durables.

.....

Législation sur les animaux exotiques | Question 0944 (27/06/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Den 11. Juni ass zu Konsdref e Känguru ausgebrach, deen ouni Autorisatioun gehale gouf. Verschiddene Presseartikelen no kann de Proprietär awer lo nordeglech eng entspreichend Demande maachen, nodeems d'Déier erëm agefaange gouf. Weider war dann och ze liesen, datt de Känguru „Sammy“ wuel zesumme mat enger Partnerin an zwee Kanner gehale gouf. D'Konditiounen, wien ënnert wéi engen Émstänn eng Autorisatioun kritt, fir zu Lëtzebuerg e bestëmmte Déier ze halen, gëtt am Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 souwéi dem entspreichende groussherzogleche Reglement vum 16. November 2018 definéiert.

Am Artikel 5 vum Déiereschutzgesetz vum 2018 liest een dann dat heiten: „(1) Mis à part les animaux

énumérés sur une liste, toute détention d'animaux est interdite. Un règlement grand-ducal définit la liste des animaux autorisés.“ De Känguru ass op där Lëscht net enthalen. Am Artikel 5 (2) 3. a) fënnt een dann déi heiten Ausnam: „par des personnes, sous condition qu'elles puissent prouver qu'elles étaient propriétaires ou détenteurs de l'animal ou des animaux avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Toute reproduction de ces animaux est interdite“. De Punkt b) vun deem selwechte Paragraph gesäit dann doriwuer eraus och nach dës Méiglechkeet vir: „par des personnes autorisées par le ministre. En vue de l'obtention d'une autorisation par le ministre, la personne doit présenter une demande écrite à l'administration compétente comprenant un dossier renseignant sur l'animal, les motifs et les conditions exactes de détention planifiées ainsi que les qualifications professionnelles et les compétences personnelles du propriétaire ou du détenteur. L'administration compétente est chargée des travaux administratifs préparatoires et des vérifications nécessaires à l'établissement de l'autorisation“.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Landwirtschaftsministerin gären Froen stellen:

1. Wéi eng legal Basis géif sech am Fall vum Sammy a sengen Aartgenossen applizéieren, wuel wëssend, datt d'Déier sech méiglecherweis schonn entgéint de Bestëmmunge vum Naturschutzgesetz op nationalem Terrain reproduzéiert huet?

2. Kann d'Madamm Ministerin fir de Fall, datt den Artikel 5) (2) 3. b) hei géif gräifen, matdeelen, wou déi genee Konditiounen, fir en adequate Liewensraum fir e Känguru zu Lëtzebuerg ze halen, gereegelt sinn?

3. Kann d'Madamm Ministerin matdeelen, firwat d'Déierfamilie zwar de jure saiséiert, awer bis zur Ausstellung vun enger Autorisatioun de facto beim Proprietär gelooss gouf, obwuel nach net eendeiteg gekläert ass, ob all d'Konditiounen fir eng aartgerecht Haltung garantéiert sinn? Wéi verdréit dës Decisioun sech mat de Bestëmmunge vum Artikel 14 vum Déiereschutzgesetz, deen ënner anerem seet: „En cas de retrait de la garde d'un animal, celui-ci est confié à une personne physique ou morale qui lui assure les soins et le logement appropriés ou à une association de la protection animale?“

4. Muss de betraffene Proprietär op Basis vum Artikel 17 Punkte 7. an 8. vum selwechte Gesetz mat enger Geldstrof rechnen?

5. Kann d'Madamm Ministerin elaboréieren, wéi wäit den Émgang mam Sammy zu engem allgemengen, rechtliche Prezedenzfall avancéiere kéint?

Réponse (13/08/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Et ass keng Aart an der Lëtzebuergescher Wäldfauna bekannt, mat där d'Aart vum Walaby-Känguru sech kéint reproduzéieren. Déi legal Basis fir d'ALVA ass am Fall vum Sammy d'Déiereschutzgesetz.

ad 2. D'Evaluatiounen vun den Demanden am Kader vum Art. 5 (2) 3. b) fir eng Haltungserlaubnis vun Déieren, déi net op der positiver Lëscht stinn, ginn op Basis vun der Méiglechkeet gemaach, ob een déi betreffend Déieren aartgerecht hale kann. Dobäi ginn och Publikatiounen aus verschiddene Länner iwwert d'Richtlinn fir d'Haltung vun deenen Déiere mat berücksichtegt.

ad 3. De Parquet huet decidéiert, eng Saisie judiciaire auszeschwätze mat der Oplag, dass d'Déiere konnt bei der Proprietärin bleiwen, well d'Haltungsbedingungen an der Rei waren, a fir den Déiere weider Stress ze erspüren, bis eng definitiv Decisioun

betreffend d'Autorisatioun virläit. Den Art. 14 vum Déiereschutzgesetz war an dësem Fall net d'Basis fir d'Saisie.

ad 4. D'Punkte 7 an 8 vum Art. 17 vum Déiereschutzgesetz betreffen den Art. 6, deen an dësem Fall hei net implizéiert ass.

De Punkt 6 vum Art. 17 gesäit eng Geldstrof fir den Art. 5 vir. Ob et zu enger Uklo an dono zu enger Verurteilung mat enger Geldstrof kënn, ënnerläit net der Kompetenz vun der ALVA, mee vun der Justiz.

ad 5. D'Decisiounen fir d'Autorisatiounen fir d'Haltung vun Déieren, déi net op der positiver Lëscht stinn, ginn au cas par cas opgrond vun enger Evaluatioun vun der Haltung vun deene jeeweilegen Déieren an der Situatioun op der Plaz geholl. Wéi am Gesetz festgehalten, kann d'Autorisatioun opgrond vum Déiereschutz, der Aarterhaltung, der ëffentlecher Gesondheet an dem Naturschutz refuséiert ginn.

.....

Punaises de lit | Question 0945 (27/06/2024) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Ëffentlech-rechtlech Medien an Däitschland beriichten, datt d'Bettwanzen a verschiddene Gebaier nees zu enger Plo gi sinn. Virun 20 Joer ass gemengt ginn, dës Bluttsauger wieren ausgerott ginn. Et fënn ee se net nëmme a Stied oder Metropolen, ma mëttlerweil och am ländleche Raum. Och wa se keng Krankheeten ze iwwerdroe schéngen, bereede se besonnesch de Gestioniären an der Hotellerie an an de Jugendherberge Suergen. Si breede sech weltwäit aus, virun allem iwwer den Tourismus, Tendenz steigend. A Frankräich wieren 11 % vun de Stéit befall. De wirtschaftleche Schued géif sech op ronn 300 Milliounen Euro/Joer belafen an huet och scho fir eng parlamentaresch Debatt gesuergt.

Aus deem Grond wollte mer dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an der Madamm Gesondheetsminister an der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung folgend Froe stellen:

1. Iwwer wat fir Erkenntnisser verfüügt den Ëmweltministère an deem Zesammenhang? Wéi presentéiert sech d'Situatioun hei am Land?

2. Mat wat fir Mëtzel respektiv Methode ginn d'Bettwanze bekämpft? Wat fir Produiten an Instrumenter sinn do zougelooos?

3. Ass der Madamm Gesondheetsministesch bekannt, ob et och e Bettwanzepproblem an eisem Spidolssecteur gëtt?

Réponse (19/08/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Laut Informatiounen vum Naturmusée gëtt et ee rezenten (2024) Noweis vu Bettwanzen zu Lëtzebuerg. Déi lescht Jore gouf et keng Noweiser, dofir ass et net méiglech anzuschätzen, wéi d'Situatioun zu Lëtzebuerg grad evoluéiert. Dozou muss ee soen, datt dës Déieren, wa se net grad de Mënsch befallen, schwéier ze fanne sinn opgrond vun hirer verstoppter Liewensweis. Generell beweege sech d'Zuelen a Westeuropa op engem déiwen Niveau, och wann d'Noweiser éischter eropginn ewéi erofginn.

D'Bettwanze sinn zu Lëtzebuerg och net meldeflichteg. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwerwaacht awer d'Situatioun an den Nopeschlänner, notament no der erhéichter Unzuel vun Noweiser an den Nopeschlänner Frankräich a Belsch no der Sommervakanz 2023.

ad 2. Fir d'Bekämpfung vun de Bettwanze sinn Insektizide mat der néideger Zouloossung fir de Lëtzebuurger Marché disponibel. Et sinn dëst verschidde Pyrethroid-Insektiziden, déi haaptsächlech fir professionell Schädlingsbekämpfung geduecht sinn, awer och Produiten op Basis vu Silica, esou z. B. eng „Klebefalle“ fir den net professionelle Gebrauch.

Repellentien fir op d'Haut, fir d'Wanzen ewechzehalen, ginn zwar am Internet ugebueden, mee et goufe keng entsprechend Autorisatiounen fir dës Produiten an der EU gefrot respektiv ausgestallt. Dës Zouloossung géif, nieft der Verträglechkeet fir de Mënsch, och déi tatsächlech Wierksamkeet vun dësen Produiten confirméieren.

Säit 2006 gi Fäll vu géint Insektizide resistent Bettwanze beschriwwen.

Eng Iwwersiicht iwwert cheemesch a virun allem alternativ net cheemesch Bekämpfungsmethoden wéi z. B. thermesch Behandlungen sinn an dem Artikel „Historical and Contemporary Control Options Against Bed Bugs, Cimex spp.“⁸ publizéiert.

ad 3. D'Spideeler hunn op Nofro keng Präsenz vu Bettwanze gemellt a si hu Prozeduren en place, fir dee Phänomeen ze verhënneren.

.....

Projet pilote IDELUX en Belgique | Question 0947 (27/06/2024) de M. Paul Galles (CSV)

IDELUX, en interkommunale Syndikat aus der Belsch, deen ënnert anerem den Offall gëstionéiert, huet elo e Pilotprojet lancéiert, wou Leit a 5 Recyclingsparke Baumaterial, dat sech an engem gudden Zoustand befënn, kënnen deposéieren an esou anere Leit gratis zur Verfügung stellen. Och zu Lëtzebuerg verfolge mir eng 0-Offall-Strategie an zum Beispill d'Ëmwandlung vun onse Recycling- zu Ressourcenzentren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vun dësem Pilotprojet an ass gewollt, sech dës méi en détail unzekucken?

2. Kann de Minister sech virstellen, och esou eng Méiglechkeet fir ons Bierger an de Ressourcenzentren zu Lëtzebuerg ze schafen, bzw. eng national Reeglung anzeféieren?

Réponse (07/08/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Prinzipiell besteet ëmmer en Interessi u Projeten a gudder Praxis an In- an Ausland. Vu datt et sech hei ëm ee Pilotprojet handelt, ass et wichteg, d'Resultater an d'Schlussfolgerungen dovun ofzewearden fir ze ënnersichen, ob de Projet op permanenter Basis funktionéiere kann an ob déi ugewannt Methoden a Praxis sech kéinten op déi Lëtzebuurger Konfiguratioun vun de Ressourcenzentren applizéieren.

ad 2. D'Ëddi, d'Recyclingzentren zu Ressourcenzentren ëmzefunktionéieren, ass een Element souwuel vun der nationaler Strategie fir eng Kreeslafwirtschaft ewéi och vun der Strategie „Null Offall Lëtzebuerg“.

⁸ Historical and Contemporary Control Options Against Bed Bugs, Cimex spp. Vol. 68:169-190 (Volume publication date January 2023) <https://doi.org/10.1146/annurev-ento-120220-015010>
Lethal Effects of Heat and Use of Localized Heat Treatment for Control of Bed Bug Infestations
Journal of Economic Entomology, Volume 102, Issue 3, 1 June 2009, Pages 1182-1188, <https://doi.org/10.1603/029.102.0342>
Temperature and Time Requirements for Controlling Bed Bugs (Cimex lectularius) under Commercial Heat Treatment Conditions
Insects 2011, 2 (3), 412-422; <https://doi.org/10.3390/insects-2030412>

Dëse Changement ass och scho geplangt an deelweis ëmgesat.

Den Erfolleg vum Pilotprojet vun IDELUX kéint eng wäertvoll Basis bidden, fir eng änlech Initiativ opgrond vun enger weiderféierender Analys zu Lëtzebuerg ze starten. Sollt déi Analys positiv Resultater bréngen, muss zesumme mat de Gemenge gepréift ginn, ob esou eng änlech Approche zu Lëtzebuerg kann ëmgesat ginn. D'Gestioun vun de Ressourcenzentren ënnerläit der Autonomie communale, woubäi verschidde Grondprinzipien vum Fonctionnement vun de Ressourcenzentren iwwert ee groussherzoglech Reglement definéiert wäerte ginn. De Projet vun dësem Reglement ass aktuell an der reglementarescher Prozedur.

.....

Nouvelles destinations de Luxair | Question 0951 (28/06/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem „Wort“-Artikel vum 28. Juni seet de Gilles Feith, Chef vun der Luxair: „Neue Strecken gehören ebenfalls zur künftigen Luxair-Strategie, aber noch hält sich die Airline bedeckt mit konkreten Plänen.“ Nei Destinatiounen kéinte besonnesch fir déi lëtzebuergesch Economie interessant sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, dass bei den neie Strecken, déi fir d'Luxair potenziell a Fro kéimen, och Destinatiounen dobäi sinn, déi fir déi lëtzebuergesch Economie besonnesch interessant kéinte sinn, zum Beispill New York?

2. Wéi eng Ureizer wier de Wirtschaftsministère eventuell bereet ze proposéieren, fir dass Destinatiounen, déi och am Interêt vun der Lëtzebuurger Economie sinn, ugesteiert géife ginn?

3. Ass e Ministère an der Sich no neien Destinatiounen fir d'Luxair involvéiert? Wa jo, wéi een ass dat?

4. Hunn d'Ministere Kenntnis doriwwe, ob bis elo an engem Verwaltungsrot d'Sich no neien Destinatiounen beschwat ginn ass?

Réponse (26/07/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Luxair operéiert an engem héich kompetitiven Ëmfeld a brauch dofir seng voll kommerziell Fräiheet, fir d'Erwaardungen vu senger Clienten ze erfëllen. D'Decisioun, fir eng nei Streck opzemaachen, ass eng operationell Decisioun, déi vun der Direktioun vun der Luxair getraff gëtt. D'Luxair iwwerpréift am Virfeld duerch detailléiert Maartstudien, wéi eng Destinatiounen operationell Sënn erginn an och rentabel sinn.

D'Resultater vun dësen Analyse ginn dem Verwaltungsrot virgestallt, an deem de Staat duerch Vertrieeder vum Ausseministère an dem Mobilitéitsministère representéiert ass.

.....

Avertissements taxés | Question 0954 (01/07/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menge parlamentaresche Froen N° 0614, 1266, 1484 an 2300 hat ech déi zoustänneg Ministeren iwwert net bezuelten Avertissements taxés (AT) befrot a krut heizou detailléiert Tabelle mat Zuele presentéiert, déi weisen, dass net ëmmer all Protokoller bezuel ginn.

Esou gouf gewisen, datt an de Joren 2013 bis 2019 Protokoller am Wäert vu ronn 20 Milliounen Euro net direkt bezuelt goufen, ma iwwert den Instanzeweue vun der Justiz missten agedriwwe ginn, wouduerch net kloer ass, wéi vill Sue letztendlech onbezuelt bleiwen. Eleng fir d'Joer 2019 si 5 Milliounen Euro un Avertissements taxés net direkt bezuelt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Fir d'Joren 2019 bis 2023, opgeléicht no Unzuel a Montanten
 - wéi vill Avertissements taxés goufen opgestallt?
 - wéi vill sinn der bezuelt ginn?
 - wéi vill sinn net bezuelt ginn?
 - wéi vill Avertissements taxés si fräiwëlleg bezuelt ginn, nodeems de Parquet saiséiert gouf?
 - wéi vill Ordonnances pénales goufen op Basis vun net bezuelten ATe geschwat?
 - wéi vill Ordonnances pénales goufe bezuelt?
 - wéi vill Ordonnances pénales sinn duerch Contrainte par corps geléicht ginn?
 - wéi vill Ordonnances pénales goufen ni bezuelt a si geléicht ginn?

2. An der Fro N° 2781 krute mer Zuelen iwwert d'Notzung vun der Radkrall (Pince), déi genotzt gëtt, fir Gefierer ze immobiliséieren. Den Effekt vun esou enger Krall ass net ze ënnerschätzen, well de Proprietär vun engem Gefier net nëmmen eng Geldstrof ze bezuele kritt, mee och Zäit dofir opwänne muss, säi Gefier erëm entspaart ze kréien.

Wéi vill Mol hu Policebeamten an deene leschten 3 Joer (opgeléicht no Joer) ee Gefier mat enger Pince immobiliséiert?

Réponse (07/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Den Tableau heidrënner enthält, fir d'Joren 2019 bis 2023, d'Unzuel an d'Montante vu folgenden Elementer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Den Tableau heidrënner enthält fir d'Joren 2021 bis 2023 d'Unzuel un Immobiliséierung vu Gefierer unhand vun enger Radkrall.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....

Gare routière d'Ettelbruck | Question **0960** (03/07/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

De 24. Juni 2024 ass d'Busgare zu Ettelbréck nees zeréck op déi südlech Säit geplënnert. Allerdéngs melle verschidde Busfuere.innen eng Rei Problemer, déi a Verbindung mat dem aktuelle Busarrêt stinn. Eng Problematik stellt ënnert anerem d'Längt vun dëser provisoirescher Bushaltestell duer, wou am Dag eng grouss Unzuel vu Busser hale bleiwen a Passagéier.inne waarden. Wéinst der Längt ass et esou, datt déi vereenzelt Busser op verschidde Dealer vun der Spuer stallhalen, wat reegelméisseg fir Gerenns a Stress bei de Leit suergt.

Laut Zäitplang vum Ministère ass virgesinn, datt déi final Busgare fir Enn 2026 soll faerdeg gebaut sinn, soudass zumindest e minimaalt Ekipement an Amenagement, ewéi zum Beispill en Ennerdaach a Sätzplazen, vun dësem laangen a vill frequentéierte Busarrêt virgesi misst ginn.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, folgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsministesch ze stellen:

1. Kann den initialen Zäitplang zur Faerdegstellung vun der Busgare zu Ettelbréck agehale ginn? Falls net, mat wéi engem Datum ass ze rechnen?

2. Ass virgesinn, d'Spuer vun dëser laanger Bushaltestell an Zonen anzedeele, fir datt d'Passagéier.innen an Zukunft d'Arrivée vun hirem Bus besser anticipéiere kënnen? Falls jo, sollten dës Zonen net och op der elektronischer Tafel ugewise ginn?

3. Well dës Plaz viraussichtlech nach e puer Joer als provisoiresche Busarrêt genotzt wäert ginn, gedenkt d'Ministesch, de Busarrêt zumindest mat enger Mindestaustattung ze ekipéieren?

Réponse (08/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Aarbechte vun der finaler Busgare sollten ursprüngelech fir Enn 2026 faerdeg gestallt sinn. Nodeems awer d'Projet vum der neier Jugendherberg an dem Parkhaus den Niveau vum detailléierte Virprojet erreecht hunn, huet sech erausgestallt, datt d'Logistik fir dës zwee grouss Chantieren immens komplex ass an eng gläichzäiteg Notzung vun der Busgare ënnert dësen zwee Gebaier ee gewëssene Risk duerch déi ugrenzend lafend Aarbechten duerstelle gëtt.

Deemno misste bei enger gläichzäiteger Notzung vun der Busgare ëmfangräich Moosname getraff ginn, fir d'Clienté vum ëffentlechen Transport permanent ze schützen. Aus Sécherheetsgrënn gouf deemno beschloss, déi definitiv Busgare eréischt a Betrib ze huelen, wann d'Aarbechten un deenen zwee Gebaier ofgeschloss sinn.

Fir de Chantier vun der ënnerierdescher Verleeung vun der N7 awer net ze verspéiden, misst eng weider provisoiresch Busgare amenagéiert ginn. Deemno lafen d'Planungen, fir de Quai 2 vun der Ettelbrécker Gare, deen net genotzt gëtt, als Busarrêt ëmzebauen.

Dës Approche géif et erméiglechen, déi 3 Projeten am Delai faerdeg ze stellen, woubäi déi definitiv Busgare awer viraussichtlech eréischt Enn 2028 a Betrib geholl ka ginn.

ad 2. De grouss Volume u Buslinne mécht et schwieereg, de Quai an 2 Zonen anzedeele. Bei esou enger Andeelung kann et derzou kommen, dass ee vun den 2 Quaien iwwerlaascht ass an da Linnen um „falsche“ Quai fortueeren. Dëst féiert dann zu nach méi Konfusioun. Meng Servicier kucken awer nach eng Kéier iwwer d'Andeelung, fir eng Léisung ze fannen, wou all Bus nach eng Kéier vir um Quai stoe bleift, fir d'Leit opzehuelen.

Mam Fuerplangwiessel vum 7. Juli 2024 misst sech d'Situatioun awer scho verbessert hunn, well verschidde RGTR-Linnen (113, 114, 115, 116, 117, 118 an 119) net méi duerch d'Busgare fuere, mä op Arrëten ausserhalb stoe bleiwen (an der Rue Prince Henri an an der Avenue J.-F. Kennedy). Doduerch gëtt d'Busgare entlaascht an d'Situatioun méi iwwersichtlech. Meng Servicier halen d'Situatioun am An a wäerte weider Mesuren huelen, jee no Méiglechkeet.

ad 3. Et ass nach virgesinn, zwee Bushaisercher op dem provisoireschen Arrêt opzeriichten.

D'Aarbechten dofir si fir Enn Summer nom Kollektivcongé virgesinn.

.....

Introduction du « Museums-PASS-Musées » | Question **0961** (03/07/2024) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Museums-PASS-Musées ass eng grenziwwerschreidend Initiative zwëschen Frankräich, Däitschland an der

Schwäiz. E bitt d'Méiglechkeet, online e Muséeesspass ze kafen, deen den Zougang zu iwwer 350 Muséeën, Schlässer a Gäert erlaabt fir eng Persoun a fënnf Kanner ënner 18 Joer. E géllt fir ee Joer a went sech un d'Awunner vun den dräi genannte Länner.

An deem Kontext wollen ech folgend Froen un den Här Kulturminister stellen:

1. Zu Lëtzebuerg hu vergaange Regierungen z. B. de Kulturpass agefouert, oder de Jugendpass fir Persounen ënner 18 Joer, an eng Rei Muséeën erlaube gratis Entrée zu op d'mannst engem Deel vun hiren Ausstellungen a Raimlechkeeten. Grenziwwerschreidend Initiative géifen den Zougang zu Kultur nach méi grouss maache souwéi méi Publikum an d'Muséeë bréngen. Kéint d'Regierung sech virstellen, bei der uewe genannter 3-Länner-Initiativ matzemaachen, an zu dësem Zweck Gespréicher oder Verhandlung mat den zoustännegen Organistrateuren an Autoritéiten opzehuelen?

2. Deelt den Här Minister d'Meenung vu positiven Auswierkunge vun esou enger méiglecher Participatioun vu Lëtzebuerg bei dësem Pass?

3. Onofhängeg vun esou Gespréicher am Kontext vun den dräi Rhäin-Noperen, wär e gemeinsame Pass mat eisen direkten Nopeschlänner Belsch, Frankräich an Däitschland, fir esou eng Initiativ um Niveau vun der Groussregioun anzeféieren, net och gläichzäiteg wichteg, mat oder ouni sech un den éischt genannte Muséeesspass uschleissen ze kënnen?

Réponse (28/08/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Verbesserung vum Zougang zur Kultur gehéiert zu de Prioritéite vun dëser Regierung. Och wann de Kultur- a Muséeesspass sech an de leschte Joren ëmmer méi professionaliséiert huet an d'Publikumszuelen e gewësse Wuesstum verzechnen, esou weist déi rezent Etude „Les publics des musées“, déi de Kulturministère 2022 zesumme mam Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) verëffentlecht huet, datt an dësem Beräich nach Potenzial besteet.

Esou schafft de Ministère och weiderhin un der Ëmsetzung vum Kulturentwécklungsplang 2018–2028 a senge Recommandatiounen N° 47-51 am Beräich vun der Citoyenneté an der Accessibilitéit, dëst an enker Zesummenaarbecht an am Echange mam Secteur.

Den Accès zur Kultur stoung deemno rezent an engem thematesche Workshop vum Kulturministère zum Thema „Les publics de la culture“ am Mëttelpunkt (28.6.2024). Zousätzlech zu de sektoriellem Publikumssetuden, déi de Kulturministère zanter 2020 realiséiert, wäerten d'Conclusiounen a Resultater vun dësen ëffentlechen Diskussiounen an d'Kulturpolitik afléissen a mat konkreten Aktiounen ëmgesat ginn.

D'Initiativ Museums-PASS-Musées ass bekannt, an och zu Lëtzebuerg gëtt den Accès zur Kultur an zu de Muséeë schon iwwert eng Panoplie vu Programmer an Aktiounen geféiert, dëst zousätzlech a parallel zum Kulturpass, deen déi honorabel Deputéiert an hirer Fro ernimmt:

- D'Luxembourg Card erlaabt e gratis oder méi gönschtegen Zougank zu iwwer 80 touristesche Sitten, dorënner och vill Muséeën.
- D'Muséeskaart erméiglecht während engem Joer de fräien Accès zu deene Muséeën, déi matmaachen.
- Eng Rei Muséeë bidde Memberskaarten un.
- D'Carte Jeunes bitt Reduktiounen a gratis Entréeë fir kulturell Manifestatiounen a Muséeë fir Jonker un.
- Eng Rei Muséeë bidden e reduzéierten Tariff fir Jonker ënner 26 respektiv 21 Joer un.

– Iwwert d'Joer ass den Accès zu de Muséeën zu verschiddenen Occasiounen gratis („Luxembourg Museum Days“), oder mat reduzierten Tariffer verbonnen („Nuit des musées“).

Och op internationalem Niveau sinn d'Froe vum grenziwwerscheidenden Accès, vum Public a vun der Promotioun e feste Bestanddeel vun den Echange mat eisen Noperen a Partner, dat a verschiddene Kaderen, sief et bilateral, am Kontext vun der Groussregioun oder am Kader vun den Treffe vun den däitschsproochege Kulturministeren/innen.

Aus den uewe genannte Grënn ass d'Regierung der Meenung, datt den Developpement vu Léisungen an Aktiounen, déi op déi spezifesch Situatioun vun de Lëtzebuurger Muséeën ugepasst sinn, zu dëser Zäit méi passend a pertinent sinn, fir op d'Bedierfnesser vun eiser Bevëlkerung anzegoen a fir d'Stärkung vun der nationaler Muséeeswelt, éiert d'Iwwerleeungen zu enger eventueller Integratioun an e grenziwwerscheidende System weidergedriwwen ginn.

Protection des inondations liées à la saturation de la canalisation | Question **0967** (04/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De leschte Weekend koom et op verschiddene Plazen am Land zu Héichwaasser. Am Süde vum Land sinn deelweis d'Kellere vollgelaf, well d'Waasser aus dem Kanal an d'Haiser koom. De Waasserspiegel am Kanal ka bei extreemem Ree bis zu der sougenannter Réckstauenebene klammen. Da fëllen sech d'Leitungen am Haus mat de Waassermassen. All Oflafstell, déi méi déif läit wéi d'Reckstauenebene, riskéiert iwwerschwemmt ze ginn, well d'Waassermassen, déi am Kanal keng Plaz méi hunn, mat engem staarken Drock en „Auswee“ sichen an duerch all Öffnungen am Haus ouni Réckstausécherung austriede kënnen. D'éisträichesch Regierung gétt eng Rei Rotschléi un hir Bierger:innen, wat si solle maachen, fir esou Iwwerschwemmungen ze verhënneren. <https://www.wien.gv.at/umwelt/kanal/pdf/infoblatt-ueberflutung.pdf>

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Kann een zu Lëtzebuerg Réckstauklappe bei sech doheem abauen? Wa jo, brauch een hei eng Geneemegung a wéi eng wier dat?
2. Sinn esou Réckstauklappen eppes, wat de Staat de Bierger:innen uréit?
3. Kann een zu Lëtzebuerg bei sech doheem ee Kanal ausbauen oder bauen? Wat fir eng Geneemegung sinn hei néideg?
4. Bei den Toiletten ënner der Réckstauenebene réit zum Beispill déi éisträichesch Regierung hire Bierger:innen, fir „Fekalienpumpen“ anzubauen, well hei d'Reckstauklappen net de géegentgen Outil wieren. Dierfen d'Bierger:innen hei am Land dës abauen? Och hei erëm d'Fro, ob een eng Geneemegung brauch a wéi eng dat an deem Fall wier.

Réponse (09/08/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1. Och zu Lëtzebuerg si Réckstauklappen eng valabel a wichteg Moossnam, fir sech virun dem Réckstau aus engem iwwerlaaschte Kanal am Haus ze schützen. Et muss een awer präziséieren, datt déi just an engem Mëschsystem noutwenneg sinn, well do d'Reewaasser an d'Schmoltzwaasser an dee selwechte Kanal lafen. Et sief drop higewisen, datt d'Proprietären sech an dësem Fall selwer musse géint de

Réckstau schützen, sou wéi et och am Artikel 43 (1) a vum modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 steet an am Modell vum Kanalreglement iwwerholl gouf (règlement type relatif à l'assainissement des eaux). Eng Geneemegung nom Waassergesetz brauch een hefir net, et ass awer wichteg, sech mat der Gemeng ze concertéiere fir ze wëssen, wat vu Reseau an der Strooss läit. Well et sech ëm eng Constructioun handelt, ass eng Baugeneemegung vum Buergermeeschter noutwenneg, et sief dann, dës Aarbechte wäre laut Bautreglement vun der Gemeng explizitt vu sou enger Geneemegung ausgeschloss.

ad 2. cf. Äntwert 1

ad 3. Vu datt de Problem vu Réckstau vum engem iwwerlaaschten öffentleche Reseau kënnt, ass den Ausbau vum engem Kanal op privatem Terrain keng effikass Mesure. Am Géigendeel kéint dëst souguer dozou féieren, datt nach méi Ofwaasser um privaten Terrain ugestaut gétt, dat net oflafa kann.

ad 4. Fir de Fall, wou een Uschloss ënnert dem öffentleche Kanal läit, muss effektiv eng Réckstauerpumpe installéiert ginn. Hei ass et am beschte mat der Gemeng Récksprouch ze huelen, fir déi technesch Detailer ze klären. Et ass och keng Autorisatioun no Waassergesetz néideg, allerdéngs, sou wéi uewe beschriwwen, eventuell eng kommunal Baugeneemegung.

Vaccination contre le méningocoque | Question **0970** (05/07/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans son avis du 6 juin 2023, le Conseil supérieur des maladies infectieuses a recommandé d'introduire la vaccination contre le méningocoque B dans le programme vaccinal national des nourrissons à partir du 1^{er} janvier 2024.

Comme les vaccinations sont financées directement par le Ministère de la Santé à titre d'action de santé préventive, le Ministère de la Santé procède à l'achat des vaccins en question et les pédiatres commandent leurs doses directement auprès de ce dernier. Cependant, les stocks du ministère seraient régulièrement insuffisants, obligeant les personnes à se procurer le vaccin en pharmacie, à leurs propres frais, ou à renoncer tout simplement au vaccin.

C'est le cas actuellement pour les vaccins contre le méningocoque B, les parents obligés de passer par les pharmacies doivent payer deux fois 80 euros⁹ pour vacciner leur enfant dans les six premiers mois de vie. Un rappel est prévu au courant de la deuxième année de vie dans le calendrier vaccinal.

Au vu de ce qui précède, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Madame la Ministere peut-elle confirmer que le stock de vaccins commandé par le Ministère de la Santé est actuellement insuffisant pour couvrir les besoins nationaux en matière de méningocoque B ?
- 2) Les parents ayant avancé les frais pour vacciner leur enfant pourront-ils bénéficier d'un remboursement ?
- 3) Quels sont les autres vaccins qui sont gérés directement par le Ministère de la Santé et donc non remboursables en cas d'achat direct en pharmacie ?
- 4) Quelles mesures Madame la Ministere préconise-t-elle afin de résoudre les problèmes d'approvisionnement ainsi qu'en matière de non-remboursement des

⁹ 74,80 pour une dose de Trumemba ou 84,07 € pour une dose de Bexsero

vaccins achetés en pharmacie en conséquence de ce dysfonctionnement ?

Réponse (11/09/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'approvisionnement des vaccins dans le cadre du programme national de vaccination est assuré par des procédures de marchés publics. Dans le cadre de ces contrats, les fournisseurs se chargent d'assurer directement les livraisons de vaccins aux médecins vaccinateurs tout en étant contraints de respecter une obligation de constitution d'un stock permanent minimal sur le territoire national. Toutefois, comme pour les autres médicaments, de temps à autre, à la suite de problèmes de production de vaccin – il s'agit de produits biologiques complexes qui doivent répondre à des critères de qualité stricts – les fournisseurs n'arrivent pas à respecter cette condition de stock minimal.

Le fournisseur du vaccin contre les infections invasives à méningocoque B n'a effectivement plus été en mesure d'assurer l'approvisionnement du produit entre le 4 juin et le 9 juillet 2024. Depuis cette date, le vaccin est à nouveau distribué aux vaccinateurs qui en font la commande.

ad 2) Le programme de vaccination national en place nécessite une commande de vaccins par le médecin, adressée à la Direction de la santé qui organise de suite la livraison par le fournisseur au médecin. Des informations sont régulièrement envoyées par e-mail aux médecins (p. ex. inclusion d'un nouveau vaccin dans le programme, etc.), y compris la feuille de commande mise à jour. Le coût de ces vaccins est entièrement pris en charge par l'État. Cependant, selon les procédures en place, pour la délivrance en officine d'un vaccin à un patient qui a présenté une ordonnance, les frais sont à la charge du patient et un mécanisme de remboursement a posteriori n'existe pas.

ad 3) Les vaccins mis à disposition gratuitement par la Direction de la santé dans le cadre du programme national de vaccination sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les vaccins contre la Covid-19 sont également mis à disposition gratuitement par l'État.

ad 4) En ce qui concerne les problèmes d'approvisionnement, il est à noter que la Direction de la santé est en contact permanent avec les fournisseurs pour les assister dans la gestion des stocks de vaccins à destination du Luxembourg dans un but de minimiser les risques de ruptures. Toutefois, si des problèmes d'approvisionnement surviennent, la Direction de la santé essaie de résoudre le problème le plus rapidement possible en cherchant des solutions avec le fournisseur ou sur le marché (comme l'achat d'un produit équivalent lorsqu'il existe).

Concernant les problèmes du non-remboursement, il est renvoyé aux dispositions statutaires de la CNS qui disposent ce qui suit :

Conformément à l'article 17, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale et à l'article 106, alinéa 2 des statuts de la CNS, les vaccins ne peuvent être pris en charge par la CNS que si cette prise en charge est prévue par une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la CNS.

Actuellement, il existe deux de ces conventions relatives aux vaccins : la convention conclue en date du 28 mars 2001 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe et la convention conclue entre

l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination des personnes âgées de 65 ans et plus, et de certaines personnes à risque contre le pneumocoque.

Vidéos filmées par des membres de la Police grand-ducale | Question 0975 (08/07/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

An der Press ass aktuell ze liesen, dass e Video um Internet zirkuléiert, deem e rassistesche Virfall op engem Kommissariat vun der Police weist. Op dësem Video wier ze héieren, wéi Beamt*inne sech iwwert e Policestagiaire, deem déi duebel Nationalitéit huet a scho fir déi franséisch Police geschafft huet, respektiv dësem säi franséischen Accent léschteg maachen. Et wieren och nach aner Kommentarer gefall, déi de Stagiaire erdroe misst.

Et ass keen Eenzelfall, dass e Video aus dem Policealltag am Internet lant. Ëmmer erëm kënnt et vir, dass Videoen an de sozialen Netzwierker landen, déi vu Policebeamt*inne während hirer Aarbechtszäit gefilmt ginn.

An dësem Kontext erluben ech mer, folgend Froen un den Här Innenminister ze stellen:

1. De Pressebüro vun der Police huet de rassistesche Virfall schonn denoncéiert, an de Parquet an d'Inspection générale vun der Police enquêtéiere schonn. Wat fir eng konkret Konsequenze sinn a Fäll wéi dësem fir déi responsabel Beamt*inne virgesinn?

2. Wat fir eng Moosname sinn en place, fir rassistesche Virfäll oder aner Forme vun Diskriminatioun bei der Police ze verhënneren?

3. Ass d'Filmen an d'Onlinestelle vu Videoen aus dem Policealltag am Aklang mam Code de conduite vun der Police?

Réponse (07/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Faiten zu dem genannte Virfall goufen un de Parquet denoncéiert an d'Inspection générale de la police (IGP) ass mat enger disziplinarescher Instruktioun befaasst ginn. Soulaang d'Enquêtes net ofgeschloss sinn, kann ech mech net zu eventuellen penalen oder disziplinaresche Konsequenze prononcéieren.

ad 2. An éischer Linn gëlle fir d'Mataarbechter d'Wärter, déi d'Police sech ginn huet, dorënner Kollegialitéit, Respekt an Diversitéit. Diskriminatioun gëtt a kenger Form toleréiert, sief dat anere Membere vun der Police oder der Allgemengheet géigeniwwer.

Da spillt d'Formatioun och eng wichteg Roll an der Police. Sou ginn zum Beispill an der Formation de base fir d'Polizisten aus de Carrière B1/C1 ënnert anere Thematik wéi Mënscherechter a Konfliktbewältigung behandelt, souwéi „déontologie policière et lutte contre les extrémismes/fanatismes“ oder nach „principes constitutionnels, droits fondamentaux et libertés publiques“. Et ass och virgesinn, d'Thematik vun der Antidiskriminatioun am Kader vun der Formation continue ze behandelen. Viraussichtlech sollen dës Formatiounen am Laf vum Joer 2025 ulafen.

Kënnt et zu engem rassisteschen oder diskriminatoresche Virfall vun engem Policemember, gëtt dësen dem Parquet denoncéiert. Zousätzlech kann d'IGP, jee no Situatioun, mat enger disziplinarescher Enquête befaasst ginn.

ad 3. D'Filmen an d'Onlinestelle vun esou Videoen ass net am Aklang mat de Wärter, déi am Code de déontologie vun der Police verankert sinn.

Zousätzlech huet d'Police eng „Charte du bon usage des outils informatiques et des réseaux sociaux“ an Dëngschtvirschrëften iwwert „Règles d'utilisation des outils informatiques au sein de la Police grand-ducale“, déi ze respektéiere sinn.

Anticipation et évaluation d'événements météorologiques extrêmes | Question 0977 (09/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En date du 29 juin 2024, de fortes pluies et de violents orages ont frappé le Luxembourg, entraînant de forts dégâts à plusieurs endroits du pays.

Plus tôt dans la journée, la Cellule d'évaluation du risque intempéries (CERI) a émis un avis d'orages forts, avertissant la population que ceux-ci pourraient impacter l'ensemble du pays.

Afin d'avertir les habitant.e.s du Luxembourg par SMS LU-Alert en amont des intempéries, le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) a transféré un message d'alerte aux opérateurs de télécommunications à 17.29 heures. Néanmoins, suite à une panne auprès d'un opérateur, de nombreuses personnes ont reçu l'avertissement avec retard.

En effet, depuis 2015, le Luxembourg dispose d'un Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'intempéries. Ce plan est déclenché lorsqu'un phénomène météorologique extrême (niveau de vigilance orange ou rouge) risque d'entraîner un dysfonctionnement majeur menaçant les intérêts vitaux ou les besoins essentiels de tout ou d'une partie du pays ou de la population.

Depuis les événements météorologiques extrêmes du 29 juin, plusieurs météorologues se sont exprimés dans la presse nationale ainsi que sur les réseaux sociaux au sujet de la possibilité (ou non) qu'une ou plusieurs tornades se soient produites lors des précipitées intempéries, et semblent parvenir à des conclusions divergentes.

Par ailleurs, selon un article de presse concernant une étude sur la tornade du 9 août 2019, le HCPN aurait demandé à MeteoLux de développer une méthode pour évaluer le risque potentiel d'une tornade au Luxembourg. Par ailleurs, depuis l'été 2019, les prévisionnistes de MeteoLux auraient suivi des formations pour examiner en plus de détail certains critères comme le cisaillement du vent, l'hélicité et l'humidité.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes parlementaire à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Premier ministre :

1) Quel est le bilan des mesures préventives et anticipatives prises par le Gouvernement en vue de, et durant les intempéries du 29 juin 2024 ? Quels problèmes ont été identifiés (notamment auprès des opérateurs de télécommunications), quelles leçons en ont été tirées et quelles mesures seront mises en œuvre afin de combler les éventuelles lacunes ?

2) Comment est-ce que les mises en vigilance par MeteoLux sont évaluées a posteriori ? Quelles méthodes sont appliquées pour l'évaluation et quelles observations météorologiques sont incluses dans l'évaluation ? Si la validation ne se base que sur des données de radar, Madame la Ministre ne jugerait-elle pas opportun d'inclure également des données météorologiques mesurées de l'ensemble du pays ?

3) Quelle est la conclusion de l'évaluation de la mise en vigilance du 29 juin ?

4) Quelle analyse a été effectuée par les autorités publiques afin de déterminer si une ou plusieurs tornades se sont produites au Luxembourg le 29 juin ? Est-ce que des agent.e.s se sont rendu.e.s sur place ou ont analysé des images du terrain des endroits concernés, et dans la négative, quelles en sont les raisons ?

5) Quelle est la méthode appliquée actuellement pour évaluer le risque potentiel d'une tornade au Luxembourg ? Existe-t-il un.e expert.e de tornades auprès de MeteoLux et dans la négative, Madame la Ministre estime-t-elle nécessaire qu'une telle expertise soit acquise auprès de l'administration ?

6) Comment la formation des prévisionnistes a-t-elle évolué afin de mieux les préparer pour la prévision d'événements météorologiques extrêmes ? Est-ce que tou.te.s les prévisionnistes disposent de formations spécialisées à cet égard ?

Réponse (12/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Au vu de la vigilance orange annoncée par MeteoLux pour la soirée du 29 juin 2024, la Cellule d'évaluation du risque intempéries (CERI) se réunissait une première fois le 29 juin à 13.00 heures et une deuxième fois le 29 juin à 16.45 heures. La CERI se compose d'agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE), du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), de MeteoLux et du Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN). Elle a pour missions d'évaluer la situation météorologique et son impact, d'anticiper la situation et de décider sur les éventuels moyens d'alerte à la population à déclencher.

À 17.25 heures, le HCPN a activé la procédure de transmission, par les opérateurs de télécommunications, d'un message d'alerte LU-Alert à tous les usagers des réseaux mobiles sur le territoire national. En même temps, le CGDIS a diffusé le message d'alerte par le biais de l'application mobile GouvAlert. Finalement, un message d'information a été diffusé au grand public et transmis aux médias par le Service information et presse du Gouvernement luxembourgeois (SIP) à 17.40 heures. Sans préjudice des actions implémentées par la CERI, les différents acteurs de la CERI ont continué à communiquer et à informer par leurs propres outils et canaux dans le cadre des missions légales qui leur incombent.

Au sujet de la panne technique intervenue auprès d'un opérateur de télécommunication lors de la diffusion du SMS national, un débriefing a été organisé en date du 4 juillet avec l'opérateur concerné pour discuter les causes exactes de cet incident et pour déterminer les actions correctrices à réaliser afin d'éviter une récurrence de cette situation. L'opérateur en question a déclaré avoir pris les mesures nécessaires pour éviter un tel incident dans l'avenir. Le même jour avait également lieu un débriefing avec un deuxième opérateur en vue d'améliorer davantage le fonctionnement du système « SMS national ».

Depuis mai 2022, afin de vérifier systématiquement et de bout en bout la maîtrise des procédures et le bon fonctionnement des systèmes techniques, des envois test du « SMS national – SMS zonal » ont lieu mensuellement en collaboration avec les opérateurs dans une ou dans plusieurs zones définies au préalable par le Ministère des Affaires intérieures et le HCPN. En raison des problèmes techniques du 29 juin, un test national avait été projeté pour le 17 juillet. Toutefois, considérant que lors de la diffusion du message d'alerte national LU-Alert relatif à l'alerte orange « orages forts » du 15 juillet tous les SMS ont été acheminés avec succès et sans encombre par les différents opérateurs, ce test a été abandonné.

Par ailleurs, il est rendu attentif au fait que la mise en service du nouveau système d'alerte « LU-Alert », apportant une série d'améliorations techniques et pratiques aux informations et alarmes concernés, est prévue au courant des mois à venir.

ad 2) Pour l'évaluation des mises en vigilance, MeteoLux utilise toutes les sources météorologiques disponibles et fiables.

Quelques exemples des données utilisées par MeteoLux sont les mesures des stations météorologiques opérées par MeteoLux, par l'ASTA et par l'AGE, les observations incluses dans la European Severe Weather Database (ESWD), les données radar de Météo-France, du Deutscher Wetterdienst et de l'Institut royal météorologique de la Belgique, et les données du réseau de détection de foudre European Cooperation for Lightning Detection (EUCLID). Des images/vidéos de dégâts disponibles dans les médias et le bilan opérationnel du CGDIS sont aussi utilisés par MeteoLux pour la vérification.

Voici quelques exemples des rapports de réanalyse de situations météorologiques d'alerte mis à disposition sur le site web de MeteoLux :

<http://www.meteolux.lu/fr/actualites/retour-sur-les-pluies-diluviennes-du-14-et-15-juillet-2021/>

<http://www.meteolux.lu/fr/actualites/retour-sur-la-tempete-du-21-octobre-2021/>

https://www.meteolux.lu/fr/filedownload/570/flash-flood_20160722_report.pdf/type/pdf

ad 3) Par principe, la CERI se réunit dès la prévision ou le déclenchement du niveau d'alerte orange en cas d'intempéries et/ou d'inondations. Cette montée en puissance du dispositif de gestion de crise se veut délibérément avancée par rapport au phénomène annoncé et permet ainsi aux autorités engagées d'agir proactivement et sans la moindre pression de temps. Cette approche a permis de bien maîtriser la situation du 29 juin.

Selon l'analyse des experts de MeteoLux, la vigilance orange pour des orages forts émise le 29 juin était justifiée au vu de l'impact observé dans le pays et les observations disponibles. Des rafales supérieures à 90 km/h et des cumuls de précipitations horaires entre 25 et 35 l/m² (très localement supérieures à 35 l/m²) ont été observés ce qui est cohérent avec les seuils d'alertes tels qu'indiqués dans le PIU.

La réanalyse de l'événement météorologique du 29 juin a été récemment publiée sur le site web de MeteoLux :

<https://www.meteolux.lu/fr/actualites/the-severe-thunderstorms-of-june-29-2024-a-brief-analysis/>

ad 4) L'analyse s'est surtout basée sur les dégâts observés (images) et sur la localisation de ces dégâts par rapport aux données radar. Cette base de données n'a pas permis de conclure que les dégâts ont été causés par une ou plusieurs tornades, notamment dans les régions de Bissen et Wecker. Les données radar indiquent également, comme décrit dans l'analyse publiée sur le site web de MeteoLux (<https://www.meteolux.lu/fr/actualites/the-severe-thunderstorms-of-june-29-2024-a-brief-analysis/>), qu'il s'agit plutôt de rafales descendantes amplifiées localement par ce que l'on appelle un « mesovortex ». Celles-ci peuvent générer des vitesses de vent très élevées sur une échelle locale pendant une courte période. Selon cette analyse de MeteoLux, il est donc peu probable qu'une tornade se soit produite ce jour-là.

Une vérification croisée avec les experts du European Severe Storm Laboratory (ESSL), qui ont également soutenu les experts de MeteoLux pour analyser la

tornade du 9 août 2019, confirme l'analyse de MeteoLux. Dans la base de données européenne officielle sur les intempéries (ESWD), les cas sont jusqu'à présent répertoriés comme événements de vents forts et non comme tornade.

Une visite sur place n'apporte pas nécessairement de nouvelles connaissances en termes d'évaluation de la situation et n'est donc pas toujours indispensable.

ad 5) La méthode appliquée actuellement pour évaluer le risque de tornade au Luxembourg est basée sur la « ingredients-based methodology ». Une variété de paramètres météorologiques, comme l'instabilité, la hauteur de la base de nuages et l'hélicité, est analysée par les prévisionnistes de MeteoLux en cas de risque d'orages selon une procédure interne qui est en place depuis avril 2021.

En plus, MeteoLux dispose d'un expert spécialisé dans les domaines des orages et des tornades. Cet expert a rédigé plusieurs publications scientifiques sur ces phénomènes, dont une sur la tornade du 9 août 2019 au Luxembourg :

<https://rmtets.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/wea.3979>

ad 6) Tous les prévisionnistes de MeteoLux disposent de formations spécialisées à cet égard.

L'expertise des professionnels de MeteoLux est basée sur plusieurs années d'études en météorologie, une formation continue régulière et un contrôle des compétences conforme aux normes établies par l'OMM. En raison de la responsabilité météorologique pour les opérations de navigation aérienne, la Direction de l'aviation civile (DAC) effectue des audits à intervalles réguliers. L'application des normes et des règlements de l'OMM, de l'OACI et de la Commission européenne ainsi que la fiabilité et qualité des services de MeteoLux sont alors contrôlées. En outre, des échanges d'expertises intensifs ont lieu avec des experts des services météorologiques voisins (IRM, skeyes, KNMI, Deutscher Wetterdienst, Météo-France).

Finalement, des workshops au sein du service de prévision de MeteoLux sont organisés avant chaque été et hiver pour analyser et discuter des phénomènes météorologiques significatifs ou extrêmes (orages, tornades, tempêtes, pluie, neige) survenus durant la saison respective de l'année écoulée.

.....

Affectation des nouveaux policiers | Question 0981 (10/07/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Am Abrëll dëst Joer goufen 170 Policebeamt*innen nei vereedeget, nodeems se hir Ausbildung erfollegräich ofgeschloss hunn. Dës Beamt*inne kompenséieren net nëmmen eng Partie Pensionéierungen, mee féieren ze enger Netto-Augmentatioun vun 90 Beamt*inne bei der Police.

Fir den Impakt vun dësem zousätzleche Personal op d'effentlech Sécherheet ze verstoen, erlaben ech mer, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Wat fir Kommissariater, Unitéiten oder Servicer vun der Police hu vun dëser Verstärkung profitéiert?
2. Wéi ass déi genee Opdeelung an Zuelen?

Réponse (21/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Esou wéi an der Commission jointe vum 16. Mee erkläert ginn ass, sollen déi 90 Beamt*inne vum Renfort follgendermoosse verdeelt ginn, nodeems eng Partie Pensionéierung kompenséiert goufen:

– 2/3 an de Beräich DCPA (déi Servicer, déi ënnert d'Direction centrale police administrative falen)

– 1/3 an de Beräich DSPJ (Direction Service de police judiciaire)

– Vun dem gesamten Netto-Renfort fir d'DCPA ginn:

- 25 % an d'Regioun Capitale
- 25 % an d'Regioun Sud-Ouest
- 12 % an d'Regioun Centre-Est
- 12 % an d'Regioun Nord
- 9 % an de Service Contrôle aux frontières vun der UPA – Unité de police de l'aéroport
- 17 % op aner national Unitéiten an operationell Servicer (UGAO – Unité de garde et d'appui opérationnel, UPR – Unité de la police de la route, CIN/113 – Centre d'intervention national asw.)

Et sief drop higewisen, dass organisatoresch Decisiounen net vu mir selwer, mee vun der Police interne evaluéiert a geholl ginn, kohärent mam Regierungsprogramm („L'objectif est de renforcer systématiquement la présence policière sur le terrain partout où cela s'avère utile“).

Dës Regierung wäert weiderhin Efforte maachen, fir d'Police insgesamt ze stäerken, mee virun allem d'Police judiciaire („La police judiciaire sera renforcée, notamment dans la lutte contre la criminalité économique et financière“).

.....

Coordination entre les services météorologiques | Question 0984 (10/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le Luxembourg dispose de deux services météorologiques publics : AgriMeteo, le service météorologique de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, et MeteoLux, le service météorologique de l'Administration de la navigation aérienne.

La mission du service météorologique de l'ASTA consiste à mettre à la disposition de l'agriculture des données, des analyses et des prévisions basées sur les conditions météorologiques. Fin 2023, AgriMeteo a disposé d'un réseau de 39 stations météorologiques automatiques dans les 4 régions du Luxembourg. Ses données permettent de déterminer des valeurs actuelles, d'établir des statistiques et de calculer des prévisions.

MeteoLux est chargé de fournir des services incombant à la météorologie nationale, comprenant également la publication des messages d'alertes pour le grand public. MeteoLux opère la station météorologique de Findel-Aéroport Luxembourg.

Par ailleurs, plusieurs services météorologiques privés sont actifs au Luxembourg, établissant des prévisions et alertant le public d'éventuels phénomènes météorologiques extrêmes.

Force est de constater que les communications des deux services publics peuvent sembler incohérentes, AgriMeteo déclarant p. ex. 2023 la 3^e année la plus chaude jamais enregistrée au Luxembourg, MeteoLux quant à lui attribuant à 2023 le titre de la 4^e année la plus chaude. Même si les divergences dans la communication peuvent être expliquées à la lecture des détails des communications, il existe un risque réel qu'elles peuvent prêter à confusion auprès du public.

Dans le contexte de la crise climatique et l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, la mission de prévision, ainsi d'une communication claire et concise des phénomènes météorologiques au public devient de plus en plus importante.

En outre, étant donné que les deux services météorologiques publics sont utilisés dans de nombreux

domaines autres que l'aviation et l'agriculture, il n'est probablement plus indispensable qu'ils dépendent spécifiquement de leurs deux ministères de tutelle respectifs.

Dans une réunion jointe de la Commission des Affaires intérieures, de la Commission de l'Environnement et de la Commission de la Mobilité au sujet de la gestion des risques liés aux fortes précipitations des 17 et 18 mai 2024 et des inondations subséquentes, les ministres présent.e.s se sont dit.e.s généralement ouvert.e.s à l'idée d'un rapprochement des services météorologiques publics, afin de mieux valoriser les synergies entre ces deux services.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement est-il d'accord qu'une communication claire et concise des phénomènes météorologiques devient de plus en plus importante et que des incohérences apparentes ou réelles dans les communications des divers services météorologiques sont à éviter ?

2) Dans l'affirmative, le Gouvernement envisage-t-il la mise en commun des deux services météorologiques publics voire de les rapprocher l'un de l'autre ? Toujours dans l'affirmative, quels sont les mesures et le calendrier prévus à cet égard ?

3) Est-ce que d'autres initiatives sont prévues afin de renforcer la collaboration entre les deux services météorologiques publics au Luxembourg ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de profiter de synergies éventuelles avec les services météorologiques privés et dans l'affirmative, comment ?

5) Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il entreprendre afin d'assurer une communication harmonisée au sujet des phénomènes météorologiques au Luxembourg ?

Réponse (21/08/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Une communication claire et concise concernant les phénomènes météorologiques est très importante et bénéficie du soutien du Gouvernement. Par conséquent, il n'y a qu'une seule autorité désignée pour le Luxembourg pouvant émettre des alertes météorologiques, à savoir MeteoLux (cf. Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'intempéries). Les publications de presse ou les informations fournies par des services météorologiques privés sont totalement indépendantes des informations fournies par le service météorologique de l'État.

ad 2) MeteoLux entretient une bonne collaboration avec les autres services météorologiques publics. Des échanges et réunions communes ont lieu régulièrement.

Des concertations autour de la création d'une institution nationale pour la météorologie ont eu lieu entre les différentes entités impliquées à partir de 2018. Différents scénarios envisageables ont été analysés, allant d'une simple séparation comptable détaillée jusqu'à la création d'un établissement public avec sa propre gouvernance. Or, le projet n'a pas abouti.

Entre-temps, le service AgriMeteo du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture a été renforcé (le réseau de stations météorologiques d'AgriMeteo a augmenté de 32 en 2018 à 37 actuellement,

réparties à travers tout le pays) pour répondre aux besoins spécifiques du secteur agricole, notamment en vue de mieux préparer l'agriculture au changement climatique. Les stations de l'ASTA et de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) sont également consultées par les services de MeteoLux. De son côté, MeteoLux dispose de la seule station au Luxembourg qui correspond aux critères de qualité de la WMO (World Meteorological Organization) et dont les données sont intégrées dans le « WMO Integrated Global Observing System ». Cette station remplit également toutes les exigences nécessaires pour le domaine de l'aviation.

Le programme gouvernemental 2023-2028 ne prévoit pas la mise en commun des deux services météorologiques publics.

ad 3) Voir ci-dessus.

ad 4) Il est important pour le Luxembourg d'assurer un service météorologique fiable, professionnel et de haute qualité. Il est donc essentiel de s'appuyer sur un personnel disposant d'une formation conforme aux standards de l'OMM (Organisation météorologique mondiale), afin de garantir le niveau de qualité requis pour les informations météorologiques et climatologiques. Il n'est pas connu si les services météorologiques privés luxembourgeois disposent des formations requises et répondent ainsi aux niveaux de qualité exigés par la réglementation.

ad 5) Les publications de presse ou les informations fournies par des services météorologiques privés sont indépendantes des informations fournies par les services météorologiques de l'État. Néanmoins, la mention et la publication de la source compétente pour les informations officielles sont essentielles. Le projet LU-Alert est un bon exemple qui vise à améliorer considérablement l'harmonisation de la communication, y compris la publication des alertes météorologiques.

Chantier au viaduc à Munsbach sur l'autoroute A1 | Question 0985 (10/07/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0120 iwwert d'Vitessreduktioun op der A1 op der Héicht vun Nidderaanwen huet d'Madamm Verkéiersminister geäntwert, datt dës Situatioun op en Tëscheffall un der Deenungsfou um Viaduc Mënsbech zeréckzeféieren ass. Zu deem Zäitpunkt huet et sech ëm eng Vitesslimitt vu 70 Stonnekilomeeter gehandelt, déi sech op de Beräich vum Viaduc bezunn huet. Mëttlerweil fällt op, datt d'Vitesslimitt a béide Richtunge scho wäit virum Viaduc ufänkt an se bedréit just nach 50 Stonnekilomeeter.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

– Sinn déi aktuell Vitesslimitten op en erhéichte Sécherheetsrisiko nom Tëscheffall un där genannter Deenungsfou zeréckzeféieren, deen trotz de proviso-reschen Aarbechten net ausbliwwen ass? Falls jo, ass nach virun der Phas vun den eigentleche Reparatur-arbechte mat enger Vollspärung aus Sécherheets-grënn ze rechnen? Falls net, wéi eng aner Ëmstänn hunn zu dësen Upassunge gefouert?

Réponse (06/08/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Opgrond vun den aktuelle Vitesslimitatioune kënnen zousätzlech Degradatioune vun den Deenungsfouen um Viaduc Mënsbech reduzéiert ginn. Et besteet dofir awer keen erhéichte Sécherheetsrisiko.

Dës Moosnam ass opgrond vu weideren Degradatioune op anere Plaze vun den Deenungsfouen ergraff ginn.

Um Enn vun der Sommervakanz 2024 sinn awer iwwerall provisoresh Deenungsfouen agebaut an déi maximal erlaabte Geschwindegkeet kann erëm op 70 Kilomeeter an der Stonn a béid Richtunge gesat ginn.

Et wäert deemno och net zu enger Spärung vun der Autobunn A1 kommen.

Prolongation des contrôles aux frontières allemandes | Question 0986 (10/07/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Am Kader vun der Fussballeuropameeschterschaft dës Summer huet déi däitsch Regierung decidéiert, un de Grenze provisoresh Kontrollen duerchzeféieren. Domat soll verhënnert ginn, dass gewaltbereet Fussballfans a sougenannten Hooligans oder och aner Extremiste während der Europameeschterschaft an d'Land areesen. Dës Grenzkontrolle betreffen och Lëtzebuerg, wat deelweis zu staarke Behënnerungen am Traffick an de Grenzregioune gefouert huet, och wa mëttlerweil nëmmen nach Kontrollen am Territoire vun Däitschland selwer duerchgefouert ginn, an net méi op de Grenzbrécken. Dës Moosnam soll bis den 19. Juli daueren, duerno si keng Grenzkontrolle méi geplangt.

Am Saarland gëtt et awer aktuell Diskussiounen iwwert eng eventuell Verlängerung vun dëser Grenzkontrollen iwwert den 19. Juli eraus, déi besonnesch vun der Saar-FDP gewünscht gëtt. Dës wier virun allem fir Frontaliere problematesch, déi weiderhi mat staarke Behënnerunge vum Berufstraffick a Richtung Däitschland konfrontéiert wieren.

An dësem Kontext erlabe ech mer, folgend Fro un den Här Innenminister ze stellen:

– Wéi gedenkt den Här Minister, sech géint eng eventuell Verlängerung vun de Grenzkontrollen anzusetzen?

Réponse (07/08/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Säit der Aféierung vun den temporäre Bannegrenzkontrollen am Kontext vun der UEFA EURO 2024 a wéi schonn an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 0567, N° 0792 an N° 0889 erkläert ginn ass, hunn ech reegelméisseg um Niveau vun der Bundesinnenministerin an dem Staatssekretär fir oppe Grenze plaidéiert.

Am spezifesche Kader vun der Verlängerung vun de Grenzkontrollen am Saarland ass mäi Ministère net mat enger offizieller Notifikatioun saiséiert ginn.

D'Lëtzebuurger Regierung huet sech an der Vergaangenheet, a wäert sech och an Zukunft, fir oppe Grenzen asetzen.

Recensement des actes antisémites | Question 0987 (11/07/2024) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

Depuis le 7 octobre 2023, on constate, partout en Europe, une véritable explosion des actes antisémites. Ainsi, en Allemagne, d'après la « Tagesschau » du 24 juin 2024, le nombre d'incidents antisémites aura connu une croissance massive en 2023 : les « Recherche- und Informationsstellen Antisemitismus » (RIAS) ont documenté en 2023 en tout et pour tout 4.782 incidents antisémites – une croissance de presque 83 % par rapport à l'année 2022. En France, on peut lire sur

le site du Service de protection de la communauté juive (SPC) qu'« en 2023, le Ministère de l'Intérieur et le SPC ont recensé 1.676 actes antisémites. Cette année a été marquée par une explosion des actes antisémites à partir du 7 octobre 2023 ». Par comparaison, en 2022 ne furent recensés que 436 actes antisémites. En Belgique, d'après le rapport annuel d'Antisémitisme.be, on constaterait une hausse de +250 % des actes antisémites en 2023, la plupart depuis le 7 octobre 2023, soit 117 incidents recensés, en comparaison avec la même période en 2022.

Aussi bien en Belgique qu'en France et en Allemagne, les incidents antisémites sont recensés selon une méthodologie publique et bien établie, par des portails accessibles par Internet. Ainsi, en Allemagne, il est possible de déclarer des actes antisémites sur le portail « Report Antisemitism » du Bundesverband der Recherche- und Informationsstellen Antisemitismus (Bundesverband RIAS) e. V. En France, il est possible de passer par « declarer.org », ou encore par le portail du SPCJ. En Belgique, les déclarations peuvent être faites sur « antisemitisme.be » de l'organisation UNIA. Toutes ces organisations publient des rapports annuels et des informations plus ponctuelles sur leurs sites Internet.

En Allemagne, pays qui a mis en place un dispositif très complet pour lutter contre l'antisémitisme¹⁰, on relèvera par ailleurs que sous l'impulsion du « Beauftragter für jüdisches Leben in Deutschland und den Kampf gegen den Antisemitismus », une stratégie a été développée fin 2022 pour lutter contre l'antisémitisme.

Le Luxembourg dispose également, depuis fin septembre 2023, d'un Plan national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS). Dans ce plan figure une section intitulée « Mieux appréhender le phénomène de l'antisémitisme dans toutes ses facettes », avec les mesures suivantes :

- « une collecte de données plus exhaustives de l'antisémitisme à Luxembourg par le biais de données quantitatives et d'analyses qualitatives à ce sujet ;
- un rôle accru et redéfini pour le Centre pour l'égalité du traitement (CET) ; et
- une analyse des données et une présentation annuelle des résultats. »

Pour l'heure, le seul groupe qui publie des informations sur l'antisémitisme au Luxembourg est RIAL (Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg), sous forme de notes¹¹ et d'un seul rapport annuel remontant à 2017 accessible sur le site du groupe (le lien vers le rapport annuel de 2020 ne fonctionnant pas). Le ton dans les notes de RIAL est très militant, et, si RIAL semble se référer à la définition de l'antisémitisme adoptée par l'IHRA, aucune méthodologie n'est publiée quant au traitement des actes antisémites signalés à RIAL. Le rapport 2023 de RIAL recensait 36 actes antisémites durant les 9 premiers mois de 2023 et 108 incidents durant le 4^e trimestre de la même année, classés en quatre catégories selon leur gravité. RIAL est renseigné comme l'un des acteurs, avec la police, les autorités judiciaires, CET et BEE SECURE, dans l'axe « recensement des actes antisémites » du PANAS.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Au vu de la croissance inquiétante des actes antisémites partout en Europe et dans le monde après le 7

¹⁰ <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/gegen-antisemitismus-2231878>

¹¹ La dernière en date sous le titre « TROP, C'EST TROP. IL FAUDRAIT STOPPER LES EXTRÉMISTES, MAINTENANT. Quand des extrémistes appellent à des actions violentes au Luxembourg : le triangle rouge inversé, au Luxembourg aussi. Analyse du 18 juin 2024 pour RIAL ASBL »

octobre 2023, où en est le Gouvernement avec l'implémentation du PANAS présenté en septembre 2023, de manière générale ? Où le Gouvernement en est-il plus particulièrement en ce qui concerne le volet recensement et analyse des actes antisémites ? Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il importe d'avoir rapidement en place un mécanisme fiable, transparent et scientifiquement légitimé pour la collecte d'informations sur les actes antisémites au Luxembourg ?

2) Est-ce que les ministres sont d'avis que le groupe RIAL présente les garanties d'objectivité et de transparence nécessaires pour participer à l'axe recensement des actes antisémites dans le cadre de la stratégie PANAS ? Le RIAL touche-t-il à des financements publics ? Dans l'affirmative, de quels types de financements publics s'agit-il et à quels montants s'élevaient-ils ?

3) Combien d'incidents énumérés dans le rapport 2023 de RIAL ont mené à des plaintes pénales déposées pour incitation à la haine ou à la violence telle que définie par les articles 454 et 457-1 du Code pénal ?

Réponse (12/08/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) En ce qui concerne la mise en œuvre d'une collecte de données quantitatives et qualitatives en matière d'antisémitisme, de racisme et d'autres, il y a lieu de renvoyer aux conclusions du Conseil de Gouvernement du 25 janvier 2020 décidant notamment d'examiner l'opportunité de mettre en place un moyen de collecte des données qui ne devrait pas être limitée à l'antisémitisme.

Le Gouvernement reconnaît la nécessité d'être en mesure de disposer de données officielles pour suivre de près l'évolution de ces phénomènes afin de pouvoir les combattre au mieux, se conformant, ainsi, à l'engagement du Grand-Duché de Luxembourg, à ce titre, sur le plan européen et international. Cet engagement fut spécifiquement pris dans le cadre de la « Déclaration de Vienne sur le renforcement de la coopération dans la lutte contre l'antisémitisme et l'encouragement au signalement des incidents antisémites » du 18 mai 2022 et visant notamment à développer des méthodologies communes pour quantifier et qualifier les incidents antisémites et les comparer entre États membres signataires.

En ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action national contre l'antisémitisme, le Gouvernement a arrêté la création d'un comité interministériel le 27 mars 2024 et en a nommé les membres effectifs et suppléants le 24 juillet 2024. La première réunion constitutive du comité de suivi aura lieu à la rentrée prochaine.

ad 2) Le Gouvernement reconnaît pleinement le rôle des acteurs de la société civile en matière de collecte de données, notamment celui de l'ASBL RIAL en matière d'antisémitisme, qui pallie pour le moment le manque de données officielles.

En effet, une approche plus holistique dans le domaine de la collecte de données se doit d'impliquer les acteurs de la société civile, dans la mesure où ceux-ci disposent d'une expertise et d'un savoir-faire reconnus.

L'ASBL RIAL ne dispose pas de financement public.

ad 3) Il est fait référence à la réponse fournie à la question parlementaire n° 0869 posée en date du 7 juin 2024 par l'honorable Député Laurent Mosar. Le système informatique des autorités judiciaires ne permet pas, à l'heure actuelle, de distinguer entre les différents types de discriminations tombant dans le champ d'application des articles 454 et 457-1 du Code pénal.

.....
Office national de l'enfance (ONE) | Question 0988 (11/07/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

Den Office national de l'enfance (ONE) schafft mat privaten Organisatiounen am Beräich vun dem Kanner- a Jugendschutz zesummen, fir Projeten an Hëllefsmoossenamen ëmzesetzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0820 informéiert de Minister, dass den ONE am Zäitraum 2019–2023 insgesamt 651.920.372 € u seng extern Prestatairen ausbezuelt huet. Kann de Minister den uewe genannte Montant op d'Joren 2019 bis 2023 an op déi zéng gréisste Prestatairen oplëschten?

2. De Minister huet och präziséiert, fir wéi eng Prestatiounen am Zäitraum 2009 bis 2013 309.766.783 € ausgi goufen (gemeengt war wuel d'Period 2019 bis 2023?).

– Kann de Minister den uewe genannte Montant op d'Joren 2019 bis 2023 an op déi verschidde Forfaiten oplëschten?

3. Existéieren iergendwellech Etüden, Indicateuren oder Prozeduren, fir d'Aarbecht an d'Prestatiounen vum ONE a senge Prestatairen ze bewäerten?

– Falls jo, wéi eng sinn dat a wéi eng Leit ginn hei gefrot?

– Falls nee, wäert de Minister dofir suergen, dass hei an Zukunft Date wäerten erhuewe ginn, bzw. d'Servicer méi genee analyséiert ginn (zum Beispill duerch Enquêtes de satisfaction)?

Réponse (23/08/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Op den Zäitraum vun 2019–2023, krute folgend 10 Prestatairen dës Montanten iwwerwisen:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

ad 2. De genannte Montant betrëfft selbstverständlech d'Joren 2019 bis 2023.

Oplëschte vun deene verschiddene Forfaiten: cf. Annexe

(*Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*.)

ad 3. Am Kader vun den Agerementen, déi am Aklang mam ASFT-Gesetz ausgestallt ginn, gesäit den Artikel 31 vum Règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour jeunes adultes et familles en détresse vir, datt d'Critèren, déi zu der Ausstellung vum Agerement gefouert hunn, kontrolléiert kënnen ginn. Dës Kontroll besteet aus Visite bei de Prestatair vum der Kanner- a Familjenhëllef (AEF), wou déi verschidden Elementer kontrolléiert kënnen ginn.

Dës Prestatairë mussen sech och un den nationale Rahmenplan der Kinder- und Familienhilfe halen. Dese Plang soll d'Interventiounen vun de verschiddene Spezialisten an deem Beräich harmoniséieren a berëfft sech op déi grouss Prinzippe vun der Internationaler Konvention vun de Kannerrechter an definiert gemeinsam Handlungsfelder, déi als Grondlag fir d'Berufspraktiken a fir eng iwwergräifend Evaluatioun déngen sollen. Dese Plang soll sécherstellen, datt all Kand, all Jugendlechen an all Familj, déi Hëllef brauchen, eng beschtméiglech Ënnerstëtzung bei engem Prestatair aus dem Beräich vun der Kanner- a Jugendhëllef kritt, onofhängeg dovun, ob et sech ëm psychologesch Berodung, ambulante Moossenamen, sozialpädagogesch Betreuung oder den Accueil an enger Fleegefamill handelt.

Incitations pour la mise en place de couloirs de tir | Question **0991** (11/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La surpopulation du gibier dans les forêts luxembourgeoises entraîne des dommages considérables aux forêts d'ores et déjà affaiblies par le réchauffement climatique, ainsi qu'à la biodiversité et à l'agriculture.

L'amélioration de la régulation du gibier est un élément important pour favoriser la régénération des forêts et éviter des dommages importants dans les champs agricoles, notamment les champs de maïs qui servent de nourriture pour les sangliers. Pour cette raison, le Gouvernement, les organisations environnementales et les acteurs.trice.s du domaine agricole appellent à une réduction de la densité du gibier.

L'une des mesures revendiquées dans ce contexte est la mise en place de couloirs de tir, par exemple dans les champs de maïs, qui faciliteraient le repérage du gibier dans les grandes parcelles. En outre, l'établissement d'un couloir de tir entre la bordure de la forêt et la bordure du champ est également revendiqué, ce qui pourrait à la fois permettre de protéger les arbres situés en lisière des forêts et de faciliter le repérage du gibier transitant entre les champs et les forêts. Les couloirs en question pourraient éventuellement servir de bandes fleuries et, le cas échéant, faire l'objet de récompenses financières pour les services écosystémiques fournis par les agriculteur.trice.s.

Je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

- 1) Madame la Ministre est-elle d'avis que l'agriculture devrait soutenir les acteur.trice.s de la chasse dans leur activité ? Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en place dans ce contexte ?
- 2) Madame la Ministre va-t-elle mettre en place des incitations à l'établissement de couloirs de tir facilitant la détection de gibier dans les parcelles agricoles ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me fournir le détail des mesures envisagées à cet égard ?

Réponse (13/08/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Les activités de l'agriculture et de la chasse sont étroitement liées. Il s'agit de concilier la finalité productive et nourricière des surfaces destinées à l'agriculture avec la nécessité de protéger la biodiversité toute en régulant la densité du gibier. Une bonne collaboration entre la chasse et l'agriculture est donc indispensable pour maintenir les fonctions multifonctionnelles de nos zones vertes.

Le plan stratégique national pour la mise en œuvre de la PAC pour la période 2023 à 2027 prévoit un certain nombre d'écoterrains qui permettent notamment de soutenir l'établissement de surfaces tels que des couloirs de tirs, comme le propose l'honorable Députée Madame Joëlle Welfring.

Ces mesures peuvent être en mises en œuvre de manière flexible d'une année à l'autre et peuvent ainsi être adaptées aux divers choix techniques envisagés par l'agriculteur.

L'aide à l'installation de bandes non productives (mesure 513) soutient l'établissement de bandes sans production agricole dans le but de protéger la biodiversité et de réduire l'érosion. Elle permet par ailleurs la mise en place de bandes libres de cultures le long des lisières de forêt ou de haies facilitant ainsi le repérage du passage du gibier entre la forêt et les champs. Les taux d'aides varient de 590 €/ha pour les bandes sur terres arables ou cultures permanentes

avec couvert herbacé normal, jusqu'à 1.400 €/ha pour les bandes sur pâturages sans fauche jusqu'au 1^{er} septembre.

Par ailleurs, l'aide à l'installation de surfaces non productives (mesure 512) soutient financièrement la mise en place de champs libres de cultures agricoles, dans le but de renforcer la biodiversité, ce qui peut aussi faciliter l'observation du gibier, notamment par rapport à des cultures hautes comme p. ex. le maïs sur des surfaces agricoles situées près de ou voire à l'intérieur de zones boisées. Sont ainsi soutenues notamment les jachères à couvert mellifère sur terres arables (1.200 euro/ha).

Il reste à souligner que le succès de ces mesures est fondé sur une collaboration étroite sur le terrain entre tous les acteurs concernés (agriculteurs, chasseurs, conseil agricole, ...). Les détails de ces mesures sont décrits sur le portail de l'agriculture « landwirtschaft.lu » sous les rubriques suivantes :

<https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/oeko-rege-lungen/anlage-nicht-produktive-streifen.html>

<https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/oeko-rege-lungen/anlage-nicht-produktive-flaechen.html>

Statistiques sur les renards et rats laveurs au Luxembourg | Question **0993** (12/07/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Et schéngt, wéi wann et iwwer Land ëmmer méi Fiiss géif ginn, déi eng Kränkt hunn. Si sinn och mëttlerweil méi heemeleg wéi fréier.

Aus deem Grond wollte mer dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Gëtt et statistesch Daten iwwer d'Entwécklung vun der Unzuel u Fiiss iwwer déi lescht Joren?
2. Si Fiiss vu bestëmmte Krankheete betraff? Wa jo, wat wieren dat fir Krankheeten?
3. An deem Zusammenhang wollte mer och nofroen, wéi sech d'Zuel vun de Wäschbieren hei zu Lëtzebuerg rezent entwéckelt huet an ob et gelongen ass, fir d'Wäschbierpopulatioun ze reduzéieren?
4. Wat fir konkret Programmer hunn dozou bäigedroen?

Réponse (16/08/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ad 1. Nee.

ad 2. Jo, wéi all Déier kënnen och Fiiss eng Rei vu Krankheeten hunn. An der leschter Reunion vum Groupe de suivi interministériel „Renard“ den 11. Abrëll 2024 huet d'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) d'Resultater vun den Analyse vu Fiiss aus de Joren 2022 an 2023 presentéiert. Déi Krankheeten, déi an de leschte Joren zu Lëtzebuerg relativ heefeg festgestallt goufen, sinn:

- d'Raud, ausgeléist duerch eng Milbenaart, an
- d'Staupe, ausgeléist duerch e Virus.

ad 3. Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0901 präziséiert, ginn d'Zuele vun de geschossene Wäschbieren kontinuierlech an d'Luucht an et schéngt, datt d'Populatioun vum Wäschbier wiisst respektiv de Wäschbier sech geografesch ausbreit, notamment no Süden¹².

ad 4. n.a.

¹² Quellen:
Schley et al. (2014) Technischer Bericht der Naturverwaltung betreffend Wildtiermanagement und Jagd, Vol. 3, Naturverwaltung, Luxemburg, 72 pp.
Jacobs & Schley (2022) Technischer Bericht der Naturverwaltung betreffend Wildtiermanagement und Jagd, Vol. 9, Naturverwaltung, Luxemburg, 72 pp.

DAP Inclusion | Question **0995** (12/07/2024) de **Mme Francine Closerer** (LSAP)

Engem rezenten Artikel aus der geschriwwener Press no hunn d'Schülerinnen an d'Schüler vum neien DAP Inclusion grouss Schwierigkeeten, eng Plaz an engem Ausbildungsbetrieb ze fannen. Am zweeten an am drëtten Schouljoer vum DAP ass virgesinn, datt d'Kandidatinnen a Kandidaten dräi vu fënnf Wochendeeg an engem Betrieb ausgebild ginn an zwee Deeg an der Schoul. Dem Artikel no géingen d'Schülerinnen a Schüler vum DAP Inclusion vu potentiellen Ausbildungsbetriebler ofgeleent ginn. De Grond wier, datt d'Aufgaben, déi vun den Auszubildenden iwwerholl kënnen ginn, net an d'Kategorie vum der Fleeg falen. Deemo kënnen hir Indemnitäten net wéi bei anere Formatiounen an dësem Beräich vun der Assurance dépendance financéiert ginn. D'Schülerinnen a Schüler vum DAP Inclusion dierfte just Aktivitéite mat de betreite Persounen ausféieren a keng Fleeg.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil folgend Froe stellen:

- Hunn d'Häre Ministere Kenntnis vun dëser Problematik? Gëtt et eng Hëllefstellung fir d'Schülerinnen a Schüler vum DAP Inclusion, déi keen Ausbildungsbetrieb fannen? Wa jo, wéi eng?

- Kënnen d'Häre Ministeren duerleeën, wéi eng Aufgabe Schülerinnen a Schüler vum DAP Inclusion am zweeten an am drëtten Joer jee weils an deene verschiddene Beräicher iwwerhuelen dierfen?

- Kënnen d'Häre Ministeren duerleeën, wéi eng Aufgaben Absolventinnen an Absolvente vum DAP Inclusion iwwerhuelen dierfen? Wéi eng Attributiounen huet den DAP Inclusion an deene verschiddene Beräicher?

- Kënnen d'Häre Ministere matdeelen, wéi vill vun de ronn 50 Persounen, déi am Hierscht 2023 den DAP Inclusion ugefaangen hunn, fir dat zweet Joer ageschriwwen sinn, a wéi vill vun hinnen eng Plaz an engem Ausbildungsbetrieb fonnt hunn?

- Wat ass de Montant vun den Indemnitéite fir den DAP Inclusion, déi jee weils virum PII an nom PII ab September 2024 virgesi sinn?

Réponse (17/09/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Schüler, déi am September 2023 d'Ausbildung zum DAP Agent d'inclusion ugefaang hunn, hu bis den 31.10.2024 Zäit, fir en Ausbildungsbetrieb ze sichen. Eisen Informatiounen no hunn aktuell 12 vun den 31 Schüler schon en Ausbildungsbetrieb fonnt. All déi aner gi vum Educatiounsministère dobäi ënnerstëtzt, eng Plaz ze fannen.

D'Problematik mat der Assurance dépendance ass bekannt. Bei der Rentrée 2023/2024 huet et un engem Text gefeelt, deen den DAP Agent d'inclusion spezifesch virgesäit an e Remboursement erméiglecht. Dës Situatioun wäert allerdéngs deemnächst behewe sinn. Den 12. Juli 2024 huet de Staatsrot en Avis zu engem Reglement ofginn (Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 décembre 2017 déterminant 1. les normes concernant la dotation et la qualification du personnel ; 2. les coefficients d'encadrement du groupe). D'Saisine vum Staatsrot fir dëse Projet ass op den 13.

Oktober 2023 datéiert. Mat dëser Modifikatioun gëtt den DAP Agent d'inclusion explizitt bei déi minimal an obligatoresch Qualifikatiounen bäigesat, fir „actes essentiels de la vie“ an „activités de garde individuelle et en groupe“ ausféieren ze kënnen.

Beim DAP Agent d'inclusion handelt et sech ëm eng Ausbildung, déi drop virbereet, bei der pädagogescher Begleedung vu Mënsche mat spezifesch Bedierfnisser matzëhëlfen. Dës kann am formalen oder nonformale Bildungsberäich gradesou wéi am Beräich vun der Aide à l'enfance sinn, wou si zesumme mat der pädagogescher Equipe léieren, Kaner mat spezifesch Besoinen ze betreiën.

A Strukturen, wou Mënsche mat engem Handicap wunnen, schaffen oder zum Beispill hir Fräizäit verbréngen, gëtt den Agent d'inclusion drop virbereet, verschidden Aufgaben zesumme mam pädagogesche Fachpersonal ze iwwerhuelen, fir den Alldag mat den Adressate gestalten ze kënnen.

Am Senioreberäich kann den DAP Agent d'inclusion a Struktur seng Ausbildung maachen, wou hie léiert, wéi ee fir eeler Leit mat spezifesch Besoinen am Alldag interessant a sënnvoll Offere konzipéiere kann.

No der Ausbildung kann den DAP Agent d'inclusion an alle Beräicher schaffen, wou och d'Ausbildung méiglech ass, an do am Team déi pädagogesch Betreuung vun de Leit mat spezifesch Bedierfnisser mat iwwerhuelen.

Am Règlement grand-ducal du 15 juillet 2024 déterminant les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle et fixant les indemnités d'apprentissage dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur de santé et social sinn d'Indemnité fir d'Schouljoer 2024/2025 festgeluecht. Als Indemnité während der Ausbildung ass fir den DAP Agent d'inclusion 90,30 Euro mam Indice 100 virum PII an 138,92 Euro mam Indice 100 nom PII festgehale ginn.

Marchands de sommeil | Question 0996 (12/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Fro N° 0855 hu mer eis fir d'Schlofhändler interesséiert. Dat si Wunningsproprietären, déi op Profit vun de Locatairé Wunnenge verlouen, déi ënnert aller Klarinett sinn. Hei zu Lëtzebuerg ass dee Sujet oft bei Kaffiszëmmeren een Thema, wou kleng Räim fir vill Geld u finanziell méi schlecht gestallte Persounen verlouen ginn, déi um Wunningsmaart keng, oder wéineg, gutt aner Alternativen hunn.

Een Artikel am „L'essentiel“ vum 4. Januar 2024 schreift heizou:

„Trente-six nouvelles affaires et seulement cinq condamnations entre 2013 et fin 2022. Voici, selon le parquet, le bilan des poursuites, ces dix dernières années au Luxembourg, contre des propriétaires, en raison d'infractions aux règles de salubrité, de sécurité, d'habitabilité des logements. [...] Trop de locataires se mureraient donc dans le silence ou ne seraient pas entendus ...“

An der Äntwert op d'Fro N° 0855 schreiwen d'Ministèren, dass si keng Statistiken hu betreffend d'Gesetz vum 20. Dezember 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Justiz a fir Wunningsbau dës Froe stellen:

1. Wéi ass ze erklären, dass am uewe genannten Artikel vum „L'essentiel“ de Parquet Zuele liwwert, mee

d'Regierung op d'parlamentaresch Fro N° 0855 keng Statistiken zu de Condamnatiounen betreffend den Artikel 7 vum Gesetz liwwere kann?

2. Wéi „L'essentiel“ richtig schreift:

„Trop de locataires se mureraient donc dans le silence ou ne seraient pas entendus ...“

Oft ass et esou, dass Locatairé mat wéineg finanzielle Mëttelen näischt géint Abusen ënnerhuelen, well se riskéieren, dass se vum Propriétaire virum d'Dier geheit ginn. Déi Locatairen denoncéiere Mësstänn dann och net. Wéi steet dës Regierung dozou, fir esou Locatairen, déi u sech Whistleblowere sinn, eng Zort Noutwunnengen zur Verfügung ze stellen, wa si Schlofhändler denoncéieren (änlech wéi et gemaach gëtt bei Affer vu Gewalt)?

3. D'Regierung plangt, den interministeriellen Aarbechtsgrupp iwwer d'Salubritéits- a Sécherheetscritère vum de Wunnengen ze reaktivéieren, wou niewent de concernéierte Ministèren och déi grouss Gemengen an de Syvicol vertraude sinn, fir zesummen eng Revisioun vun der aktueller Gesetzgebung an dëser Matière ze envisagéieren.

– Wéini wäert dësen Aarbechtsgrupp seng éischt Reunion hunn an d'Aarbechten ufänken?

– Wéini sollen d'Aarbechte fäerdeg sinn?

– Wäerten d'Konklusiounen vum dësem Aarbechtsgrupp ëffentlech presentéiert ginn?

– Kritt d'Deputéiertechamber d'Konklusiounen vum Aarbechtsgrupp vun den zoustännege Ministere virgeluecht a falls jo, wéini?

– Wäert dësen Aarbechtsgrupp Statistiken zesummendroe betreffend

- d'Unzuel un Zëmmeren, déi uechtert d'Land verlouen sinn am Kader vum Gesetz?

- wéi vill Persounen an deenen Zëmmeren liewen?

- wéi vill Kontrollen an de leschten 3 Joer duerchgefouert goufen?

- wéi vill Plainté bei de Police a Justiz agaange sinn?

- wéi vill Mol den Artikel 7 vum uewe genannte Gesetz applizéiert gouf?

- wéi vill Affairen ad acta geluecht goufen?

Falls nee, firwat net?

Réponse (13/08/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice

ad 1. Wat den Artikel vum 4. Januar 2023 ugeet, esou goufen déi Zuelen dem „Essentiel“ vum Presseservice vun der Justiz matgedeelt.

Bei de parlamentaresche Froen ass et de Justizministère, deen d'Zuele bei de Justizautoritéiten nofreet, mee dee war net mat der parlamentarescher Fro N° 0855 befaasst.

Op Nofro hi kënnen d'Justizautoritéite confirméieren, dass bis haut nach eng Kéier 5 nei Affären dobäi komm sinn, awer keng nei Condamnatiounen.

ad 2. Et kann een de Locatairen nëmme roden, d'Schlofhändler bei der Gemeng ze denoncéieren, soss ka sech näischt an hirer Situatioun änneren. De Buergermeeschter ka bei enger Denonciatioun eng Visite vum de betreffende Wunnenge resp. Zëmmer ordonéieren, a villäicht duerch seng Interventioun eng Léisung mam Schlofhändler fannen, déi am Interêt vun de Locatairen ass. De Schlofhändler misst nämlech wëssen, dass hien d'Fermeture vu senger Wunnengen oder Zëmmeren riskéiert, an also kee Loyer méi kritt, wann hie sech net un d'Gesetz hält.

D'Regierung weist drop hin, dass Locatairé „mat wéineg finanzielle Mëttelen“ d'Méiglecheit hunn, eng „assistance judiciaire“ unzufroen. D'Gemengen a speziell de Buergermeeschter sinn zoustännege, fir déi onsaluber Wunnengen zouzemaachen an de Leit, déi

hir Wunneng verluer hunn, esouwäit wéi méiglech, eng Ënnerkonft ze assuréieren.

ad 3. Wéi schonns an der Äntwert vum 10. Juli 2024 zu der parlamentarescher Fro N° 0855 gesot, ass virgesinn, den Aarbechtsgrupp „Salubritéit a Sécherheetscritère“ am Hierscht ze reaktivéieren. No den éischten Analyse vum Aarbechtsgrupp wäerten déi zoustännege Ministere sech concertéieren iwwer all Suitten.

Liste d'exclusion du Fonds de compensation | Question 0999 (12/07/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

De Pensiounskompensatiounsfong FDC féiert eng ëffentlech zougänglech Exklusivsienslëscht vu Firmen, an déi si net investéieren därefen, dorënner vill Firmen aus dem militäresche Beräich¹³.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verdedegungsminister gär dës Fro stellen:

1. Vu wéi enge vun deene Firmen, déi op der Exklusivsienslëscht vum Kompensatiounsfong gefouert sinn, huet d'Lëtzebuurger Arméi an de leschten 20 Joer Material oder Déngschtleeschung bezunn?

2. Vu wéi enge vun deene Firmen, déi op der Exklusivsienslëscht vum Kompensatiounsfong gefouert sinn, huet d'Regierung an de leschte Jore Waffen an aner Material bezunn, déi duerno un d'Ukrain geliwwert goufen?

3. Ass d'Lëtzebuurger Arméi vun esou Firmen ugeschwat ginn, dass d'Lëtzebuurger Regierung eng Investitioun an hir Firma als oneethesch a problematesch ugesäit an huet d'Arméi festgestallt, dass se doduerch eng manner héich Prioritéit als Client kritt huet?

4. Gedenkt d'Lëtzebuurger Arméi, och esou eng Exklusivsienslëscht anzeféieren?

Réponse (13/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Défense

D'Lëtzebuurger Arméi bezitt keng „controversial weapons“, mee just konventionell Waffen. D'Akeef vun der Lëtzebuurger Arméi respektéieren d'Krittären, déi an der Legislatioun iwwert ëffentlech Ausschreiwunge fixéiert sinn.

All d'Material, dat vun der Lëtzebuurger Defense fir d'Ukrain ugeschaaft gouf, gouf bei Firmaen akaaft oder iwwert Tëschenhändler bezunn, vun deene keng/keen op der Lëscht steet. Et goufe keng kontrovers Waffe fir d'Ukrain akaaft.

D'Defense verëffentlecht reegelméisseg eng Mise-à-jour vum Material, dat an d'Ukrain geliwwert gouf.

Generell ass ze bemierken, dass vill Firmen, dorënner zum Beispill Airbus a Boeing, wéinst „controversial weapons“ op der Exklusivsienslëscht vum Kompensatiounsfong gefouert ginn. Dëst erkläert sech doduerch, dass Branchë vun de Firmenaktivitéiten un der Produktioun vu kontroversen Waffen (Nuklearwaffen, Stréibommen, Antipersouneminnen) bedeelegt sinn.

D'Arméi huet Material oder Déngschtleeschung vun enger Rei Firmen, déi op där Lëscht stinn, bezunn. Als Beispill kann een Airbus SE (fir den A400M), L3Harris Technologies (fir Radioen) oder Thales (fir Radioen an Nuetsziichtapparater) nennen. Et handelt sech ëm Firmen aus der Europäescher Union oder aus engem Memberstaat vun der NATO. D'Lëtzebuurger

¹³ <https://fdc.public.lu/en/investissement-responsable/liste-exclusion-fdc.html>

Arméi bezitt kee militärescht Material oder Déngscht- leeschtungen aus Russland oder China.

D'Lëtzebuurger Arméi gedenkt net, esou eng Lëscht anzeféieren, well verschiddenen Typen vu militäreschem Material a konventionelle Waffen, déi d'Arméi brauch, fir hir Missiounen ze erfëllen, vun Entreprisë produzéiert ginn, déi och an der Produktion vu kontroversen Waffen implizéiert sinn. Eng Arméi ka bei hiren Acquisitiounen net déi selwecht Krittären applizéieren wéi de Kompensatiounsfong fir seng responsabel Investitiounen.

Charge administrative dans l'agriculture | Question 1000 (12/07/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Esouwuel op europäeschem wéi op nationalem Plang gëtt de Besoin fir administrativ Vereinfachung am landwirtschaftleche Beruff diskutéiert. D'administrativ Laascht, déi d'Bauer:innen ze droen hunn, ass iwwert d'Jore gewuess a féiert dozou, dass si ze vill Zäit virum Computer verbréngen müssen. Op europäeschem Niveau goufen am Kader vun dësen Diskussiounen am Numm vun der Vereinfachung verschiddenen Ëmweltoplagen opgeweecht, a weider Vereinfachungen stinn an der Diskussioun.

An dësem Kader gouf vun der Europäescher Kommissioun eng Online-Ëmfro ausgeschafft, bei där Landwirt:inne konnten indiqüieren, wéi vill Zäit se mat administrativen Aufgaben verbréngen a wéi si d'Komplexitéit vu verschiddene Prozeduren a Reegelen aschätzen.

An der selwechter Kommissioun gouf op meng Nofro hin erklärt, dass zu Lëtzebuerg nach keng konkret quantitativ Evaluatioun vun der administrativer Charge vu Landwirt:inne gemaach gouf.

An dësem Kontext erlaben ech mer, folgend Froen un d'Madamm Ministerin fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau ze stellen:

1. Wat sinn d'Haaptconclusiounen vun der europäescher Online-Ëmfro par rapport zu de Grënn fir d'administrativ Charge an d'Aschätzung vun der Komplexitéit vu Prozeduren a Reegelen?

2. Ugesinn, dass d'Theema vun der iwwerméisseg administrativer Charge an de Besoin fir administrativ Vereinfachung aktuell eent vun den Haaptleuesen aus dem landwirtschaftlechen Secteur ass, gedenkt d'Madamm Ministerin, eng Etude an Optrag ze ginn, déi d'administrativ Charge quantitativ a qualitativ evaluéiert?

3. Wa jo, wéini wäert dës Etude ausgefouert ginn, wat wäert präzis studéiert ginn, a fir wéini kann ee Resultater erwaarden?

4. Wann nee, ass d'Madamm Ministerin net der Mee- nung, dass eng evidenzbaséiert Politik och an dësem Beräich vu Wichtigkeet ass an dës Donnéeë wichteg wieren, fir e Maximum u Landwirt:innen duerch zilgeriicht an effizient Vereinfachungen maximal ze entlaaschten?

5. Nach ëmmer am Fall, wou keng Etude an dësem Sënn soll duerchgefouert ginn, wéi gedenkt d'Madamm Ministerin sécherzestellen, dass hir Politicken am Beräich vun der administrativer Vereinfachung hiert effektiivt Zil errechen?

Réponse (19/08/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi éischt virleefeg Resultater aus der Ëmfro vun Abrëll 2024 sinn op der Internetsäit vun der DG

Landwirtschaft ze liesen: https://agriculture.ec.europa.eu/news/simplification-survey-sheds-light-specific-issues-faced-farmers-v-eu-2024-04-12_en.

Déi definitiv Resultater si fir de spéiden Hierscht ugekënnegt ginn. D'Ëmfro ass bei Wäitem net representativ. Eng 60 Baueren aus Lëtzebuerg hunn un der Ëmfro matgemaach. Et ginn aktuell keng lännerspezifesch Resultater publizéiert. All Resultater bezéien sech op de gesamten EU-Raum.

D'Zil vun der Ëmfro war et:

– D'Belaaschtung vun de Baueren duerch Prozeduren a Reegelen verbonne mat finanzieller Ënnerstëtzung am Kader vun der gemeinsamer Agrarpolitik (GAP) ze verstoen, souwéi aner EU-Reegelen fir Liewensmëttel an d'Landwirtschaft an der EU;

– D'Identifizéieren vu Quelle vu Suergen a Komplexitéit bei der Ëmsetzung vun dësen Politicken an den EU-Länner.

Déi éischt Conclusiounen:

– 33 % vun de Befroten brauche méi wéi 6 Deeg am Joer, fir administrativ Aufgaben verbonne mat GAP-Hëllef ze erleedegen. Fir 24 % vun hinne sinn et 5 bis 6 Deeg, an dann 1 bis 4 Aarbechtsdeeg fir 38 % vun de Befroten;

– E ganz groussen Deel (78 %) vun de Baueren, déi GAP-Ënnerstëtzung ufroen, benotzen Hëllef vun auswäertegen Servicere, fir hir GAP-Anträge virzubereeden an ofzeginn. D'Hëllef gëtt vu Bauerverbänn a Kooperativen a 36 % vun de Fäll geliwwert, vu private Firmen wéi Berodungsfirmen oder Banken (25 %) oder vun öffentlechen Autoritéiten fir 18 % vun de Befroten;

– D'Hallschent vun de Befroten, déi GAP-Ënnerstëtzung ufroen, benotze keng mobil Apparater, fir geo-markéiert Fotoen un d'Autoritéiten ze liwweren. Vun de 50 %, déi mobil Apparater fir dësen Zweck benotzen, huet ongeféier d'Hallschent Problemer domat, besonnesch well se et zäitopwänneg fannen, net einfach ze benotzen, oder et felt u Feedback iwwer d'Genauigkeit vun der geliwwerten Foto;

– Wat d'Kontrollen um Feld an de leschten 3 Joer ugeet, goufe 36 % vun de Baueren, déi an der Ëmfro matgemaach hunn, eemol visitéiert, während 16 % vun de Baueren op d'mannst 3 Visitten kritt hunn. Dës Visitten kënnen och Inspektiounen enthalen, déi näischt mat der CAP ze dinn hunn. D'Virbereedung an d'Noverfolgung vun dësen Kontrollen hunn tëscht engem hallwen an engem Aarbechtsdag fir 63 % vun de kontrolléierte Baueren erfuert;

– An hire Vereinfachungsvirschléi huet d'Kommissioun ugekënnegt, dass si d'Methodologie fir verschidde Kontrollen vereinfache wäert, mam Zil, d'Zuel vun de Visitten op de Bauerenhäff vun den nationalen Administratiounen ëm bis zu 50 % ze reduzéieren. Dës Moosnam äntwert direkt op Ufroen vun de Memberstaaten;

– Bei der Datenerfaassung gräifen d'Baueren an der EU virun allem nach op d'manuell Opschreiwene ze réck (ofhängeg vun de Beräicher bis iwwer 50 % vun de Bedeelegten). Bei 10–25 % vun de Befroten ginn och informatesch Applikatiounen fir dësen Zweck benotzt. An de seelsten Fäll sinn d'Erhiewungen vun den Daten automatiséiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Esou eng Etude ass am Moment net virgesinn.

ad 3. a 4. Ech sinn am reegelméisseg Austausch mat dem landwirtschaftlechen Secteur. Zesumme mat der Landwirtschaftskammer hu mir eng Lëscht opgestallt mat de Vereinfachungen, déi an der nächster Zäit wäerten ëmgesat ginn.

Verschiddener dovunner si schonn an der rezenter Modifikatioun vum Agrargesetz enthalen. Weiderhin

ass virgesinn, de Prinzip vum „once only“ esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen, esou dass déi gefroten Donnéeën op e Minimum reduzéiert ginn. Digitalisatioun soll ëmmer méi eng wichteg Roll spillen, och an der Erhiewung vun den Donnéeën. Digital Applikatiounen ginn erstallt, fir dem Bauer seng Aarbecht ze erliichteren an d'Convivialitéit vun de Formularen fir d'Anträge ze verbesseren esouwéi den Austausch vun den Donnéeën tëscht Verwaltung, Beroder a Baueren.

D'Transparenz soll och an Zukunft eng wichteg Roll spillen, fir iwwersiichtlech dem Antragsteller seng In-foen duerzestellen.

D'Kontrolle solle manner opwennen fir de Bauer ginn an op 1 % vun den Demandeuren d'aide vun de Bähëllefener erfroesat ginn.

An dem ganze Prozess si mir och un d'Mataarbecht an de Versteesdemech vun aneren Verwaltungen a Ministèrenen ugewisen, fir verschidde Vereinfachungen ëmzesetzen.

ad 5. Wéi uewen ugemierkt, si mir am reegelméisseg Austausch mat de Baueren, Wënzer a Gärtner. Eng Consultatioun an/oder Bedeelegung vun de concernéierten Leit aus dem Berufsstand erméiglecht eis eng Praxis no Ausföerung vun de Vereinfachungen an och e Retour vum Æmpakt vun dësen Verännerungen.

Déi nächst Upassung vun der GAP ass an de Startlächer an d'Vereinfachungen wäerten hei an den Diskussiounen och eng grouss Roll spillen.

D'Ustregung no Vereinfachungen ass also e fortlaefende Prozess, deen op villen Niveaueen eescht geholl gëtt.

Copropriétés des immeubles bâtis | Question 1001 (12/07/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

La loi instaurant un fonds de travaux obligatoire pour les copropriétés des immeubles bâtis est entrée en vigueur au 1^{er} août 2023. Elle oblige tous les propriétaires de tout type de lot dans une copropriété, nouvelles constructions incluses, de cotiser au fonds des travaux de sa copropriété dans le but d'accumuler une réserve financière afin de réaliser des investissements tels que les rénovations énergétiques et l'installation de bornes de recharge dans les garages et de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits. La décision de réaliser de tels investissements est prise par la majorité simple au sein du syndicat de la copropriété.

Les copropriétaires représentés par leur syndicat ou bien les propriétaires individuels d'un immeuble détenu en copropriété peuvent être éligibles pour les différentes subventions instaurées par le régime d'aides financières « Klimabonus » pour favoriser la réalisation de travaux de rénovation énergétique ou l'installation de panneaux solaires ou de bornes de charges pour voitures électriques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Madame et Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations sur l'application de l'obligation visant à instaurer un fonds de travaux dans chaque copropriété ? Dans l'affirmative, quelle en est leur appréciation ?

2) Madame et Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de litiges en relation avec cette nouvelle obligation d'ordre public qui auraient été portés devant les tribunaux d'arrondissement ? Dans l'affirmative, de combien de litiges s'agit-il ?

3) Combien de demandes pour l'obtention d'une aide financière (ventilées par type d'aide) prévue par le régime « Klimabonus » ont été introduites par des propriétaires individuels d'un immeuble détenu en copropriété ou bien par un groupe de copropriétaires respectivement par le syndic d'une copropriété depuis l'entrée en vigueur de la loi en question ? Combien de ces demandes ont été validées ? Combien des bénéficiaires d'une aide étaient éligibles pour recevoir le top-up social Klimabonus ?

4) Combien de demandes ont été traitées par vos services pour l'obtention d'une aide pour une borne de charge introduites par des occupants (et non des propriétaires) d'un emplacement éligible ? Combien de demandes ont été validées par vos services ?

Réponse (21/08/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En premier lieu, le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire fait connaître à l'honorable Député que les dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis prévoient que la majorité absolue est requise pour les travaux de rénovations énergétiques. Ce n'est qu'à défaut de décision prise dans les conditions de majorité absolue qu'une nouvelle assemblée générale statue dans les conditions de majorité simple.

En ce qui concerne la question sur l'application de l'obligation d'instaurer un fonds de travaux dans chaque copropriété, il est à noter que toutes les informations et questions relatives au fonds de travaux adressées au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire ont été résumées sous forme de foire aux questions (FAQ) accompagnées de réponses claires et concises fournies par le ministère en question et publiées sur le site Internet dudit ministère.

ad 2) Étant donné que la loi du 30 juin 2022 modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis aux fins d'introduire un fonds de travaux est entrée en vigueur au cours de l'exercice 2023, il peut être supposé que les décisions relatives au fonds de travaux obligatoire, y compris l'installation ou l'alimentation de ce fonds commun, seront prises aux assemblées générales des copropriétaires de l'année 2023 qui auront lieu en cours de l'année 2024.

L'entrée en vigueur de la prédite loi est trop récente pour qu'un contentieux ait pu se développer depuis lors. Il s'ensuit qu'aucune affaire en lien avec le fonds de travaux obligatoire n'a été introduite jusqu'à présent auprès des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch.

ad 3) Depuis le 1^{er} août 2023 jusqu'au 22 juillet 2024, 411 demandes ont été introduites auprès de l'Administration de l'environnement pour des immeubles à appartements dont 143 demandes d'accord de principe et 268 demandes de liquidation. Les détails sont repris dans les tableaux ci-dessous :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Remarque : Une demande d'accord de principe est un prérequis pour bénéficier d'une aide financière dans le cadre d'un assainissement énergétique d'un bâtiment d'habitation. Pour les installations techniques en dehors de la ventilation contrôlée, une demande d'accord de principe n'est pas nécessaire.

La répartition de l'ensemble des demandes d'aide financière en relation avec les immeubles à appartements introduites depuis le 1^{er} août 2023 se décompose comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Remarque : Les bâtiments d'habitation qui se composent de plus d'une unité d'habitation (à l'exception des logements intégrés) sont considérés comme des immeubles collectifs.

Quant à la prime d'amélioration pour assainissement énergétique prévue par la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement 21 demandes ont été introduites depuis l'entrée en vigueur de cette mesure en septembre 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Du fait que cette aide se base sur le montant final de l'aide financière Klimabonus une ventilation par type de travaux n'est pas disponible.

ad 4) Depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 19 août 2020 portant introduction d'une aide financière pour l'installation de bornes de charge privées pour véhicules électriques, 108 demandes ont été introduites auprès de l'Administration de l'environnement par des occupants (locataires). Le détail de l'état des demandes jusqu'au 22 juillet 2024 est repris dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....

Déversement de kérosène dans l'atmosphère par un avion de Cargolux | Question 1002 (12/07/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Un avion de Cargolux ayant connu des problèmes au niveau des moteurs après son décollage du Findel a récemment déversé pour des raisons de sécurité, 50 tonnes de kérosène au-dessus de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre. Selon des experts, 90 % du carburant largué s'évaporerait dans l'atmosphère alors que 10 % atteignent le sol.

Comme cette pratique, même si elle est réputée comme étant rare et nécessaire en cas de danger, est du moins controversée, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Comment l'évacuation de kérosène dans l'atmosphère est-elle réglée et dans quelle situation est-elle permise ?

2) Combien de fois et, avec quelles quantités de kérosène déversées, des situations comparables se sont-elles présentées ces dernières cinq années ?

3) Est-ce qu'il peut être exclu que des zones d'habitation en sont touchées ?

4) Le territoire de notre pays était-il touché par de tels déversements ?

5) Comment les membres du Gouvernement jugent-ils la nocivité de la pratique pour la population et la nature ?

6) Y a-t-il obligation pour les compagnies concernées de signaler ces manœuvres et aux autorités et au public ?

7) Est-ce que les compagnies aériennes sont assurées contre de tels risques et quels sont, le cas échéant, les prestations et dédommagements garantis ?

Réponse (13/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le délestage de carburant est utilisé de manière exceptionnelle, alors qu'il s'agit d'une opération d'urgence qui consiste à réduire le plus rapidement possible le poids d'un aéronef qui doit procéder à un atterrissage immédiat (p. ex. : en cas de panne technique grave ou pour raisons médicales urgentes concernant une personne à bord, etc.) et que le poids actuel de l'appareil excède son poids maximal autorisé à l'atterrissage tel qu'il est fixé dans le manuel de bord. Une telle éventualité ne concerne que les gros-porteurs long-courriers, dont le poids maximal de décollage est nettement supérieur au poids maximal d'atterrissage en raison des vastes quantités de carburant embarquées pour les vols de très longues distances et durées.

Il est utile de noter qu'un atterrissage avec une masse d'un avion au-delà de la masse maximale d'atterrissage réduit les marges de sécurité à cause des vitesses et taux de descentes plus élevés.

D'un point de vue aéronautique, les procédures relatives au délestage de carburant sont régies par la publication d'information aéronautique (AIP – Aeronautical Information Publication), publiée par le prestataire de services de navigation aérienne belge Skeyes et applicable aux espaces aériens belge et luxembourgeois. La procédure normale prévoit que le largage de carburant doit être effectué au-dessus de la Mer du Nord à une altitude minimale de 10.000 pieds (niveau de vol FL100).

ad 2) Sur les cinq dernières années, huit incidents impliquant un délestage de kérosène ont été rapportés par les transporteurs aériens sur des vols ayant un lien avec l'Aéroport de Luxembourg (décollage, diversion ou atterrissage). Cependant, tous les rapports concernés ne mentionnent pas un volume estimé de kérosène dispersé. Ceux qui le font, font état d'un déversement estimé de kérosène allant de 25 à 88 tonnes.

ad 3) Des zones de largage sont décrites dans les publications aéronautiques de chaque pays, un critère étant d'éviter des agglomérations. Il revient aussi aux services de navigation aérienne de garantir les distances de sécurité avec d'autres avions (18 kilomètres autour, 90 kilomètres ou 15 minutes derrière, 300 mètres au-dessus et 900 mètres en-dessous). Si les conditions météorologiques ne permettent pas l'évaporation complète du kérosène et une partie mineure atteint le sol, la substance est répartie sur plusieurs centaines de km².

ad 4) En cas d'urgence, la procédure n'indique pas de zone spécifique dédiée au Luxembourg, mais aucun largage ne devrait être fait au-dessus de villes, localités ou agglomérations (zones à forte densité de population), ni dans les circuits d'attente d'un aéroport à une altitude qui ne saurait être inférieure à 3.000 pieds par rapport à d'autres aéronefs en contrebas (section 1.5.4.2 de AIP).

La zone de largage principale pour le Luxembourg se trouve au-dessus de la Mer du Nord.

ad 5) Dans une question parlementaire similaire d'août 2017 (n° 3133), la réponse indique notamment que :

Enfin, l'on précise que la Direction générale de l'aviation civile française (DGAC) affirme que le carburant expulsé sous pression est vaporisé en gouttelettes très fines, de sorte que 90 % du kérosène s'évaporent dans l'atmosphère. Les 10 % restants s'évaporent en grande partie au contact avec le sol. La quantité atteignant le sol est de quelques millièmes de gramme par mètre carré.

Par ailleurs, un autre événement ayant lieu en mai 2023 avait conduit à un communiqué de presse de la part du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Le communiqué précise notamment que selon des études de la United States Air Force, qui ont fait plusieurs recherches sur ce sujet, le kérosène s'évapore complètement à partir d'une hauteur de 5.000-6.000 pieds (1.500-1.800 m) dans l'atmosphère.

À cela on peut encore ajouter que du fait que le kérosène est dilué dans un très grand volume d'air et que ce type d'évènement est très rare, on peut admettre que les risques de cette pratique pour l'environnement et la santé humaine sont plutôt insignifiants. Les réseaux de mesure de la qualité de l'air de l'Administration de l'environnement n'ont en tout cas pas détecté des anomalies dans les valeurs observées sur le territoire national à la suite de l'évènement mentionné.

Une étude récente¹⁴ de l'Administration allemande de l'environnement « Umweltbundesamt » a analysé l'impact toxicologique de délestages sur eau, air, sol et la santé. L'étude compare 4 scénarii « worst-case » avec 4 températures différentes, un vent presque calme et une altitude basse de 5.000 pieds (~ 1.500 m) et un scénario réel, Pfalz 2017, basé sur 7 délestages réels au-dessus du territoire de la Rhénanie-Palatinat en 2017. L'étude analyse aussi bien l'évaporation du kérosène pour déterminer la masse atteignant le sol que la dispersion, la concentration du kérosène au sol par km² et l'ordre de grandeur des émissions des largages comparée avec d'autres sources.

En résumé, l'impact des différents éléments contenus dans le kérosène a été qualifié de non critique.

Par ailleurs, le Ministère pour la Protection du climat, Environnement, Énergie et Mobilité de la Rhénanie-Palatinat dispose d'un site Internet avec des questions et réponses sur le délestage de carburant¹⁵.

ad 6) Il existe des restrictions à la diffusion de ces informations en vertu des dispositions de la législation européenne du règlement (UE) n° 376/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, modifiant le règlement (UE) n° 996/2010 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil et les règlements de la Commission (CE) n° 1321/2007 et (CE) n° 1330/2007 liés à la sauvegarde de la sécurité aérienne.

Le largage de carburant tombe sous l'article 4 de cette législation, relatif aux évènements susceptibles de présenter un risque important pour la sécurité aérienne et qui doivent être notifiés de manière obligatoire via le système de compte rendus d'évènements obligatoires aux autorités compétentes en matière d'aviation civile (la DAC au Grand-Duché de Luxembourg). Ces autorités doivent procéder à l'anonymisation des évènements notifiés et garantir la confidentialité des renseignements.

De plus, à l'heure actuelle, les données ainsi obtenues ne peuvent être utilisées que pour le strict maintien ou l'amélioration de la sécurité aérienne, et non à des fins de protection environnementale.

ad 7) D'une manière générale, les transporteurs aériens et les exploitants d'aéronefs évoluant dans l'espace aérien des États membres de l'Union européenne sont obligés de se doter d'une assurance couvrant leur responsabilité spécifique inhérente à l'activité aérienne à l'égard de tiers/tiers personnes en conformité avec les exigences minimales de couverture imposées par le règlement (CE) n° 785/2004 du Parlement européen et

du Conseil du 21 avril 2004 relatif aux exigences en matière d'assurance applicables aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéronefs.

Ces assurances responsabilité civile incluent aussi des responsabilités environnementales dans le cas où « la pollution et contamination de quelque nature que ce soit » résultent d'une situation d'urgence enregistrée en vol entraînant un fonctionnement anormal de l'appareil/aéronef. Le montant de cette assurance dépend du poids de l'avion (MTOM)¹⁶.

.....

Accord relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise | Question 1003 (12/07/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Dans le cadre d'un accord volontaire conclu pour la période 2021-2023 entre le Gouvernement et la Fedil en coopération avec My Energy GIE relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise, les entreprises adhérentes s'engageaient à mettre en œuvre des efforts particuliers pour atteindre l'objectif commun qui consistait en l'amélioration de 4,5 % de l'efficacité énergétique globale de l'ensemble des participants jusqu'à la fin de l'année 2023.

Une version révisée de l'accord volontaire est censée être en vigueur depuis l'année 2024.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

- 1) Combien d'entreprises ont adhéré à cet accord volontaire pour la période 2021 à 2023 ?
- 2) Quel est le poids total des entreprises adhérentes dans la consommation énergétique finale et dans le bilan des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg respectivement de l'industrie luxembourgeoise ?
- 3) Quel taux d'amélioration moyen a été réalisé au niveau de l'indice de l'efficacité énergétique par l'ensemble des parties adhérentes à l'accord volontaire ? Combien d'entreprises adhérentes ont réalisé leurs objectifs en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique globale ?
- 4) L'évolution au niveau de l'indice de l'efficacité énergétique des entreprises adhérentes se distingue-t-elle de l'évolution de cet indice pour la totalité des entreprises industrielles ? Si oui, dans quelle mesure ?
- 5) La révision de l'accord volontaire censée être entrée en 2024 a-t-elle été basée sur une évaluation de l'accord initial en vigueur entre 2021 et 2023 ? Si oui, quelles adaptations majeures ont été apportées à la nouvelle version de l'accord ?

ad 1) En 2021, 47 entreprises grandes consommatrices d'énergie issues des secteurs industriel et tertiaire ont adhéré à l'accord volontaire relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise (ci-après « accord volontaire »). Il s'agissait de 48 entreprises en 2022 et en 2023.

ad 2) La consommation d'énergie finale des entreprises ayant adhéré à l'accord volontaire était de 7.301 GWh pour l'année 2021 et 6.375 GWh pour l'année 2022. Le bilan de l'accord volontaire pour 2023 n'est pas encore disponible, il sera finalisé avant la fin de l'année 2024 et les données y relatives seront alors disponibles.

ad 3) L'objectif d'amélioration de l'indice général d'efficacité énergétique pour les entreprises adhérant à l'accord volontaire est de 1,5 % par année, donc une amélioration de 4,5 % pour la période 2021 à 2023, par rapport à la référence (indice 100).

ad 4) Le calcul de l'indice d'efficacité énergétique est basé sur une méthodologie spécifique à l'accord volontaire, avec un suivi détaillé des consommations d'énergie, suivant le vecteur énergétique et les quantités produites par entreprise adhérente. Faute de données disponibles, ce type d'indice n'est pas calculé pour la totalité des entreprises industrielles.

ad 5) Toute révision de l'accord volontaire est basée sur une évaluation des accords précédents.

L'accord volontaire pour la période 2024 à 2030 est actuellement dans une première phase, il s'agit d'une prolongation de l'accord volontaire 2021-2023 pour les années 2024 et probablement 2025. Une deuxième phase prendra en compte non seulement l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'autoconsommation d'énergie renouvelable produite par l'entreprise, mais également la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui est essentielle dans la décarbonation des activités industrielles. Cette deuxième phase est en train d'être définie (méthodologie de calcul du nouvel indice de décarbonation et définition des objectifs à atteindre, en concordance avec le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) et entrera en vigueur une fois la base légale adaptée.

Ce futur accord volontaire 2024-2030 ciblera l'amélioration de l'efficacité énergétique, la décarbonation et la production et autoconsommation d'énergie renouvelable des entreprises adhérentes.

¹⁴ Umweltbundesamt „Treibstoffschneblablass aus Luftfahrzeugen: Wirkungen auf Umwelt und Gesundheit“, Dezember 2020
¹⁵ <https://mkuem.rlp.de/themen/umweltschutz/-/umwelt-und-gesundheit/luftreinhaltung/faq-kerosinablass>

¹⁶ MTOM means the Maximum Take Off Mass

issues des secteurs industriel et tertiaire. Puisque l'accord volontaire concerne des entreprises au-delà du secteur de l'industrie à proprement parler, la comparaison entre la consommation des entreprises signataires et celle des entreprises du secteur de l'industrie ne donne pas d'informations pertinentes sur les résultats de l'accord volontaire.

La consommation d'énergie finale totale nationale était de 47.506 GWh pour l'année 2021 et 42.818 GWh pour 2022, avec une consommation totale du secteur de l'industrie (industries manufacturières et construction) de 7.090 GWh pour l'année 2021 et de 6.057 GWh pour 2022.

L'accord volontaire 2021-2023 ciblait exclusivement l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise, les émissions de gaz à effet de serre (GES) n'étaient pas considérées. Dans l'accord volontaire 2021-2023, l'autoconsommation d'électricité renouvelable produite par l'entreprise est prise en compte partiellement dans le calcul de l'indice d'efficacité énergétique, afin d'inciter les entreprises à l'autoconsommation. Le nouvel accord volontaire 2024-2030 introduira un nouvel indice de décarbonation avec un suivi détaillé des émissions de gaz à effet de serre des entreprises adhérentes.

ad 3) L'objectif d'amélioration de l'indice général d'efficacité énergétique pour les entreprises adhérant à l'accord volontaire est de 1,5 % par année, donc une amélioration de 4,5 % pour la période 2021 à 2023, par rapport à la référence (indice 100).

Pour les années 2021 et 2022 (situation à la fin 2022), l'indice général d'efficacité énergétique réalisé est de 92,14 (par rapport à l'objectif de 97), l'amélioration dépasse donc l'objectif.

L'indice général d'efficacité énergétique réalisé à la fin 2023 pour le bilan final de l'accord volontaire 2021-2023 sera calculé lorsque les chiffres pour l'année 2023 de toutes les entreprises adhérentes seront connus. Le nombre total d'entreprises ayant réalisé leur objectif individuel sera connu lors du bilan final.

ad 4) Le calcul de l'indice d'efficacité énergétique est basé sur une méthodologie spécifique à l'accord volontaire, avec un suivi détaillé des consommations d'énergie, suivant le vecteur énergétique et les quantités produites par entreprise adhérente. Faute de données disponibles, ce type d'indice n'est pas calculé pour la totalité des entreprises industrielles.

ad 5) Toute révision de l'accord volontaire est basée sur une évaluation des accords précédents.

L'accord volontaire pour la période 2024 à 2030 est actuellement dans une première phase, il s'agit d'une prolongation de l'accord volontaire 2021-2023 pour les années 2024 et probablement 2025. Une deuxième phase prendra en compte non seulement l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'autoconsommation d'énergie renouvelable produite par l'entreprise, mais également la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui est essentielle dans la décarbonation des activités industrielles. Cette deuxième phase est en train d'être définie (méthodologie de calcul du nouvel indice de décarbonation et définition des objectifs à atteindre, en concordance avec le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) et entrera en vigueur une fois la base légale adaptée.

Ce futur accord volontaire 2024-2030 ciblera l'amélioration de l'efficacité énergétique, la décarbonation et la production et autoconsommation d'énergie renouvelable des entreprises adhérentes.

.....

Abus sur mineurs | Question 1007 (15/07/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 0832 wollte mir Informatiounen kréien, wéi d'Justiz géint Kandsmësshandlung hei am Land virgeet.

D'Ministèren hunn eis Zuele geliwwert, déi net iwertenee stëmmen.

D'Zuele betreffend d'Fäll zum Viol (375 CP), déi ad acta klasséiert goufen, variéieren tëschent den Tabellen an der zweeter Äntwert an der drëtter Äntwert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi kënnst dës Differenz tëschent dësen zwee Tableaun zustan?

2. Wat fir eng Zuele sinn déi richteg?

3. D'Ministèren hu geschriwwen:

Et sief ze bemerken, dass eng Affär, déi zum Beispill 2023 klasséiert gouf, net onbedéngt och 2023 beim Parquet erakomm ass, mee an de Jore virdrun.

Trotzdem goufen op 5 Joer gekuckt 220 Fäll vu Viol gemellt a 85 Fäll ad acta geluecht, wat ronn 40 % vun de Fäll ausmécht.

– Wéi vill Fäll vu Viol goufen iwwert déi lescht 10 Joer gemellt?

– Wéi vill Fäll goufen ad acta geluecht?

– Wat sinn déi heefegst Grënn, firwat dës Fäll vu Viol ad acta geluecht ginn?

Réponse (22/08/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. Effektiv sinn d'Zuele vun de Classements sans suite a vun de Renvoien an den Tableaun an der parlamentarescher Fro N° 0832 bei der Mise en page vertosch ginn, esou dass den Tableau ënnert dem 2. Punkt vun der parlamentarescher Fro N° 0832 fälschlecherweis d'Zuele vun de Renvoie viru Geriicht opzielt.

Follglech sinn d'Zuelen am Tableau ënnert dem 3. Punkt vun der parlamentarescher Fro N° 0832 déi richteg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Den informatives System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, Zuele vu viru méi wéi 5 Joer erauszéien. Deemno ass fir déi verschidden Zuelen op d'Äntwert op d'parlamentarescher Fro N° 0832 an op déi viiregt Punkte vun dëser parlamentarescher Fro verwisen.

D'Grënn fir e Klassement unni weider Suite vun engem Viol si ganz ënnerschiddlech an hänke vu Fall zu Fall of, mee déi heefegst sinn déi folgend:

– Et besteet en Zweifel iwwert d'Realitéit vun der Strofdot, bzw. wann net genuch Beweiser virleien, fir dass eng Verurteilung kéint gesprach ginn (vun 2019 bis 2023 sinn 20 Affären unni Suiten aus dësem Motiv klasséiert ginn).

– No der Analys vum Dossier stellt sech eraus, dass keng Strofdot virläit (vun 2019 bis 2023 si 15 Affären unni Suiten aus dësem Motiv klasséiert ginn).

– D'Poursuite vun der Strofdot sinn net ubruecht, z. B. wann d'Affär besser un de Civil weidergeleet géing ginn (vun 2019 bis 2023 si 27 Affären aus dësem Motiv klasséiert ginn).

Dépistage de l'hyperplasie congénitale des surrénales | Question 1008 (15/07/2024) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Depuis 2001, l'hyperplasie congénitale des surrénales fait partie des tests effectués dans le cadre du dépistage néonatal. L'hyperplasie congénitale des surrénales est une maladie génétique entraînant la production anormale des hormones sécrétées par les glandes surrénales, ce qui peut entraîner des déshydratations graves et des problèmes de développement génital. D'après les informations communiquées par le Laboratoire national de santé (LNS) et du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale¹⁷, 1 sur 14.000 nouveau-nés et nouveau-nées sont touchés par cette maladie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de cas ont été détectés depuis 2001 (répartition par année et par sexe) ?

2) Combien d'enfants ont eu une hypertrophie clitoridienne et/ou un sinus urogénital (répartition par année) ?

3) Parmi la dernière catégorie d'enfants, combien ont subi une intervention chirurgicale et laquelle ?

Réponse (16/08/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) À la demande de la Direction de la santé, le Laboratoire national de santé (LNS) procède – avec l'accord des parents – à un dépistage de certaines maladies congénitales pour tous les nouveau-nés au Luxembourg.

Or, un examen de dépistage indique simplement une suspicion de maladie et doit être confirmé par un diagnostic. Ainsi, le résultat du dépistage est transmis au médecin prescripteur (en général, le médecin-pédiatre qui a fait l'examen du nouveau-né à la maternité), et, en cas de dépistage avec résultat positif, il incombe au médecin prescripteur de confirmer la suspicion de maladie par divers examens complémentaires. Comme pour toute autre maladie, c'est le médecin qui veille ensuite au traitement.

En l'absence de base légale pour établir un registre des enfants dépistés, ni la Direction de la santé ni le LNS ne peuvent connaître le diagnostic final établi par le médecin traitant, ni le traitement proposé. Il est donc impossible à ce stade de fournir des données sur la présence des symptômes ou signes cliniques et d'interventions chirurgicales éventuelles.

Le tableau ci-après reprend les chiffres de nouveau-nés avec dépistage positif par le LNS pour l'hyperplasie congénitale des surrénales :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Sécurité routière | Question 1011 (16/07/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Du bilan des accidents de la route pour l'année 2023, récemment publié, il ressort que cinq motards ont perdu la vie sur les routes au Luxembourg l'année dernière. Bien que ce chiffre soit inférieur à celui de 2022 (8 morts), il s'inscrit dans la tendance des dix dernières années, avec une variation de 3 à 9 motards tués par an. Cependant, l'évolution des accidents impliquant des motocyclistes et ayant pour conséquence des blessés graves est très préoccupante. Le nombre de blessés graves a diminué entre 2018 et 2020 avant de repartir à la hausse depuis – de 43 en 2020 à 105 en 2023. Tout en soulignant qu'une majorité de motards

se distingue par un comportement exemplaire, une action cohérente des autorités s'avère être nécessaire pour réduire le nombre d'accidents de la route et protéger aussi bien les motocyclistes que les autres usagers de la route.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Bien que la pratique de la circulation interfile soit interdite pour les motards au Luxembourg, elle est fréquemment observée. Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-elle me renseigner sur le nombre d'accidents impliquant des motards s'étant faufilets entre des véhicules lors de ralentissements du trafic surtout sur les autoroutes au cours des cinq dernières années ?

2) Combien de motards pratiquant de la circulation interfile ont été identifiés et verbalisés par la Police grand-ducale au cours des cinq dernières années ? Est-ce que des campagnes de sensibilisation portant sur l'interdiction de la circulation interfile au Luxembourg ont été menées par les autorités ces cinq dernières années ?

3) La vitesse est un élément clé pour la sécurité routière. Combien de cas de motos ayant subi des modifications non autorisées ont été constatés par la police au cours des cinq dernières années ? Combien de cas étaient liés à l'augmentation non conforme de la puissance du moteur ? Quel est le nombre de motos accidentées ces cinq dernières années et ayant été illégalement modifiées ?

4) Comment des contrôles de police efficaces peuvent-ils être mis en place sur les routes afin d'identifier de dangereuses manœuvres de la part de motocyclistes ?

5) Combien de motards dépassant le niveau sonore autorisé ont été constatés et verbalisés par la police ces cinq dernières années ?

6) Est-ce que des actions « coups de poing », des campagnes de prévention et des contrôles de motocyclistes sont prévus pendant la période estivale ? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui est concrètement prévu ?

7) Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics vient d'annoncer qu'un plan d'action en matière de sécurité routière est en train d'être élaboré par les autorités afin de faire baisser les chiffres concernant les accidents graves. Existe-t-il à ce stade un calendrier concret concernant les prochaines étapes ?

Réponse (04/09/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Seuls sont considérés dans la réponse à cette question les accidents où l'intervention de la police était sollicitée. Les accrochages régularisés par constat à l'amiable échappent à la connaissance de la police et ne sont donc pas répertoriés.

La police a connaissance d'un seul accident qui s'est exactement produit pendant la période et dans les circonstances visées par l'honorable Député.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de motards identifiés et verbalisés en raison de leur pratique de la circulation interfile au cours des cinq dernières années.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Une campagne de sensibilisation portant spécifiquement sur l'interdiction de la circulation interfile n'a pas été menée. Le nombre élevé de verbalisations en 2020 s'explique par deux actions ponctuelles dites « coup de poing » réalisées en juin et septembre 2020.

¹⁷ <https://sante.public.lu/fr/publications/d/depistage-neonatal-2019-fr-de-pt-en.html>



Comme il est expliqué dans la réponse à la 6^e question, la police organise chaque année des campagnes nationales de sécurité routière axées spécifiquement sur les motocyclistes.

ad 3) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de cas répertoriés par la police concernant des modifications non autorisées apportées à des « motocycles » (véhicules à deux, trois ou quatre roues, comprenant le cyclomoteur, le motocycle, le tricycle et le quadricycle) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le nombre de « motocycles » dont une augmentation non conforme de la puissance a pu être détectée au cours des cinq dernières années est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Des statistiques exactes et fiables concernant le nombre d'accidents impliquant des motos illégalement modifiées ne peuvent être fournies en raison de la diversité importante des types de motocycles et des modifications techniques non autorisées à considérer.

ad 4) Une présence policière active et l'intensité quotidienne des contrôles routiers réduisent le risque d'accidents, favorisent la dissuasion des violations des règles de sécurité routière et aident à sauver des vies. Ainsi, la Police grand-ducale surveille les conducteurs en implémentant dans ses roulements des contrôles spécifiques, tant préventifs que répressifs, mobiles et/ou statiques, axés sur les deux-roues.

Pour ce faire, les forces de l'ordre focalisent leur attention sur les deux-roues motorisés lors de contrôles et de patrouilles au début de la période estivale au niveau national, mais aussi régional. Les contrôles des deux-roues motorisés se poursuivent tout au long de la période estivale.

Une présence policière sur les routes davantage fréquentées par les motocyclistes et à caractère plutôt accidentogène est planifiée. Il est régulièrement fait usage de renforts des unités spécialisées et chevronnées dans le domaine de la circulation routière (unité et services de police de la route).

L'usage de radars automatiques fait également partie des moyens mis en œuvre par la police afin d'endiguer les comportements dangereux et indésirables sur les axes routiers fréquentés par les motocyclistes.

ad 5) Le nombre de tels cas est inclus dans les chiffres fournis dans la réponse à la 3^e question, comme une irrégularité ou une manipulation au niveau de l'échappement constitue une modification technique non autorisée. Une statistique spécifique aux pots d'échappements n'existe pas.

ad 6) Des campagnes ciblées sur la sécurité des motards sont organisées tout au long de la période estivale et ont pour but de sensibiliser les automobilistes aux risques particuliers que courent les motards et à leur fragilité. Lors de ces campagnes, la police effectue des contrôles préventifs et répressifs axés sur la sécurité des motocyclistes dans le but de réduire le nombre d'accidents et de protéger tous les usagers de la route. À l'occasion de ces contrôles, la conduite (comportement, vitesse, etc.), le bon équipement, l'état technique général des véhicules, mais aussi les documents de bord sont vérifiés en premier lieu.

Il s'agit concrètement de campagnes nationales (e. a. « Sécher op 2 Rieder », « Sécurité des motocyclistes », « Vitesse et motocycles ») ainsi que régionales (e. a. « Moto Nord »).

Ces campagnes sont adaptées en continu afin de pouvoir veiller au mieux à la sécurité routière de tous les usagers de la route.

ad 7) Le plan d'action en question fera l'objet d'une réunion avec les acteurs agissant en matière de circulation et de sécurité routières en septembre 2024. Suite à l'approbation du plan d'action par le Conseil de Gouvernement et de sa présentation en commission parlementaire, les différentes étapes et mesures visant à mettre en œuvre les défis du plan seront présentées lors d'une conférence de presse ultérieure.

Diagnostic d'autisme chez l'enfant | Question 1013 (16/07/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Ech hat an der Vergaangenheet mat der Fro N° 0740 Froen zu den Autismusdiagnose bei Kanner a Jonke gestallt. An der Äntwert op d'Fro huet d'Ministesch mir zwar Erklärungen zum Depistage ginn, awer net op déi eigentlech Froe geäntwert.

Zu Lëtzebuerg gëtt et zwou Institutioenen, déi Autismusdiagnose maachen, eng dovunner ass d'FAL, déi rezent RTL géintwuer sot, dass een am Moment bei enger Waardelëscht vu 4 Joer géif leien. D'Fondation Autisme Luxembourg krut laut eegenen Aussoen d'lescht Joer 398 Demandé vu Persounen am Kader vun enger Diagnos. Dovunner hätten der awer just 123 kennen traitéiert ginn, also net emol en Drëttel vun den Demanden. De Grond fir dës laang Waardezäit wier e grouse Mangel u Ressourcë bei enger ëmmer méi grousser Demande am Land. Si wieren an deem Kontext dann och an enkem Kontakt mam Educationministère. Grad bei klenge Kanner a Jonken ass eng séier a fréi Diagnos awer wichteg, fir hinnen doduerch fir d'Zukunft déi beschte Perspektiven ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat goufen hei net fréizäiteg méi Ressourcen zur Verfügung gestallt, wëssend, dass d'Demande zënter Joren eropgaang ass, fir esou laang Waardezäiten ze vermeiden?

2. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir méiglechst séier d'Diagnostikkapazitéiten ze erhéijen?

Réponse (16/08/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Déi aktuell Regierung ass sech der Hausse vun der Demande an de laange Waardezäite bewosst. Zesumme mat den Acteuren um Terrain gi momentan Lösungen ausgeschafft, fir d'Diagnosen an den néidege Suivi vun alle Stéierunge vun Neurodéveloppement auszubauen a besser ze koordinéieren. An deem Sënn wäerten déi néideg Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn, fir der steigender Demande nozekommen an d'Waardezäiten ze reduzéieren. Esoubal dës Adaptatioune finaliséiert sinn, wäert den Detail kommunizéiert ginn.

Procédures dans le cas de la fermeture d'un tunnel suite à un accident | Question 1015 (16/07/2024) de Mme Alexandra Schoos | M. Tom Weidig (ADR)

De 15. Juli hat am Tunnel Grouft op der A7 en Auto Feier gefaangen. Sou wéi d'Prozeduren et virgesinn, koum et zu enger Vollspärung vum Tunnel. Mengen Informatiounen no stoungen d'Leit awer duerno laang virum Tunnel ze waarden, dorënner och e Bus mat eeleren Awunner vun engem Fleegeheim, fir déi d'Waardezäit bei de summerlechen Temperaturen, déi den Dag geherrscht hunn, liicht zu kritesche Situatiounen hätt kënne féieren.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Banne-minister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prozedur ass a sou engem Fall vun enger Vollspärung fir d'Evakuatioun vun den Automobiliste virum Tunnel virgesinn? Wéi een zäitleche Kader ass duerfir virgeschriwwen? Wéi ee Service huet duerfir d'Responsabilitéit?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi déi Prozedur an dësem Fall konkret ëmgesat gouf?

3. Ass eng separat Versuergung (z. B. Waasser) fir Leit mat Risiko virgesinn, fir de Fall, datt esou eng Evakuatioun sech zäitlech verzögert, zum Beispill opgrond vu besonneschen, technesche Komplikatoune?

4. Op wéi eng Manéier gëtt mat de betraffene Membere vum Traffick kommunizéiert fir ze vermeiden, datt et opgrond vun engem Mangel un Informatiounen zu Iwwerreaktioune respektiv Feelverhale kënn?

5. Hunn d'Leit an esou engem Fall d'Recht, den Auto ze verlossen a bis hannert d'Leitplanken ze goen, besonnesch am Hibleck op Déieren oder kleng Kanner, déi a sou engem Fall vu Stëllstand gären onroueg ginn?

Réponse (16/08/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Fall vun enger Vollspärung vun engem Tunnel gëtt de Verkéier konform zum „Plan de gestion du trafic (PGT)“ an der Reegel ab dem leschten Echangeur virum Tunnel vun der Autobunn erof an dann um éischten Echangeur hannert dem Tunnel erëm op d'Autobunn erop geleet. D'Decisioun, fir op de PGT zeréckzegräifen, gëtt vun der groussherzoglecher Police an dem CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) geholl an ass ofhängeg vun der erwaarter Dauer vun der Spärung.

D'Automobilisten*innen, déi sech nach op dem fir de Verkéier gespaarten Deel befannen, gi vun der groussherzoglecher Police sou séier wéi méiglech evakuéiert.

ad 2. An dësem konkrete Fall ass de PGT kuerz nom Tëscheffall ausgeléist ginn. Virum Echangeur sinn d'Automobilisten*innen duerch déi dynamesch CITA-Panneauen op d'Spärung vum Tunnel an d'Deviatoun „D1“ an „D2“ higewise ginn. D'Deviationsstrecken „D1“ an „D2“ si fix ausgezechent.

Zousätzlech hunn d'Equippe vun der Stroossebauverwaltung d'Automobilisten*innen um leschten Echangeur virum Tunnel konform zum PGT eraus geleet.

D'Evakuatioun vun de verbleiwenden Automobilisten*innen tëscht dësem Echangeur an dem Tunnel läit, wéi a menger Äntwert op d'Fro 1 duergeluecht, an der Kompetenz vun der groussherzoglecher Police.

ad 3. D'Versuergung vun de Leit, déi am Stau stinn, ass d'Aufgab vum CGDIS. Bei längerem Verkéiersstëllstand, z. B. bei Accidenter oder Wiederkonditiounen, déi ee Weiderfuere net erlaben, kann am Echange mam CGDIS ugefrot ginn, fir d'Leit am Stau mat deem Néidegen (Waasser, Decken etc.) ze versuergen.

Well d'Spärung vum Tunnel vum 15.7.2024 zäitlech limitéiert war, gouf kee Support vun der Police sollicitéiert. Hätt d'Police Kenntnis vun enger akuter Noutlag am Stau gehat, wier natierlech entspreichend reagéiert ginn.

ad 4. De CITA informéiert d'Automobilisten*innen an éischer Linn iwwert déi dynamesch Panneauen um Autobunnreseau. Déi relevant Traffickinformatiounen ginn awer och un den data.public.lu geschéckt, wou d'Serviceprovideren d'Informatiounen ofgräife kënnen, fir an d'Navigatiounssystemer vun den Autoen oder iwwert de Wee vun Handyapplikatiounen un d'Automobilisten*innen ze kommunizéieren.

D'Trafficinformatiounen ginn och um cita.lu publizéiert.

Zousätzlech gëtt den *d'Automobilist*in an Zesummenaarbecht mam ACL (Automobile Club du Luxembourg) och iwwer aner Kommunikatiounsweeër informéiert (Radio, sozial Medien, RDS-TMC etc.).

ad 5. D'Leit hunn d'Recht, sech op direktem Wee hannernt de Leitplanken a Sécherheet ze bréngen, wat och recommandéiert ass.

Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ | Question 1018 (16/07/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Fro 0860 hunn ech der Ministesch eng Rei Froen iwwert d'Tëschevaluatioun vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ gestallt. Leider huet d'Ministesch op véier vu fénnef Froen net geäntwert, esou dass ech mir erlauben, dës Froen nach emol ze stellen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froen stellen:

1. Aus der Tëschevaluatioun geet ervir, dass entscheet gouf, dass 10 Mesuren aus dem PAN LGBTIQ net méi ëmgesat wäerte ginn: „Nicht mehr geplant sind Umsetzungen der folgenden zehn Maßnahmen: K2M1, K2M5, K3M2, K3M9, K7M4, K7M7, K8M3, K8M4, K8M9, K8M10.“

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Explorer des modèles alternatifs de soins médicaux pour les personnes transgenres, fondés sur un consentement libre et éclairé“ (K7M4) net méi ëmgesat soll ginn?

Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Réviser les classifications nationales afin de garantir que les personnes transgenres ne soient pas considérées comme des malades mentaux“ (K7M7) net méi ëmgesat soll ginn?

Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Instaurer un monitoring des interventions médicales à l'égard des personnes intersexes mineures, y inclus les traitements à l'étranger“ (K8M3) net méi ëmgesat soll ginn?

Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Réviser les classifications nationales qui confèrent un caractère pathologique aux variations des caractéristiques sexées“ (K8M10) net méi soll ëmgesat ginn?

Firwat gëtt dës Mesure net méi ëmgesat?

– Firwat gouf och entscheet, d'Mesurë K2M1, K2M5, K3M2, K3M9, K8M4 a K8M9 net méi ëmzesetzen?

2. Am Tëschebilan steet: „Die Entwicklung des Instruments und seiner Items fand in enger Zusammenarbeit mit dem Ministerium für Familie, Integration und die Großregion statt. Hierzu kam es zwischen Juli und September 2022 zu mehreren Treffen und einem intensivem E-Mail-Austausch, in denen Inhalt, Formulierung und Aufbau der Fragen gemeinsam mit der Arbeitsgruppe der Universität Luxemburg besprochen wurden.“

Ass d'Ministesch der Meenung, dass et der Ufuerderung vun engem externe Bilan gerecht gëtt, wann déi Ministèren, deenen hir Aarbecht soll evaluéiert ginn, um Ausschaffe vum Instrumentarium vum Bilan bedeelegt sinn?

3. Als Indicateur, fir ze evaluéieren, ob a wéi eng Mesure ëmgesat ginn ass, gouf déi eegen Aschätzung vun den zoustännege Ministèren am Tëschebilan genotzt.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass dës Method eng objektiv Bewäertung vun der Aarbecht vun de Ministèren erlaabt?

4. An der Tëschevaluatioun ginn eng Rei Moosnamen an tabellarescher Iwwersicht duergestallt. Opfälleg ass heibäi, dass just déi Mesuren, déi ganz oder zum Deel ëmgesat goufen, an den Tabellen optrieden, während Moosnamen, déi nach net ëmgesat goufen, just am Fließtext ernimmt ginn.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass dës Aart a Weis vun der Duerstellung vun de Resultater et de Leser:innen erlaabt, Informatiounen iwwer ëmgesaten an nach net ëmgesate Mesurë gläichermoosse gutt ze fannen?

Réponse (19/09/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité | Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Georges Mischo, Ministère du Travail

Déi parlamentaresch Fro 1018 bezitt sech op eng Äntwert vun der Gläichstellungsministesch op d'Fro 0860 iwwert d'Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplan LGBTI, deem 2018 vun der deemoleger Regierung adoptéiert gouf. D'Ëmsetzung vum Plang war Géigegand vun enger Zwëschevaluatioun, déi vun der Universitéit vun Lëtzebuerg realiséiert an am Abrëll 2024 publizéiert gouf. An dëser Evaluatioun gëtt ënnert anerem festgestallt, dass eng Rei Moosnamen aus dem nationalen Aktiounsplan nach net ëmgesat goufen an et och zum Deel net ugeduecht ass, eng eventuell Ëmsetzung weider ze verfollegen. Dës Moosname bezéien sech op verschidde Kapitelen aus dem Aktiounsplan a leien theatesch an der Ëmsetzungskompetenz vum Aarbechtsministère a vum Ministère fir Gesondheet an der sozialer Sécherheet.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 0860 preziséiert gouf, ass den éischten nationalen Aktiounsplan vun 2018, fir d'Rechter vun LGBTI-Mënschen ze stäerken, vum Familljeministère an Zesummenaarbecht mat néng anere Ministèren, der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsinstitutionen ausgeschafft ginn. Den éischten Tëschebilan vun deem Plang gouf am Optrag a mat der Zesummenaarbecht vum Familljeministère vun der Uni Lëtzebuerg geplangt an ausgefouert. De MEGA ass réischt zanter November 2023 zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick fir d'Gläichstellung vun LGBTIQ+-Mënschen.

Den nationalen Aktiounsplan gëtt elo iwwerschaaft an adaptéiert, esou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass. Dëst gëtt zesumme mam Comité interministériel LGBTIQ+ gemaach, deem am Abrëll 2024 an d'Liewe geruff gouf. An deem Kontext ginn och déi Moosnamen aus dem Plang LGBTI op de Leescht geholl, déi nach net ëmgesat goufen.

Wat d'Fro 1 betrëfft zu de spezifesche Grënn iwwert d'Netëmsetzung vun den opgelëschte Moosnamen, confirméiert den Aarbechtsministère¹⁸ déi Ursachen, déi an der Evaluatioun ugefouert ginn: „Definitions-schwierigkeiten und Probleme im Arbeitsfluss, das Fehlen einer spezifischen Gesetzgebung im Arbeitsrecht, eine Beschränkung auf ein System zur Verwaltung von Dokumenten und damit zusammenhängende Probleme, an Informationen zu gelangen.“¹⁹ Zu

¹⁸ Chapitre 2 mesure 1 : Réaliser un état des lieux des outils scientifiques de recueil d'information qui sont déjà en place, adapter les outils existants ou mettre en place un nouvel outil pour suivre l'évolution des discriminations en matière d'emploi au Luxembourg, y compris les discriminations liées à l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre et la variation des caractéristiques sexuelles.

Mesure 5 : Accentuer l'expertise des acteurs professionnels en la matière par des formations (Agence pour le développement de l'emploi, Inspection du travail et des mines, École supérieure du travail, chambres patronales et salariales, syndicats, médecins du travail, travailleurs désignés, délégués du personnel, ...)

¹⁹ Nationaler Aktionsplan LGBTI – Zwëschevaluatioun, Universitéit du Luxembourg, p. 44

gläicher Zäit ënnersträicht den Aarbechtsministère awer, dass déi bis zu dësem Zäitpunkt nach net ëmgesate Mesuren aus dem PAN LGBTI, intern an an Zesummenaarbecht mat der Inspection du travail et des mines momentan evaluéiert ginn.

Et gëtt dobäi och analyséiert, ob déi Mesuren ënnert der neier Regierung kéinten ëmgesat ginn an dee Moment och am adaptéierte Plang LGBTIQ+ iwwerholl ginn.

Genausou confirméiert de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet déi Ursachen, déi an der Evaluatioun ugefouert ginn, ma et gëtt awer intern analyséiert, wéi déi bis elo net ëmgesate Punkte kënnen am Aklang mat de Prioritéiten vun der neier Regierung en place gesat ginn an sech deemno am adaptéierte Plang LGBTIQ+ erëmfanne kënnen.

Zu de Froen 2, 3 a 4 stellt de MEGA kloer, dass de Ministère zesumme mam Comité interministériel LGBTIQ+ kloer a wëssenschaftlech Critèren definéiere wäert, déi enger externer an onofhängeger Evaluatioun vum adaptéierten LGBTIQ+-Plang entsprechen. Dëst geschitt am Zesummespill mat kloer definéierte Responsabilitéiten vun den eenzele Ministèren an am Virfeld fixéierten Indicateuren zu deenen eenzele Mesuren, déi am iwwerschaaft Plang dann integréiert ginn. Dës Approche gouf de 15. Juli 2024 am Kader vun der éischer Reunion vum Comité interministériel LGBTIQ+ vun der Gläichstellungsministesch annoncéiert.

Sécurité des cyclistes et des piétons | Question 1020 (17/07/2024) de M. Meris Sehic (déi gréng)

D'Sécherheet vun de Foussgänger:innen a Vëlofuerer:innen am Stroosseverkéier ass en zentraalt Element vun der Verkéierspolitick. Besonnesch bei lafende Chantieren, wou déi üblech Verkéiersweeër deels ageschränkt sinn, ergi sech besonnesch Erausforderungen. Ëm dese Sujet goug et och an engem rezente Presseartikel, an deem de Buergermeeschter vun der Gemeng Hesper op déi aktuell Chantiers-situatioun um Houwald opmierksam gemaach huet. Während den Tram scho fiert, lafen d'Bauaarbechten nach weider, fir vereenzelt Amenagementen vun der Infrastruktur ze finaliséieren. Dëst féiert momentan dozou, dass et keng sécher Zebrasträifen a keng funktionéierend rout Luuchte gëtt.

An deem Kontext erlabe ech mer et, folgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsministesch ze stellen:

1. Gëtt et spezifesch Virschrëfte fir den Amenagement vu sécheren Zebrasträife während Chantiersaarbechten? Falls jo, wéi gëtt d'Anhale vun dese Sécherheitsvirschrëften iwwerwaacht a wéi eng Kontrolle ginn duerchgefouert?

2. Wéi gi Foussgänger:innen a Vëlofuerer:inne generell bei der Planung a beim Oflaf vu Chantieren, an den eventueller domat verbonnenen Deviationsweeër, berécksichtegt?

3. Gëtt et Donnéeën zu Accidenter oder änleche Virfall bei Foussgänger:innen a Vëlofuerer:innen, déi während lafende Chantiersaarbechte passéiert sinn? Wa jo, zu wéi vill Virfall ass et an de leschte 5 Joer komm?

Stroosseniwergäng fir Foussgänger:innen a Vëlofuerer:inne stelle besonnesch baussent an am Angang vun den Uertschaften eng Erausforderung duer, well d'Gefierer an deene Beräicher oft méi schnell ënnerwee sinn an d'Sécherheitsverhältnissen variéiere kënnen.

4. Wéi gesäit d'Ministesch d'Reglementatioun vun Zebrasträifen ausserhalb vun Uertschaften an an den „entrées en localité“?

5. Wéi gesäit d'Ministesch an dësem Zesummenhang d'Kollaboratioun tëscht dem Staat an de Gemengen?

Réponse (12/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bei Chantiere gëtt wéi am Normalfall och de Code de la route applizéiert, sou muss zum Beispill e fräie Passage vun 1 Meeter laanscht d'Strooss fir de Foussgänger fräigehale ginn. Deemno gi bei Aarbechten d'Foussgänger*innen entweder duerch esou e Passage laanscht de Chantier geleet respektiv mat provisoereschen/bestoenden Zebrastreifen op déi aner Säit geleet, fir do den Trottoir ze benotzen.

Wann et keng separat Infrastruktur fir d'Velosfuierer*inne gëtt, fueren dës am Prinzipp mam motoriséierten Trafick duerch d'Ëmleedung.

Spezifesch Virschreften, wéi dëst signaliséiert soll ginn, fënnt een am Dokument „Signalisation des chantiers“ respektiv gëtt et nach folgend Richtlinne fir d'Uleëe vun Zebrastreifen inneruerts: „passages pour piétons en agglomération“.

Béid Dokumenter vun der staatlecher Zirkulationskommissioun sinn ëffentlech zougänglech.

Bei Aarbechten, déi net vum Staat, mee op Basis vun enger „permission de voirie“ vun enger anerer Entitéit respektiv laanscht Staatsstroossen exekutéiert ginn, gëllen dës Virschreften och. D'Anhale vun dese Virschreften gëtt an dësem Fall vun de regional zustännegen Déngschtstelle vun der Stroossebauverwaltung kontrolléiert.

Leider kënnen net ëmmer optimal Konditiounen bei all Chantier respektiv an all Situatioun oprechterhale ginn, soudatt et op verschiddene Plazen zu Ëmweeër respektiv Deviatioune kënn.

ad 2. Esouwäit et nëmme méiglech ass (et gëtt och Fäll, wou et keng Deviatiousméiglechkeet gëtt), gi bei de Velosweeër Deviatiounen opgestallt. Bei Chantieren inneruerts ginn normalerweis d'Foussgänger*innen op déi aner Stroossesäit respektiv wa méiglech op der nammlecher Säit laanscht de Chantier geleet.

Fir de Fall, wou d'Velosfuierer*inne mat oder ouni Foussgänger*inne getrennt laanscht e Chantier musse gefouert ginn, sou sinn och an dësem Fall Minimalbreeten anzehalen.

ad 3. Mir leie keng Statistiken zu Accidenter mat Foussgänger*inne respektiv Velosfuierer*innen an der direkter Ëmgéigend vu Chantiere vir.

ad 4. Ausserhalb vun den Uertschafte gëtt et nach „historesch“ Zebrastreifen. Wann nëmme méiglech, sollen dës aus Sécherheetsgrënn entweder ganz ewechgeholl ginn oder duerch d'Furten (gué), wéi de Code de la route déi virgesäit, ersat ginn.

Bei de wéi vum Här Deputéierte genannten „entrées en localité“ goufe soss och Zebrastreifen als Ofbremsung vum Trafick implantéiert. Dës Zebrastreife stellen awer éischter eng Gefor fir d'Foussgänger*innen duer, als datt si eng sécher Iwwerquerung vun der Strooss garantéieren.

Hei sief op d'ministeriell Richtlinne vun 2023 (Apaisement de la circulation) verwisen, déi ënnert anerem opweisen, wéi déi genannten „entrées en localité“ mat Verschwenker, Inseln etc. kënnen amenagéiert ginn, fir engersäits de Verkéier ze berouegen an och anerersäits dem*der Foussgänger*in eng sécher Méiglechkeet unzibidden, fir iwwert d'Strooss ze goen.

ad 5. Allgemeng ass et bei Aarbechten inneruerts an enger Staatsstrooss esou, datt, wann et sech ëm ee

Projet op Initiativ vum Staat handelt, dese mat der Gemeng am Virfeld ofgestëmmt gëtt.

Wann awer d'Initiativ vun enger Gemeng ausheet, ginn d'Aarbechten am Kader vun enger sougenannter „permission de voirie“ gereegelt an exekutéiert.

Abandon d'animaux | Question **1022** (17/07/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

An der Vakanzenzäit kënn et leider méi oft vir, dass Leit hir Hausdéieren aussetzen. Laut dem Déiereschutzgesetz ass dat ausdrécklech verbueden a mat héije Sanktiounen beluecht. Wien en Déier aussetzt, riskéiert eng Prisongsstrof vun 8 Deeg bis 3 Joer an/oder zumindest eng Geldstrof vun 251 Euro, déi awer bis op 200.000 Euro ka goen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau stellen:

1. Wier et an den Ae vun der Madamm Ministesch net sënnvoll, méi systematesch Campagnen ze organiséieren, fir d'Leit ze informéieren, wat si maache kënnen, wa si zäitweilig keen hunn, deen hiert Déier versuergt? Sollt een a sou enger Campagne net och dättelech maachen, dass een eng seriö Strof riskéiert, wann een en Déier aussetzt?

2. Gi systematesch Recherchë gemaach, fir d'Proprietairé vun ausgesaten Déieren ze identifizéieren? Wéi oft hunn Déierenasyler zanter dem Akraaftriede vum Déiereschutzgesetz vun 2018 ausgesaten Déiere mussen ophuelen? Wéi oft koum et an där Zäit zu Plainté géint, respektiv zu Strofe fir Leit, déi en Déier ausgesat hunn?

3. Wéi sinn d'Kapazitéite vun den Déierenasyler, fir ausgesaten Déieren opzehuelen?

Réponse (14/08/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Landwirtschaftsministère lancéiert zweemol/Joer eng Campagne, fir d'Leit iwwer déi Thematik ze informéieren an ze sensibiliséieren, dëst virun der grousser Vakanz a viru Chrëschttdag.

ad 2. All Déier gëtt hiesichtlech op eng Identifizierung kontrolléiert. Wann den Hond oder d'Kaz mat engem Chip identifizéiert an an enger Datebank enregistriert ass, wéi d'Gesetz dat virgesäit, ass de Proprietär iwwert dee Wee ze identifizéieren. Bei Déieren, déi net konform zum Gesetz identifizéiert sinn, ass et méi schwieereg bis net méiglech, de Proprietär ze fannen.

Den Diddelenger Déierenasyl huet zanter 2018 6 Hënn opgeholl, fir déi sech kee Besëtzer gemellt huet. Déi aner Déierenasyler kënnen dozou keng genau Angabe maachen, och, well oft net eendeiteg ze klären ass, ob d'Déier wierklech ausgesat gouf.

De Landwirtschaftsministère huet keng Donnéeën doriwwer, wéi oft et zu enger Plainte an enger Verurteilung koum.

ad 3. D'Kapazitéit, fir ausgesaten Déieren opzehuelen, hängk vun der gesamter Kapazitéit vum jeeweilegen Asyl an där zum Zäitpunkt vum Fanne vum Déier vun den nach fräie Plazen of. Et gi keng extra Plaze fräigehalen.

Don d'organes | Question **1023** (17/07/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Dossier de soins partagé (DSP) permet à tout un chacun qui a activé son dossier d'exprimer sa volonté

en matière de don d'organes au cas où par sa mort cérébrale il pourrait donner la vie à une autre personne. Tout en sachant que notre législation en matière de don d'organes précise que chaque résident du Luxembourg n'ayant pas de son vivant déclaré par écrit son refus, est donneur d'organes, la volonté exprimée dans le DSP évitera un choix difficile à la famille respectivement aux médecins confrontés à cette situation et augmentera le cas échéant les dons d'organes.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé combien d'assurés ont d'ores et déjà exprimé leur volonté positive respectivement négative en matière de dons d'organes dans le DSP.

2) Par quels voies et moyens l'agence eSanté respectivement le ministère entendent-ils informer la population sur cette procédure qui représente un progrès notable face à la carte de donneur d'organes ?

3) Une collaboration avec les médecins généralistes a-t-elle été entamée ?

Réponse (16/08/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Au 30 juillet 2024, la plateforme eSanté compte 136.393 personnes vivantes ayant activé leur compte sur la plateforme eSanté et leur DSP. Parmi celles-ci :

– 22.962 personnes ont déclaré « REFUSER » le don d'organes, c'est-à-dire ont dit « NON » au don d'organes, ce qui représente 3,14 % de tous les DSP actifs de personnes en vie ;

– 42.840 personnes ont déclaré « ACCEPTER » le don d'organes, c'est-à-dire ont dit « OUI » au don d'organes, ce qui représente 5,85 % de tous les DSP actifs de personnes en vie.

– Ainsi, 70.591 personnes ont accepté le don d'organes de manière passive.

ad 2) Les éventuelles stratégies d'information et de sensibilisation nécessaires sont en cours d'évaluation continue avec les acteurs concernés.

ad 3) Les médecins généralistes font partie intégrante des acteurs concernés.

Accélération du déploiement des éoliennes | Question **1025** (17/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

L'énergie éolienne joue un rôle fondamental pour atteindre les objectifs en termes d'énergies renouvelables. En janvier 2023, le parc éolien comptait 78 éoliennes pour une puissance installée de 208 MW. La capacité continuera à croître, grâce aux avancées technologiques et au repowering, qui rendent possible des éoliennes plus puissantes avec plus d'heures de fonctionnement. De plus, les avancées technologiques faciliteront la conciliation du développement de l'énergie éolienne avec la protection des espèces et des habitats, notamment les technologies capables de détecter les oiseaux et les chauves-souris, qui permettent de désactiver les éoliennes si nécessaire. Ces technologies augmentent les heures de production annuelles et rendent constructibles des sites auparavant non éligibles.

Au cours des dernières années, des guides et outils ont été développés afin de clarifier les exigences ainsi que les procédures d'autorisation en matière de protection de l'environnement humain et naturel, et ainsi faciliter et accélérer les travaux liés aux projets éoliens de manière générale. Il s'agit notamment d'un document FAQ sur les aspects environnementaux de l'exploitation d'éoliennes, un guide pour les études spécifiques sur les chauves-souris, un guide sur la

nuisance sonore et un guide sur les impacts potentiels sur les chauves-souris.

Malgré ces efforts, des obstacles subsistent, notamment en ce qui concerne les procédures administratives liées aux demandes d'autorisation. Dans ce contexte, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), ainsi que le projet de loi relative à l'accélération de procédures administratives²⁰, déposé en 2023, visent à conférer un traitement prioritaire aux dossiers en relation avec certaines technologies de décarbonisation. De plus, le projet de loi concrétise les mesures en relation avec la coordination des procédures relatives aux décisions concernant les énergies renouvelables avec la coordination des procédures d'instruction avec des projets de décarbonisation, dans le but d'accélérer le déploiement et la fabrication des technologies de décarbonisation, comme p. ex. l'énergie éolienne, notamment à travers la création d'un comité interministériel.

Le programme européen REPowerEU a introduit des mesures visant à faciliter les procédures d'autorisation pour les États membres, comme un délai maximal de six mois pour les projets de repowering et la suppression de l'évaluation des incidences sur l'environnement sous certaines conditions. En mai 2024, la Commission européenne a adopté des recommandations dans le but d'améliorer et d'uniformiser les procédures d'autorisation, garantissant un déploiement plus rapide.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Quels sont les principaux obstacles identifiés qui freinent le développement des projets éoliens, et comment le Gouvernement compte-t-il les surmonter ?
- 2) Quelles mesures le Gouvernement prévoit-il pour réduire les délais des procédures administratives d'autorisation des projets éoliens, tout en garantissant le respect des normes environnementales et la consultation des parties prenantes concernées ?
- 3) Comment le Gouvernement prévoit-il renforcer la coordination entre les différents acteurs impliqués dans le processus d'autorisation ?
- 4) Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer en détail le fonctionnement du comité interministériel prévu pour harmoniser les procédures d'autorisation ? Comment ce comité se concertera-t-il avec les différents acteurs impliqués ?
- 5) Messieurs les Ministres prévoient-ils de fixer des délais pour les autorités compétentes pour la procédure d'instruction des demandes d'autorisation et la prise de décision de l'autorité compétente ?
- 6) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des détails concernant les travaux de facilitation liés aux projets éoliens, telle que la finalisation du guide pour la protection des oiseaux ?

²⁰ Projet de loi relatif à l'accélération de procédures administratives relatives à la mise en œuvre et la fabrication de technologies d'énergies renouvelables, de technologies de transport, de distribution et de stockage de l'électricité, de l'hydrogène (et de ses dérivés renouvelables), de la chaleur et du froid, de pompes à chaleur, de technologies de production de l'hydrogène renouvelable incluant les électrolyseurs, de technologies de consommation de l'hydrogène renouvelable et de ses dérivés renouvelables incluant les piles à combustible, à des projets de construction ou de rénovation de logements et à des projets de tramways et de voies ferroviaires et modifiant : 1° loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; 3° loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; 4° la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Réponse (10/09/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

L'accord de coalition prévoit que les obstacles au bon développement des infrastructures éoliennes soient identifiés et supprimés. Le Gouvernement prévoit ainsi de lancer un échange national entre les ministères concernés et le secteur ainsi que les communes afin d'identifier et de remédier aux obstacles au bon développement des infrastructures éoliennes et de réévaluer toutes les procédures en matière d'énergie éolienne et solaire. Les facteurs qui peuvent impacter l'accélération du déploiement des projets éoliens sont notamment la disponibilité de surfaces adaptées, la durée des études à faire réaliser dans le cadre du projet, la durée des procédures d'autorisation ainsi que dans certains cas, la capacité du réseau électrique.

La première consultation nationale dans le cadre de l'échange sur le développement des infrastructures d'énergie renouvelables regroupant les porteurs de projets d'énergies renouvelables, des acteurs concernés tels que les communes et les gestionnaires de réseau, ainsi que les ministères et administrations concernés, sera organisée en automne, comme annoncé en juin par le Premier ministre dans sa déclaration sur l'état de la nation. Les différents points bloquant le déploiement rapide des énergies renouvelables seront discutés et ensuite des pistes d'amélioration seront formulées, l'objectif étant d'autoriser plus rapidement davantage d'installations éoliennes et photovoltaïques. Cette approche de concertation regroupant toutes les parties prenantes a déjà porté ses fruits pour la thématique du logement et correspond au modèle de réussite luxembourgeois fondé sur le dialogue et la coopération.

Certaines mesures pour simplifier et uniformiser les procédures tout en respectant les normes environnementales ont déjà été identifiées et réduiront la charge administrative pour les porteurs de projets éoliens, mais également pour les administrations concernées. La digitalisation des différentes procédures sera encore développée et le principe du « once only » prévu dans le programme gouvernemental sera mis en place. Il n'est pas prévu de restreindre les possibilités actuelles de la participation du public avant la prise de décision de l'autorité compétente.

Le manuel des procédures élaboré par la Klima-Agence et le Ministère de l'Économie regroupe toutes les informations pertinentes pour les différents projets d'énergies renouvelables. Dans ce cadre, deux réunions regroupant tous les ministères et administrations compétents en matière d'octroi d'autorisations pour les différents projets d'énergies renouvelables ont été organisées. Ces réunions ont permis un échange sur les bonnes pratiques et les expériences acquises en vue d'optimiser les procédures. Ces réunions sont désormais prévues à fréquence biannuelle. Un des objectifs de ces réunions est la mise à jour régulière du manuel de procédures susmentionné. Il va de soi que les différents outils mis à disposition pour faciliter la constitution de la demande, dont des guides pour l'élaboration d'études spécifiques, sont également régulièrement réévalués et le cas échéant actualisés. Le guide pour les études en matière de protection des oiseaux est en cours d'élaboration. Au besoin, d'autres guides pourront être développés.

Des délais pour les autorités compétentes pour la procédure d'instruction des demandes d'autorisation et la prise de décision sont déjà inscrits dans différentes lois. D'autres délais, dont notamment ceux de la directive 2023/2413 modifiant la directive (UE) 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie

produite à partir de sources renouvelables, qui impose différents délais pour les procédures d'autorisation qui dépendent de la technologie ainsi que de la puissance du projet, seront transposés dans la législation nationale.

Affiliation auprès d'un organisme de la sécurité sociale des enfants après le décès du parent assuré principal | Question **1026 (17/07/2024)** de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Selon nos informations, le décès du parent assuré principal à travers lequel les enfants sont coassurés auprès d'un organisme de la sécurité sociale n'entraînerait pas automatiquement le transfert de cette coassurance vers le parent survivant. Ainsi nombre de veuves ou veufs découvrirait par hasard, lors d'achats en pharmacie par exemple, que leurs enfants ne sont plus affiliés auprès de la sécurité sociale.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations exposées ci-dessus ? Dans la négative, quelles pourraient être les raisons pour lesquelles les personnes en question se sont retrouvées sans affiliation ?
- 2) Dans l'affirmative, comment Madame la Ministre entend-elle remédier au problème et endéans quel délai ?

Réponse (20/08/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La CNS confirme les informations exposées par l'honorable Députée. La coassurance d'un enfant dont le parent assuré principal est décédé n'entraîne pas le transfert automatique de cette coassurance vers le parent survivant. Il incombe à ce dernier de prendre contact par tout moyen avec la CNS afin de régulariser la situation de l'affiliation de l'enfant.

Dans l'hypothèse où le parent survivant bénéficie lui-même d'une affiliation au système de soins de santé luxembourgeois, la CNS établit rétroactivement – c'est-à-dire à partir de la date de décès du parent assuré principal – la coassurance de l'enfant auprès du parent survivant.

Toutefois, comme d'autres cas de figure quant à l'affiliation peuvent se présenter, la mise en place d'un transfert automatique de la coassurance de l'enfant du parent assuré principal décédé vers le parent survivant est impossible. Tel est le cas par exemple si le parent survivant a bénéficié lui-même de la coassurance auprès de l'assuré principal décédé, donc ne dispose pas d'une affiliation directe au système de soins de santé.

Par ailleurs, la CNS ne dispose pas directement des informations nécessaires quant à un éventuel droit à une pension de survie dans le chef de l'assuré décédé. Un tel droit permettrait à son bénéficiaire (co-assuré ou enfants) de bénéficier d'une affiliation au système de soins de santé luxembourgeois. La compétence en matière de pension de survie incombe à la Caisse nationale d'assurance pension. Toutefois, si une telle pension de survie est due, l'affiliation est établie de manière rétroactive à partir du début du droit à une pension de survie. Le cas échéant, les prestations peuvent également être prises en charge de manière rétroactive.

Finalement, il se peut que l'enfant ne puisse bénéficier d'une affiliation ni par le biais d'une coassurance

ni sur base d'une pension de survie. Dans ces cas, la CNS dirige les personnes en question vers le Centre commun de la sécurité sociale qui peut procéder à l'affiliation de l'enfant sur base de l'article 1^{er}, points 13) et 14) du Code de la sécurité sociale, les cotisations sociales étant alors prises en charge par l'État.

ad 2) Il découle de la réponse ad 1) que différents cas de figure relatifs à la situation d'affiliation peuvent se présenter de sorte qu'une analyse au cas par cas s'impose.

Contrôle des documents des véhicules | Question 1027 (18/07/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Et héiert een, datt vill méi Leit wéi fréier mam Auto ënnerwee wieren, déi déi erfuerdert Pabeieren net derbäi hunn. A leschter Zäit goufen dann och queesch duerch d'Land eng Rëtsch Policekontrollen duerchgefouert, fir ënner anerem d'Dokumenten vun den Autoschauffeuren ze iwwerpréiwien.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Chauffeure goufen zanter dem 1. Januar kontrolléiert?
2. Wéi vill vun hinnen haten de Führerschäin net bei sech, respektiv si gefuer, ouni ee valabele Führerschäin ze hunn? Wéi vill vun hinne wunnen hei am Land?
3. Wéi vill vun de Chauffeuren hate keng Assurance op hirem Auto? Wéi vill vun deene koumen aus dem Ausland?
4. Wéi vill Amendé goufen an deem Zesummenhang ausgesprach?

Réponse (23/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Ech kann net soen, wéi vill Chaufferen zanter dem 1. Januar 2024 bei den diverse Policekontrollen kontrolléiert goufen, well d'Police keng Statistik iwwer d'Unzuel vun de kontrolléierte Chauffere féiert.

ad 2. bis 4. Betreffend de Führerschäin, muss en Ënnerscheid gemaach ginn tëschent 2 verschiddene Fäll:

- a) de Chauffeur, deen am Besët vum engem Führerschäin ass, en awer net ka virweisen, kritt en Avertissement taxé ausgestallt;
- b) de Chauffeur, deen net am Besët vum engem Führerschäin ass, gëtt protokolléiert an d'Justizautoritéit ginn dovun a Kenntnis gesat.

Vum 1. Januar bis de 26. Juli 2024 hunn insgesamt 843 Chaufferen en Avertissement taxé wéinst Netvirweise vun engem Führerschäi kritt. Dovunner waren 223 Chauffere vun engem Auto, deen net zu Lëtzebuerg immatrikuléiert war.

Op deem selwechten Zäitraum ass an insgesamt 116 Fäll Protokoll erstellt gi wéinst Fieren ouni Führerschäin. An 53 Fäll war et géint Persounen, déi Netresident zu Lëtzebuerg sinn.

Och bei der Assurance muss en Ënnerscheid gemaach ginn tëschent deene Fäll, wou e Chauffer just seng Attestatioun net ka virweisen, den Auto awer versécher ass, an deene Fäll, wou d'Gefier net versécher ass.

848 Chauffere krute vum 1. Januar bis de 26. Juli 2024 en Avertissement taxé, well se hir Attestatioun net virweise konnten. Dovunner waren 68 Chauffere vu Gefier, déi net zu Lëtzebuerg immatrikuléiert waren.

Op deem selwechten Zäitraum ass an insgesamt 66 Fäll Protokoll erricht gi wéinst Fuere mat engem net versécherter Gefier. An 32 Fäll war et géint Persounen, déi Netresident zu Lëtzebuerg sinn.

Informations concernant la pension de vieillesse anticipée sur le site Internet de la CNAP | Question 1028 (18/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Arrêt N° 191 huet d'Verwaltungsgericht festgehalten, datt d'Regelunge bei der Prepensioun, déi en Ënnerscheid maachen tëscht dem Statut vum Salaré an dem Independant, net verfassungskonform sinn. Dëst, well se d'Leit mat enger „activité non salariée“ an der Pensioun benodeelegen.

Wéi en engem rezenten Artikel am „Journal“ ugefuert gëtt, informéiert d'Pensiounskeess (CNAP) kengeweegs iwwer dës Entscheedung op hirem Internetsite. Hei liest een nach ëmmer, datt een als Independant an der Prepensioun maximal 752,32 € brutto de Mount dierf verdéngen, well een d'Pensioun soss gestrach kritt:

<https://cnap.public.lu/fr/pensions/pension-vieillesse-anticipee/pension-vieillesseanticipee.html>

Wéi de „Journal“ richtig erkläert, ass et wichteg, datt d'CNAP op hirem Internetsite op dës Gerichtsdecisioun opmierksam géif maachen, fir datt d'Bierger kënnen eng informéiert Decisioun huelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Fro stellen:

– Wäert d'Ministesch bei der CNAP intervenéieren, datt de Site op d'Urteil vum Verwaltungsgericht opmierksam mécht an d'Follge vun deem Urteil erkläert? Dëst, soulaang bis eng Gesetzesännerung a Kraaft ass?

Réponse (21/08/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Pensiounskeess huet déi besote Säit op hirem Internetsite geännert an op d'Konsequenze vum Arrêt vum Verfassungsgericht zum Retrait vun enger virleefeger Alterspensioun bei engem Independant mat engem Revenu vun iwwer engem Drëttel vum soziale Mindestloun opmierksam gemaach.

Intégration d'un concept de « climate shelters » au sein du Plan canicule | Question 1029 (18/07/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le Plan canicule a été mis en place au Luxembourg suite à la canicule de 2003. Compte tenu des épisodes de chaleur extrême de plus en plus fréquents et intenses, il est crucial de revoir et de renforcer nos stratégies de prévention et de protection pour la population en général et les populations vulnérables en particulier.

Parmi les mesures innovantes mises en œuvre dans certains pays, la création de « climate shelters » se distingue comme une solution efficace. Ces abris climatisés offrent un refuge sûr et frais aux personnes les plus exposées aux risques de la chaleur, notamment les personnes âgées, les enfants en bas âge, les personnes souffrant de maladies chroniques et les sans-abris.

La Ville de Barcelone a mis en œuvre un tel concept qui permet à chaque résident de la ville d'atteindre un lieu frais en 5 minutes à pied maximum. Il s'agit de plus de 200 espaces publics climatisés, tels que des bibliothèques, des centres communautaires et des piscines, accessibles gratuitement pour offrir un refuge frais aux

habitant.e.s durant les vagues de chaleur. Ils visent à protéger les populations vulnérables en leur fournissant un environnement sécurisé et confortable pendant les périodes de chaleur extrême.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre envisage-t-elle d'élargir le Plan canicule du Luxembourg en intégrant des « climate shelters » pour mieux protéger nos citoyen.ne.s contre les vagues de chaleur extrême ?

2) Dans l'affirmative, quels types d'infrastructures seraient envisagés et quel serait le calendrier de mise en œuvre du concept ?

Réponse (16/08/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Gouvernement du Luxembourg reconnaît l'importance de renforcer les mesures de prévention et de protection contre les vagues de chaleur extrême. À cet effet, les mesures prévues dans le plan canicule sont revues et adaptées d'année en année. L'intégration de « climate shelters » dans le plan canicule est une mesure potentiellement bénéfique parmi d'autres.

Il est à noter que les structures d'hébergement pour personnes âgées ou vulnérables et les hôpitaux disposent déjà de zones climatisées destinées à protéger leurs populations en période de canicule.

ad 2) Lors des révisions systématiques des mesures du plan canicule, il est procédé en continu à l'adaptation et à l'extension des mesures avec tous les acteurs concernés. Les changements éventuels y retenus et à mettre en place sont communiqués en temps utile.

Transfert de personnel entre Caritas et HUT | Question urgente 1213 (19/09/2024) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Selon des informations circulant dans la presse, l'organisation « Hëllef um Terrain – HUT » aurait refusé l'option d'effectuer un transfert d'entreprise pour les collaborateurs.trices qu'elle compte reprendre de Caritas, préférant plutôt de renégocier individuellement leurs conditions de travail, y inclus l'ancienneté et le délai de préavis. En sus des personnes concernées, les syndicats pourraient également être désavantagés par cette approche de négociations individuelles.

Dans sa réponse à une question parlementaire récente, Monsieur le Premier ministre a annoncé que l'État luxembourgeois accordera des avances à « Hëllef um Terrain – HUT » jusqu'à la fin de l'année 2024 afin de lui permettre d'assurer ses nouvelles activités.

Dans ce contexte, nous voudrions demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le transfert des collaborateurs.trices de Caritas vers HUT sera-t-il opéré par voie de transfert d'entreprise ? Dans la négative, pourquoi ?

2) Le Gouvernement interviendra-t-il auprès des responsables de « Hëllef um Terrain – HUT » en faveur du maintien des acquis et conditions de travail des collaborateurs.trices ?

3) Le Gouvernement entend-il fixer les avances et les nouvelles conventions à une hauteur de sorte à permettre une continuité dans les acquis et conditions de travail des collaborateurs.trices ?

4) Dans l'hypothèse d'une renégociation individuelle des 350 contrats de travail, le Gouvernement peut-il

nous donner des renseignements sur le déroulement de ce processus ? Les avances accordées à HUT serviront-elles aussi à couvrir les frais liés à la renégociation ?

Réponse (26/09/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Le Gouvernement tient à exprimer sa solidarité au personnel des entités affectées de Caritas, qui ont fait, et continuent à ce jour de faire, un travail important au service des plus vulnérables et se retrouvent dans une situation difficile sans faute de leur part. Il est tout à fait compréhensible que le personnel soit préoccupé quant à son avenir professionnel. En même temps, selon les déclarations publiques des responsables de HUT, la solution proposée permettrait de maintenir les conditions de travail, notamment les salaires et l'ancienneté.

En effet, à la suite du détournement massif de fonds auprès de certaines entités de Caritas, entraînant une pénurie de liquidités et révélant une gouvernance défaillante, plusieurs options ont été examinées par le comité de crise mis en place par Caritas. Ce dernier a conclu que la création d'une nouvelle entité s'est avérée être la solution la plus viable. Le Gouvernement soutient le principe de la mise en place de cette nouvelle entité, tout en s'abstenant d'interférer dans les décisions qui ne relèvent pas des pouvoirs publics, y compris la question soulevée par les honorables Députées.

Il est toutefois remarquable que des personnes et des organisations privées soient prêtes à s'engager dans un contexte extrêmement difficile, impliquant la mise à disposition d'un fonds de roulement et la mise en place d'une gestion rigoureuse, en ligne avec les objectifs de l'État qui visent le maintien des activités au service des personnes vulnérables ainsi que la protection des emplois y rattachés. Le Gouvernement se réjouit de cette solidarité spontanée.

Tandis que les nouvelles conventions n'ont pas encore été signées, il est de l'intention du Gouvernement de maintenir les conventions à la même hauteur (proratisée) que celles conclues auparavant avec les entités respectives de Caritas.

.....

Fonds de la coopération au développement | Question urgente **1223** (23/09/2024) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères du 20 septembre, Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a déclaré ne pas vouloir déboursier à nouveau l'argent déjà payé pour le cofinancement des projets de coopération exécutés par Caritas International suite au détournement massif d'argent dont l'organisation a été victime et aux difficultés financières qui s'en sont suivies. Il a entre autres justifié sa décision par le fait qu'il n'avait pas à sa disposition les 5 millions d'euros dont il aurait besoin pour financer ces projets.

Dans le cadre de ladite réunion, les représentants du Ministère de la Coopération nous ont expliqué que les projets de coopération internationale sont financés via le Fonds de la coopération au développement. Confronté au fait que le poste budgétaire concerné, 93.00 « alimentation du Fonds de la coopération au développement » (qui plus est un crédit non limitatif) s'élève à 369 millions d'euros, le ministre nous a répondu que ces fonds étaient déjà affectés et que l'Inspection des finances lui aurait de toutes façons enjoint de réduire le montant budgétisé de 14 millions d'euros.

Ces déclarations nous ont surpris alors que le budget voté prévoit le montant de 369 millions, que dans le projet de budget l'augmentation de 12 millions de ce budget par rapport à l'année 2023 avait été mis en exergue et que 5 millions d'euros auraient été nécessaires pour éviter la disparition des projets de coopération de Caritas International avec toutes les conséquences néfastes que nous connaissons pour les employé.e.s et bénéficiaires.

Dans ce contexte nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Monsieur le Ministre des Finances peut-il confirmer que l'Inspection des finances a demandé au Ministre de la Coopération de réduire le budget du Fonds de la coopération au développement de 14 millions d'euros ? Dans l'affirmative, cette demande concerne-t-elle l'année budgétaire 2024 ou 2025 ?
- 2) Toujours dans l'affirmative, pourquoi cette demande a-t-elle été formulée ?
- 3) Monsieur le Ministre des Finances n'est-il pas d'avis qu'il faudrait revoir cette position étant donné que le montant de 5 millions d'euros serait suffisant pour sauvegarder les projets de coopération de Caritas International ?

Réponse (25/09/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Conformément à l'accord de coalition 2023-2028 et à la motion adoptée le 3 juillet 2024 par la Chambre des Députés, le Gouvernement reste engagé à consacrer un pour cent du revenu national brut (RNB) à l'Aide publique au développement (APD), y compris à l'aide humanitaire.

Afin de respecter cet objectif, l'enveloppe mise à disposition de l'APD est régulièrement actualisée, vers le haut ou vers le bas, en fonction de l'évolution en cours d'année des prévisions du RNB réalisées par le Statec.

Sur base des estimations les plus récentes du Statec pour le RNB, qui ont été revues à la baisse par rapport aux prévisions ayant servi de base à l'élaboration du projet de budget 2024, l'enveloppe mise à disposition de l'APD s'élève à 552,2 millions d'euros pour 2024. Ceci représente une diminution de 14,6 millions d'euros par rapport à l'enveloppe de 566,8 millions d'euros initialement budgétisée pour 2024.

Des modifications comparables ont été opérées par le passé suite à l'actualisation des prévisions de RNB par le Statec. C'est ainsi qu'une révision à la baisse en cours d'exercice s'était également produite dans le cadre de l'exécution du budget 2023, où l'enveloppe initialement budgétisée de 544 millions d'euros a été diminuée de 6 millions d'euros pour s'établir à 538 millions d'euros. Pour les années budgétaires 2021 et 2022, à l'inverse, les montants initialement budgétés ont été augmentés en cours d'exercice.

Pour conclure, il échet de rappeler que la répartition concrète de l'enveloppe budgétaire s'effectue sous la responsabilité du ministère concerné. L'Inspection générale des finances n'intervient pas dans ce cadre.

.....

Scolarisation des réfugiés mineurs | Question urgente **1236** (25/09/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Zu Lëtzebuerg herrscht Schoufflicht fir all Kanner. Eisen Informatiounen no gëtt et am Norde vum Land Fäll vu mannerjäregen Jugendlechen, déi als Mineurs non accompagnés eng Demande de protection internationale gemaach hunn an aktuell net ageschoult sinn. Wéinstens deelweis soll et sech ëm Jugendecher

handelen, déi a Foyere vun der Caritas a vun anerem Träger wunnen.

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwen an Accueil gär follgend Froe stellen:

1. Wéi erkläert d'Regierung, datt et ëmmer nees Fäll gëtt vu Kanner, déi eng Demande fir Protection internationale gestallt hunn, déi net beschoult ginn? Wéi eng Moosname mussen Träger vun de Foyeren huelen, fir esou Fäll ze verhënnere?
2. Wéi eng Moosnamen hëlt d'Regierung generell fir sécherzestellen, datt all Kanner, déi eng Demande fir Protection internationale gestallt hunn, hei zu Lëtzebuerg beschoult ginn?
3. Wéi vill mannerjäreg Demandeur vu Protection internationale, opgeschlëselt no Mineurs accompagnés a Mineurs non accompagnés, sinn aktuell dëst Joer a waren déi lescht 5 Joer net fir d'Rentree ageschoult ginn, obschonnns si virduro schonn zu Lëtzebuerg gelieft hunn oder souguer schonn hei beschoult gi sinn? Ass et méiglech, dës Donnéeën och no de Regioun vum Land opzeschlëselen, an deenen déi Betraffe wunnen?

4. Wat war déi lescht 5 Joer déi statistesch Verdeelung vun der Dauer vun der Waardezäit fir d'Aschoulung vu Mannerjärege mat enger Demande de protection internationale?

Réponse (09/10/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Laut Artikel 33 vun der Verfassung ass den Zougang zu der Educatioun an der Schoul fir déi Jonk, déi der Schoufpflicht ënnerleien, garantéiert. Entsprechend dem Artikel 6 vum Gesetz vum 20. Juli 2023 iwwer d'Schoufpflicht ass et un den Elteren oder Tuteure sécherzestellen, datt d'Kand dës Pflicht erfëllt.

Den Artikel 7 Paragraph 4 präziséiert, datt, wann e Mannerjärege d'Conditionen erfëllt, fir an den Enseignement secondaire ze goen, et un den Elteren oder Tuteuren ass, ze garantéieren, dass hien d'Schoufpflicht erfëllt, no den Dispositione vum Artikel 5:

1. D'Schoufpflicht ass erfëllt, wann de Mannerjärege ugemellt ass an de Coursen, Aktivitéiten a Stagë reegelméisseg nokënn, déi am Kader vum Schoulprogramm uegebued ginn:
 - an enger ëffentlecher Schoulinstitution, déi dem Lëtzebuurger Staat ënnersteet;
 - an enger Institution, déi ënnert d'Konventioun ënnert de Statut vun den Europäesche Schoule vum 21. Juni 1994 fält;
 - an enger privater Schoul, déi vum Lëtzebuurger Staat unerkannt ass; oder
 - an enger Schoul am Ausland.
2. D'Schoufpflicht kann och duerch Unterrecht doheim erfëllt ginn, ënnert de legale Bedéngungen.
3. Schüler mat speziellen edukative Besoinen erfëllen d'Schoufpflicht duerch eng ugepassten Educatioun, déi vun der nationaler Inklusiounskommissioun oder enger anerer Inklusiounskommissioun bestëmmt gëtt.
4. Schüler, déi méi wéi 15 Joer al sinn an eng Léiermaachen, erfëllen d'Schoufpflicht duerch d'Participation un de beruffleche Coursen, déi deels beim Patron, deels an der Schoul stattfannen.

Schlussendlech fält et, laut Artikel 9 vum selwechte Gesetz, an d'Kompetenz vum Bildungsminister, ze iwwerwaachen an ze garantéieren, datt déi verantwortlech Autoritéiten d'Schoufpflicht respektéieren. Nodeems déi vun den honorabelen Deputierten

erwäänte Fäll de 24. September bekannt goufen, konnten de 25. September Léisunge fonnt ginn, laut Artikel 33 vun der Lëtzebuurger Verfassung, an d'Schüler goufen ageschriwwen.

ad 2. Laut Artikel 9 vum Gesetz vum 20. Juli 2023 iwwer d'Schoulpflicht ënnerläit d'Iwwerwaachung vun Respekt vun der Schoulpflicht dem Bildungsminister. Dëst geschitt, andeems verschidden Informatiounsquelle gekräizt ginn, an dat op d'mannst eemol de Mount.

Wat d'Kapazitéiten ubelaangt, sou huet d'Regierung dës an de leschte Joren erhéicht, andeems si d'Zuel vun den Accueil- an Integratiounsklasse Joer fir Joer substanzuell erhéicht huet. Des Weidere sinn dräi nei international Schoule geplangt, genau esou wéi d'Reamenagementer vun neien oder existenten Infrastrukturen, Lycéeën a Schoulen. Ausserdeem besteet d'Méiglechkeet, dréngend Besoinen duerch provisorisch Strukturen ze decken, unni op d'Déngschter vun der Administratioun vun den öffentleche Gebaier oder öffentlech Ausschreibungen zeréckgräifen ze mussen.

Wat déi éischt Beschoulung ubelaangt, esou fält dës ënner d'Kompetenz vum Service de l'intégration et de l'accueil scolaires (SIA), deen e wéchentlechen Austausch mam ONA huet, fir den Informatiouns- a Kommunikatiounsaustausch mat den Träger ze garantéieren. Des Weideren ass de SIA agebonnen an d'Formatioun, déi ugebuede gëtt fir d'Personal vun den Träger. Hei ginn déi ganz Prozeduren an Demarchen, déi ënnerholl mussen ginn, erkläert.

Zur Informatioun fannt Dir heidrënner d'Zuel vun den Integratiouns-, Accueils- an Insetiounsklassen, déi national ugebuede gi sinn an de leschte Jore respektiv fir dës Reentrée.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Well de Statut net fir d'Aschoulung berücksichtegt gëtt, ass et net méiglech, esou Zuelen ze liwweren.

ad 4. Genausou wéi bei den Zuelen, déi virdu gefrot goufen, kënnen och d'Zuelen iwwer d'Dauer vun der Sclolaritéit vun de mannerjäregen Demandeuere vun internationalem Schutz net geliiwert ginn.

Allerdéngs muss een hei déi nei europäesch Direktiv (UE) 2024/1346 ervirhiewen, déi vun enger maximaler Waardezäit vun zwee Méint schwätzt, ab dem Moment wou eng Demande de protection internationale erstallt gouf. An deenen allermeeschte Fäll vergeet de Gros vun der Zäit, bis déi Concernéiert de Wee bei déi zoustänneg staatlech Instruktiounen fonnt hunn. Wéi déi uewe genannte Fäll weisen, kënnen dee Moment innerhalb vu kierzter Zäit Léisunge fonnt ginn.

.....

Nouveaux contrats de travail des employés de Caritas | Question urgente 1255 (30/09/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Eisen Informatiounen no ginn d'Mataarbechter.inne vun der Caritas de leschte Freideg, 27.9., an haut, Méindeg den 30.9., een nom aneren an en isoléierte Raum convoquéiert, kréien do en neien Aarbechtskontrakt, fir bei HUT schaffen ze goen, virgeluecht an hu just dee Moment d'Méiglechkeet, dësen ze ënnerschreien. Si kréie keng Méiglechkeet, sech dëse Kontrakt a Rou durchzeliesen oder sech beroden ze loossen, zum Beispill vun hire Personaldelegéierten. Ee Vertrieeder vun der Personaldelegatioun vun der Caritas ass zwar sur place, därerf awer d'Personen net an de Sall begleeden a si eventuell beroden.

D'Mataarbechter.inne ginn duerch dës Situatioun ënner Drock gesat, virun allem, well si nach ëmmer net wëssen, wat mat hinne géif geschéien, wann si net direkt ënnerschreien.

Schlussendlech sollen d'Mataarbechter.innen, eisen Informatiounen no, e Passus ënnerschreien, an deem steet „Les Parties déclarent avoir disposé du temps de réflexion et des conseils nécessaires avant de signer le présent accord et confirment que leur consentement est libre et exempt de tout vice.“

Schlussendlech sollen d'Mataarbechter, eisen Informatiounen no, e Passus ënnerschreien, an deem steet „Les Parties déclarent avoir disposé du temps de réflexion et des conseils nécessaires avant de signer le présent accord et confirment que leur consentement est libre et exempt de tout vice.“

An deem Kontext géinge mir dem Här Premierminister an dem Här Aarbechtsminister gär folgend Froe stellen:

– Gouf dës Virgoensweis mam Premierminister ofgestëmmt, deen d'Affär Caritas jo zur Chefsaach deklaréiert huet?

– Sinn déi Häre Ministeren a Kenntnis vun dëser Virgoensweis, déi en enormen Drock op d'Mataarbechter ausüübt?

– Sinn d'Ministeren der Meenung, datt dës Virgoensweis konform ass par rapport zum Code du travail an zu all aneren eventuelle legale Dispositiounen?

– Sinn d'Aarbechtskontrakter, déi ënnert dëse Konditiounen ënnerschriwwen goufen, legal?

– Kann esou ee Passus, ënnert dëse Konditiounen, iwwerhaupt gerechtfertegt ginn? Wieren d'Kontrakter an deem Fall net d'office „nul et non avenu“?

– Sinn d'Ministeren der Meenung, datt d'Mataarbechter net hätte missen am Kader vun engem propieren „transfert d'entreprise“ iwwerholl ginn, vu datt hei souwuel d'Mataarbechter, ewéi och hir Gebailechkeeten an d'Aktivitéiten, iwwerholl ginn?

– Kann d'ITM hei eng Kontroll duerchféieren a wa jo, ass de Minister bereet, dëst ze lancéieren?

Réponse (03/10/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

D'Regierung hat keng Kenntnis vun dëser Virwërf, déi d'Ministeren aus der Press gewuer gi sinn. D'Regierung ass am Virfeld zur Virgoensweis vun HUT net consultéiert ginn.

Well et hei verschidde juristesche Vuë gëtt, ass et un der Justiz, fir déi weider Froe vum honorabelen Deputéierten eventuell ze tranchéieren.

D'ITM huet eng Kontroll bei HUT gemaach an ass net kompetent fir ze klären, ob et en Transfert d'entreprise ass oder net.

.....

Attribution de titres de séjour travailleur indépendant aux professionnels de la culture | Question 1309 (07/10/2024) de **M. Meris Sehic** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Dans la presse nationale ainsi que dans les réseaux sociaux est relaté actuellement le cas d'une personne dont la demande de titre de séjour en tant que travailleur indépendant a été refusée par le Ministère des Affaires intérieures. Afin d'obtenir un titre de séjour pour travailler indépendant, l'activité du demandeur doit répondre à un besoin économique du Luxembourg. Plus précisément, la loi prévoit que « l'exercice de l'activité visée sert les intérêts du pays qui s'apprécie en termes d'utilité économique,

c'est-à-dire, de réponse à un besoin économique, de l'intégration dans le contexte économique national ou local, de viabilité et de pérennité du projet d'entreprise, de création d'emplois, d'investissements notamment en matière de recherche et de développement, d'activité innovante ou encore de spécialisation, ou en termes d'intérêt social ou culturel ».

La personne concernée est diplômée d'un master en architecture de l'Université de Luxembourg, et est un artiste qui a reçu des lettres de soutien de plusieurs institutions culturelles luxembourgeoises.

Selon la Commission consultative pour travailleurs indépendants, qui vérifie si les conditions pour un titre de séjour « travailleur indépendant » sont remplies, les créations du demandeur en question n'apporteraient « pas de véritable plus-value en termes d'intérêts économiques pour le Luxembourg, ne servent pas réellement les intérêts du pays et ne peuvent pas être considérées comme une intégration dans le contexte économique national ou local ».

Il est à noter que selon le règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 relatif à la composition et au fonctionnement 1. de la Commission consultative des étrangers ; 2. de la Commission consultative pour travailleurs salariés ; 3. de la Commission consultative pour travailleurs indépendants, la Commission pour travailleurs indépendants est composée de six membres effectifs, et peut, en cas de besoin, s'adjoindre l'expertise de représentant.e.s du Ministre ayant la culture dans des attributions.

Or, selon la presse, le Ministère de la Culture n'aurait pas été saisi du dossier. Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Monsieur le Ministre de la Culture peut-il confirmer que son ministère n'a pas participé à la prise de décision dans ce dossier ?

2) Dans l'affirmative, pourquoi la commission consultative ne s'est pas servie de la possibilité prévue par son règlement organique de s'adjoindre l'expertise de représentant.e.s du Ministère de la Culture ?

3) Encore dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de l'Intérieur n'est-il pas d'avis que la prise de décision dans des dossiers touchant un secteur spécifique devrait toujours être effectuée en concertation avec des représentant.e.s du Ministre ayant ledit secteur dans ses attributions ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

4) Monsieur le Ministre de la Culture partage-t-il l'avis de la commission que le travail d'un artiste ayant reçu le soutien de maintes d'institutions culturelles luxembourgeoises de renommée, n'apporte pas « de véritable plus-value en termes d'intérêts économiques pour le Luxembourg, ne ser(t) pas réellement les intérêts du pays et ne peu(t) pas être considéré [...] comme une intégration dans le contexte économique national ou local » ?

5) Sur base de quels critères ou éléments est évaluée concrètement la « plus-value » du travail d'un artiste dans la cadre d'une demande pour travailleur indépendant ?

6) Dans les derniers 15 ans, combien de professionnels.le.s de la culture ont demandé et combien se sont vu attribuer un titre de séjour en tant que travailleur indépendant ?

7) Selon un article de presse, Monsieur le Ministre de la Culture « suivra » l'évolution du dossier de la personne concernée. Sachant que le titre de séjour

est arrivé à expiration le 6 octobre, en quoi consiste ce suivi ?

Demande pour un titre de séjour d'un artiste iranien | Question 1311 urgente (07/10/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

L'hebdomadaire « Land » du 4 octobre a rapporté le cas d'un artiste de nationalité iranienne dont la demande pour un titre de séjour en tant que travailleur indépendant a été refusée. Ainsi, l'artiste en question qui habite au Luxembourg depuis de nombreuses années serait sommé de quitter le pays avant le 6 octobre.

Selon cette même source, une commission consultative aurait estimé que les travaux de l'artiste n'apportent « pas de véritable plus-value en termes d'intérêts économiques pour le Luxembourg et ne servent pas réellement les intérêts du pays et ne peuvent pas être considérés comme une intégration dans le contexte économique national ou local ».

Pourtant, l'article 51 de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration spécifie que l'activité du demandeur doit notamment être appréciée « en termes d'intérêt social ou culturel ». Étant donné que l'artiste a bénéficié, dans le cadre de sa demande, du soutien de plusieurs institutions culturelles importantes du Luxembourg, dont Esch capitale culturelle, Rotondes, Neimënster ou la Kulturfabrik, cet avis négatif peut interpellier.

La commission consultative mentionnée plus haut, qui vérifie si les conditions prévues pour l'octroi d'un titre de séjour pour indépendants sont remplies, est constituée par deux représentants du Ministère de l'Immigration et d'un représentant respectivement du Ministère de l'Économie, du Ministère des Classes moyennes et du Ministère du Travail. Selon le règlement grand-ducal qui en fixe la composition et le fonctionnement, la commission peut s'adjoindre en cas de besoin l'expertise de représentants d'autres ministères, dont celui de la culture. Or, le Ministre de la Culture, sollicité par la rédaction du « Land », aurait précisé ne pas avoir été saisi du dossier.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) N'êtes-vous pas d'avis que la commission consultative aurait dû s'adjoindre l'expertise d'un représentant du Ministère de la Culture afin de pouvoir pleinement évaluer l'intérêt social ou culturel de l'activité du demandeur ?

2) Êtes-vous prêt à mettre en suspend votre décision tout en demandant à la commission consultative de réexaminer la demande en s'adjoignant cette fois-ci l'expertise d'un représentant du Ministère de la Culture ?

Réponse (10/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

Les ministres tiennent à exprimer leur compréhension que le cas particulier cité par les honorables Députés a suscité une attention particulière dans les débats publics, chaque demande d'immigration étant synonyme d'un destin personnel. En même temps, il est important de discuter de cas particuliers et de la politique d'immigration générale dans un discours mesuré et objectif.

Par ailleurs, les ministres soulignent qu'en aucun cas la décision dans ce cas précis ne peut être interprétée comme un jugement généralisé sur la valeur intrinsèque de la culture et de sa place dans notre société. Le Gouvernement tient à réaffirmer son engagement en faveur du secteur culturel ainsi qu'en faveur de

la liberté d'expression culturelle. Il reconnaît que la culture est non seulement un vecteur de créativité et d'identité collective, mais aussi un levier essentiel de dialogue, d'inclusion et de développement, qui contribue à enrichir notre société. Ainsi, le Gouvernement soutient à travers de multiples initiatives, et un budget conséquent, le développement culturel au Luxembourg.

En ce qui concerne le cas en espèce, il y a lieu de remarquer qu'après avoir fait ses études d'architecture au Luxembourg, la personne concernée a travaillé dans un cabinet d'architectes pendant six mois, pour ensuite se retrouver au chômage jusqu'en mars 2024. Son titre de séjour en tant que travailleur salarié, accordé sur base du contrat de travail avec le cabinet d'architectes étant valable jusqu'au 28 juin 2024, la personne concernée a pris contact par courriel avec la Direction générale de l'immigration en mai 2024. Elle a été informée qu'un renouvellement du titre de séjour en tant que travailleur salarié n'était possible que sur base d'un nouvel emploi et qu'elle pouvait alternativement introduire une demande de titre de séjour pour travailleur indépendant.

Une demande en ce sens a été déposée en date du 18 juin, soit très peu de temps avant l'expiration du titre de séjour initial. Cette demande a été rejetée en date du 31 juillet 2024, à la suite d'un avis négatif rendu par la commission consultative pour travailleurs indépendants, qui doit obligatoirement statuer sur ces demandes. Une demande en renouvellement du titre de séjour en qualité de travailleur salarié a été introduite par après et rejetée par décision du 17 septembre 2024.

La loi sur l'immigration exige que tout ressortissant de pays tiers doit justifier de ressources personnelles suffisantes afin de pouvoir obtenir un titre de séjour. Cette condition s'applique à toute personne indépendamment du métier exercé pour assurer que chacun puisse vivre décemment de son activité professionnelle, que ce soit une activité salariée ou indépendante. À cette fin, la loi prévoit un seuil qui correspond au montant du salaire social minimum.

La demande en obtention d'un titre de séjour pour travailleur indépendant déposée par le demandeur ne contenait pas la preuve de ces moyens de subsistance suffisants. L'activité projetée ne lui permettait pas d'atteindre le seuil prévu par la loi. La commission émet toujours un avis sur base d'une évaluation de viabilité économique d'une activité et non sur la valeur intrinsèque de l'activité projetée. Ainsi la commission consultative a émis un avis négatif unanime. Le Ministère de la Culture n'y était pas représenté.

Le Ministère des Affaires intérieures applique la loi et les critères y définis par le législateur.

Les modalités de la loi prévoient également que la personne concernée peut déposer une nouvelle demande auprès de la Direction générale de l'immigration avec la preuve de moyens de subsistance suffisants. Il y a également lieu de rappeler que les délais de recours n'ont pas expiré et que l'intéressé peut encore exercer les voies de recours prévues par la loi.

Enfin, la Direction générale de l'immigration ne dispose pas de statistiques en fonction du métier exercé par les personnes qui demandent un titre de séjour en tant que travailleur indépendant.

.....
PET-scan | Question urgente 1321 (09/10/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Il me revient que le seul PET-scan disponible dans notre pays est récemment de nouveau tombé en

panne. Pour les patients risquant ou ayant reçu un diagnostic de cancer, l'attente prolongée pour cet examen leur fait non seulement perdre du temps pour un traitement mais engendre surtout une charge psychologique significative.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre, peut-elle confirmer que le seul PET-scan disponible dans notre pays est en panne ? Dans l'affirmative, combien de temps est nécessaire pour la remise en service de l'appareil ?

2) Il a été porté à ma connaissance que le PET-scan n'est pas réparé durant le week-end, ce qui entraîne une perte de temps précieuse. Est-ce effectivement le cas ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles les réparations ne sont pas effectuées pendant cette période ? Madame la Ministre, ne pense-t-elle pas qu'il serait judicieux d'envisager des réparations durant le week-end pour améliorer la disponibilité du service ?

3) Est-ce que la livraison d'un deuxième PET-scan, déjà commandé et autorisé, est toujours prévue pour le premier trimestre de 2025 ?

4) En attendant, un autre PET-scan devrait être loué pour une durée déterminée afin de réduire le temps d'attente jusqu'à la réception de l'appareil définitif. Un contrat de location a-t-il déjà été signé à cette fin ? À partir de quand le PET-scan en question sera-t-il disponible ?

5) Au cours des cinq dernières années, à combien de reprises le PET-scan disponible est-il tombé en panne ? Combien de patients ont été contraints soit de reporter leurs rendez-vous, soit de se rendre à l'étranger pour un PET-scan en raison de pannes du PET-scan en question ?

6) Existe-t-il une solution d'urgence pour les patients dont le diagnostic ou l'avancement d'un traitement peuvent profiter ? Où est-ce que ces patients peuvent réaliser un PET-scan ? Qui organise le rendez-vous en cas d'urgence ? Dans de telles situations, la CNS couvre-t-elle l'intégralité des frais, ou le remboursement est-il soumis à des conditions particulières ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (17/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'équipement PET étant exploité actuellement dans une cadence d'examen surélevée (35 examens/jour au lieu de 20-25 examens/jour), est tombé en panne mercredi, le 2 octobre en matinée et n'a été remis en service que le vendredi à 11.00 heures. Un rattrapage a été prévu le samedi. Malheureusement, le vendredi soir une nouvelle panne est intervenue et le technicien n'a pu intervenir que le lundi suivant.

ad 2) En raison du type de panne et du délai de mise à disposition des pièces à remplacer dans la partie CT, un délai de réparation de 24 heures a dû être constaté. Une deuxième panne intervenue sur la partie PET par la suite a également nécessité un délai de réparation impactant le rattrapage des examens reportés.

ad 3) L'installation du deuxième PET-scan débutera le 21 octobre et une mise en production est prévue pour début janvier 2025.

ad 4) En effet, l'équipement PET-CT en location a été mis en service le 15 octobre.

ad 5) Alors que les arrêts des années antérieures étaient en principe programmés pour des travaux de

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

maintenance, une recrudescence des pannes est à constater à partir de 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6) Comme indiqué dans la réponse à la QP 0905 du 18 juin 2024 de l'honorable Député Mars Di Bartolomeo, il est à souligner que les examens, ayant dû être reportés, sont reprogrammés dans les meilleurs délais dans le cadre de plages additionnelles en journée ouvrable ou le samedi.

En complément, il y a eu des prises de contact avec les établissements hospitaliers des pays voisins afin de vérifier les disponibilités de plages pouvant être proposées aux patients dont l'examen a été reporté au Centre national PET au CHL.

À ce stade, seul un établissement hospitalier à Bruxelles a annoncé avoir des disponibilités de plages d'examen PET-CT. Les pourparlers avec les établissements à Trèves et à Nancy sont en cours.

Sur base des reprogrammations d'examens, il n'y a pas encore eu un besoin de transfert de patient à l'étranger.

Rapatriment d'une femme libyenne malade | Question urgente 1355 (14/10/2024) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Wéi et aus engem Presseartikel ervirgeet, muss eng libesch Famill mat hirer 72-järeger schwéier kranker Mamm e Méindeg um 13.00 Auer hire Foyer

verloossen. D'Famill, déi 2019 op Lëtzebuerg geflücht ass, befënnt sech nom Refus vun hirer Demande fir de subsidiäre Schutz an enger ganz prekärer Situatioun. An der Press ass ze liesen, datt d'Famill dës Decisioun ni offiziell matgedeelt kritt huet. Besonnesch d'Mamm, déi ënnert enger medezinnescher Betreuung ass, kéint am Fall vun enger Réckféierung a Libyen an eng liewensgefëierlech Situatioun geroeden.

Am Amnesty-International-Rapport aus dem Joer 2023 ass festgehalen, datt Libyen nach ëmmer als een onstabil Land ze consideréieren ass, besonnesch wéinst de Verletzung vum der Rechtsstaatlechkeet an arbiträre Verhaftungen, Folter an onfaire Geriichtsverfahren. Iwwer 170.000 Persounen am Land sinn ëmmerhin duerch bewaffnet Konflikter aus hiren Haiser verdrifwen a kënnen wéinst der Präsenz vu Privatmilizen an der Gefor vun der Verfolgung net an hir Heemechtsregiounen zeréckgoen.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatiounen aus der Press confirméieren?
2. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerehue fir sécherzestellen, datt dës Famill net ouni Ennerdaach bleift, besonnesch well d'Mamm schwéier krank ass an eng medezinnesch Versuergung an hirer Heemecht net garantéiert ass?
3. Denkt de Minister driwwer no, den Ament all lafend Prozedur ze suspendéieren, besonnesch wéinst de schwierge Konditiounen a Libyen?

4. Wéi ass d'Situatioun vun der Famill, ënnert der aktueller Situatioun a Libyen, am Fall vun enger Réckféierung ze evaluéieren?

Réponse (18/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Ufro op internationale Schutz vun der Famill aus Libyen ass a leschter Instanz duerch en Arrêt vun der Cour administrative vum 23. Mee 2023 refuséiert ginn. Doropshin ass den zoustännegen Affekot vum Geriicht iwwer dëst Urteel a Kenntnis gesat ginn. Des Weideren huet d'Direction générale de l'immigration doropshin d'Famill op e Rendez-vous invitéiert, fir e fräiwëllege Retour ze organiséieren. D'Famill ass och op de genannte Rendez-vous komm, huet allerdéngs e fräiwëllege Retour refuséiert. Et kann deemno net gesot ginn, d'Famill hätt d'Decisioun vum Refus net matgedeelt kritt.

Den Affekot vun der Famill huet opgrond vum gesondheetlechen Zoustand vun der 72-järeger Fra den 9. Oktober 2024 eng Demande, begleet vun engem Certificat médical, fir e „sursis à l'éloignement“ bei den zoustännegen Autoritéiten agereecht. Dëse Certificat ass fir den néidegen Avis un d'Direktioun vun der Santé weidergeleet ginn. Bis eng Decisioun virläit, ass d'Prozedur fir e Retour vun der Famill ausgesat.

Duerch d'Demande fir e „sursis à l'éloignement“ ass d'Decisioun, d'Famill net méi an enger Struktur ze hebergéieren, an dësem Fall bis op Weideres opgehuewe ginn.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799